

EUROPE

Grande-Bretagne

LES PROBLÈMES DU RACISME APRÈS LES ÉMEUTES DE NOTTING-HILL

« Cette île est la nôtre »

M. Tony Benn, ministre britannique de l'énergie, a donné, vendredi 3 septembre, le coup d'envoi d'une campagne du parti travailliste contre l'extrême droite nationaliste.

La Grande-Bretagne fait face, a dit le

ministre, à la pire montée de racisme qu'elle ait connue depuis les années 30. Or l'aggravation du chômage permet aux mouvements d'extrême droite d'amplifier leur propagande raciste. Les candidats de l'extrême droite ont enregistré

des gains très nets au cours des dernières élections partielles. Le Parlement, sans jamais toutefois emporter le siège. Cette décision du parti au pouvoir s'explique aussi par les récents incidents qui ont eu lieu à Londres, où s'est rendu notre envoyé spécial.

De notre envoyé spécial

Londres. — N'étaient le ciel gris et un insidieux petit vent froid, on se croirait ailleurs. Ces rhamballes d'enfants de couleur, ce linge qui sèche suspendu au-dessus des venelles, ces échoppes jargonnantes sur la rue et ces étals qui débordent sur les trottoirs, cette clameur bruyante et cette envahissante odeur de curry émanant des cuisines jointives. Portobello-Road est bien dans Londres, mais ses habitants viennent d'ailleurs, de la Jamaïque et des Indes occidentales. Beaucoup d'entre eux sont venus depuis longtemps chercher, sinon la fortune, du moins un travail garantissant à leur famille une vie décente. Les Londonsiens regardent d'habitude ces soixante mille Antillais entassés dans quelques pâtés de maisons sans le moindre confort ni même bien souvent la plus élémentaire hygiène, tout comme ils s'efforcent de ne pas trop penser aux soixante-dix mille Indiens de

Southall, dont le sort n'est guère plus enviable. Nul ne semble s'émouvoir que l'extrême droite britannique se transforme peu à peu en une casbah.

Aujourd'hui pourtant, le temps des illusions est passé. Déjà aux prises avec le problème triadiste et une sévère crise économique, l'Angleterre redécouvre depuis quelques temps un nouveau démon : le racisme. Lundi 30 août, il a suffi de quelques minutes dans le quartier de Nottingham pour qu'un carnaval jamaïcain se transforme en bataille rangée, que les « bobbies » londoniens ternissent leur image et que la haine latente entre des communautés qui cohabitent sans cesse de s'ignorer éclate en une explosion dévastatrice : trois cent vingt-cinq policiers et cent trente manifestants blessés, trente-cinq véhicules détruits, des magasins endommagés et pillés. La plus dure manifestation en quarante et un ans de carrière, dira un membre des forces de l'ordre.

Depuis, le silence est retombé entre Portobello-Road, Acklam-Road et Ledbrooke-Grove. Les vitriers achètent de rendre aux rues leur physionomie antérieure, tandis que les autorités s'appliquent à minimiser la révolte de lundi. Sir Robert Mark, le chef de la police londonienne, refuse d'y voir autre chose que l'action de « huit cents hooligans » boycottant une foule de cent cinquante mille personnes excitées par la musique et l'alcool. Quant au déploiement de forces, jugé provocant par les organisateurs du carnaval, Sir Robert le justifie aisément : le dimanche, on avait mobilisé neuf cent trois fonctionnaires, et déjà on avait pu observer les menées d'une cinquantaine de « hooligans » ; aussi paraissait-il naturel, le lundi, pour une assistance plus que doublée de prévoir un service d'ordre de mille cinq cents hommes, vingt-cinq mille policiers, dont mille quatre cent vingt en uniforme.

Pourtant, au sein de la population, l'idée prévaut que la révolte de Nottingham révèle des tensions qui risquent de se reproduire. Le problème de l'immigration, au cours des dernières années, a été traité de deux manières : d'une part, les immigrants ont été encouragés à s'installer dans les zones de Londres, ce qui a entraîné une augmentation de 40 % dans la capitale et sa banlieue.

S'adressant aux travailleurs dans le style direct qui lui est propre, M. Gierak a annoncé que le bureau politique proposerait, lors de la prochaine session du comité central le 9 septembre, la création de cinq commissions. Chacune d'elles, dirigée par un membre du bureau politique, sera chargée d'examiner un problème économique d'actualité : la politique des prix alimentaires, y compris celui de la viande ; la promotion de la production pour le marché ; l'agriculture et l'industrie alimentaire ; un programme d'économie ; la politique du logement.

Ces commissions, a précisé M. Gierak, auront un an pour mener leur tâche à terme. Il est donc possible, a-t-il ajouté, que leurs résultats ne soient pas présentés avant la deuxième conférence nationale du parti, s'il se révèle nécessaire de travailler plus longtemps. C'est dire que l'adoption des décisions serait repoussée à la fin de 1977 ou au début de 1978, puisque la prochaine conférence nationale devrait se tenir à peu près à la même époque. La période entre deux congrès (le septième s'était tenu en décembre 1975) a un autre intérêt : elle permet au chef du parti, à son tour, de choisir pour résoudre graduellement les problèmes de prix, n'est pas sans difficulté, a déclaré que la préparation des solutions

Southall, dont le sort n'est guère plus enviable. Nul ne semble s'émouvoir que l'extrême droite britannique se transforme peu à peu en une casbah.

Aujourd'hui pourtant, le temps des illusions est passé. Déjà aux prises avec le problème triadiste et une sévère crise économique, l'Angleterre redécouvre depuis quelques temps un nouveau démon : le racisme. Lundi 30 août, il a suffi de quelques minutes dans le quartier de Nottingham pour qu'un carnaval jamaïcain se transforme en bataille rangée, que les « bobbies » londoniens ternissent leur image et que la haine latente entre des communautés qui cohabitent sans cesse de s'ignorer éclate en une explosion dévastatrice : trois cent vingt-cinq policiers et cent trente manifestants blessés, trente-cinq véhicules détruits, des magasins endommagés et pillés. La plus dure manifestation en quarante et un ans de carrière, dira un membre des forces de l'ordre.

Depuis, le silence est retombé entre Portobello-Road, Acklam-Road et Ledbrooke-Grove. Les vitriers achètent de rendre aux rues leur physionomie antérieure, tandis que les autorités s'appliquent à minimiser la révolte de lundi. Sir Robert Mark, le chef de la police londonienne, refuse d'y voir autre chose que l'action de « huit cents hooligans » boycottant une foule de cent cinquante mille personnes excitées par la musique et l'alcool. Quant au déploiement de forces, jugé provocant par les organisateurs du carnaval, Sir Robert le justifie aisément : le dimanche, on avait mobilisé neuf cent trois fonctionnaires, et déjà on avait pu observer les menées d'une cinquantaine de « hooligans » ; aussi paraissait-il naturel, le lundi, pour une assistance plus que doublée de prévoir un service d'ordre de mille cinq cents hommes, vingt-cinq mille policiers, dont mille quatre cent vingt en uniforme.

Pourtant, au sein de la population, l'idée prévaut que la révolte de Nottingham révèle des tensions qui risquent de se reproduire. Le problème de l'immigration, au cours des dernières années, a été traité de deux manières : d'une part, les immigrants ont été encouragés à s'installer dans les zones de Londres, ce qui a entraîné une augmentation de 40 % dans la capitale et sa banlieue.

S'adressant aux travailleurs dans le style direct qui lui est propre, M. Gierak a annoncé que le bureau politique proposerait, lors de la prochaine session du comité central le 9 septembre, la création de cinq commissions. Chacune d'elles, dirigée par un membre du bureau politique, sera chargée d'examiner un problème économique d'actualité : la politique des prix alimentaires, y compris celui de la viande ; la promotion de la production pour le marché ; l'agriculture et l'industrie alimentaire ; un programme d'économie ; la politique du logement.

Ces commissions, a précisé M. Gierak, auront un an pour mener leur tâche à terme. Il est donc possible, a-t-il ajouté, que leurs résultats ne soient pas présentés avant la deuxième conférence nationale du parti, s'il se révèle nécessaire de travailler plus longtemps. C'est dire que l'adoption des décisions serait repoussée à la fin de 1977 ou au début de 1978, puisque la prochaine conférence nationale devrait se tenir à peu près à la même époque. La période entre deux congrès (le septième s'était tenu en décembre 1975) a un autre intérêt : elle permet au chef du parti, à son tour, de choisir pour résoudre graduellement les problèmes de prix, n'est pas sans difficulté, a déclaré que la préparation des solutions

Southall, dont le sort n'est guère plus enviable. Nul ne semble s'émouvoir que l'extrême droite britannique se transforme peu à peu en une casbah.

Aujourd'hui pourtant, le temps des illusions est passé. Déjà aux prises avec le problème triadiste et une sévère crise économique, l'Angleterre redécouvre depuis quelques temps un nouveau démon : le racisme. Lundi 30 août, il a suffi de quelques minutes dans le quartier de Nottingham pour qu'un carnaval jamaïcain se transforme en bataille rangée, que les « bobbies » londoniens ternissent leur image et que la haine latente entre des communautés qui cohabitent sans cesse de s'ignorer éclate en une explosion dévastatrice : trois cent vingt-cinq policiers et cent trente manifestants blessés, trente-cinq véhicules détruits, des magasins endommagés et pillés. La plus dure manifestation en quarante et un ans de carrière, dira un membre des forces de l'ordre.

Depuis, le silence est retombé entre Portobello-Road, Acklam-Road et Ledbrooke-Grove. Les vitriers achètent de rendre aux rues leur physionomie antérieure, tandis que les autorités s'appliquent à minimiser la révolte de lundi. Sir Robert Mark, le chef de la police londonienne, refuse d'y voir autre chose que l'action de « huit cents hooligans » boycottant une foule de cent cinquante mille personnes excitées par la musique et l'alcool. Quant au déploiement de forces, jugé provocant par les organisateurs du carnaval, Sir Robert le justifie aisément : le dimanche, on avait mobilisé neuf cent trois fonctionnaires, et déjà on avait pu observer les menées d'une cinquantaine de « hooligans » ; aussi paraissait-il naturel, le lundi, pour une assistance plus que doublée de prévoir un service d'ordre de mille cinq cents hommes, vingt-cinq mille policiers, dont mille quatre cent vingt en uniforme.

S'adressant aux travailleurs dans le style direct qui lui est propre, M. Gierak a annoncé que le bureau politique proposerait, lors de la prochaine session du comité central le 9 septembre, la création de cinq commissions. Chacune d'elles, dirigée par un membre du bureau politique, sera chargée d'examiner un problème économique d'actualité : la politique des prix alimentaires, y compris celui de la viande ; la promotion de la production pour le marché ; l'agriculture et l'industrie alimentaire ; un programme d'économie ; la politique du logement.

Ces commissions, a précisé M. Gierak, auront un an pour mener leur tâche à terme. Il est donc possible, a-t-il ajouté, que leurs résultats ne soient pas présentés avant la deuxième conférence nationale du parti, s'il se révèle nécessaire de travailler plus longtemps. C'est dire que l'adoption des décisions serait repoussée à la fin de 1977 ou au début de 1978, puisque la prochaine conférence nationale devrait se tenir à peu près à la même époque. La période entre deux congrès (le septième s'était tenu en décembre 1975) a un autre intérêt : elle permet au chef du parti, à son tour, de choisir pour résoudre graduellement les problèmes de prix, n'est pas sans difficulté, a déclaré que la préparation des solutions

Irlande

Partis politiques, Églises et syndicats demeurent à l'écart du mouvement spontané des Femmes pour la paix

De notre correspondant

Belfast. — Pour la quatrième fois en un mois, quinze à vingt mille personnes réunies par les Femmes pour la paix d'Irlande du Nord ont manifesté, samedi 4 septembre, dans la ville de Londonderry (cent mille habitants), à dix kilomètres au nord-ouest de Belfast. C'est là qu'avait éclaté, il y a huit ans, les émeutes qui ont conduit au conflit actuel. Le rassemblement s'est tenu en un endroit symbolique : sur l'un des ponts de la ville qui sépare les quartiers « durs » protestants du Westside et catholiques du Bogside et du Creggan. L'armée britannique s'était retirée discrètement. Les deux organisations catholiques, Mère Betty Williams et Mlle Mairead Corrigan, sont arrivées à la tête de plus de quatre mille personnes venues de Belfast pour renforcer au milieu du pont, les femmes et les enfants de la rive droite. On s'est applaudi, embrassé et les larmes ont coulé.

Après un discours improvisé où il n'était question que de paix, on a chanté des hymnes et des chansons écrites spécialement pour l'occasion, les manifestants ont pris ensemble avant de regagner dans le calme leur domicile.

Malgré l'ampleur qu'il a prise, le mouvement reste spontané, sincère et naïf. Si les Églises, les syndicats et les partis politiques le cautionnent, toutes les institutions semblent faire leur possible pour éviter de le récupérer. A croire que tout le monde espère que la sincérité de tous ces gens sera assez puissante pour changer le statu quo actuel.

Ce dernier correspond, en fait, à une vision politique totale : la province ne possède aucune institution locale, Londres administre le canal du « téléphone confidentiel », arme suprême de la dénonciation anonyme. Le soutien à la « cause » de uns ou des autres semble diminuer.

Si les politiciens restent en retrait de cette expression populaire spontanée, c'est sans doute parce qu'ils savent que tôt ou tard elle tombera dans le piège de la politique nord-irlandaise. Pour survivre en Ulster, tout groupe, parti, organisation, doit se prononcer sur les questions fondamentales de la politique tribale. Est-il pour ou contre la réunification de l'Irlande ? Pour ou contre le maintien de l'union avec la Grande-Bretagne ? Si les Femmes pour la paix évitent cet écueil, ces marches hebdomadaires pourraient sortir l'Ulster de sa torpeur et provoquer une nouvelle série de discussions entre les partis irlandais dans un climat plus propice aux concessions.

plus de chances de réussir parce qu'une grande partie des habitants de la province sont arrivés au bout de leur lassitude. De plus, ce groupe a créé une nouvelle attitude dans les relations intercommunautaires : pour la première fois depuis des années, des mères de famille de tous les milieux — mais surtout de la classe ouvrière — avec leurs enfants et leurs maris, ont eu le courage de franchir la ligne séculaire, physique ou morale, qui sépare les deux communautés. Ils montent ainsi, à leur façon, qu'ils consentent à vivre ensemble, à se supporter, et qu'ils rejettent les idéologies professées par leurs activistes. Sont-ils prêts à accepter un Parlement régional qui comporterait un partage du pouvoir entre catholiques et protestants ? Les marcheurs n'hésitent pas à répondre oui. C'est bien la preuve que les mentalités ont changé. Mais les obstacles sont encore nombreux.

Il y a d'abord les extrémistes des deux camps. L'IRA provoque l'opposition à ces manifestations parce qu'elle demande, en somme, le maintien du statu quo : que les troupes britanniques restent en Ulster et que la province soit toujours rattachée à la Grande-Bretagne. Tout le contraire de ce pourquoi les protestants combattent depuis six ans. Chez les protestants de l'UDA, il n'est pas question de poser les armes tant que les protestants attaquent, et les loyalistes ne font pas confiance à l'armée anglaise pour les années. Pendant ce temps, les attentats et les règlements de comptes se poursuivent malgré les appels à la paix.

Depuis plusieurs semaines, les autorités (police et armée) obtiennent beaucoup plus d'informations sur les activités et les tentatives. Elles proviennent aussi bien des quartiers protestants que catholiques et arrivent souvent par le canal du « téléphone confidentiel », arme suprême de la dénonciation anonyme. Le soutien à la « cause » de uns ou des autres semble diminuer.

Si les politiciens restent en retrait de cette expression populaire spontanée, c'est sans doute parce qu'ils savent que tôt ou tard elle tombera dans le piège de la politique nord-irlandaise. Pour survivre en Ulster, tout groupe, parti, organisation, doit se prononcer sur les questions fondamentales de la politique tribale. Est-il pour ou contre la réunification de l'Irlande ? Pour ou contre le maintien de l'union avec la Grande-Bretagne ? Si les Femmes pour la paix évitent cet écueil, ces marches hebdomadaires pourraient sortir l'Ulster de sa torpeur et provoquer une nouvelle série de discussions entre les partis irlandais dans un climat plus propice aux concessions.

RICHARD DEUTSCH.

Pays-Bas

Les affaires de pois-de-vin

M. SCHMIDT N'aurait PAS FAIT L'OBJET DE PRESSIONS DU PRINCE BERNHARD

Selon le quotidien américain Washington Post, le chancelier allemand, M. Schmidt, a déclaré vendredi 3 septembre, à bord de son train électoral, que le prince Bernhard des Pays-Bas n'avait pas fait pression sur lui, il y a six ans, pour que l'Allemagne fédérale achète le chasseur américain Cobra de la compagnie Northrop. Un quotidien néerlandais avait dépeint le même jour que le rapport de la commission gouvernementale d'enquête des Pays-Bas sur les pots-de-vin de Lockheed et le rôle du prince aujourd'hui en disgrâce.

M. Schmidt a admis qu'en 1970, alors qu'il était ministre de la défense, le prince Bernhard lui avait parlé de cet avion, mais il n'avait pas considéré comme « inappropriée » une démarche qu'il aurait cependant jugé « inhabituelle ». M. Schmidt aurait ensuite suggéré que les experts de la défense allemande et néerlandaise discutent de l'affaire, qu'il n'aurait pas eu d'autre suite.

Pologne

M. Gierak semble résigné à ajourner les augmentations des prix des produits alimentaires

De notre correspondant

Vienna. — Le gouvernement polonais semble avoir décidé de surseoir pour cette année à l'augmentation des prix des principaux produits alimentaires, et en particulier de celui de la viande. Ce serait la conclusion à tirer d'un important discours prononcé vendredi 3 septembre par M. Gierak, premier ministre, devant les ouvriers d'une entreprise aéronautique de Mielec, et diffusé samedi par la radio et la télévision de Varsovie.

S'adressant aux travailleurs dans le style direct qui lui est propre, M. Gierak a annoncé que le bureau politique proposerait, lors de la prochaine session du comité central le 9 septembre, la création de cinq commissions. Chacune d'elles, dirigée par un membre du bureau politique, sera chargée d'examiner un problème économique d'actualité : la politique des prix alimentaires, y compris celui de la viande ; la promotion de la production pour le marché ; l'agriculture et l'industrie alimentaire ; un programme d'économie ; la politique du logement.

prendrait « beaucoup de temps » et « risquerait » beaucoup de travail. Contrairement, donc, à ce qui avait été annoncé au lendemain des manifestations du 25 juin, qui avaient abouti à l'annulation des précédentes augmentations, il semble bien que les dirigeants polonais aient renoncé à procéder, d'ici à la fin de l'année, aux hausses envisagées. Si elle est discutée au strict point de vue économique, étant donné la vue économique, étant donné la lourdeur des subventions budgétaires pour les produits de consommation courante, cette décision pourrait, en revanche, contribuer à détendre le climat social. Devant les ouvriers de Mielec, M. Gierak s'est dit « profondément convaincu que l'écrasante majorité de notre société juge de façon positive le développement de notre pays, les réalisations des dernières années ». Il n'en a pas moins admis qu'il existait « des voix critiques, des voix exprimant l'insatisfaction, l'impatience de vastes couches insatisfaites, y compris les présentes difficultés d'approvisionnement, en particulier en viande ».

Envers ces critiques, a ajouté le chef du parti, « notre approche doit être raisonnable et compréhensive ».

En repoussant les échéances d'un an, M. Gierak se donne du temps pour réfléchir. La méthode avait déjà été utilisée après les événements de 1970. Les problèmes économiques n'en avaient pas été pour autant éliminés. La prochaine réunion du comité central, le 9 septembre,

devrait toutefois adopter déjà certains principes ou mesures concernant la future politique économique. Dans ce domaine, la situation n'est guère brillante : pour la troisième année consécutive, le produit intérieur brut baisse, et l'État devra importer, comme en 1975, environ 7 millions de tonnes de céréales. En raison du manque de fourrage, les porcs ont diminué de près de 10 % et le cheptel bovin de 3,8 %.

Il est remarquable que dans cette situation difficile le chef du parti cherche à éviter toute querelle avec l'Eglise, voire s'efforce de gagner sa coopération. Répondant à une « question de l'assistance », le premier secrétaire a déclaré qu'il n'existait « aucun conflit entre l'Eglise et l'État en Pologne. Il n'existe aucun conflit entre les autorités et les croyants ni entre les autorités et la presse, que totalité du clergé ». Il a ajouté : « L'Église dirige la vie politique envers la religion est de créer les conditions pour la consolidation de l'unité patriotique de notre nation, de l'unité pour la création de la prospérité et du développement (fortement de notre pays, pour la consolidation de son indépendance et de sa sécurité ».

Le premier secrétaire s'est enfin dit convaincu qu'il existait « un vaste champ de coopération fructueuse entre l'Eglise et l'État dans la réalisation d'importants objectifs nationaux. La Pologne n'en a-t-elle la chose la plus importante — est la bien commun de tous les Polonais ». Le cardinal Wyszyński fait lui aussi appel à l'unité de tous les Polonais. Il pense pour sa part, comme il a récemment l'occasion de le dire, que c'est autour de l'Eglise que celle-ci se réalise, ainsi que ce fut bien souvent le cas dans le passé.

MANUEL LUCBERT.

Tchécoslovaquie

LES PEINES DE TROIS ORGANISATEURS D'UN CONCERT DE MUSIQUE POP SONT RÉDUITES EN APPEL

Prague (A.F.P.). — Le tribunal d'appel de Pilsen a réduit de moitié, vendredi 3 septembre, les peines d'emprisonnement des trois jeunes gens qui avaient été condamnés au début du mois de juillet pour avoir autorisé quatre artistes non conformistes à se produire dans un club de la ville de Pilsen, à-on appris, dimanche à Prague, de source informée. M. Karel Havlicek et Miroslav Skalsky, qui avaient été condamnés respectivement à trente mois et dix-huit mois de prison ont vu leur peine réduite de moitié. M. Frantisek Sitar, condamné à huit mois, bénéficie d'un sursis et a été remis en liberté.

Les condamnations avaient été les premières prononcées dans l'affaire de quatorze artistes et musiciens, appartenant à deux groupes de rock et de pop, des Plastic People of the Universe et DG 307, et poursuivis pour hooliganisme. Ces artistes devaient être jugés au début de ce mois de prison, ont vu leur peine à été ajournée le 30 août sans que l'on en connaisse les raisons. Il semble que les autorités tchécoslovaques aient les négociations à l'étranger de cette affaire, aient préféré faire marche arrière. Trois des sept prévenus encore en prison avaient été remis en liberté provisoire au début de la semaine dernière. Les sept autres avaient été libérés auparavant.

M. Simon Gross, expert en agriculture, a été nommé président du conseil de la République soviétique de Moldavie. Il remplacera M. Piotr Paskat, nommé au poste de premier ministre adjoint du Gosplan (commission du plan d'État). — (Reuters.)

Espagne

L'opposition s'est réunie ouvertement à Madrid

(Suite de la première page.)

Après avoir souligné que « l'on ne pourra jamais reprocher à l'opposition d'avoir été une insubordination ou une intolérance », M. Ruiz-Jimenes a lancé un appel aux libéraux et aux démocrates espagnols pour qu'ils adhèrent à la Coordination démocratique. Ce parti aurait actuellement tendance à se regrouper, afin de dialoguer avec la Coordination démocratique, plutôt que de s'intégrer à un groupe dont le parti communiste espagnol est membre.

L'un des principaux points de discussion lors de la réunion de samedi fut la demande, formulée par certains représentants des nationalités, de poser comme condition préalable le rétablissement des statuts d'autonomie accordés par la République, et l'instauration de gouvernements provisoires dans les régions. Mais la majorité s'y oppose, en particulier après les interventions de MM. Enrique Mugica, du parti socialiste ouvrier espagnol, Morodo, secrétaire général du parti socialiste populaire, et Ruiz-Jimenes.

Une certaine tension se manifeste également lorsque des représentants de l'extrême gauche et le groupe des démocrates indépendants de M. Antonio Garcia-Trevijano proposent, comme condition préalable à toute négociation, la remise en question de la forme de l'État — c'est-à-dire de la monarchie — et de l'existence du gouvernement actuel. Le délégué du parti socialiste ouvrier espagnol menace de se retirer si cette condition était maintenue. M. Mugica nous avait déclaré à ce sujet : « Si le gouvernement accepte nos conditions, ce gouvernement est valide pour la transition ». Pour sa part, M. Simon Sanchez Montero (du

parti communiste espagnol) affirmait : « Nous n'acceptons pas la création d'un gouvernement provisoire ».

Le gouvernement a fait preuve de réalisme en n'interdisant pas la réunion. L'opposition, pour sa part, en dehors des conditions, capable de faire des concessions. Serait-ce le début du dialogue ?

JOSÉ ANTONIO NOVAIS.

M. SANTIAGO CARRILLO DÉCLARE AVOIR RENCONTRÉ DES ÉMISSAIRES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, a déclaré le 5 septembre, à France-Inter, qu'il avait rencontré en Espagne — où il a récemment séjourné clandestinement pendant sept mois — des « émissaires officiels du gouvernement ». « Je suis prêt, a déclaré M. Carrillo, à parler avec le roi Juan Carlos ou avec le premier ministre, M. Adolfo Suarez, si l'occasion se présente. Le P.C.E. est prêt à discuter, car il veut éviter une guerre civile et engager la rupture démocratique », a-t-il déclaré. Mais il a ajouté qu'il pensait toujours que le roi était une « créature de Franco ». « Aujourd'hui, a-t-il dit, M. Carrillo, Juan Carlos n'est pas en train de démocratiser le pays. Pour démocratiser le pays, il faut être un Parlement constituant, et jusqu'à présent le gouvernement de Juan Carlos n'a pas donné l'impression d'être disposé à faire cela ».

الجمهورية العربية السورية

ASIE

Le P.C. indépendant de Moscou et de Pékin demande la tenue « sans délai » d'élections

JEAN DE LA GUÉRYÈRE

DIPLOMATIE

M. Jivkov aurait suggéré à MM. Caramanlis et Demirel de se rencontrer en Bulgarie

Athènes. — A l'occasion de l'inauguration de la 41^e Foire Internationale de Salonique, M. Caramanlis, fait le point, samedi 2 septembre, de la crise entre la Grèce et la Turquie.

Le chef du gouvernement grec a déclaré que dans la phase actuelle, « désagréable pour nous », il ne faut pas se laisser entraîner à éviter une guerre avec la Turquie, mais qu'il était bien entendu que, le cas échéant, « il s'agit de défendre la Grèce et ses intérêts essentiels ». Bien qu'en dépit des multiples protestations grecques le bateau turc « Kallinikos » ait été coulé en mer Égée, M. Caramanlis estime néanmoins qu'il est possible d'engager un sérieux et honnête dialogue avec les dirigeants d'Angara.

Dimanche, la rumeur circulait dans Athènes qu'une première rencontre pourrait avoir lieu en terrain « neutre », à Sofia ou à Varne, en Bulgarie. Dans des messages remis simultanément à Sofia et à Varne, le 3 septembre dernier, le chef de l'Etat bulgare, M. Jivkov, aurait en effet suggéré une rencontre de haut niveau (niveau des ambassadeurs) sans conditions préalables.

Le 17 août dernier déjà, les Soviétiques avaient fait une déclaration dans laquelle ils déclaraient que la Grèce et la Turquie, dirigeants turcs et grecs d'assurer la paix et la liberté de navigation dans la mer Égée, devaient intervenir d'un commun accord pour intervenir dans un différend opposant deux pays membres de l'alliance atlantique. Il n'en est rien, cependant, pour la Bulgarie, qui a des frontières communes avec la Grèce et la Turquie, et qui est directement intéressée par la paix dans cette région. — M. M.

Robert Debré

Ce que je crois

**vient
de
paraître**

ALAIN JACOB.

DÉNONÇANT LES PILLARDS DE TANG-CHAN ET LES FACTIONS «BOURGEOISES» Le régime veut faire respecter l'ordre public à tout prix

Le Drapeau rouge s'empresse d'ajouter que « ces braves vétérans peuvent être transformés en combattants et participer activement dans la lutte que se développe l'esprit communiste ».

L'Agence Chine nouvelle, de son côté, a écrit que l'Union soviétique était venue au secours des populations sinistrées et qui ont « remis intacts [aux autorités] les archives, les livres, les instruments, les appareils photographiques et autres biens personnels récupérés dans les maisons effondrées ».

Déjà, dans son éditorial du 1^{er} septembre, le Quotidien des peuples soviétiques a exalté le héros de Tchang-maï, mais il avait aussi écrit : « J'ai réprimé les contre-révolutionnaires qui attaquent les troupes soviétiques ».

Il n'est guère étonnant, par conséquent, de la situation à Tchang-maï et dans les zones adjacentes par le séisme du 28 juillet, où des milliers de personnes ont péri, blessées, ou sont gravement atteintes par l'insupportable désorganisation qui suit pareille catastrophe.

Le rôle de la police et de la milice

Mais d'autres facteurs moins personnels jouent également le rôle, à qui on fait remarquer que les « dévotions » de l'histoire officielle de la Chine, du journal de « dévotion » de « subventions », etc., observent comme d'habitude qu'il s'agit d'une « dévotion » de l'histoire officielle, toujours algues, mais ajoutent qu'un lendemain ou à la fin de la révolution culturelle la même phénomène s'est produit, dans le cas où on voit des choses assez critiques et attaquées, l'ordre public ne s'est pas toujours rétabli du jour au lendemain. En Chine si l'on veut, on a vu cela, mais en 1988, même l'année 1988, mais il est possible que, toutes proportions gardées, la même situation se retrouve au jour d'aujourd'hui, mais en fait, par endroits au moins, la crise politique du printemps à l'automne et avec quelle virulence ont été représentés les « dévotions » certains représentants, locaux de l'autorité. Même à Pékin, le 5 avril, les

NEUF CENTS MILLIONS DE CROISÉS

Ce paradoxe ne serait-t-il pas la miraculeuse infraction à l'idéologie totalitaire, à la règle universelle du conformisme et du pragmatisme, de la primauté du rendement et de l'utilitarisme, à la lutte menée contre l'élitisme et le végétarisme, dangereux surcroûts de ce révisionnisme latent ? L'incarne aujourd'hui Teng Hsiao-ping ?

La microchirurgie et l'idéologie totalisante

[illegible][illegible]

sein même de cette chose », a dit Mao. D'où, c'est clair, la sureté d'un nombre de veines deux fois plus important que celui des artères.

Le catholicisme inspire la théorie, qui suggère l'expérience, de laquelle naît une théorie nouvelle dont la pureté doit être sévèrement préservée des spectres du révisionnisme, ou du déviationnisme.

Et l'on peut deviner l'intensité de l'adhésion et de la foi chez ces ouvriers ou paysans qui vinrent présenter à notre délégation les poignes griffées de l'idéologie et de la réinsertion sociale...

Nature des sols et cancer de l'œsophage

La même pensée de Mao Tsé-toung avait permis de répondre quelques jours plus tard à une question posée sur l'origine virale de la maladie de la vésicule phagocytique, auxquels l'Institut d'oncologie de l'hôpital Jia-tan, de Pékin, a consacré l'une des plus extraordinaires études épidémiologiques jamais publiées.

Les cancers sont devenus, avec les maladies cardiovasculaires, les deux préoccupations majeures de la Chine, où ils occupent respectivement la première et la deuxième mortalité les premier et deuxième rangs. Ce qui, incidemment, en dit long sur l'ampleur de la victoire remportée en vingt ans sur les maladies infectieuses de la Chine des misères : la famine et les maladies infectieuses.

En cancérologie, déclare la présidente du comité révolutionnaire, « la recherche est une tâche qui se divise en deux époques.

La première, surtout naturelle, est celle qui, dans les tout premiers jours de la découverte d'un virus, se fait dans les laboratoires et les salles de malades. Elle est, par excellence, une « science de l'homme », une science dite fondamentale.

Servant à l'évolution culturelle, elle ouvre toutes grandes les portes de nos institutions, expédie leur personnel dans tout le pays pour étudier les épidémiologies locales, pour faire la mobilisation des larges masses populaires. » Deux cent millions de personnes sont ainsi envoyés dans des zones géographiques de localisation privilégiées repérées : au centre et dans les régions côtières, les hauts et du foie. « Au sud, dans les zones de l'arrière, on élève, en nombre étonnamment élevé, de cancers de l'utérus et

de l'estomac, cancers dont l'élévation du niveau de vie n'a, depuis trente ans, pas diminué l'incidence, et qui atteignent dans ces régions les volailles et les moutons autant que les humains.

Ce qui suggère qu'il pourrait être dû à un problème d'environnement auquel s'attachent aussitôt les équipes envoyées sur place.

Un dépistage sur cinquante millions d'hommes

Une campagne de dépistage est alors entreprise, à l'échelle de cinquante millions de femmes et d'hommes qui, à partir de trente ans, avalent chaque année un tube dont le ballonnet terminal gonflable permet, lorsqu'on le retire, de « raser la muqueuse » et d'en examiner les cellules.

Ce premier examen microscopique, qui permet de crier le « normal » ou le « pathologique », est conduit par deux médecins spécialistes nus qui ont suivi des cours spéciaux de formation cytologique au niveau de chaque brigade de production (3).

Grâce à l'adhésion massive des populations abondamment informées, ce moyen peu onéreux (4 centimes), mais pénible, permet un dépistage et un traitement précoces accordant, dit le professeur Wu, une survie de 90,3 % à cinq ans (39 % en ville, où le dépistage systématique n'est pas en-

En outre, certains facteurs d'immunité sont communs aux hommes et aux bêtes vivant dans des régions où des identités : les microbes présents dans le choroctère sont les mêmes.

Nord, certains champignons vivant sur les conserves de choeur, et sur ceux conservés dans le lait, dans les sols, le sulfate de polymolène, etc.). Une vaste campagne d'éducation diététique et d'hygiène a été menée par le Service de la Santé, en collaboration avec les comités des sciences naturelles et médicales, les vétérinaires, les pharmaciens, les chimistes, etc.).

Si la collaboration des masses est si nécessaire à la lutte contre les épidémies collectives, celle des malades l'est tout autant pour la conduite du traitement. Chacun d'eux, en effet, a son rôle à jouer, et il est particulièrement en diagnostic et si la chimiothérapie, la radiothérapie et la chirurgie s'at-

quent, comme chez nous, à la tumeur, toutes les ressources de la médecine traditionnelle apportent à l'organisme entier du malade — esprit et corps — le soutien par les plantes, l'acupuncture, les massages, les mouvements et la moxibustion (3) qu'exige la mobilisation de toutes ses défenses.

Les oripeaux étranges dont s'habille ainsi une médecine orientale essentiellement psychosomatique ne sont guère plus incongrus, dans la tradition culturelle chinoise, que la présence des psychiatres dans nos centres anti-cancéreux.

Pour un peuple éminemment conservateur et à 80 % rural, l'exigence anarchiste et mythique que trouve ainsi satisfaite, et il n'est pas mauvais que cette aspiration humaine soit de cette façon constamment rappelée, aux côtés des bêtaïrons et des scintigraphes, des dosages radio-immunologiques, des cultures cellulaires et des mesures du pouvoir phagocytaire des macrophages.

La révolution culturelle d'abord, la lutte anti-révisionniste qui se poursuit ensuite, ne cessent d'al-

An-delà des considérations éthiques, historiques ou politiques, sans doute n'est-il pas inutile que la médecine de pointe, la technologie la plus avancée et ceux qui les servent, se voient ramené(e)s à temps à autre aux réalités plus humbles, mais si profondément humaines, de la tissine parfumée et des présences patientes et

D' ECOFFIER-LAMBIOTTE.

(2) Le tiers du personnel médical de l'hôpital ne s'est organisé pour visiter chaque année en équipe et faire un tour de toutes les entreprises, mais seulement dans les entreprises des régions brulées et frontalières.

(3) Les brigades de promotion comprennent des médecins, des infirmières et compte une station sanitaire. Elle se divise en une dizaine d'équipes « comptant chacune deux ou trois médecins et dix infirmiers ».

(4) Les équipes de secours de montagne comme en Europe sous le nom d'*« équipes alpinistes »* ont été constituées sur le peu ou sur rien. Elles assurent la surveillance d'une bouillotte d'eau chaude.

Prochain article :

**L'AFFAIRE DE TOUS
LES DEVSIN DE CHACUN**

PROCHE-ORIENT

L'ÉCHEC DU DÉTOURNEMENT D'UN DC-9 DE LA K.L.M.

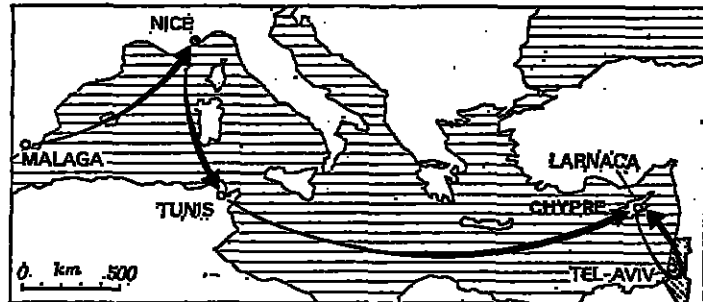
Les émissaires de l'O.L.P. et de Tripoli ont convaincu le commando palestinien de se rendre

Les soixante-dix-neuf passagers du DC-9 de la compagnie aérienne hollandaise K.L.M., détourné dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 septembre, par un commando palestinien, ont passé la nuit de dimanche à lundi à Chypre, où ils avaient été libérés après que les terroristes eurent fait leur addition en échange d'un saut-conduit.

L'aventure des otages aura duré dix-huit heures. La K.L.M. a envoyé un autre DC-9 les chercher à Nicosie pour les ramener à Amsterdam, où ils devaient arriver ce lundi après-midi. A La Haye, comme à Jérusalem, les autorités ne cachent pas leur satisfaction devant le déroulement heureux de ce détournement. Elles avaient craint le pire lorsque les pirates avaient menacé de faire exploser l'appareil au-dessus de Tel-Aviv si le gouvernement israélien n'accédait pas à leur demande de libérer huit prisonniers actuellement détenus en Israël.

Les terroristes, désavoués par les principales organisations de résistance palestinienne, se sont heurtés au refus catégorique du gouvernement israélien d'ouvrir des négociations. Toutes les capitales arabes, avec lesquelles ils ont tenté de se mettre en relation, ont refusé la communication. C'est isolément les sans doute poussés à accepter de mettre un terme à leur tentative, l'issue de négociations menées par le représentant de l'O.L.P. à Nicosie, « Zacharia », et un diplomate libyen.

Okamoto, qui avait pris part, le 30 mai 1973, au massacre de Lod, Hamoud Ben Ahmed Darwish, important dirigeant du Fatah, et chef du commando fedayin qui avait attaqué en mars 1976, l'hôtel Savoy de Tel-Aviv, et Mgr. Eliaza Capucci, archevêque grec catholique de Jérusalem, arrêté



Le DC-9 redécollé dimanche, à 9 h. 30, à destination, croit-on, de Damas. Mais il se dirige droit vers Israël. L'état d'alerte est aussitôt déclenché à l'aéroport Ben-Gourion, à Lod, qui est fermé au trafic, et dont les pistes sont barrées par des canons. Les mêmes précautions sont prises dans tous les aéroports israéliens. Lorsque l'appareil pénètre dans l'espace aérien israélien, il est aussitôt encadré par deux avions de chasse qui ont pour mission de l'empêcher d'atterrir. A 11 h. 15, les pirates, qui sont au nombre de trois, entrent en contact avec la tour de contrôle de Lod et énoncent leurs conditions pour libérer les passagers.

Il demandent la mise en liberté de huit hommes détenus dans les prisons israéliennes. Parmi eux se trouvent le Japonais Koso en 1974 pour transport et possession d'armes.

JÉRUSALEM : satisfaction et mises en garde

De notre correspondant

Jérusalem. — En s'emparant d'un avion hollandais dans lequel ne se trouvait aucun passager israélien, sur un parcours éloigné du Proche-Orient, les pirates de l'air palestinien ont donné une nouvelle dimension à leur guérilla contre Israël. C'est à cette conclusion qu'ont parvenu, dimanche matin 5 septembre, les membres du gouvernement réunis en conseil des ministres. En même temps, la décision était prise de ne pas permettre à l'appareil de la K.L.M. de se poser à l'aéroport Ben-Gourion. L'éventualité de céder au chantage des ravisseurs n'a pas été envisagée.

D'ailleurs, devait indiquer dans la soirée M. Shimon Peres, ministre de la Défense, à aucun moment le gouvernement israélien n'a demandé que satisfaction soit donnée aux terroristes, et ces derniers n'ont jamais demandé à s'enlever les otages. Les autorités israéliennes n'en maintiennent pas moins leur refus de toute discussion avec les pirates. A l'expiration de l'ultimatum, l'avion ne dispose plus

Un « sommet » arabe se tiendra au Caire dans la troisième semaine d'octobre

De notre correspondant

Le Caire. — Le conseil extraordinaire des ministres arabes des affaires étrangères qui s'est tenu dans la capitale égyptienne au cours du dernier week-end, a décidé qu'une réunion des souverains et des présidents arabes aurait lieu au Caire au cours de la troisième semaine d'octobre 1976, pour examiner la question libanaise. D'ici là, la Ligue arabe poursuivra ses efforts en vue de restaurer la paix au Liban.

Le chancelier libanais, secrétaire général du ministère libanais des affaires étrangères et chef de la délégation de son pays au conseil extraordinaire, a déclaré : « Le « sommet » prévu au Caire devra examiner en priorité le dossier de la présence au Liban des Palestiniens. Il faudra réexaminer le séjour de ceux-ci, ou bien les déporter. »

Malgré le caractère dramatique de la situation au Liban, les Etats arabes, redoutant d'éteindre leur impuissance à régler le problème libano-palestinien et leurs querelles internes, ont préféré se donner un répit d'un mois et demi au cours duquel ils s'efforcent de résoudre la situation au Liban. Tous les dirigeants arabes, y compris ceux qui passent pour les plus pro-palestiniens, et qui n'étaient pas représentés par un ministre à la réunion du Caire (Irak, Libye, Algérie, Yémen du Sud, Somalie), savent évidemment que l'établissement de la paix syrienne sur les régions du Liban encore contrôlées par les fedayin et par leurs alliés libanais signifie la mise au pas politique et militaire, d'ailleurs en cours, des Palestiniens.

Apparemment, le chef de la diplomatie syrienne, M. Khaddam, n'a pas été mis sur la sellette par ses pairs. Un seul incident a marqué le conseil, lorsque M. Tewfik Sultan, représentant officiel en Egypte du parti socialiste progressiste libanais de M. Joumblatt, qui s'était introduit dans la salle des séances à huis clos, sans doute en se mêlant à la délégation palestinienne, a

contesté la présence de M. Dahdah à la tête de la délégation libanaise, celui-ci ayant été envoyé par M. Frangé et Chamoun. M. Mohamad Sabra, ambassadeur du Liban au Caire, et délégué permanent près la Ligue arabe, qui avait été mandaté par la conférence des chefs d'Etat libanais, a alors déclaré que « la délégation du Liban était unie » et qu'il en faisait partie au même titre que M. Dahdah. M. Sabra et Dahdah ont été traités sur un pied d'égalité par la Ligue arabe.

La délégation libanaise s'est mise à discuter et à échanger des vues sur le « sommet » se tenant au Caire. Appuyée en cela par les Palestiniens, elle avait proposé que la conférence des chefs d'Etat réunisse au Liban. Les libanais auraient également préféré que le « sommet » ait lieu à une date plus rapprochée, mais après la prise de fonctions de M. Sarkis. Quant aux Palestiniens, ils n'étaient guère favorables à un « sommet ». Mais, a dit M. Kadoumi, chef du département politique de l'O.L.P. et délégué au conseil extraordinaire : « Nous nous sommes pliés à la volonté de la majorité. »

En marge des travaux de la Ligue arabe, les ministres des affaires étrangères de Damas et du Caire, MM. Khaddam et Fahmy, se sont rencontrés. L'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté musulmane chiite du Liban, qui a été reçu récemment en Syrie par le président Assad, et en Egypte par le président Sadate, n'est pas étranger à cette « éclaircie », qui préjuge que le « sommet » sera une réunion réelle des relations syro-égyptiennes.

Le colonel Kadhafi ayant, de son côté, proposé de rencontrer le Raïs, il y a peut-être espoir que certains litiges qui déchirent le monde arabe reçoivent prochainement un début de solution, lorsque le « sommet » d'octobre, s'il a lieu (d'aucuns en doutent ici), puisse se dérouler dans un climat un peu plus détendu que celui qui prévaut actuellement.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Liban

La gauche et les Palestiniens sont exclus des consultations de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. — Pour débayer le terrain devant le président libanais élu, M. Elias Sarkis, avant son entrée en fonction dans dix-sept jours, le président syrien, M. Hafes Assad, consacre son temps, ces jours-ci, à recevoir la plupart des personnalités libanaises influentes. A l'exception des représentants de la gauche et des chrétiens libéraux, les délégués de toutes les tendances politiques et de toutes les communautés religieuses défilent à Damas.

Les laissés-pour-compte de cette consultation — les progressistes libanais et la résistance palestinienne — ont, pour leur part, adopté une attitude positive à l'égard du président Sarkis. Le numéro deux du Fatah, Abou Ayad, a confirmé cette position dans une interview parue lundi matin à Beyrouth. Il a souligné que les propos trop conciliants qui lui ont été attribués par le « Corriere della Sera » (le Monde) du 2 septembre) avaient été déformés.

M. Abou Ayad a affirmé qu'il ne faudra pas plus de deux heures aux Palestiniens pour se conformer aux accords du Caire au cas où serait rétabli au Liban une

autorité légale reconnue par tous les Libanais. Ce renoncement donnera-t-il des résultats décisifs ? Il est douteux qu'il permette plus qu'une passation des pouvoirs présidentiels sans encombre le 23 septembre et au mieux la formation d'un gouvernement. Des négociations ardues sont en cours depuis plusieurs jours en vue de dégager une voie d'accès menant au palais présidentiel de Baabda, situé dans la zone tenue par la droite. Sans doute l'installation du président Sarkis à Baabda revêt-elle une valeur symbolique. Néanmoins, l'objectif limité et modeste des négociations en cours montre combien on est encore loin des solutions de fond du problème. C'est sans surprise, mais avec pessimisme, que les observateurs à Beyrouth ont accueilli la décision des ministres arabes réunis au Caire de fixer à la troisième semaine d'octobre la réunion d'un « sommet » consacré à la crise libanaise. La gauche constate avec inquiétude qu'un début de rapprochement syro-égyptien s'est manifesté au Caire. L'inquiétude des Palestiniens, qui se sont rapprochés de l'Egypte au cours des derniers mois, n'est pas moins vive.

LUCIEN GEORGE.

Je suis absolument opposé à un Liban « chrétien » nous déclare le patriarche Maximos V

De passage à Paris, Sa Béatitude Maximos V Hakim, patriarche grec-melkite d'Antioche, d'Alexandrie, de Jérusalem et de tout l'Orient, nous a reçu dans l'appartement du curé de Saint-Julien-le-Pauvre. Vêtu d'une simple soutane rouge et portant l'encolopiel, médaillon en émail représentant la Vierge, le patriarche nous a déclaré, à propos du drame du Liban :

« Malgré les apparences, ce n'est ni une guerre de religion ni une guerre civile. Nous avons vécu en bons termes avec les musulmans depuis plus d'un siècle et, même, le païx réviendrait dans les vingt-quatre heures. C'est essentiellement une guerre entre Libanais et non-Libanais. »

« Nous sommes scandalisés par l'indifférence des instances internationales », ajoute Maximos V, apportant ainsi une nuance importante à son souhait que les Libanais règlent seuls leurs problèmes. Le patriarche aurait souhaité une intervention de la France, mais Paris a posé comme condition préalable que « toutes les affaires en présence soient d'accord ». Celle de la Ligue arabe était impossible, car « cet organisme est trop divisé » ; restait celle du « voisin ami » : la Syrie.

Favorable à l'intervention syrienne

« Je suis personnellement tout à fait favorable à l'intervention syrienne », déclare Mgr Hakim, et le regrette seulement qu'elle ne soit pas décisive. Jusqu'à présent, elle a été le partage du Liban. Je sais que le président Assad a des idées très claires sur le Liban, tout ce qu'il souhaite c'est que le Liban retrouve la paix. Il a assez de problèmes au Nord pour ne pas soulever et créer d'autres sur la frontière ouest. »

Il est également tout à fait favorable à la « droite chrétienne » et à la « gauche islamoprogressive ». « Dans la première se trouvent beaucoup de musulmans, et dans la seconde beaucoup de chrétiens. Ils ont été divisés par des intérêts de parti libanais de gauche, tous dirigés par des chrétiens. »

« Je ne veux pas vivre dans un ghetto »

Sur le problème épineux de la « confessionnalisation » du Liban, le patriarche reconnaît que le système a des avantages, il n'est pas « intouchable », et dans l'hypothèse d'une nouvelle répartition, « certains chrétiens devraient faire des concessions, qu'ils ont acceptés, d'ailleurs, comme l'a affirmé le président Frangé. »

Totalement hostile à la partition comme éventuelle solution à la crise libanaise, « Je suis absolument opposé à un Liban chrétien, je ne veux pas vivre dans un ghetto », — le patriarche, tout en espérant que « le Liban retrouve un jour la paix », n'oublie pas l'existence d'une « confédération de type suisse ». « Notre devoir, affirme-t-il, est de vivre avec nos frères musulmans, que nous aimons, et avec nos frères palestiniens, du moment que ceux-ci ne cherchent pas à créer un Etat dans l'Etat. »

A propos des controverses autour de la « guerre sainte » — la croisade menée par des chrétiens qui ont orné leurs chars de croix et d'images de la Vierge, et par des religieux qui ont pris les armes, — Mgr Hakim se montre nuancé.

« Tout en affirmant que « la violence est condamnable en soi », il rappelle que « c'est la première fois que les chrétiens prennent les armes et décident de se défendre. En 1915, un million et demi de chrétiens arméniens furent massacrés, et ce n'est pas le seul exemple. »

« Je ne sois pas trop dur sur l'égard des Palestiniens, nous confie le prélat avant de mettre fin à l'entretien. Ce qu'il faut condamner au Liban, d'abord et avant tout, c'est l'action subversive du communisme international. » Et il conclut : « Je souhaite que cette guerre atroce prenne fin avant le 23 septembre, date d'entrée en fonction du président élu, M. Elias Sarkis, et je me félicite aux cinq autres chefs religieux (1) pour me mettre à sa disposition afin de reconstruire le pays. »

ALAIN WOODROW.

(1) Les dirigeants des communautés maronite et orthodoxe (grecques), sunnite, chiite et druse (musulmanes).

LE TÉMOIGNAGE D'UN PASSAGER

Nicosie (A.F.P.). — Les passagers du DC-9 ont déclaré qu'ils avaient été bien traités par les membres du commando. Selon M. Jean Bloembergen, ceux-ci sont entrés en action immédiatement après le décollage de Nicosie. Ce passager, de nationalité hollandaise, était assis à côté de deux des terroristes. « Dès que l'appareil a pris l'air, a-t-il raconté, les deux hommes se sont levés comme des diables sortant d'une boîte. Ils brandissaient des pistolets Herstal belges et des grenades défensives. Le troisième pirate se trouvait à l'arrière de l'avion. »

Tous les passagers ont été peu après pris de se regrouper à l'arrière de l'appareil et de laisser sur leurs sièges bagages à main, passeports et objets personnels. Ils ont cependant été autorisés à garder leurs portefeuilles. « Le chef du commando », a dit encore M. Bloembergen, était très poli. Il nous a rassurés plusieurs fois. Il était le seul à avoir passé son pistolet à la ceinture et qui avait abaissé le cliquet de l'arme. »

Lors des négociations avec la tour de contrôle de Larnaca, l'aéroport chypriote où l'avion est revenu après avoir tourné pendant deux heures au large des côtes israéliennes, un « début de panique » s'est produit à bord. L'avion était presque à court de carburant, et les passagers pouvaient suivre le déroulement des discussions en hollandais et arabe grâce aux haut-parleurs de la cabine que le commandant de bord avait laissés branchés. L'annonce de l'atterrissage a ramené le calme.

Les passagers ont tout le sang-froid du pilote, le commandant Jensen, qui a réussi à poser son avion « de force » à Tunis, et qui avait annoncé qu'il était prêt à faire de même à Larnaca et les négociations n'avaient pas abouti.

(Publié)

INSCRIPTIONS SCOLAIRES A L'ATHÉNÉE DE BEYROUTH

A RABYE

Externat, internat, primaire, complémentaire et secondaire. Bac français et libanais, littér. et scient., anglais, recyclage langue arabe. Transports assurés. Rentrée 5 oct.

Tél. 410205.

Ad. : K 25 Meiservie de Lebanon ROAD GREECE

الجمهورية اللبنانية

AFRIQUE

APRÈS LEUR RENCONTRE DE ZÜRICH

MM. Kissinger et Vorster font état de « progrès » sur les problèmes de la Rhodésie et de la Namibie

Au moment où s'achèvent les conversations engagées à Zurich entre MM. Henry Kissinger et John Vorster, la situation reste tendue en Afrique du Sud. Des mois d'ordre de grande généralité ont été émis, mais deux semaines après la grève des 23 et 25 août, qui avait paralysé la zone industrielle de la capitale économique sud-africaine, le mouvement d'arrêt de travail pourrait commencer dès mardi 7 septembre.

Il y a eu des violents incidents dans la ville du Cap à été le théâtre la semaine dernière une centaine de policiers ont été transportés samedi et dimanche de Johannesburg vers le Cap.

Samedi, les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser des manifestants à Port-Elizabeth. D'autre part, le cardinal Owen Mac Carr, archevêque du Cap, chef de l'Eglise catholique sud-africaine, a été quatre-vingt-huit heures en prison, samedi 5 septembre, une lettre adressée au président de la République de l'Afrique du Sud, dans laquelle il réclamait la liberté d'expression dans le pays.

Zurich. — Jusqu'à tout bout les conversations de Zurich ont été entourées d'un grand secret. L'issue de leur dernière séance de travail, MM. Henry Kissinger et John Vorster devaient, lundi,

Le général Alexander Haig, commandant en chef des troupes de l'Atlantique Nord, s'est entretenu dimanche matin 5 septembre, à Zurich, avec le général M. Kissinger. Avant de repartir pour Bruxelles, le général Haig a tenu à préciser que cette rencontre avait un caractère de routine et ne concernait pas les questions intéressant l'OTAN. — (A.F.P.)

République Centrafricaine

LE MARÉCHAL BOKASSA DISSOUT LE GOUVERNEMENT ET CRÉE UN CONSEIL DE LA RÉVOLUTION

Le maréchal Bokassa, président à vie de la République centrafricaine, a dissout, dimanche 5 septembre, son gouvernement. Il s'est démis de toutes ses fonctions ministérielles et a nommé un conseil de la révolution (C.R.) dont il prend la présidence. Cet organisme comprend trente et un membres : le chef de l'Etat, un premier ministre, trois vice-premiers ministres, sept ministres et deux secrétaires d'Etat. Le maréchal conserve ses fonctions de chef suprême des forces armées et de président à vie du Mouvement pour la révolution sociale de l'Afrique noire (M.R.S.).

Ancien ministre d'Etat chargé du tourisme, des eaux et forêts, de la pêche, M. Ange Patasse devient premier ministre, vice-président du Conseil de la révolution. Le général de brigade, chargé des télécommunications, du tourisme, des eaux et forêts, de la pêche et de la chasse.

Les trois vice-premiers ministres sont : M. François Gor, chargé de la fonction publique et de la sécurité sociale ; Henri Madion, chargé de l'éducation et de la réforme administrative (tous deux occupant déjà ces fonctions) ; Alphonse Koyamba, chargé de l'organisation du Trésor public.

M. Clement Ngui Vengho, ministre d'Etat chargé de l'intérieur, remplace à ce poste M. Théodore Blaise Lambe, alors que M. Antonio Frank reste chargé des affaires étrangères. Mme Marie-Christine Mboko demeure ministre des finances.

(M) En janvier 1977 à Paris, M. Ange Patasse est diplômé de l'Ecole supérieure d'agriculture tropicale de Nogent-sur-Meuse et titulaire d'un certificat d'études supérieures de sciences économiques. D'abord directeur de l'agriculture à Bangui, il devient ministre du développement en 1965, puis ministre des transports et de l'énergie électrique en 1968. Il est nommé ministre d'Etat en mars 1969, puis est successivement chargé, du développement et du tourisme (1970-1971), de l'éducation, de l'énergie, des eaux et forêts, de la pêche et de la chasse depuis la révolution de juin 1974. Il est en outre président de la Société franco-centrafricaine des tabacs et de l'Union cotonnière centrafricaine.

De notre envoyé spécial

rompre ce silence en s'adressant chacun à son tour à la presse. Dans l'attente de ce double épilogue public, quelques « petites phrases » lâchées par les officiels avaient permis de juger le climat d'une rencontre qui aura duré au total une bonne dizaine d'heures. Thème unique des conversations : l'accomplissement de « progrès » dans l'examen des dossiers rhodésien et namibien. Dimanche après-midi, les deux délégations avaient constitué des groupes de travail apparemment chargés de rédiger la déclaration commune.

Concernant le conflit rhodésien, il semble que les discussions aient porté sur l'essentiel sur la création d'un fonds international d'indemnisation destiné à compenser les préjudices subis par les colons blancs après l'accession au pouvoir de la majorité noire. Ces indemnités, destinées à garantir l'emploi, comprennent, notamment par M. Kissinger à un « programme d'assurance », seraient versées tant aux Sud-Africains résidant dans le futur Etat rhodésien multiracial qu'à ceux qui choisiraient l'exode. Selon les premières estimations américaines, établies par les membres de la délégation sud-africaine, cette « enveloppe » s'élèverait à 1,5 milliard de dollars.

Cette formule n'est pas neuve ; elle fut rodée au Kenya, lorsque Londres accorda une assistance financière au jeune gouvernement de Jomo Kenyatta pour lui permettre de racheter les terres qui, à l'époque, appartenaient aux fermiers européens. L'application en Rhodésie d'une solution analogue, si ingénieuse soit-elle, serait loin d'être aisée. Tout indique que les maquisards de l'Armée de libération du Zimbabwe ne sont guère disposés à cautionner un tel compromis. Aux yeux des Noirs de Rhodésie, la « règle de la majorité » balayerait nécessairement tout l'arsenal législatif légué par le « pouvoir blanc », en particulier les textes sur la ségrégation foncière, fondement de la suprématie des Européens. Quant au premier ministre, M. Ian Smith, il n'a pas manifesté le moindre consentement à ce projet d'inspiration anglo-américano-britannique. Il reste que, si M. Vorster a traité avec diplomatie en détail cette offre de la onzième heure, c'est bien parce qu'il admet, ne serait-ce qu'implicitement, au postulat sur lequel repose le plan Kissinger-Callaghan, à savoir la formation avant deux ans d'un gouvernement noir à Salisbury.

Mais le chef du gouvernement de Pretoria n'est sans doute pas déterminé à employer les grands moyens pour amener ses alliés rhodésiens à résipiscence. Ainsi a-t-il pris soin de rappeler dimanche matin, lors d'une brève entrevue avec un groupe de journalistes américains et sud-africains, qu'il n'avait nullement l'intention d'user de la manière forte envers M. Smith. En outre, l'hypothèse d'un blocus des frontières avec la Zambie et le Mozambique, que M. Vorster a déclaré en connaissance de cause, n'a pas les pressions ni le boycottage. Visiblement il n'en tend pas donner le coup de grâce à son voisin du nord.

M. KISSINGER RENCONTRERA LES DIRIGEANTS BRITANNIQUES FRANÇAIS ET OUEST-ALLEMANDS

Le secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger, est attendu, le 10 septembre, à Londres, à Paris, où il prendra, mardi matin, un « petit déjeuner de travail » avec M. Giscard d'Estaing et M. de Gaulle, ministre des affaires étrangères.

Venant de Zurich, où il s'est entretenu pendant le week-end avec le premier ministre sud-africain, M. Vorster, le secrétaire d'Etat devra faire, dans l'après-midi, un détour par Londres pour rencontrer les dirigeants britanniques. Sur le chemin de Zurich, il s'était déjà arrêté, samedi, dans la capitale britannique pour s'entretenir avec le secrétaire au Foreign Office, M. Croom, et le ministre adjoint au Foreign Office, M. Bowland, qui revient d'une mission en Afrique. Enfin, M. Kissinger se rendra à Hambourg pour rencontrer le chancelier de l'Allemagne fédérale, M. Schmidt.

En dehors de la situation en Afrique, il est très probable que la non-prolifération nucléaire sera discutée au cours des entretiens de Paris. Au début d'août, M. Kissinger avait ouvert la discussion de l'acquisition de la vente au Pakistan d'une usine française de retraitement du combustible nucléaire irradié. L'ancien premier ministre, M. Chirac, avait alors catégoriquement rejeté l'idée lancée par M. Kissinger d'un règlement franco-américano-pakistanaï de cette affaire. Depuis, le nouveau gouvernement français a décidé la création d'un conseil de politique nucléaire extérieure.

Il est probable que MM. Giscard d'Estaing et Kissinger parleront aussi de la reprise, envisagée pour la semaine prochaine, des travaux de la conférence Nord-Sud.

La SWAPO : un parti parmi d'autres

S'agissant du sort de la Namibie, le premier ministre sud-africain s'est montré tout à la fois ferme et réaliste. Pour le moment, il a accusé l'ONU de s'ériger en « super-Parlement », apaisant

République Sud-Africaine

« All Blacks, all blacks... »

De notre envoyée spéciale

Le Cap. — « Vous croyez qu'ils vont manifester pendant le match ? », demande, mi-critique, mi-excitée, une mère de famille, à son voisin. « Qui sait ? », répond celui-ci en haussant les épaules. Après trois jours de manifestations en plein centre du Cap, le remue-ménage sportif, vendredi 5, les (les étudiants et lycéens noirs ou métis) vont profiter du match de rugby samedi entre les All Blacks (Nouvelle-Zélande) et les Springboks (Afrique du Sud) pour manifester.

A 15 h. 30, les spectateurs s'installent dans le stade, chacun à sa place. Les Blancs sur les côtés, les Noirs, les métis et Indiens derrière les buts. Entre eux, un épais et solide grillage.

« All Blacks, All Blacks ! » D'un seul cri, la foule, debout, hurle le nom de l'équipe néo-

zelandaise. Les jours se suivent, en place du côté blanc, on se fait, on observe, sans avoir l'air, ce qui se passe derrière le grillage. Du côté noir, la joie éclate au milieu des drapés aux couleurs des All Blacks.

Le jeu commence. A chaque transformation réussie par l'équipe des All Blacks, on entend des hurlements, quelques jeunes, derrière les buts, agitent sur le terrain.

De temps en temps, une bouteille prend une autre trajectoire et atterrit dans le feu. Au premier projectile, un spectateur blanc veut répondre, mais ses voisins l'empêchent. Sur le terrain, les Springboks luttent pour arracher la victoire. Imperturbable, un groupe d'ethniques, « Hole de whisky à la main, trique à la santé de leurs lavoirs ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Ouverture officielle de la campagne pour l'élection présidentielle

La campagne pour l'élection présidentielle commence officiellement ce lundi 6 septembre aux Etats-Unis. Cependant, M. Ford ne compte prononcer qu'à la fin septembre son premier discours. Il entend montrer qu'il se soucie de sa charge avant de penser aux nécessités électorales. On lui prête d'autre part l'intention de faire un effort particulier pour gagner à sa cause les catholiques. Actuellement, il n'a pas son collègue, M. Dole, le soin de mener l'offensive contre son adversaire. Pourtant, le candidat républicain à la vice-présidence doit lui-même se défendre contre les attaques. Samedi, il a reconnu qu'il avait été convoqué en février devant un « grand jury » qui enquê-

taut sur les contributions politiques illégales de la Gulf Oil. Il a affirmé qu'il n'avait jamais touché d'argent.

M. Jimmy Carter, à qui la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. vient d'apporter son soutien, souhaite « rencontrer les Américains personnellement » à la porte des usines et dans les supermarchés. Il visitera vingt villes et onze Etats. Il sera aidé par sa femme et ses enfants. Les membres de la famille Carter se rendront, d'ici à novembre, dans cent dix-huit villes.

Enfin, les représentants des deux candidats ont décidé d'organiser, le 23 septembre, le premier débat télévisé entre MM. Ford et Carter.

SELON UN SONDAGE

Près de la moitié des citoyens ont l'intention de s'abstenir

Washington. — Malgré les dizaines de milliers de kilomètres parcourus et les millions de mots prononcés par les candidats, qui ont dépensé plus de 100 millions de dollars pour obtenir le soutien de l'opinion, quelques dizaines de millions de citoyens — soit un peu moins de la moitié de l'électorat potentiel — n'envisagent pas de voter le 2 novembre prochain.

De notre correspondant

La perspective est embarrassante pour les deux candidats. Les explications données par les personnes interrogées sont d'ailleurs gênantes pour le président Ford et pour M. Carter. Une des raisons essentielles du désenchantement tient en effet à la stature politique insuffisante, au faible calibre intellectuel des candidats. Ainsi, parmi les personnalités politiques préférées par ces abstentionnistes en puissance, Kennedy vient en tête (environ 50 %), suivi de Roosevelt (20 %), de Truman (10 %).

En revanche, MM. Ford et Carter ne recueillent que 1 % des suffrages.

Selon le sondage Hart, plus de la moitié des personnes consultées (50 %) déclarent avoir été déçues par les candidats qui ne tiennent pas leurs promesses ; 55 % estiment aussi que « quel que soit le président, rien ne va à l'échelle ». 52 % pensent que Watergate a démontré que les hommes politiques ne se préoccupent vraiment que de leurs propres intérêts.

Ce sondage confirme que la campagne présidentielle soulève peu de passions. Par comparaison, les relativement fortes participations électorales du passé, comme 61,5 % en 1932 et 63,5 % en 1960, sont expliquées par l'affrontement de deux personnalités séduisantes comme Eisenhower et Stevenson, ou Kennedy et Nixon. Ou encore par un problème très

grave comme celui de la guerre et de la paix, en 1964, lorsque la participation atteignit 61,8 %. L'examen de ces chiffres impose aux candidats actuels de faire un grand effort dans les prochains débats télévisés. A priori, la tâche est plus importante pour M. Carter car l'apathie électorale frappe surtout les démocrates, dont les électeurs sont le plus souvent pauvres, jeunes, moins éduqués, appartenant aux minorités ethniques. Pourtant, le sondage corrige cette appréciation : un tiers seulement des personnes consultées justifient leur décision de s'abstenir par leur statut de minoritaires (Noirs, Portoricains, etc.). manquant de connaissance de la langue anglaise, par les difficultés de transport pour s'inscrire sur les registres électoraux. En fait, les abstentions sont très nombreuses parmi les Blancs éduqués relativement aisés (ceux qui disposent d'un revenu annuel de 5 000 à 10 000 dollars votent moins que ceux dont le revenu annuel est inférieur à 5 000 dollars) du Nord et de l'Ouest.

Les jeunes désenchantés

Il s'agit donc bien du désenchantement général, qui ne se limite pas aux couches déshéritées de l'électorat. L'aspect le plus préoccupant est que l'apathie politique touche essentiellement les jeunes, ceux de dix-huit à trente-quatre ans, qui, selon le sondage, représentent la moitié du total des abstentionnistes. Les experts constatent avec inquiétude qu'il ne s'agit pas d'un phénomène passager, explicable dans la recherche d'un emploi, mais d'une attitude définitive et durable. Ceux de ces jeunes qui n'avaient pas voté en 1972 affirment qu'ils continueront à désertiner les urnes, et la plupart d'entre eux affichent leur dédain des deux partis traditionnels en se

proclamant indépendants. M. Peter Hart, directeur du sondage, s'inquiète de ce courant dominant parmi les jeunes couches de l'électorat et se demande si cette génération nouvelle arrivera à s'intégrer dans le système politique américain. « Que se passera-t-il, écrit-il, si l'abstentionnisme devient une pratique courante et acceptée ? Il serait grave qu'une simple minorité de l'électorat, représentant des intérêts particuliers, aille aux urnes, tandis que les Noirs et les jeunes les désertent... »

Cependant, les jeunes désenchantés n'éprouvent pas un sentiment d'aliénation et n'envisagent pas une contestation violente du système ; 87 % des jeunes consultés estiment, en effet, que les Etats-Unis sont le pays le plus démocratique du monde. Leurs griefs concernent essentiellement une fiscalité injuste, l'incapacité des gouvernements à régler le problème du chômage, à protéger l'environnement, la qualité de la vie.

Néanmoins, les conclusions du sondage rejoignent les appréciations, pessimistes dans leur ensemble, des professeurs de sciences politiques, dont l'association tient à Chicago sa convention annuelle. Une majorité d'entre eux concluent à l'existence d'un déclin des institutions politiques dans le système des deux partis. Le professeur Burns, président de l'association, redoute que le système politique américain n'évolue vers des formules dictatoriales, et il exprime son scepticisme sur la volonté de M. Carter de changer ce système. Quant au parti républicain, la plupart des professeurs considèrent qu'il est devenu réactionnaire, et qu'il est voué à rester minoritaire, parce qu'il ne s'est pas adapté à la société post-industrielle.

HENRI PIERRE.

LE PRÉSIDENT FORD a annoncé, vendredi 3 septembre, son intention de nommer M. Julius Katz, qui était chargé des questions économiques au département d'Etat, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques et M. Joseph Greewald, qui a démissionné pour entrer dans l'industrie privée. — (U.P.I.)

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

Mgr MENAGER, A EN TANT PRÉSIDENT DE LA COMMISSION FRANÇAISE JUSTICE ET PAIX (71, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e), adressé, le 27 août, une lettre à l'ambassadeur de la République Sud-Africaine en France, à propos de la récente arrestation d'un prêtre catholique sud-africain, le Père Michalanga, accusé de collaboration avec les forces armées combattant les autorités de l'Afrique du Sud. Il écrit notamment : « Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser, en raison de leur ethnicité et de leur couleur, que les noirs et les métis sont systématiquement discriminés, notamment au niveau économique et politique, sur le territoire même qui est le leur. »

Italie

LE DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE a triplé durant le premier semestre 1976 par rapport à la même période de l'année précédente, selon les chiffres définitifs de l'Institut central des statistiques (Istat). Pour les six premiers mois de cette année, le déficit s'est élevé à 3 068 milliards de lires (environ 18 milliards de francs) ; pour le semestre précédent, il était de 487 milliards de lires (2,8 milliards de francs), deux fois plus élevé qu'en juin 1975.

C'est le pétrole qui pèse le plus lourd dans ce trou : un déficit de 618,4 milliards de lires (3,6 milliards de francs) en juin 1976 dû aux seuls produits pétroliers, alors que les échanges sur les autres produits sont bénéficiaires de 132,3 milliards de lires (780 millions de francs).

Iran

TROIS IRANIENS appartenant au groupe subversif des « marxistes islamiques », et dont l'un aurait participé, le 28 août, au meurtre des trois techniciens américains de la firme Rockwell International, ont été tués jeudi 2 et vendredi 3 septembre à Téhéran au cours d'engagements avec les forces de l'ordre, ont annoncé dimanche les journaux iraniens. Hassan Aladpour, l'un des hommes abattus, aurait été tué sous une fausse identité la veille avec laquelle les trois techniciens ont été interceptés. Au cours de l'acrobatie, cinq autres « terroristes » auraient été blessés. — (A.F.P.)

Jordanie

UN ACCORD DEFINITIF EST INTERVENU POUR LA LIVRAISON DE MISSILES AMERICAINS HAWK A LA JORDANIE, a annoncé dimanche 5 septembre l'Agence jordanienne de presse. A cette occasion, le roi Hussein a exprimé la gratitude du peuple jordanien envers l'Arabie Saoudite, qui finance l'achat de ces missiles destinés à l'armée de l'air jordanienne. — (A.F.P.)

Laos

M. KAYSONE PHOMVICHANE, premier ministre du Laos, est arrivé, dimanche 5 septembre, en visite officielle à Moscou. Il doit se rendre ensuite à Cuba, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne et en Mongolie. — (A.F.P.)

OUTRE-MER

Pour protéger les réfugiés de la Basse-Terre contre la spéculation

LE PRÉFET DE LA GUADELOUPE BLOQUE TOUS LES LOYERS

Pointe-à-Pitre (A.F.P., Reuter). — M. Jean-Claude Auroousseau, préfet de la Guadeloupe, a pris, à la fin de la semaine dernière, un arrêté bloquant les loyers de toutes les catégories à leur niveau du 1^{er} août pour protéger les réfugiés de la Basse-Terre contre les hausses spéculatives. En revanche, le préfet a décidé d'avancer de 7 heures à 5 h. 30 l'heure à laquelle les travailleurs de la Basse-Terre sont autorisés à pénétrer sur les bananeraies de la zone interdite. Enfin, M. Auroousseau envisage de transférer à Vieux-Port, à la pointe sud de la Basse-Terre, trois mille cinq cents réfugiés. Vieux-Port n'est situé, certes, qu'à une douzaine de kilomètres de la Soufrière, mais la ville est protégée du volcan par des hauteurs, tel le mont Carabe (698 mètres).

M. Claude Allègre, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris, a quitté la Guadeloupe le 4 septembre. Mais plusieurs géophysiciens sont arrivés dans l'île, notamment M. Tom Macgibbon, un Américain de l'Agence de recherche sur l'énergie (Centre de Los Alamos), et M. Bernard Minster, un Français qui travaille au California Institute of Technology de Pasadena. En outre, le professeur Kinley, de l'université d'Alaska, et un expert soviétique, qui ont l'un et l'autre étudié le phénomène des « nœuds ardents », sont attendus prochainement à la Guadeloupe.

POLITIQUE

Libres opinions

« Le Monde » du 27 août a publié des déclarations satiriques faites le 5 mai par le ministre des cultes polonais, M. Kasimir Kadol. Puisse-t-il être à ces déclarations, mais sans les reproduire, « l'humanité » du 2 septembre a indiqué que, aucun texte de ces déclarations n'ayant été publié en Pologne, elle ne pouvait se prononcer sur leur exactitude. L'organe communiste a rappelé ensuite les positions fondamentales énoncées le 10 juin, à Lyon, par M. Georges Marchais.

Membre du bureau politique et chargé des relations avec les milieux et les mouvements chrétiens, M. Maxime Gremetz définit ici la position du P.C.F.

CHRÉTIENS ET COMMUNISTES

par MAXIME GREMETZ

A PRES (et même avant) le discours de Georges Marchais à Lyon à l'adresse des chrétiens, on avait dit, sous forme de approche, aux communistes que nous sommes : « Quel, vous vous adressez aux chrétiens en tant que tels ? Mais c'est pur électoralisme ou bien vous retardez... » Chacun se souvient — je ne parle pas des réactions diverses émanant des milieux chrétiens, marquées essentiellement par le sens de la mesure et celui de l'ouverture et sur lesquelles, compte tenu de leur densité et de leur richesse, nous aurons amené à écrire — de ces voix plus ou moins cédantes qui s'élevaient de droite et de gauche. Et voici qu'aujourd'hui les mêmes ont écrit plume et encrier pour écrire à l'intention des chrétiens, voire de l'Eglise !

Je serais naturellement porté non pas à sourire mais à me féliciter de ces retournements spectaculaires : ne témoignent-ils pas à leur façon de l'écho de notre appel de Lyon ? Un écho qui est — soit dit en passant — encore plus ample qu'on ne le soupçonnait encore.

Mais là où l'épreuve du besoin de réagir, c'est quand ces articles ou déclarations sont faits sur le mode : « Chez nous aussi, les chrétiens peuvent adhérer au P.C.F. » Naturellement, quelque que le spectacle soit affligeant lorsque de la sorte les chrétiens sont considérés comme une « force d'appoint », libérée à ces hommes politiques de s'adresser aux chrétiens comme ils l'entendent. Ce qu'il ne faudrait pas, en revanche, c'est que ces émissions tardives à l'intention des chrétiens brouillent le sens de l'appel que les communistes ont lancé à Lyon. Car, pour eux, il s'agit de tout autre chose que d'appeler les chrétiens à devenir ou à voter communiste. Il faut que les choses soient claires à ce sujet.

Quel est donc le sens de notre démarche vers les chrétiens ? Disons tout de suite que nous ne nous plaçons naturellement pas de voir des chrétiens au nombre grandissant adhérer à notre parti ou voter pour lui. Si l'écriture le contraire, personne, avec raison, ne le croit.

Mais s'il ne s'agit pas de cela, Georges Marchais ne serait certainement pas allé à Lyon et le comité central de notre parti n'aurait pas un secteur spécifique qui travaille sur cette question : il y a déjà un secteur organisation chargé, notamment, des adhésions.

Non, ce n'est pas « adhésion » ou « élection » que nous voulons, nous, dire aux chrétiens. C'est : UNION ! Il faut que l'on revienne sur ce point car, sans cesse, en parlant ou en écoutant, certains glissent ce qui constitue un espoir pour notre pays.

Chrétiens et communistes ont, c'est vrai, des doctrines différentes. (Qu'ils en possèdent une, fait sans doute d'ailleurs leur force historique, pour celui qui navigue à l'aventure...) Et les communistes ne cachent pas la leur quand ils s'adressent aux chrétiens.

Que disent-ils ? Tout simplement la chose suivante : on veut séparer ceux qui croient en Dieu et ceux qui n'y croient pas. Mais, quel que soit ce que nous pensons sur l'au-delà et pour le temps qu'il nous est donné de vivre ensemble sur terre, n'existe-t-il point entre nous, liés de notre vie commune et de nos idéaux respectifs, des points d'accord ? Si oui, ne se voit-ce point une bonne chose de mettre nos efforts en commun pour travailler tout de suite au progrès humain, construire ensemble ou côte à côte une société où la vie sera plus juste parce que l'exploitation sera abolie, plus sûre parce que ce sera l'homme qui maîtrisera son destin et non plus d'autres à sa place, plus belle parce que débarrassée de ce fléau majeur qui fait de l'homme non point un ami, un frère pour l'homme mais un « loup » ?

Nous nous sommes retrouvés à de nombreux moments de notre histoire que nous avons faite en commun. Au moment de la Résistance, qui aurait osé dire : « Toi, tu ne peux défendre la patrie parce que tu votes quel ou tu ne crois pas en Dieu » ? Communistes et chrétiens ont défendu activement la France. C'était le temps de la rose et du résea. Aujourd'hui, le combat est autre pour n'en être pas moins celui de la liberté.

Regardez ce vieux monde en crise. Il sécrète la misère, l'abaissement national mais aussi l'humain et moral. Il connaît une crise telle que les fondements sur lesquels repose la civilisation, à laquelle nous tenons les uns et les autres, sont atteints. Ce n'est pas la déliquescence de l'Empire romain, c'est celle de la société dominée par l'argent.

Comment dès lors les communistes ne feraient-ils pas ce geste qui, pour être constant, n'en est pas moins chargé de tant de choses, de sensibilités nouvelles : tendre la main aux chrétiens ? Et comment pour les nobles objectifs humains qu'il s'agit d'atteindre ne nous retrouverions-nous pas plus nombreux encore que par le passé ?

« Mais, travailler ensemble, jusqu'où ? », nous demandent parfois dans une attitude de doute. « Cela dépend de vous », répondons-nous. Contrairement à ce qu'on peut dire, nous ne voulons pas instaurer la cité de l'athéisme, nous voulons instaurer la cité de la démocratie moderne : le socialisme !

Nous ne voulons pas que l'Eglise soit, demain, soumise à l'Etat. Nous voulons un Etat ni athée ni chrétien, mais simplement démocratique.

Nous ne voulons pas non plus que les chrétiens ne puissent plus, demain, exprimer leur foi : nous voulons simplement que les exploités ne puissent plus exploiter. Y a-t-il dans la foi des chrétiens quelque chose qui s'oppose à cela ?

Et cette cité, nous voulons la construire pour et avec notre peuple et dans le respect de sa diversité, qui contribue à lui donner richesse. Non, notre combat ne s'agit pas de celui de l'athéisme contre la religion, c'est celui qui vise à rassembler les croyants et les incroyants contre ceux qui les exploitent et les oppriment.

Cette vision des choses avance dans le pays.

De bonnes conditions existent donc pour que dans le respect réciproque, chrétiens et communistes — eux qu'on dit si éloignés les uns des autres et que tant de choses rapprochent pourtant — non seulement coexistent sans ignorance hostile, mais se retrouvent côte à côte — parce qu'ils veulent la libération de l'homme, l'épanouissement de sa personnalité — les communistes parce que c'est leur idéal socialiste, les chrétiens parce que c'est leur idéal évangélique, les uns et les autres parce qu'ils veulent la fraternité et la justice. (1). Et quand nous disons cela, c'est le bon sens qui parle.

En un mot, ce que nous voulons, c'est que les communistes et les chrétiens se rencontrent et travaillent sans attendre au bonheur de l'homme, qu'ils se rapprochent pour prendre place, avec d'autres naturellement, dans cette union du peuple de France d'où jaillira la France de demain.

Pour le reste, les communistes continueront demain à voter communiste, les chrétiens à aller à la messe, à voter ce que bon leur semble et à adhérer s'ils le veulent au parti de leur choix. Naturellement, c'est pourquoi le répète, tel n'était pas notre propos à Lyon. Il vise beaucoup plus loin, plus haut : c'est de l'avenir de l'homme et de la France dont il est question.

Voilà ce que nous avançons en vue. Et c'est ce que comprennent les chrétiens qui, nombreux, débattant avec nous comme à Besançon, à Nice ou à Paris...

Voilà, il fallait redire cela, en prenant nos bonnes distances de la démarche d'autres. De sorte que les débats, les réflexions, les actions des communistes et des chrétiens connaissent l'ampleur nouvelle qui est en germe.

(1) G. Marchais, Lyon, le 10-6-1976.

M. EDGAR FAURE : il faut réduire le mandat présidentiel à cinq ans.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, dans une interview accordée au *Nouvel Observateur* (numéro du 6 au 12 septembre), estime : « Nous avons vu que le président pouvait rencontrer des difficultés avec un premier ministre U.D.R. dont il n'est lui-même séparé que par des nuances. Comment pourrait-il s'entendre avec un premier ministre représentant une coalition socialo-communiste ? C'est inconcevable. Ce n'est pas seulement le président qui serait effrayé, c'est le régime. Le programme commun prévoit un contrat de législature entre l'Assemblée et le gouvernement. Ce n'est évidemment incompatible avec la fonction présidentielle telle qu'on l'entend depuis 1958. »

M. Edgar Faure propose comme solution « l'élection simultanée du président de la République et de l'Assemblée nationale ». « Il ajoute : « C'est pourquoi j'ai soutenu la proposition de Georges Pompidou de réduire le mandat présidentiel à cinq ans. Il me paraît souhaitable que le chef de l'Etat reprenne cette proposition. »

M. MAURICE FAURE : M. Giscard d'Estaing risque de perdre toute possibilité d'arbitrage en 1978.

M. Maurice Faure, membre du bureau du Mouvement des radicaux de gauche, député du Lot, a fêté dimanche 5 septembre ses vingt-cinq ans de vie parlementaire, à l'occasion du congrès fédéral de son parti.

Devant celui-ci, le maire de Cahors, et le président de la République, M. Giscard d'Estaing, en 1978, dans une situation telle qu'il ne pourra plus en rien être l'arbitre que la Constitution prévoit. (...) Croit-il qu'il pourra changer du premier ministre chaque fois qu'il se sera trompé ?

« L'APPEL » : le départ de M. Chirac supprime toute ambiguïté.

La revue *L'Appel*, organe pour le renouveau du gaullisme, estime que la politique du président de la République s'écarterait « de la voie nationale tracée par le général de Gaulle, notamment dans les domaines des affaires étrangères et de la défense nationale ». « Le départ de M. Chirac — qui, aux yeux de beaucoup, représentait une certaine continuité — supprime toute ambiguïté. »

Pour *L'Appel*, « si l'U.D.R. voulait revenir au gaullisme et retrouver ses raisons d'être, elle devrait rejeter le nouveau programme qu'on lui impose [et] montrer quelle reste attachée à l'indépendance nationale lors des votes sur le budget de la défense et sur l'élection au suffrage universel direct d'un président. Par ailleurs, en revanche, elle serait fidèle à sa vocation en reprenant notre société de redressement économique dont le succès dépend d'un vigoureux effort de justice sociale. »

« Tribune juive » : un programme de dignité rendrait aux Français la confiance dans leur propre destin

Le rabbin Grunewald, directeur de l'hebdomadaire *Tribune juive* (1), publie, dans la dernière édition de cette revue, une « lettre ouverte » au premier ministre dans laquelle il écrit notamment :

« La crise économique est aussi la conséquence de l'orientation maladroite de notre société. L'une et l'autre sont étroitement imbriquées. Ainsi, notre pays a-t-il été mis à l'apprentissage de la lâcheté et du renoncement moral au nom de considérations économiques. La politique de vente d'armes et d'équipement militaires aux pays totalitaires a été justifiée essentiellement par de prétendus intérêts économiques. (...) Pour satisfaire les revendications arabes, la France a cédé à toutes les menaces et les intimidations, acceptant ou plutôt proposant d'être en Europe le chef de file de la démission. »

Quelle démission : c'est notre pays, précisément, qui encourage l'Europe à abdiquer sa dignité lors des menaces pétrolières en 1973, qui a été victime, seul de toutes les nations européennes, du projet d'embarquement du pétrole, décrété à Colombo ! (...) La politique française au Proche-Orient a fini par ébranler le sens de l'honneur et de la souveraineté de la société que vous êtes appelé à gouverner. (...) Monsieur le premier minis-

M. GUÉNA : l'U.D.R. est prête à soutenir un plan cohérent contre l'inflation.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, lundi 2 septembre, à France Inter : « Nous sommes décidés à aider le président et le premier ministre à lutter contre l'inflation. Inflation trans-nous ? Je ne puis donner une réponse définitive aujourd'hui. Il faut que nous voyions ce que le premier ministre proposera à la fin du mois de septembre, dans sa déclaration de politique générale et dans le budget. Mais il est certain, compte tenu des discussions qui ont eu lieu au sein des instances de l'U.D.R., que nous sommes disposés à apporter un véritable soutien et un appui puissant au gouvernement, dans la mesure où il proposera un plan cohérent pour lutter contre l'inflation, même s'il y a des mesures impopulaires dans ce plan. »

Interrogé sur ce que serait l'attitude de l'U.D.R. en cas de désaccord avec les mesures proposées par le gouvernement, M. Guéna a précisé : « Je suppose qu'il y aura une concertation entre le premier ministre et sa majorité. Mais je suis sûr que nous aurons à surmonter des problèmes difficiles à ce moment-là à l'intérieur du parti. Ce sera un plan de redressement est toujours difficile à faire passer dans l'opinion, c'est-à-dire par les parlementaires auprès de leurs électeurs. Nous sommes divers, nous sommes du passé, montrés que nous étions capables de nous placer à ce niveau. Nous en serons à nouveau capables. »

Un appel aux gaullistes

Prenant la parole à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), dimanche 5 septembre, M. Guéna a lancé un appel aux gaullistes en ces termes : « L'U.D.R. éprouve que les gaullistes se retrouvent. Afin que l'essentiel soit sauvegardé, afin que nous puissions passer ce grand tournant qui nous sépare d'un monde qui nous demandons à tous ceux qui ont milité pour le gaullisme, et qui, du fait des aléas de la politique, sont restés à un moment donné en marge du chemin, de nous rejoindre pour se rassembler avec nous. »

M. FILLIOUD (P.S.) : le gouvernement prépare les élections plus que la lutte contre l'inflation.

M. Georges Fillioud, membre du bureau exécutif du P.S., député de la Drôme, a déclaré dimanche 5 septembre, au cours de la fête annuelle de la fédération socialiste de la Manche et de la Constitution du nouveau organe de coordination de la majorité prouvée que Valéry Giscard d'Estaing et son nouveau gouvernement méritent plus de soins et de hâte à préparer les prochaines élections et échéances électorales qu'à engager la lutte contre l'inflation. La « tribune à quatre », pilotée par Olivier Guichard est déjà en place pour tenter de résoudre les problèmes internes à la majorité, arbitrer et accorder des investitures, tandis que les premières mesures de caractère économique ne font l'objet que de déclarations d'intention et sont renvoyées à la fin du mois de septembre. »

« Tribune juive » : un programme de dignité rendrait aux Français la confiance dans leur propre destin

Le rabbin Grunewald, directeur de l'hebdomadaire *Tribune juive* (1), publie, dans la dernière édition de cette revue, une « lettre ouverte » au premier ministre dans laquelle il écrit notamment :

« La crise économique est aussi la conséquence de l'orientation maladroite de notre société. L'une et l'autre sont étroitement imbriquées. Ainsi, notre pays a-t-il été mis à l'apprentissage de la lâcheté et du renoncement moral au nom de considérations économiques. La politique de vente d'armes et d'équipement militaires aux pays totalitaires a été justifiée essentiellement par de prétendus intérêts économiques. (...) Pour satisfaire les revendications arabes, la France a cédé à toutes les menaces et les intimidations, acceptant ou plutôt proposant d'être en Europe le chef de file de la démission. »

Quelle démission : c'est notre pays, précisément, qui encourage l'Europe à abdiquer sa dignité lors des menaces pétrolières en 1973, qui a été victime, seul de toutes les nations européennes, du projet d'embarquement du pétrole, décrété à Colombo ! (...) La politique française au Proche-Orient a fini par ébranler le sens de l'honneur et de la souveraineté de la société que vous êtes appelé à gouverner. (...) Monsieur le premier minis-

L'imbroglio

(Suite de la première page.)

Démocratie nouvelle, organe du Centre des démocrates sociaux de M. Jean Lacanuel, bougonne et ressent comme une « injustice » l'élection de M. André Fosset du ministère de la qualité de la vie.

Au-delà de ces préoccupations immédiates, le problème fondamental de l'équilibre entre les pouvoirs respectifs du président de la République et du premier ministre est une fois de plus relancé. M. Maurice Faure, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, constate que les positions prises le 25 août par M. Giscard d'Estaing l'ont trop engagé pour qu'il puisse songer à jouer un rôle d'arbitre au moment des élections législatives de 1978. M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, enregistre, dans le *Nouvel Observateur*, « l'existence d'un pouvoir bicéphale », juge « inconcevable » que le chef de l'Etat puisse s'entendre avec « une coalition socialo-communiste ».

Il se prononce pour la substitution d'un quinquennat au septennat comme il l'avait déjà fait en appuyant l'initiative sans lendemain de Georges Pompidou, qui avait fait cette proposition le 3 avril puis le 27 septembre 1973, et il préconise, en outre, la

simultanéité des élections législatives et de l'élection présidentielle.

Une telle modification, qui figure dans le programme commun de gouvernement de la gauche, ne suffirait sans doute pas à résoudre toutes les difficultés, mais elle contribuerait peut-être à rendre un peu moins préoccupante l'impasse constitutionnelle dont les événements récents ont de nouveau souligné la gravité.

Il serait grave en tout cas de s'accommoder longtemps encore du dialogue de sourds qu'entretiennent M. Giscard d'Estaing, affirmant catégoriquement le 25 août : « Je considère que la France ne peut avoir deux politiques », et M. Mitterrand, qui avait déclaré la veille : « Si la gauche l'emporte aux élections législatives, elle devra assumer ses responsabilités, elle devra appliquer son programme avec le président de la République élu. »

Cette ambiguïté devient de plus en plus insupportable, et l'on comprend que M. Edgar Faure invite M. Giscard d'Estaing à reprendre les propositions qu'il avait formulées lorsqu'il était candidat à l'Elysée (sept ans, c'est trop long), avait-il dit le 11 avril 1974, mais qu'il n'est pas totalement oubliée depuis qu'il y est installé.

RAYMOND BARRILLON.

L'animation de la majorité

M. DOMINATI : je suis certain que M. Guichard réussira.

M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants, a déclaré, samedi 4 septembre, à propos de la constitution du « groupe de travail » gouvernemental chargé de préparer les élections pour la majorité : « M. Olivier Guichard est chargé de présider une commission qui doit précisément donner à la majorité beaucoup plus d'efficacité. Je suis certain qu'il réussira. Je suis de ceux qui pensent que Jacques Chirac aurait pu résister. » M. Dominati a ajouté : « Chaque formation politique aura un responsable, et M. Olivier Guichard n'interviendra pas sur les formations politiques. »

L'U.J.P. : M. Giscard d'Estaing manipule les gaullistes.

Le bureau national de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes) affirme que « le chef de l'Etat veut donner l'illusion de l'autorité en faisant glisser la 7^e République vers un régime présidentiel néfaste ». « Si Valéry Giscard d'Estaing n'a pas de talent pour gouverner, il semble qu'il en ait pour manipuler et pour dresser les uns contre les autres certains gaullistes. Aussi est-il regrettable que M. Jacques Chirac lui ait accordé une caution présidentielle deux ans et qu'Olivier Guichard fasse de même aujourd'hui. »

L'U.J.P., qui lance un appel à l'unité des gaullistes, indique qu'elle organisera dans trois mois de grandes journées nationales avec le concours de nombreuses personnalités.

A Béziers

Deux adjoints de M. Brousse renoncent à leur délégation

Deux adjoints socialistes au maire de Béziers, M. Pierre Brousse, ministre du commerce et de l'artisanat (radical), viennent d'adresser à celui-ci leur démission des fonctions qu'ils exercent en tant que conseillers municipaux. Ils demeurent membres du conseil municipal, ce qui leur a été confié par le conseil municipal, ce qui leur a été confié par le conseil municipal, ce qui leur a été confié par le conseil municipal.

gauche en janvier dernier et qui est entré au gouvernement. Ils souhaitent, ainsi que leurs collègues socialistes du conseil municipal, constituer une liste d'union de la gauche aux élections de mars 1977.

Il s'agit de MM. Jules Faigt, adjoint chargé des sports, et Roger Soulat, chargé de l'instruction publique et de la culture. Un troisième adjoint, élu comme socialiste, M. Guilhem, a préféré quitter le P.S. et conserver sa délégation.

Les deux démissionnaires fondent principalement leur décision sur l'attitude politique de M. Brousse, qui a quitté le Mouvement des radicaux de gauche en janvier dernier et qui est entré au gouvernement.

A Seclin (Nord)

Un adjoint au maire quitte le P.C.

De notre correspondant

Lille. — L'un des deux conseillers communistes de la municipalité urbaine de Lille, M. Camille Sergier, adjoint au maire de Seclin, vient d'annoncer sa rupture avec le P.C. dont il était membre depuis vingt-six ans (ancien secrétaire fédéral administratif). Il avait également été administrateur adjoint du quotidien communiste régional *Liberté*.

Cette rupture a eu lieu en avril dernier à propos d'un vote de M. Sergier favorable à la limitation de la zone industrielle de Seclin. Le maire de cette ville, M. Camille Sergier, a condamné l'attitude de son adjoint et lui a retiré sa délégation.

Pour M. Sergier, il s'agit d'un aboutissement logique mais non moral, de divergences profondes dans la conduite des affaires communales. Il déclare que son action visant à associer directement la population ou des représentants de sociétés diverses

aux initiatives de la municipalité a été constamment entravée par le maire, et ajoute : « Il s'agit d'un mépris constant de la règle démocratique dans un sens électoraliste (...). Il serait temps en accord avec les grandes décisions sur les libertés et le dialogue. De telles pratiques sont un mauvais coup porté à l'union de la gauche. » M. Sergier n'en a pas moins décidé de garder ses mandats à la communauté urbaine et à la mairie, estimant qu'il n'est pas comptable que de voter à l'Assemblée nationale sans pas à un autre parti, et reste communiste de cœur, et tendra de nouveau son pied à Seclin, en mars prochain, une liste d'union de la gauche. — G. S.

(La municipalité de Seclin compte quelque dix mille habitants) est dirigée par le parti communiste depuis 1928. Sur les vingt conseillers municipaux actuellement en fonctions, on compte, outre M. Sergier, quinze communistes et quatre socialistes.)

150

POLITIQUE

Le sort des anciens ministres

Lorsqu'un ministre ou un secrétaire d'Etat quitte ses fonctions gouvernementales, il continue de percevoir, pendant six mois, le traitement qui lui était alloué comme ministre du gouvernement. Au 1^{er} janvier 1976, le traitement brut du premier ministre s'élevait à environ 18 500 F, ceux des ministres et secrétaires d'Etat respectivement à 16 500 F et 14 000 F. Cette indemnité, précise l'ordonnance du 17 novembre 1958, est versée pendant six mois à moins que l'intéressé n'ait repris auparavant une activité rémunérée. Dès la cessation de leurs fonctions, les membres du gouvernement se voient retirer le bénéfice des avantages annexes (logement, voiture, secrétariat) qui y sont attachés.

Si, anciens parlementaires, ils désirent retrouver leurs sièges, ils leur faut tout d'abord obtenir la démission de leur suppléant, devenu titulaire du siège, et provoquer ainsi, à leurs risques et périls, une élection législative partielle. La démission peut intervenir à tout moment, mais elle ne prend effet que lorsqu'elle est annoncée en séance publique. C'est à partir de cette annonce que s'ouvre le délai de trois mois avant le jour auquel il est procédé à l'élection partielle consécutive à la démission.

La situation des ministres ou secrétaires d'Etat anciens administrateurs est différente lorsqu'ils ont été élus dans les départements ou, en raison de la population et du nombre de sièges à pourvoir (dans ou plus), le scrutin de liste proportionnelle est en vigueur. C'est le cas de M. Fosset, ex-ministre de la qualité de la vie, qui a été remplacé au Sénat, où il représentait le département des Hautes-de-Seine, par M. Jean Fonteneau. Le sénateur titulaire est alors remplacé, par tous les cas de vacance, par son suppléant de liste, et il faut que celui-ci ait été élu et qu'il n'y ait pas de renouvellement triennal du Sénat dans l'année en cours pour provoquer une élection partielle, au scrutin majoritaire, cette fois.

Nominations dans les ministères

M. PATRICK BOUQUET
DIRECTEUR DU CABINET
DE M. PIERRE BROUSSE

M. Patrick Bouquet, administrateur civil, est nommé directeur du cabinet de M. Pierre Brousse, ministre du commerce et de l'artisanat.

Du 13 janvier 1963 à Paris, M. Patrick Bouquet, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'école nationale d'administration (promotion Turpin), est nommé à la direction du bureau, en 1968 comme administrateur civil, puis, en 1972, comme directeur du bureau de la direction du commerce et de l'artisanat, sous la direction de M. Michel Poniatowski, de 1972 à mai 1974. M. Bouquet occupait depuis juin 1974 les fonctions de conseiller technique auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, M. Poniatowski.

● Au cabinet du premier ministre, que dirige M. Daniel Doustine, sont nommés :

Conseiller technique : M. Raphaël Hadès-Lébel, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Chargés de mission : MM. Jean-Pierre Sadvy, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; Jacques Bille, attaché commercial ; Michel De Bonneville, conseiller des affaires étrangères ; Michel Bouthaud-Rouelle, administrateur civil ; Philippe Brongniart, administrateur civil ; Lucien Chabousson, administrateur civil ; Alain Chastagnol, agrégé de l'université ; André Chavart, administrateur civil ; Maurice Courage, conseiller des affaires étrangères ; Bruno Durieux, administrateur à l'INSEE ; Patrick Gaudrat, secrétaire des affaires étrangères ; Jean-Yves Heimer, ingénieur des mines ; Michel Lagrave, inspecteur à l'inspection générale des affaires sociales ; Jean-Charles Rouher, conseiller commercial.

● M. Michel Duranjour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, dont le cabinet est dirigé par M. Jean-Yves Heimer, a choisi comme conseiller technique M. Michel de Guillemin, qui dirigeait son cabinet au ministère du travail, et il conserve comme chef de cabinet M. Claude Duval.

● Au cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, sont nommés : directeur du cabinet, M. Jean Costet, ingénieur général des ponts et chaussées ; chef de cabinet, M. François Leblond, administrateur civil ; conseillers techniques, MM. Jean-Pierre Capron, ingénieur en chef des mines ; Charles de Croisset, inspecteur des finances ; François Perret, ingénieur des ponts et chaussées.

● Au cabinet de M. Vincent Auzanet, ministre de la qualité de la vie, M. Jean-Marc Pol, ingénieur des mines, est nommé conseiller technique.

● Au cabinet de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie, chargé de la jeunesse et des sports, M. Douffingues, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé directeur, et M. Jean-Pollet, sous-préfet, chef de cabinet. Ils occupent les mêmes fonctions auprès de M. Soisson, lorsqu'il était secrétaire d'Etat à la formation professionnelle.

● PRECISION. — M. Michel Albert, commissaire adjoint au Plan, devient chargé de mission auprès du ministre d'Etat chargé du Plan et M. Jean-Marc Pol, territoire, M. Lecanuet (et non chargé de mission à son cabinet, comme nous l'avions écrit dans nos éditions d'hier). M. Albert est, auparavant, le sous-secrétaire d'Etat M. Jean-Jacques Servan-Schreiber du manifeste radical.

OFFRE SPÉCIALE RENTRÉE

L'EXPANSION vous offre
LE PRIX DES CADRES 1976
en édition spéciale, réalisée à votre intention.



Ce dossier exclusif de L'EXPANSION, unique en France, vous permettra de calculer avec précision le salaire auquel vous pouvez prétendre en France et même à l'étranger, de cerner votre profil de carrière, d'évaluer votre position dans l'entreprise, de la comparer avec celle de vos homologues du secteur public ou privé, d'estimer le prix de vos diplômes et de votre expérience en fonction de votre âge, votre sexe, votre région, de mesurer l'influence des discriminations, de vous situer dans l'échelle des salaires d'après vos fonctions et prestations.

LE PRIX DES CADRES 1976 comporte en plus deux études originales :

- 1) Les carrières à l'étranger,
- 2) Les débuts de carrières pour les jeunes diplômés.

Recevez **LE PRIX DES CADRES**, en cadeau, abonnez-vous dans les 8 jours à L'EXPANSION. Vous bénéficierez en plus de 30 F de réduction et recevrez à domicile L'EXPANSION pendant un an, soit 11 numéros (dont 1 double et 5 spéciaux).

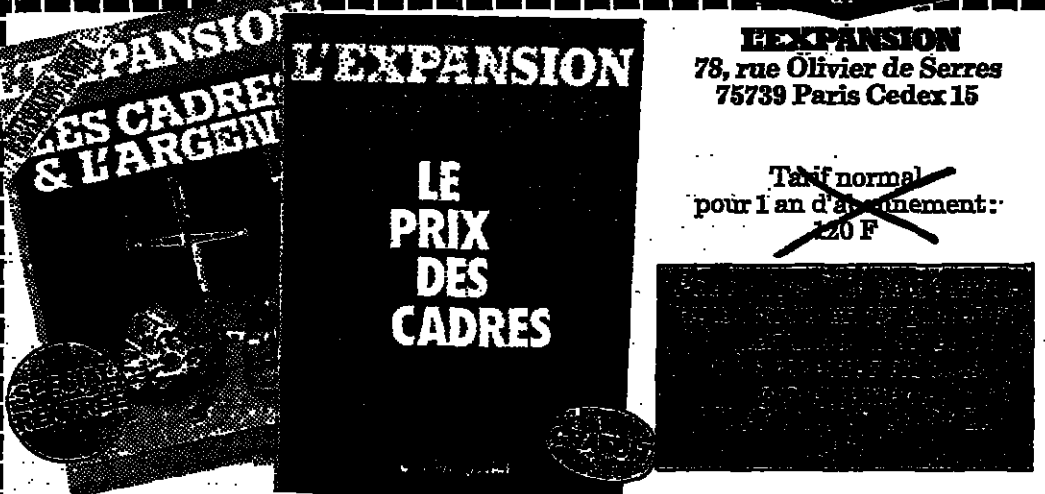
L'EXPANSION chez vous c'est chaque mois en un seul journal, la matière de plusieurs revues et magazines spécialisés : économie, affaires, société, reportages, entretiens, carrières, conjoncture, etc. Chaque mois l'analyse en profondeur des grands (et des moindres) sujets qui vous concernent, qui vous intéressent, qui vous préoccupent. L'EXPANSION vous permet de dominer en toutes circonstances l'actualité économique en France et dans le monde, et répond en même temps à vos problèmes les plus concrets : votre carrière, votre argent, vos loisirs..., en vous apportant toujours des solutions objectives et éprouvées. Et cinq fois par an un grand dossier spécial exclusif.

Premier numéro de votre abonnement, le n° 100, spécial de la rentrée, contient une étude passionnante qui vous concerne personnellement :

LES CADRES ET L'ARGENT

Pour la première fois en France, réalisé avec la plus grande rigueur scientifique, un sondage exclusif vous révèle la véritable attitude des Français, cadres supérieurs et moyens, industriels, membres de professions libérales, commerçants, ouvriers, face à l'argent, leurs aspirations à augmenter leur pouvoir d'achat, leur temps de loisir, ce qu'ils pensent de leurs responsabilités professionnelles et de l'amélioration de leur vie familiale, leur potentiel revendicatif, leur opinion sur le crédit, les placements, la hiérarchie des revenus, la justice fiscale, etc.

Ne manquez pas cette occasion de recevoir chez vous, le n° 100 de L'EXPANSION en même temps que votre cadeau. Abonnez-vous aujourd'hui même en retournant votre bulletin à :



Je désire m'abonner pour 1 an à L'EXPANSION aux conditions spéciales de la rentrée. Je réglerai mon abonnement après réception de ma facture, de mon cadeau et de mon premier numéro.

(EN MAJUSCULES D'IMPRIMERIE S'IL VOUS PLAIT)

M. Mlle, Mlle (prénom) _____
Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Pays _____

* Pour la France. Pour envoi à l'étranger par train/bateau, comptez en sus 25 F seulement pour toute l'année.

Abonnez-vous aujourd'hui même pour recevoir plus vite votre cadeau et le numéro spécial de la rentrée.

EM/100

plio

plio des documents...
plio des documents...
plio des documents...

plio des documents...
plio des documents...
plio des documents...

RAYMOND BARRILL

majorité

J.P. : M. Giscard d'Estaing

impulse les gaullistes

impulse les gaullistes...
impulse les gaullistes...
impulse les gaullistes...

IRS

M. Brousse

r délégation

r délégation...
r délégation...
r délégation...

(Nord)

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

re quitte le P.L.

RELIGION

Les divergences entre le fondateur du séminaire d'Écône et l'Eglise conciliaire

Mgr Lefebvre adopte un ton plus modéré

Le Vatican envisagerait de dépêcher un médiateur auprès du prélat

Besançon. — A peine deux mille cinq cents personnes ont assisté à la messe célébrée au Palais des sports de Besançon, le 5 septembre, par l'abbé Patrick Groche-Michaud et présidée par Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire d'Écône, tous deux frappés d'une suspension « a divinis ».

Le mouvement Justice et Vérité, groupe de Besançon, qui a organisé la messe, était déçu : sans avoir rien fait pour « attirer les gens », il attendait le double de participants. Ceux qui sont venus, outre bon nombre de jeunes, étaient des personnes âgées, des familles, des jeunes en jeans et aux cheveux longs, dont quelques-uns ont eu du mal à se faire admettre par le service d'ordre. « Mais êtes-vous vraiment catholiques ? », demandait, soupçonneux, un vieux monsieur très âgé avec un brassard et un insigne — pour une croix — au revers de son costume noir, qui interdisait la salle également à la presse (elle avait une place réservée sur les gradins) : « A la sainte messe, on prie, dit-il sévèrement. On ne vient pas en spectacle. »

Pourtant, l'ancien rituel de la liturgie romaine était toujours l'élément le plus majestueux du prélat, du diacre et du sous-diacre, revêtus de leurs ornements d'or, se déroulent lentement au milieu des fleurs et de l'encens. C'est l'abbé Patrick Groche-Michaud, vingt-sept ans, fils d'un boulanger, ancien ouvrier électricien et actuellement chauffeur-secrétaire de Mgr Lefebvre, qui chantait la messe — d'une voix juste — tandis que son supérieur, soutane noire, surplis, cape et calotte grise, avait pectore sur son sein le ruban de la croix rouge. La messe — pas celle du temps liturgique, mais celle de saint Pie X — s'est ouverte par la

chant du *Veni Creator* et terminée par le *Te Deum*, et l'évangile, chanté uniquement en latin, était celui de saint Jean avec une phrase qui aurait dû nourrir la méditation de Mgr Lefebvre : « Si diligis me, Simon Petre, pasce oves meas, pasce oves meas » (Si tu m'aimes, Simon-Pierre, paise mes agneaux, paise mes brebis), phrase interprétée par la tradition catholique comme l'attribution au pape par le Christ de son autorité pastorale.

Que cette phrase ou les réactions hostiles à son sermon politique de Lille soient responsables du changement de ton, toujours est-il que l'homélie de Mgr Lefebvre a frappé par sa modération. Si le fond n'a guère changé, la forme était tout autre, et on se demandait si ce pathétique déferseur des « vrais » prêtres, à la sainte messe, était le même homme qui fulminait une semaine auparavant, contre les « bâtards de la révolution ».

Les applaudissements n'ont cessé qu'une seule fois : quand le prélat s'est écrié : « Je suis prêt à aller m'agenouiller aux pieds du Saint-Père, mais non pour lui dire de ne pas faire protestantisme. »

Sept séminaristes d'Écône servaient la messe, dont un Américain, deux Américains et un Australien. Ce dernier est entré au séminaire d'Écône en octobre dernier, pour cinq ans, suivi d'un « stage » d'un an à Paris, qui se fera « pieds à terre » à la fin de l'année. Mgr Lefebvre est incompromis, dit-il, les yeux brillants d'admiration. Il ne fait pas de politique, il veut seulement instaurer le règne du Christ.

Comment envisage-t-il son avenir dans l'Eglise, vis-à-vis du Vatican et de la hiérarchie ecclésiastique ? « Je ne me permets pas de juger le pape en tant que pape », dit-il. « Mais, comme évêque, il a le droit de se tromper. »

Il veut bien se rendre à Rome, et même se prosterner devant le pape, mais ce n'est pas une réconciliation. Accepter de se faire protestant ? Jamais ! Or, tout le monde sait que la concorde gérée et contrôlée d'orthodoxie aux yeux de Paul VI — est toujours considérée par l'ancien archevêque-évêque de Tulle comme une œuvre de protestantisme.

« Il est possible que les choses s'arrangent », a encore déclaré Mgr Lefebvre. Mais, c'est pour ajouter aussitôt : « Que la vérité se fasse ! Nous ne voulons pas abandonner notre foi. »

Après les propos politiques de Lille, le cours de théologie de Besançon, Mgr Lefebvre a pu créer « une capitulation » trop vite. Ayant compris son erreur stratégique, Mgr Lefebvre jette la surprise : « Parce que nous parlons du règne du Christ, on dit que nous faisons de la politique. »

Alors, il met de l'eau dans son vin. Plus question de l'« Argentine » chrétienne, de réformes, de monétarisme, de vices. Les communistes « dialogues » sont devenus « nos amis, dans l'erreur ».

Mais, sur le plan religieux, si le ton a baissé, le fond n'a pas changé. Ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône.

personne, répond-il, mais je pense qu'il se trompe, ou qu'on le trompe. Pour ce qui est de mon retour chez moi, je suis sûr que je trouverai un évêque compréhensif qui me prendra à son service. »

A la sortie de la messe, où Mgr Lefebvre bénit les fidèles et offre son sermon à l'abbé Patrick Groche-Michaud, il a été entouré de quelques jeunes, en deux groupes opposés, scandant : « Lefebvre juche ! Messe politique, meeting juche ! » et « Les communistes à Moscou ! Non au gouli ! » Ils sont rapidement dispersés par les forces de l'ordre.

Après la messe, nous avons rencontré un des paroissiens de l'Église qui ne figure pas dans le roman-fiction de Maurice Glavel, M. Joseph Pinard, âgé d'environ 60 ans, et conseiller général de Besançon-Nord, milite au parti socialiste et dirige un journal intitulé, *France-Comté* dimanche.

« Je suis prêt à aller m'agenouiller aux pieds du Saint-Père », dit-il, « mais non pour lui dire de ne pas faire protestantisme. »

« Comme évêque, il a le droit de se tromper. »

« Il est possible que les choses s'arrangent », a encore déclaré Mgr Lefebvre. Mais, c'est pour ajouter aussitôt : « Que la vérité se fasse ! Nous ne voulons pas abandonner notre foi. »

Après les propos politiques de Lille, le cours de théologie de Besançon, Mgr Lefebvre a pu créer « une capitulation » trop vite. Ayant compris son erreur stratégique, Mgr Lefebvre jette la surprise : « Parce que nous parlons du règne du Christ, on dit que nous faisons de la politique. »

Alors, il met de l'eau dans son vin. Plus question de l'« Argentine » chrétienne, de réformes, de monétarisme, de vices. Les communistes « dialogues » sont devenus « nos amis, dans l'erreur ».

Mais, sur le plan religieux, si le ton a baissé, le fond n'a pas changé. Ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône.

Alors, il met de l'eau dans son vin. Plus question de l'« Argentine » chrétienne, de réformes, de monétarisme, de vices. Les communistes « dialogues » sont devenus « nos amis, dans l'erreur ».

Mais, sur le plan religieux, si le ton a baissé, le fond n'a pas changé. Ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône.

M. Marcel Prélôt, ancien député R.P., puis sénateur U.D.R. du Doubs, ancien vice-président de l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement, le 5 septembre, à l'occasion de la messe d'Écône, a déclaré : « Mgr Lefebvre est un homme de la subversion : on croit rêver ! »

M. Pinard n'a pas apprécié l'initiative du P.S.U., qui a demandé au maire de Besançon, M. Jean Minjot (P.S.), d'interdire le Palais des sports à un rassemblement « de caractère fasciste ». « Le maire a eu raison de répondre que cette salle a toujours été louée à différents groupements, sans se préoccuper de leur orientation politique », estime M. Pinard. La refusé aux traditionalistes aurait été non seulement contraire à la liberté d'expression, mais aussi une erreur tactique.

Mgr Marc Lallier, archevêque de Besançon, enfin, qui célébrait la messe dans une paroisse du Haut-Doubs, à Longençon, le dimanche 5 septembre, s'est abstenu de commenter la venue de Mgr Lefebvre dans sa ville.

« Comme dans les drames de M. Pinard, s'est-il contenté de dire, mieux vaut se taire et prier. »

ALAIN WOODROW.

« Je suis prêt à aller m'agenouiller aux pieds du Saint-Père », dit-il, « mais non pour lui dire de ne pas faire protestantisme. »

« Comme évêque, il a le droit de se tromper. »

« Il est possible que les choses s'arrangent », a encore déclaré Mgr Lefebvre. Mais, c'est pour ajouter aussitôt : « Que la vérité se fasse ! Nous ne voulons pas abandonner notre foi. »

Après les propos politiques de Lille, le cours de théologie de Besançon, Mgr Lefebvre a pu créer « une capitulation » trop vite. Ayant compris son erreur stratégique, Mgr Lefebvre jette la surprise : « Parce que nous parlons du règne du Christ, on dit que nous faisons de la politique. »

Alors, il met de l'eau dans son vin. Plus question de l'« Argentine » chrétienne, de réformes, de monétarisme, de vices. Les communistes « dialogues » sont devenus « nos amis, dans l'erreur ».

Mais, sur le plan religieux, si le ton a baissé, le fond n'a pas changé. Ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône, ce n'est pas la messe d'Écône.

Cité du Vatican (A.F.P.). — Les déclarations modérées de Mgr Lefebvre à Besançon ont été accueillies avec « intérêt » dimanche au Vatican.

Une personnalité ecclésiastique romaine, qui a joué un rôle dans les conversations avec l'ancien archevêque-évêque de Tulle, a souhaité que « le dialogue puisse reprendre ».

Cette personnalité a déclaré à un représentant de l'A.P.P. qu'il avait une seule solution : établir une liaison soit établie par l'intermédiaire d'un prélat agréé tant par le Vatican que par Mgr Lefebvre. Ce médiateur aurait ainsi accès directement auprès du pape. Il devrait en même temps avoir la confiance du fondateur du séminaire d'Écône.

« Ce médiateur, ajoute la même personnalité, aurait la tâche délicate de préparer le prochain « rendez-vous » de Mgr Lefebvre avec un groupe de cardinaux ou même une audience du pape, une fois éclaircies les

points de vue et les nombreux malentendus qui se sont accumulés dans le conflit. »

La personnalité ecclésiastique en question n'a pas voulu avancer de noms de possibles médiateurs. Elle a souligné un élément essentiel pour la réussite d'une négociation.

Les observateurs se demandent si une telle mission ne pourrait pas être confiée à un diplomate comme le cardinal Paolo Bertoli, ancien nonce à Paris.

Pour sa part, Paul VI n'a fait aucune mention, dimanche, de la messe de Besançon. Le pape, qui s'adressait à cinq mille fidèles, italiens et étrangers, réunis pour l'Angelus à Castelgandolfo, a insisté sur la prière, et a-t-il dit, le réconfort pour toutes les tribulations, dont individuellement que souffrent les hommes.

Le souverain pontife a demandé aux pèlerins français présents de « raviver leur appartenance à l'Eglise ».

LES RÉACTIONS

LE CARDINAL FRANÇOIS MARTY, ARCHEVÊQUE DE PARIS : « La foi s'exprime toujours dans le langage d'un temps, d'un pays, d'une civilisation. »

« Les ecclésiastes et les abus en paroles et dans la pratique apportent une apparence de justification à ceux qui, à tort et à bon droit, ne font que répéter les vérités du passé sans faire attention aux hommes d'aujourd'hui. »

MGR PUECH, EVÊQUE DE CARCASSONNE, fait état dans une interview à l'indépendant de Perpignan de son « double sentiment de tristesse et d'indignation » face à la venue à Besançon (Aude) de Mgr Lefebvre, le 8 septembre prochain.

« L'enjeu est de savoir si Mgr Lefebvre est au-dessus du pape et du concile. Si non, il n'a contesté la validité du concile. Comme tout catholique, il sait que l'autorité s'attache aux actes du concile universel. Il a signé lui-même les textes sur la liturgie ou sur l'eucharistie qu'il dénonce aujourd'hui. Il reproche au pape, à propos de la messe et des sacrements, ce qu'il reproche à l'Eglise lui-même. »

DOM HELDER CAMARA, ARCHEVÊQUE D'OLINDA ET DE RECIFE, a déclaré : « Je veux croire que l'esprit divin éclairera la route de notre frère et l'aidera à comprendre son erreur et la terrible responsabilité d'un schisme au sein de l'Eglise du Christ. »

DOM GIOVANNI FRANZONI, ANCIEN ABBÉ DE SAINT-PAUL-HORS-LES-MURS, a demandé s'adresser au pape « a de ne

CORRESPONDANCE

Le Vatican et l'Action française

M. Pierre Dany, de Nogent-sur-Marne, nous adresse la lettre suivante : « Dans votre article intitulé « Le masque est jeté » (le Monde du 31 août), vous dites : « L'ancien archevêque-évêque de Tulle ne fait que rester fidèle à ses maîtres à penser : Charles Maurras et les Pères Le Floch et Billot, influents à Rome dans les années 20. »

Je vous serais reconnaissant de rectifier une erreur, dans cette affirmation. A la différence de Mgr Lefebvre, le cardinal Billot, après à Rome par la suite, après lequel il était très influent par ailleurs, n'est incliné lorsque le chef de l'Eglise a prononcé la condamnation de l'Action française. Je ne suis nullement rebelle, et pourtant ses convictions politiques étaient effectivement et formellement pour l'Action française. Le cardinal Billot a tort, à Rome, pour éviter cette condamnation, mais sans faire de scandale. Et lorsque le pape a pris malgré tout sa décision, le cardinal a rendu « son chapeau », est rentré en France et s'est retiré dans sa congrégation en Alsace.

Je soulignerai vivement que Mgr Lefebvre « reste fidèle à son maître à penser le Père Billot » et que comme lui il s'incline, sans rechercher la publicité et le scandale.

POINT DE VUE

Le presentiment des catacombes

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

L'EGLISE a aujourd'hui le presentiment d'un catacumbisme. Comme la civilisation bilingue qu'elle a beaucoup contribué à enfanter et plus encore à maintenir, elle est au bout d'un cycle, c'est-à-dire devant l'inconnu d'une vie qui doit continuer sous de tout autres formes.

La révolte de Mgr Lefebvre est plus pastorale que dogmatique, malgré ses pétitions très formalistes ; elle s'en prend d'ailleurs à un concile lui aussi fondamentalement pastoral puisque tendu vers le nouveau visage que l'Eglise doit montrer au monde et à elle-même, un des seuls conciles de l'histoire qui ne se soit au fond proposé aucun ordre du jour théologique. En ce sens, Vatican II a été réellement à la mesure de notre temps, au moins dans les questions qu'il a posées.

Les réponses sont dans les faits et ne datent ni de Paul VI ni du concile. Simplement — et c'est peut-être heureux — les chrétiens et les hommes de foi sont assez forts intérieurement pour ne plus regarder la réalité à travers des lunettes roses. La vie sacramentelle n'est plus ou

presque l'eucharistie, devenue célébration, n'agenouille plus guère les fidèles. Qui se confesse encore, ne serait-ce qu'une fois l'an, dans la tête d'une Semaine sainte ? Le nombre des mariages en mairie augmente devant M. le curé diminue, ce qui est le nombre des entrées au séminaire. Il y a autant sinon plus d'amour et de couples qu'autrefois, mais moins d'appels à tout quitter pour l'absolu, mais les nouvelles ne sont même pas encore entrées.

Car dans une société qui n'est plus le chrétienté qu'a donc à faire le prêtre ? Donner sa vie pour les mouvements « vie montante », administrer en galechier quelques actes d'un état-civil parallèle que seraient d'un baptême et l'extrême-onction ? D'autant que les laïcs feraient aussi bien l'affaire pour la plupart des tâches remplies par diacres, sous-diacres et frères dans les temps anciens.

Qu'un séminaire d'Écône la soutienne ait été maintenue avec ses petites boutons ne ressuscitera pas une société qui fut paroissiale, où l'éducation, la « bienfaisance », la morale, le droit même, furent à la charge de l'Eglise et de ses ministres temporaires. A ne considérer que la France, heureux les chrétiens qui vivent dans une paroisse encore vivante, qui ont réussi à édifier quelque « communauté de base » assez vraie pour n'être pas fermée sur elle-même, qui attendent d'un vicaire ou d'un curé de leur vicat, ait une société libre à leur consacrer autour de la table familiale. Il est possible qu'ailleurs les conditions politiques et sociales maintiennent un temps — mais illusoirement — les fonctions temporelles de l'Eglise et de ses prêtres, surtout si l'Eglise locale naît en même temps que l'Eglise nationale, alors que si elle est comme l'Afrique noire, ou si elle est comme l'Amérique latine, prendra le parti sinon de la révolution du moins de la justice.

Regardez le prêtre, surtout s'il est « successeur des apôtres » et « investi de la plénitude du sacerdoce », ne peut plus aujourd'hui, dans ce temps de transition où, difficilement, indistinctement, s'enfante un monde nouveau et donc une Eglise nouvelle, qu'un signe, portant témoignage que l'Eglise est le futur, et que le futur de l'homme, car d'ici quelques générations ressembleront d'autres structures pour le moment impossibles à prévoir.

Dans cette transition douloureuse, quelques repères tiennent et tiendront cependant. La lumière d'un obscur curé de quelque vallée de montagne ou de quelque campagne dont l'Eglise fermée après lui, le flambeau, qui ne vacillera éternellement pas, des grands monastères bénédictins, qui ont l'habitude des Moines Agés et transmettront alors presque seuls le relais. Ce peut être aussi la providentielle apparition — comme saint Bernard et saint Louis — de très grands politiques, qui, préférant une Eglise nouvelle dans ses formes, seront également fondateurs d'une société nouvelle, à coup sûr plus métaphysique que la nôtre, s'étranglant à mort dans les limites de la matière.

Tandis que le sacré déserte les autels, les confessionnaux et la liturgie, tandis que la psychiatrie et les

John M. de 1976

RELIGION

Bouze mille protestants ont participé au pèlerinage du Musée du Désert «Être libre et prêcher l'Évangile»

De notre correspondant

Montpellier. — Cette année, le rassemblement traditionnel du Musée du Désert sous les hauts et vastes châtaigniers centenaire du val de l'Orb, près de Mazières, dans les Cévennes gardoises, était consacré, dimanche 5 septembre, à Pierre Valdo, qui, comme devait le préciser le pasteur Pierre Boile, de l'université de Grenoble, a proclamé que la Bible est la seule règle de la foi et seule détentrice de l'autorité quatre siècles avant Luther.

Pierre Valdo, orthographe aussi Valdes, Valdes ou Vaudes, né vers 1140 en Dauphiné, s'était établi marchand à Lyon. Il revint au monde en 1174 à la suite de la mort brutale d'un de ses amis au cours d'une fête. Il se consacra aux pauvres, auxquels il commençait par distribuer ses biens. Il groupa autour de lui « les pauvres de Lyon » ou « Vaudes » et commenta la Bible et l'Évangile, refusant les sacrements et la soumission à la hiérarchie ecclésiastique. Condamné par le concile de Vienne de 1311, il vécut tout en exil, en Bavière et en Bohême, où il mourut vers 1200.

Bouze mille protestants venus de France, d'Allemagne, de Belgique, de Hollande, de Suisse, d'Angleterre, auxquels s'étaient joints près d'une centaine d'habitants des vallées valdoises, se réunirent à la péninsule italienne où survit une importante minorité protestante d'environ vingt-cinq mille membres, ont suivi le culte célébré le matin par le pasteur Grosjean de Nîmes, selon l'ordre du dix-huitième siècle.

Conformément à la tradition, plusieurs enfants et adultes furent baptisés. Près de la moitié des fidèles de l'assistance participèrent à la sainte Cène.

Au mas Soubeyran, au cours de l'après-midi, l'assistance groupée autour de ses pasteurs pria et chanta le souvenir de ceux qui affichèrent leur liberté dans la foi au creux de cette terre cévenole symbole et témoin de leur sacrifice. Après les chœurs interprétés en français et en italien, le pasteur Colson, d'Angoulême, et M. Armand-Hugon, de Torrepétrieux, évoquèrent la vie de Pierre Valdo dont « la pauvreté était le moyen d'être libre et de prêcher l'Évangile ».

Sans aucune préparation, ce fait, disait M. Armand-Hugon « est la source d'une circulation d'idées et d'un retour à un biblisme populaire en ces temps où l'Europe avait subi l'évangile et où les gens désiraient la réforme au sein de l'Église ». Enfin, M. Pierre Boile et le pasteur Revet, de Marcellargues, près de Montpellier, rapprochèrent les traits communs des valdois et des protestants cévenols unis dans une même foi et une même souffrance.

« Il est bon pour nous, protestants français, déclarait M. Pierre Boile, de se rendre compte que tout ne commence pas avec Luther et Calvin ».

J'ai ne pas oublier que des hommes et des femmes ont été persécutés bien avant 1525, date de la réformation en France. Il est bon de souligner qu'aux douzième et treizième siècles, une minorité des minorités a été révolutionnaire et fidèle à la parole d' Dieu ».

ROGER BECIAUX.

ÉDUCATION

LES BOURSES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AUGMENTERONT DE 369 F

Une circulaire publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du jeudi 2 septembre indique que le montant des bourses d'enseignement supérieur pour l'année 1976-1977 sera majoré uniformément de 369 francs à partir du 1^{er} octobre prochain. Les bourses passent ainsi à 3 438 francs pour la première catégorie (soit une augmentation de plus de 12 %) et à 7 344 francs pour les bourses d'agrégation (+ 5,5 %).

Une aide supplémentaire étant accordée depuis 1973 aux boursiers qui représentent leurs études supérieures après avoir accompli leur service militaire, le montant des bourses pour ces étudiants atteindra 5 157 francs pour le premier échelon et 9 883 francs pour les bourses d'agrégation.

CORRESPONDANCE

Les assistants de facultés ne sont pas des « fainéants »

Parmi les réactions suscitées par la publication d'une « Libre opinion » de M. Philippe Malandau au sujet de la peine de mort (le Monde du 6 août), plusieurs érudits d'assistants de facultés dont M. Malandau soulignait qu'ils étaient « astreints à six heures de cours par semaine ».

Voici l'essentiel de l'une de ces lettres, que nous « adressons » à M. Jean-Claude Gégot, agrégé d'histoire, assistant à l'université Paul-Valéry de Montpellier : « M. Malandau s'en prend aux assistants, ou plutôt aux universitaires, ou plutôt aux assistants, ces galeux de l'université. Pour un ancien ministre de la fonction publique, la diffamation n'est pas une peine coûteuse. C'est la majorité des assistants à des sympathies de gauche, et le « libéralisme » musolé de M. Malandau a dû mal à l'admettre. Mais tous les assistants sont loin de cautionner l'anturisme de certains étudiants et l'action des casseurs. Surtout, il est injurieux de présenter aux lecteurs non avertis les assistants des universités comme « des fainéants et des parasites », et glissant insidieusement qu'ils ne sont « astreints qu'à six heures de cours par semaine », soit donc une heure par jour. L'ancien ministre sait bien, mais ne l'écrit pas, qu'une heure de cours nécessite, dans l'enseignement supérieur, un long travail de préparation. Il s'agit à la fois d'un assistant, détaché de l'enseignement secondaire, à l'obligation statutaire de se livrer à des travaux de recherche aboutissant à la rédaction d'un thèse. Et sans tenir compte de la comptabilité rigoureuse de mon temps de travail, je peux assurer que ma semaine dépasse les quarante heures réglementaires et qu'accablé, bien qu'en « vacances », je passe plusieurs heures par jour à ma table de travail ».

Les techniciens américains espèrent que Viking-2 donnera une réponse claire sur l'éventuelle vie martienne

Après avoir atterri sur la plaine Utopia de Mars le samedi 4 septembre à 1 heure du matin (heure de Paris), la sonde américaine Viking-2 a commencé son programme expérimental. Dans la journée de samedi, elle a transmis deux photographies en noir et blanc, une vue rapprochée d'un des trois pieds et du sol sur lequel elle repose, puis une vue panoramique de la plaine Utopia. Le lendemain dimanche, Viking-2 envoyait sa première photographie en couleur, qui montre, comme celles transmises par Viking-1, un ciel rose et une terre rouge-orange.

D'autre part, les sismographes que porte Viking-2 sont en état de marche et prêts à enregistrer toute vibration du sol de quelque importance. C'est une information importante, car les sismographes de Viking-1 n'avaient pu être débloqués après l'atterrissage, et l'on ignore donc encore tout de la sismicité de Mars. Or, l'étude des ondes sismiques est pratiquement le seul moyen dont on dispose pour connaître l'intérieur de la planète.

Tout semble bien fonctionner à bord de Viking-2, et l'on prévoit un premier prélèvement de sol vers la fin de la semaine. Mais si l'optique est revenue à Pasadena, ce fut après bien des inquiétudes. Les communications radioélectriques, avaient été interrompues dans la nuit de l'atterrissage, et l'on put craindre pendant quelques heures qu'elles ne puissent être rétablies et que la mission ne soit un échec complet. En fait, cette interruption n'avait rien de grave : le compartiment de Viking-2, qui reste en orbite, s'était désorienté, et son antenne n'était plus dirigée vers la Terre. Les techniciens ont pu le ramener dans la position correcte, et, avec huit heures de retard, Viking-2 a transmis ses premières photos.

Mais les responsables n'étaient pas tout à fait sereins. La première photographie montrait un des trois pieds de l'engin reposant sur une surface sablonneuse — ce qui était prévu — et riche en petits gravillons. Mais la seconde était bien plus surprenante. On s'attendait à un paysage de dunes ; or le panorama d'Utopia montre, avant tout, des rochers, bien plus nombreux que ceux qui paraissent sur Chryse, où s'est posé Viking-1. Certains sont assez gros et auraient pu causer des dégâts à la sonde. Beaucoup ont des arêtes vives, mais d'autres sont arrondis et ressemblent à des éponges. Ils sont probablement de nature volcanique. En revanche, on ne voit pas les dunes attendues. Il se pourrait que Viking-2 se soit posé sur le bord intérieur d'un cratère ; mais à cette interprétation est actuellement la plus plausible, il est trop tôt pour l'affirmer.

Une situation confuse

C'est la présence de gros rochers qui a inquiété les responsables pendant plusieurs heures. Les premières informations montrent que la sonde est assez fortement penchée vers l'ouest, l'inclinaison atteignant 8 degrés. D'autre part, l'axe de Viking semblait, au moment de l'atterrissage, être une photographie montre ce qui pourrait être une déchirure. On a craint que Viking-2, au lieu de s'appuyer sur ses trois pieds, ne repose directement sur un gros rocher, qui pourrait avoir endommagé la partie inférieure de la sonde. Or c'est là que se trouve l'électronique qui commande les déplacements du bras chargé de prélever des échantillons, et qui contrôle les expériences biologiques.

Les divers tests faits au cours de la journée de dimanche ont cependant montré que ces craintes étaient vaines et que la sonde n'a subi aucun dommage. Selon toute probabilité, l'inclinaison est due à une inégalité locale du terrain, peut-être simplement à une pierre sur laquelle les trois pieds s'appuieraient. Mais la sonde proprement dite ne touche aucun rocher, et le bon fonctionnement des sismographes indique que le choc n'a pas été trop violent au moment de l'atterrissage. Et ce qui semblait être une déchirure de l'antenne parait, après un examen plus approfondi, un simple dépôt de poussière.

Une crainte subsiste : que la nature rocailleuse du terrain empêche de prélever des échantillons. Mais la probabilité en est faible. Le bras de Viking peut balayer une zone de terrain suffisante pour que, malgré la grande densité de rochers, on puisse trouver presque sûrement un endroit favorable. Les analyses chimiques et biologiques devraient commencer dans une semaine.

Donneront-elles des résultats plus clairs que celles de Viking-1 ? Il faut l'espérer, car la situation demeure bien confuse. Les premières expériences biologiques de Viking-1 avaient conduit à des dégoûts importants de gaz carbonique et d'oxygène dans deux des expériences, à une absorption de gaz carbonique dans la troisième. Tout cela était

SCIENCES



Huit heures après son arrivée, Viking-2 a transmis cette photo du sol martien. (Photo A.P.F.)

tenir venir des résultats. Il faut espérer qu'ils seront plus clairs que ceux qu'a envoyés Viking-1. Sinon, la question de la vie sur Mars risque de ne pas trouver de réponse avant la prochaine expédition sur la planète rouge.

MAURICE ARVONNY.

École Ménagère du Quartier Latin

Enseignement privé mixte

ORGANISATION ET GESTION DE LA MAISON - COUPE ET COUTURE PÉRIECULTURE - CUISINE ET DIÉTÉTIQUE DÉCORATION - AMÉLIORATION

Séances intensives ou programmes sur année scolaire Cours matin, après-midi ou soir (sauf samedi)

Premières Sessions : 15 SEPTEMBRE

66, rue de la Montagne-Sainte-Genièvre - 75005 PARIS - Tél. 033-13-44

LES COMMUNISTES VUS PAR UN COMMUNISTE

un entretien exclusif de Jean ELLEINSTEIN avec Georges MAMY

LES FRANÇAIS MALADÉS DE L'INÉGALITÉ

entre riches et pauvres l'écart est deux fois plus injuste en France qu'en Allemagne ou en Angleterre, trois fois plus injuste qu'aux Pays-Bas.

une grande enquête de F. H. de VIRIEU

LE NOUVEL observateur

un numéro à ne pas manquer en vente aujourd'hui

SC.PO

Préparation annuelle sur place ou par correspondance :
• Examen d'entrée 1^{re} année ;
• Procédure admission 2^e année ;
• Soutien en cours d'A.P. ;
• Concours E.N.A.

3 CENTRES
CEPES

Groupement libre de professeurs 87, rue Chavée-Lafitte, 92 Neuilly 122-94-94 ou 742-88-18

Pour parler une langue. Et pas seulement pour vous débrouiller.

Au Laboratoire de Langues Figer, vous parlerez vraiment l'Anglais ou l'Allemand. Et cela dans des conditions particulièrement agréables. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de stagiaires poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue enseignée.

Les cours commencent en septembre, octobre. Renseignez-vous. Nous trouverons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps.

Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.

Laboratoire de Langues Figer Rive Gauche
22, rue Tiphaine, 75013 Paris. Tél. : 567.81.56
29, quai Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 033.88.02

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HERBOMADAIRE

Réserve aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécial sur demande
5, rue des Mathématiques, 75002 PARIS cedex 10

FORMATION DE TECHNICIENS SUPÉRIEURS SPÉCIALISÉS

L'industrie des PÉTROLES a créé une école destinée à former des Techniciens Supérieurs spécialisés. Sont admis dans cette école, dont le cursus des études est de 2 ans, les Bacheliers des séries C.D.E.T. L'industrie des PÉTROLES manifeste actuellement d'importants besoins en Techniciens Supérieurs spécialisés et, de ce fait, peut assurer aux élèves des études de son école des situations stables et bien rémunérées. Pour tout renseignement, s'adresser à : S.P.P.E.L., 111, av. Jean-Fauriol, 69007 LYON - Tél. (76) 72-28-31.



DIRECTEUR COMMERCIAL

175.000 F

Biens d'équipement T.P. lourds — Une importante société, leader français de sa profession (chiffre d'affaires 170 millions, 700 personnes), filiale d'un groupe américain spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'installations de traitement de matériaux, recherche dans le cadre de sa réorganisation, son Directeur Commercial. Membre de l'équipe de direction, il lui sera confiée la responsabilité totale de la fonction commerciale à l'échelon national et international (marketing, animation du réseau, projets et devis, montage et démarrage des appareils, rechanges, administration des ventes — 100 personnes). En liaison avec la Direction Générale, il définira la politique commerciale largement fondée sur les positions acquises sur les marchés étrangers (export : 11 % en 1973, 55 % en 1976). Il se donnera pour missions principales d'assurer la promotion des ventes et de contrôler la bonne exécution des programmes et des budgets avec l'appui de l'équipe commerciale. Ce poste, situé dans une ville moyenne au Nord de Lyon, ne peut convenir qu'à un candidat de 40 ans ou moins, possédant une double formation d'ingénieur et de gestionnaire. Habitué à diriger des effectifs importants, il aura acquis à un poste de hautes responsabilités, les qualités pour conseiller et vendre des biens industriels conçus comme des synthèses entre des techniques spécifiques et les besoins des utilisateurs. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des informations complémentaires seront fournies au cours d'un entretien confidentiel avec notre consultant. Écrire à M. BUHLER à Lyon. Réf. A/3395M

CONTROLLER

140.000 F

Cette même société (cf. Réf. A/3395) dont le chiffre d'affaires a triplé ces cinq dernières années, recherche, pour sa nouvelle structure, son « Controller ». Rattaché à la Direction Générale et en liaison avec le « Contrôleur » du groupe, il dirigera les différents services comptables (comptabilité générale, analytique, budgétaire...). Il aura pour mission de prendre en charge la mise en place d'un système d'information de gestion, assistera au fonctionnement des responsables dans la conception, l'analyse et l'interprétation des résultats. Ce poste, basé dans une ville moyenne au Nord de Lyon, conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, ESCP...) maîtrisant parfaitement les techniques comptables. Son expérience de plus de cinq années à un poste de responsabilités dans une entreprise moyenne et/ou un cabinet d'audit anglo-saxon de préférence, lui aura permis de bien comprendre la règle fonctionnelle et pédagogique de ce poste. La connaissance de l'anglais est impérative. La rémunération, de l'ordre de 140.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience le justifie. Écrire à M. BUHLER à Lyon. Réf. A/3396M

DIRECTION DE FILIALE

140.000 F

GERICKE, groupe industriel suisse spécialisé dans le traitement de produits granulaires et en poudre (chiffre d'affaires : 20 millions de francs suisses), recherche le futur gérant de sa filiale française en voie de création. Relevant de la Direction Générale de la maison-mère qui lui apportera l'aide financière et l'appui technique nécessaires, il aura à démarrer et à développer cette filiale. Sa première mission consistera à pénétrer le marché français et à implanter un réseau de vente, à partir d'un plan d'action, d'objectifs commerciaux et d'un budget publicitaire. Il aura l'entière responsabilité, parallèlement au développement d'une clientèle auprès de laquelle il assurera les négociations et le suivi technique, il devra organiser et gérer la filiale en constituant et formant une équipe dont l'importance sera liée au chiffre d'affaires réalisés. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat dynamique, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure : école d'ingénieurs ou de commerce, et ayant acquis, à un poste de responsabilités, une très solide expérience de gestion commerciale et de vente d'équipements destinés à l'industrie alimentaire ou chimique. La connaissance de la technologie du traitement de poudres constituerait un atout supplémentaire. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 140.000 francs en fonction du niveau d'expérience atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris, en adressant photo, lettre manuscrite et curriculum-vitae. Réf. A/3397M

MARKETING SALES MANAGER

Lyon

VERDOL S.A., un des spécialistes mondiaux de la fabrication de matériaux textiles, crée le poste de Responsable de son département « Jacquard » (50 % du marché mondial, 90 % du chiffre d'affaires réalisés à l'exportation). Basé à Lyon, et rattaché au Directeur Commercial, il prendra en charge, après une période de formation approfondie, la responsabilité globale de la gestion et du développement des ventes de ce département. Pour cela, il déterminera les objectifs les plus adaptés à la poursuite de l'expansion, élaborera les stratégies de marketing et de vente sur le marché mondial, aura la responsabilité de leur mise en œuvre ainsi que du contrôle des résultats. Conservant une activité personnelle de vente, il animera une équipe de technico-commerciaux négociant des contrats importants exigeant une grande qualité d'assistance. Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure commerciale ou technique, âgé d'au moins 30 ans. Il posséderait l'expérience d'un poste à responsabilités dans le domaine du marketing et des ventes de biens d'équipement industriel négociés au niveau international. La familiarisation avec le secteur textile constituerait un atout supplémentaire. Le poste demande une grande disponibilité pour de fréquents déplacements à l'étranger et une capacité d'adaptation à des situations très variées. Une parfaite maîtrise de la langue allemande, une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. La rémunération, fonction de l'importance de ce poste, sera directement liée à l'expérience acquise. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3389M

DIRECTION COMMERCIALE

120.000 F

Un groupe français (chiffre d'affaires consolidé : 220 millions de francs), lié à une puissante holding, et spécialisé dans la fabrication et la vente de produits destinés aux industries alimentaires, pharmaceutiques, recherche pour son siège situé au proche banlieue Sud-Est de Paris, un cadre commercial de haut niveau. Sous l'autorité du Directeur Commercial du groupe, il sera chargé de diverses missions (contacts commerciaux à haut niveau, études commerciales, administration et organisation des ventes) puis se verra confier la Direction Commerciale effective de deux sociétés du groupe représentant un chiffre d'affaires de 120 millions de francs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation commerciale supérieure, ayant acquis une solide expérience de la vente et du marketing de produits industriels. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2455M

ATTACHÉ COMMERCIAL EXPORT

100.000 F

Cette même société (cf. Réf. A/2454) crée dans le cadre de son développement à l'exportation un poste d'Attaché Commercial au service exportation. Il assistera le Directeur des Exportations dans la prospection et les contacts clients. Un certain bagage technique dans le domaine des industries alimentaires serait apprécié. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, parlant couramment l'anglais et possédant l'allemand ou l'espagnol, ayant une expérience commerciale des contacts à l'étranger et disposant d'une large disponibilité pour voyager. Le candidat devra posséder des qualités de dynamisme, ténacité et d'adaptation. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 100.000 francs. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2455M

EXPORT PRODUITS GRAND PUBLIC

GROSFLUX, un des leaders européens dans le domaine de la transformation des plastiques, recherche, pour faire face à son développement à l'exportation, deux cadres commerciaux :

Directeur des ventes

Allemagne

Responsable du département « mobilier de jardin », de la filiale allemande située à Offenbourg (Baden-Württemberg), ce cadre rendra compte au responsable des filiales d'Allemagne et de la région de Oyonnax. Il bénéficiera d'une grande autonomie commerciale. Homme de marketing et de ventes, il établira le plan d'action commercial annuel, définira les politiques de prix et les objectifs à atteindre (chiffre d'affaires, marges, stocks). Il animera l'équipe en place et coordonnera les efforts du personnel des services intérieurs et extérieurs. Ce poste, présentant de réelles perspectives d'évolution, conviendrait à un candidat bilingue, de nationalité allemande de préférence, âgé de 28 ans minimum. De formation commerciale supérieure, son expérience professionnelle de plusieurs années dans la vente de biens de consommation durable lui aura permis de mettre en œuvre des qualités d'organisateur, de meneur d'hommes et de gestionnaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 45.000 DM, sera liée aux résultats, après une période d'intégration. Il s'y ajoutera diverses indemnités. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3394M

Inspecteur des ventes

Europe

Rattaché au Directeur Export, il aura pour mission de développer les ventes sur l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas auprès d'une clientèle composée actuellement de distributeurs spécialisés et de grossistes. Avec une grande autonomie, il travaillera dans le cadre d'un programme annuel précis. Il établira les plans de marketing, animera les ventes, organisera les promotions et suivra le merchandising. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 27 ans minimum, de formation commerciale supérieure, ayant acquis une expérience de la vente de produits grand public à l'étranger, de préférence dans ces pays. Il parlera couramment l'allemand et si possible l'anglais. Il faut envisager une résidence à Oyonnax et des déplacements fréquents. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3393M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Munich - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

DIRECTEUR D'USINE

Vénézuéla

Electrometallurgie — Dans le cadre de son développement international, BOZEL-ÉLEC-TROMÉTALLURGIE cherche à pourvoir le poste de Directeur d'Usine pour sa filiale au Vénézuéla. L'usine, située dans la zone industrielle de Matanzas, et dans la banlieue d'une ville de 200.000 habitants, produit du ferro-alliages dans deux fours de 50.000 KVA. Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école, possédant 10 ans d'expérience en production et/ou entretien acquis en électrometallurgie ou sidérurgie. La connaissance de l'espagnol et une expérience antérieure d'exportation sont souhaitables. Un contrat français est assuré, et des perspectives de carrière sont largement ouvertes tant en France qu'à l'étranger pour un candidat de fort potentiel. Écrire à Paris. Réf. B/5567M

CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES

170.000 F

Direction Générale Sud-Ouest — Un important groupe international recherche, pour sa filiale française spécialisée dans la réalisation de bâtiments industrialisés (bureau, usines, entrepôts, équipements collectifs...) un cadre de Direction Générale pour le Sud-Ouest. Basé en Dordogne, il dépendra du Directeur Général et Administrateur de la société et sera responsable d'un centre de profit impliquant la gestion d'une usine de 100 personnes (amélioration produits, productivité, organisation générale) ainsi que le développement des ventes pour le Sud-Ouest. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation, connaissant bien la branche de la construction, industrialisée de préférence. Sa carrière lui aura permis d'acquies l'expérience du marketing et des ventes d'équipements et de connaître les techniques de fabrication s'y rapportant. La direction d'équipes, le sens commercial ainsi que la pratique des méthodes de gestion sont indispensables. Une très bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Ce poste suppose à court ou moyen terme une évolution au niveau de l'ensemble de la société. La rémunération annuelle prévue se situe aux environs de 170.000 francs. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2453M

DIRECTEUR GÉNÉRAL

160.000 F

Pièces automobiles — Une très importante société internationale implantée sur les cinq continents, recherche pour sa filiale française de distribution, son Directeur Général. Il répondra directement au Président de la filiale qui est basé au siège de la maison-mère, et jouira donc de ce fait d'une très large autonomie. Tout en bénéficiant du support d'un groupe important, il sera entièrement responsable de la bonne marche de l'entreprise sur le plan gestion, rentabilité, développement, direction des hommes. Plus particulièrement, il devra s'employer à parfaire l'organisation du réseau de distributeurs actuels, et à augmenter l'implantation des produits de la marque en France. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre dirigeant confirmé, âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une expérience de direction d'entreprise (ou d'un poste de responsable opérationnel) et apportant surtout la preuve de sa capacité à diriger une PME de distribution, ce qui implique aussi qu'il soit bon vendeur et homme de négociations. La connaissance du domaine de la pièce détachée automobile n'est pas obligatoire, mais serait fortement appréciée. La maîtrise de l'allemand ou de l'anglais est un critère impératif. La rémunération annuelle de départ, à laquelle s'ajoute une voiture de fonction, pourra atteindre 160.000 francs si les qualités de la personne retenue le justifient. Écrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/2453M

DIRECTEUR DES VENTES

France - Bénélux

Produits chimiques industriels — Une importante société multinationale de la pétrochimie recherche un Directeur des Ventes pour la France et le Bénélux. Basé à Paris, en étroite liaison avec la Direction Européenne de la maison-mère, les services techniques, les autres régions de vente et plus particulièrement le Directeur Européen des Ventes, son supérieur direct, il sera chargé du développement des ventes d'une gamme étendue de produits chimiques à des sociétés industrielles françaises et du Bénélux. Il sera entièrement responsable du budget ainsi que de la gestion financière de son secteur. La planification, l'organisation, la mise en œuvre et le contrôle de toutes les activités du marketing et de la vente, y compris les contacts à haut niveau avec les clients, constitueront, par ailleurs, ses attributions principales. Ce poste de responsabilité, recouvrant tous les aspects de la gestion des ventes, conviendra à un candidat, chimiste de formation, bon gestionnaire et possédant un sens aigu des affaires. Il devra avoir acquis une expérience de quelques années dans la chimie industrielle et plus particulièrement dans des secteurs tels que : traitement de surfaces, étanchéité, presses à injecter. Ce poste requiert une parfaite maîtrise du français ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Un stage initial de formation est prévu. Compte tenu du haut niveau de ce poste, la rémunération annuelle de départ envisagée sera élevée et étroitement liée à la valeur et l'expérience du candidat retenu. Écrire à Paris. Réf. A/7313M

DIRECTEUR COMMERCIAL

120.000 F

Produits industriels — La filiale française d'un groupe international de taille restreinte exerçant ses activités dans un créneau bien déterminé d'un marché en pleine expansion, recherche son Directeur Commercial pour son siège basé en région Nord. En liaison étroite avec le Directeur Général, il définira la politique commerciale et sera chargé de l'appliquer. Dès son entrée dans la société, il réorganisera le service des ventes pour en accroître l'efficacité. Il aura des contacts personnels permanents, en France et à l'étranger, avec les clients et sera assisté par deux attachés commerciaux. Le candidat retenu sera de préférence un ingénieur (du type Génie Civil, Ponts, TP) ayant acquis une expérience dans la vente de produits industriels et sachant organiser et animer un service commercial. La pratique de l'anglais est strictement indispensable. La rémunération de départ, fonction des compétences acquises, sera constituée d'un fixe de l'ordre de 9.000 francs par mois et d'un intéressement. Il est prévu une voiture de fonction. Les perspectives d'expansion de la société sont importantes et garantissent une évolution intéressante du poste. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/4313M

JURISTE D'ENTREPRISE

90.000 F

Secrétariat Général — Notre client est un important groupe français à vocation essentiellement commerciale. Déjà leader sur un marché porteur, il connaît une progression remarquable qu'il entend poursuivre. Dans le cadre de ce développement, il recherche un Juriste d'Entreprise susceptible de secondar progressivement mais efficacement le Secrétaire Général. En relation avec les partenaires du groupe mais aussi avec les tiers, notamment les pouvoirs publics et organismes officiels, il sera amené à prendre en charge la contentieux général, les affaires financières et le service « litiges ». Nous recherchons un candidat âgé de 30 ans ou moins, titulaire d'un diplôme de l'enseignement juridique et financier supérieur et qui, grâce à une expérience de quelques années acquise en Direction Générale, Direction Administrative-Financière ou Secrétariat Général, aura été confronté aux problèmes posés par la vie d'une entreprise dynamique. La rémunération annuelle de départ qui pourrait être de l'ordre de 90.000 francs sera négociée en fonction de l'acquis. Il s'agit d'un poste à créer (en métropole Nord) qui pourrait donc connaître d'importants développements. Écrire à D. GRENON à Croix. Réf. A/4287BM

ADJOINT DIRECTEUR PRODUCTION

80.000 F

Une société française, bien implantée sur le plan international, spécialisée dans la fabrication de petit matériel électromécanique en grande série, recherche pour une de ses usines situées dans une agréable région du littoral Pas-de-Calais, un Adjoint au Directeur de Production. Il assistera ce dernier dans ses différentes fonctions : encadrement et gestion du personnel de fabrication (300 personnes avec une majorité de femmes), réalisation des objectifs de production, organisation des ateliers. Il s'appuiera sur le service technique pour la satisfaction des besoins qu'il aura exprimés concernant les machines. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 25 ans, possédant un diplôme d'ingénieur à dominante mécanique ou électromécanique (ICAM, IDN, HEI, CNAM...) et ayant acquis une bonne expérience dans la fabrication en série de matériel électromécanique. Des connaissances dans le domaine du moulage des thermoplastiques, de la découpe, de l'automatisme seraient très appréciées. La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire pour l'évolution ultérieure du candidat. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction de la valeur et de l'expérience acquise. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. A/4316M

ATTACHÉ COMMERCIAL

Paris

Mobilier de bureau — Un très important fabricant et distributeur de mobilier de bureau de standing, recherche un Attaché Commercial pour son Département « Collectivités ». Sous l'autorité du Directeur des Ventes, il aura pour mission de prospecter et de vendre une gamme très complète de mobilier aux collectivités (entreprises, administrations), à Paris et dans la région parisienne. Le poste convient à un (a) candidat (a) âgé (e) d'une trentaine d'années, justifiant de quelques années d'expérience dans la vente de produits durables aux collectivités, si possible de mobilier ou produits similaires. La rémunération comprendra un fixe et un intéressement aux prises d'ordres. Le poste est à pourvoir à Paris. Écrire à Paris. Réf. B/5566M

Je tiens à remercier

CARNET

Naissances

— M. Jean-Michel Chassériau et Mme, née Eliane Jaulery, partagent avec Anne-Laure la joie d'annoncer la naissance de Nathalie, le 24 août 1976, Londres, Mairie.

— Jean-Pierre et Katherine Marzani ont la joie d'annoncer la naissance de une-Julie, le 27 août 1976.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Henri BOUGGAREL, avocat général honoraire à la cour d'appel, survenu le 3 septembre 1976. Le service religieux sera célébré le jeudi 9 septembre 1976, à 10 h. 30, en l'église réformée des Batignolles, 44, bd des Batignolles, Paris-17. M. fleurin ni couronné.

De la part de Mme Henri Bourgeois et de toute la famille.

L'inhumation aura lieu à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), 34, avenue de Clichy, Paris-17.

— Il a plu à Dieu de rappeler à Lui, le 6 août 1976, à Caix, dans sa soixante-dix-septième année, Mme Robert C. CARMICHAEL, née Hélène Schneider.

De la part de : M. et Mme Pierre Carmichael, le professeur et Mme Joël Bonnal, M. et Mme Alain Carmichael, M. et Mme René Lora, ses enfants, Annette, Yves, Marion Carmichael, Aude, Béatrice, Chantal, Bénédicte Bonnal, Martin, Bruno, Jean-Loup, Antoine, Fanny Carmichael, Sabine, Christophe, Nadège Lora, ses petits-enfants, et des familles Bonnal, Vandeweyer, Carmichael, Mikolasek et Schilling.

Le service religieux a eu lieu au temple de Montreux, le 10 août 1976. L'inhumation, dans la plus stricte intimité, à Allier-sur-Somme, le 12 août.

Sépulture, 28200 Montélimar, 34, rue de Fraiture, 4182 Seny-en-Corcor (Belgique), 40, avenue Villeneuve-l'Étang, 78200 Versailles, 27, boulevard Samson, 91120 Palaiseau.

ÉCHECS

● La FIDE refuse d'exclure Korchnoi du championnat du monde. — La Fédération internationale des échecs (FIDE) a annoncé samedi qu'elle ne se plierait pas à une demande sportive en vue de l'exclusion du grand maître Viktor Korchnoi de toutes les rencontres pour le titre mondial des échecs (le Monde daté 5-6 septembre). Mme Inche Bakker, secrétaire de la FIDE, a précisé que tous les concurrents pour le titre mondial jouaient à titre individuel et non en tant que représentants de leur pays.

— M. et Mme Jean-Pierre Gonon et leurs enfants, M. et Mme Patricia-A. Gonon et leurs enfants, M. et Mme Frédéric-Pierre Gonon et leur fille, Mme Yves-A. Gonon et ses enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de Pierre-Alexandre GONON, avocat honoraire au barreau d'Alger, rappelé à Dieu, le 31 août 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 3 septembre 1976, en l'église de Festeux (Alsace).

(Né à Alger le 31 mai 1894, inscrit au barreau de cette ville en 1918, M. Gonon y poursuivit une longue carrière d'avocat, militant toujours son talent à défendre les opprimés et les plus humbles. Membre de la petite communauté européenne libérale, il fut un des premiers à comprendre, admettre et soutenir l'évolution de l'Algérie vers son indépendance.)

— Mme Henri Jory, son épouse, M. et Mme Claude et Danièle Bruchon, ses enfants, Jean-Hugues et Corinne Bruchon, ses petits-enfants, Mlle Yvonne Jory, M. et Mme André Couffy, ses sœurs, beau-frère et belle-sœur, Toutes les familles.

En sa qualité, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle, survenue le 31 août 1976, de M. Henri JORY, administrateur de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank). La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 septembre 1976, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, 75018 Paris, où l'on se réunira.

Ensuite, l'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Saint-Ouen, dans le caveau de famille, 82, rue du Ranelagh, 75018 Paris.

— Le conseil d'administration, la direction générale, la direction, l'ensemble du personnel de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank), ont la douleur de faire part de la mort accidentelle, survenue le 31 août 1976, de leur administrateur, M. Henri JORY.

M. Henri Jory fut directeur général adjoint de la Banque, où il entra en 1928, et à laquelle il consacra quarante-trois années de son activité professionnelle. Depuis 1968, il siégeait à son conseil d'administration. Tous ceux qui l'ont connu ont apprécié ses qualités professionnelles et s'associent au deuil de sa famille.

— M. et Mme Georges Optat, M. et Mme Raymond Vergès, Rémy, Brigitte et Elisabeth Vergès, ont la douleur de faire part du décès de M. Emile OPTAT, survenu le 28 août 1976 à Carcassonne dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, le 30 août 1976, en l'église Saint-Michel de Carcassonne et l'inhumation dans le caveau de famille, à Montpellier, 30, rue François-Bourvin, 75015 Paris, 200, qual de Jemmapes, 75010 Paris.

— Mme Jacqueline Weill, née Gaud, M. et Mme Robert Weill, M. et Mme Louis Bernard, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Léopold WEILL, avocat à la cour de Paris, survenu accidentellement, le 31 août, à l'âge de soixante-trois ans.

De la part de son épouse, son frère, ses belles-sœurs et beaux-frères, ses enfants et petits-enfants. Les obsèques auront lieu le 7 septembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, 6 boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

— Il y a un an, le 7 septembre 1975, disparaissait le Maître André BELLAÏS. Sa famille, ses fidèles amis et ses confrères se souviennent. Marseille - Aix-en-Provence.

— Le Suprême Conseil du rite écossais ancien et accepté pour la France a le regret de faire part du passage à l'Occident éternel du Maître Frère Jacques de PARIENTE 33^e Lieutenant Grand commandeur. Le vénérable Maître et les officiers de la respectable loge la Régulière n° 111, Orient de Neuilly-sur-Seine, ont le regret de faire part du passage à l'Occident éternel du Maître Frère Jacques de PARIENTE, ancien vénérable et vénérable d'honneur, grand orateur honoraire de la G.L.N.F., 25 boulevard Bineau, Neuilly-sur-Seine.

— La direction et le personnel des sociétés Parly S.A., Parlynet, Cheuvreux et de l'Entreprise Louis Parly ont la tristesse d'annoncer le décès de M. Louis PATRY, fondateur des établissements Louis Parly, président honoraire de la société Louis Parly, de guerre 1939-1945, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 2 septembre 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 8 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris (8^e), où l'on se réunira, 23, rue La Boétie, 75008 Paris.

— Mme Louis Parly, M. et Mme Jean-Louis Parly et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis PATRY, fondateur des Ets Louis Parly, président honoraire de la société Louis Parly, de guerre 1939-1945, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 2 septembre 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris-8^e, où l'on se réunira, 23, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction sur les abonnements du « Monde », nous prie de lui adresser son avis de lecture une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Mme Jacqueline Weill, née Gaud, M. et Mme Robert Weill, M. et Mme Louis Bernard, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Léopold WEILL, avocat à la cour de Paris, survenu accidentellement, le 31 août, à l'âge de soixante-trois ans.

De la part de son épouse, son frère, ses belles-sœurs et beaux-frères, ses enfants et petits-enfants. Les obsèques auront lieu le 7 septembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, 6 boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

— Il y a un an, le 7 septembre 1975, disparaissait le Maître André BELLAÏS. Sa famille, ses fidèles amis et ses confrères se souviennent. Marseille - Aix-en-Provence.

— Le Suprême Conseil du rite écossais ancien et accepté pour la France a le regret de faire part du passage à l'Occident éternel du Maître Frère Jacques de PARIENTE 33^e Lieutenant Grand commandeur. Le vénérable Maître et les officiers de la respectable loge la Régulière n° 111, Orient de Neuilly-sur-Seine, ont le regret de faire part du passage à l'Occident éternel du Maître Frère Jacques de PARIENTE, ancien vénérable et vénérable d'honneur, grand orateur honoraire de la G.L.N.F., 25 boulevard Bineau, Neuilly-sur-Seine.

— La direction et le personnel des sociétés Parly S.A., Parlynet, Cheuvreux et de l'Entreprise Louis Parly ont la tristesse d'annoncer le décès de M. Louis PATRY, fondateur des établissements Louis Parly, président honoraire de la société Louis Parly, de guerre 1939-1945, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 2 septembre 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 8 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris (8^e), où l'on se réunira, 23, rue La Boétie, 75008 Paris.

— Mme Louis Parly, M. et Mme Jean-Louis Parly et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis PATRY, fondateur des Ets Louis Parly, président honoraire de la société Louis Parly, de guerre 1939-1945, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 2 septembre 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris-8^e, où l'on se réunira, 23, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction sur les abonnements du « Monde », nous prie de lui adresser son avis de lecture une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

DÉFENSE

L'armée et son image de marque

Un sondage d'opinion de l'IFOP

Le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) publie, dans son bulletin hebdomadaire daté du 2 septembre, les résultats de deux sondages effectués pour son compte par l'IFOP concernant l'image de l'armée française dans l'opinion, l'impact de la présentation des armées aux Tuileries au mois de juillet dernier.

En ce qui concerne le premier sondage, l'enquête portait sur trois points : l'intérêt, la confiance et l'image que les Français accordent

à l'armée. Les résultats globaux, à vrai dire, ne déçoivent pas d'indices (SIRPA) publiés, dans son bulletin hebdomadaire daté du 2 septembre, les résultats de deux sondages effectués pour son compte par l'IFOP concernant l'image de l'armée française dans l'opinion, l'impact de la présentation des armées aux Tuileries au mois de juillet dernier.

En ce qui concerne le premier sondage, l'enquête portait sur trois points : l'intérêt, la confiance et l'image que les Français accordent

AÉRONAUTIQUE

QUATRE CENTS SOCIÉTÉS PARTICIPENT AU SALON DE FARNBOROUGH

Quatre cents sociétés, dont deux cent trente britanniques, sont représentées au Salon aéronautique international de Farnborough, qui a lieu du 5 au 13 septembre, à 60 kilomètres au sud de Londres. Une centaine d'appareils seront présentés en vol et au sol, parmi lesquels le Concorde, le Trident de Lockheed et des prototypes tels que le YC-15 de McDonnell-Douglas, avion de transport décollant et atterrissant sur courte distance.

La vedette du salon sera sans doute le nouvel avion de combat, bi-réacteur supersonique à missions multiples, le M.R.C.A. « Tornado », construit en commun par la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Parmi les nouveautés britanniques annoncées à l'occasion du salon, mais qui n'y seront pas présentées, figurent deux hélicoptères miniatures télécommandés, fabriqués par la société Westland. Ces appareils, baptisés « Wispis » et « Widge », assureront la reconnaissance d'objets, la lutte contre les incendies et le réglage des tirs d'artillerie. Leurs premiers vols doivent commencer dès ce mois de septembre.

Un salon de transport des forces aériennes vénézuéliennes, un Hercules C-130, s'est écrasé en flammes à 200 mètres de la piste d'atterrissage de La Jota, sur l'île de Tercera, aux Açores, vendredi 3 septembre, vers 21 h. 45 GMT. Il n'y a aucun survivant parmi les soixante-huit passagers et membres de l'équipage que transportait l'appareil.

En général, on pense que l'armée est en mesure d'assurer la sécurité du pays (51 % le pensent, 41 % ne le pensent pas ou ne se prononcent pas), et qu'elle est formée de cadres compétents (48 % le pensent, 18 % ne le pensent pas et 36 % ne se prononcent pas). Le chiffre le plus favorable du sondage concerne l'équipement matériel de l'armée, 71 % des personnes interrogées estiment que l'armée est en voie d'amélioration sur ce point, en revanche, 47 % pensent qu'elle est à la pointe du progrès technique, il conviendrait, d'autre part, que selon 54 % des personnes interrogées (et 56 % des quinze-vingt ans) l'armée offre des carrières intéressantes. Quarante-deux pour cent estiment qu'elle est bien intégrée dans la nation, contre 58 % qui pensent le contraire ou ne se prononcent pas.

Les réponses au deuxième questionnaire qui portait sur la Fête des Tuileries montrent que par la présentation colorée et souvent bien réglée de ses divers matériels l'armée française a réussi à convaincre la collectivité du bon usage qu'elle faisait des impôts de la nation (le Monde du 4 juillet).

[Un seul élément permet d'éclaircir les résultats de ce sondage. L'enquête pour le premier sondage a été faite entre le 12 et le 17 juillet, c'est-à-dire à une période où l'armée s'est livrée à un certain nombre de démonstrations de prestige — de la revue navale entre Mire et Toulon au défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées en passant, évidemment, par la présentation des armées aux Tuileries. Que l'armée ait eu, alors les faveurs du public, cela n'a rien de bien surprenant. Mais cette faveur, qui n'est pas ferveur, ne parvient pas à dissuader l'opinion de fait que l'opinion nourrit à l'égard des véritables problèmes de l'armée.]

Pour la rentrée, sachez compter.

Bandoulière toile gansée

15f

Trousse en expansion 3 plateaux, 20 accessoires

12f

Boîte de compas, 7 pièces

13f

Fourre-tout expansé

2,950f

Calculatrice électronique scientifique, fonctions trigonométriques et logarithmiques programmées

145f

Pochette de 24 feutres

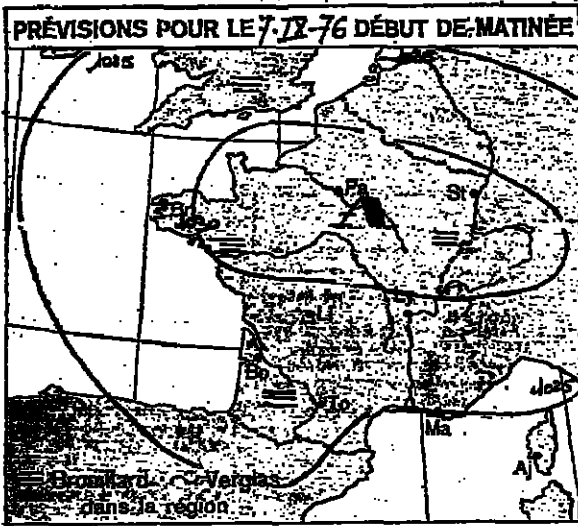
6f

Galerias Lafayette
Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

150

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
Zone de pluie ou neige V aversees R orages S Sens de la marche des fronts
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 6 septembre à 6 heures et le mardi 7 septembre à 24 heures :

La carte des hautes pressions d'Europe occidentale se déplace vers la France. Ces hautes pressions continueront à protéger notre pays des perturbations maritimes qui circulent à sa périphérie. Mardi, le temps sera généralement bien ensoleillé, sur l'ensemble de notre pays. Des brumes et quelques brouillards passagers seront observés dans les vallées aux premières heures de la matinée. Ils seront surtout localisés dans le Nord-Est et le Centre-Est, ainsi que sur le Jura et le Massif central. Des nuages

passagers un peu plus nombreux seront visibles sur l'extrême Nord et Nord-Est. Il fera encore assez frais au lever du jour dans les régions de l'intérieur, mais les températures maximales seront en hausse légère par rapport à celles de la veille. Lundi 6 septembre, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1029,5 millibars, soit 772,3 millibars de mercure. Température (le maximum mesuré au cours de la journée du 5 septembre) : le second, le minimum de la nuit du 5 au 6 : Albi, 23 et 13 degrés ; Biarritz, 21 et 10 ; Bordeaux, 23 et 8 ; Brét, 20 et 11 ; Clermont-Ferrand, 19 et 10 ; Grenoble, 19 et 8 ; Lille, 18 et 8 ; Lyon, 20 et 7 ; Marseille, 25 et 18 ; Metz, 18 et 15 ; Nantes, 22 et 10 ; Nice, 23 et 15 ; Paris - Le Bourget, 21 et 7 ; Pau, 21 et 8 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 22 et 9 ; Strasbourg, 17 et 10 ; Tours, 22 et 9 ; Toulouse, 22 et 7 ; Toulon, 23 et 14 ; Vannes, 22 et 10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 20 degrés ; Amsterdam, 18 et 14 ; Athènes, 20 et 20 ; Berlin, 18 et 10 ; Bonn, 18 et 10 ; Bruxelles, 18 et 10 ; Casablanca, 28 et 21 ; Copenhague, 17 et 7 ; Genève, 18 et 10 ; Lisbonne, 27 et 17 ; Londres, 21 et 9 ; Madrid, 25 et 13 ; Moscou, 18 et 11 ; New-York, 17 et 16 ; Palma, de Majorque, 24 et 15 ; Rome, 23 et 13 ; Stockholm, 16 et 8 ; Téhéran, 36 et 24.

Documentation

Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de publier les textes suivants : — Alors que le franc français subit une grave crise, chacun s'interroge sur les dérangements du système monétaire international. Sous le titre *La Nouvelle donne monétaire internationale*, le n° 177 des *Cahiers français* a pour objectif de faire prendre conscience des principes actuels de la scène internationale depuis 1972, en assurant une complète redistribution des cartes, et de fournir une explication des stratégies des principaux acteurs. Quinze articles et huit notices présentent de façon claire et vivante les multiples aspects de ce problème complexe (96 p., 12 F.).

La crise monétaire internationale est traitée dans le n° 177 des *Cahiers français*, intitulé *La crise monétaire internationale*, auquel est consacré le n° 4279 des *Notes et Etudes documentaires*. L'auteur, Jean Choffel, après avoir fait l'histoire de la politique pétrolière de la France depuis 1918, décrit les objectifs assignés à l'industrie pétrolière pour 1985 et leurs conséquences. Il développe les grandes lignes d'action définies par les pouvoirs publics pour faire face à la crise pétrolière. La réduction de la consommation pétrolière, le développement de l'exploration, l'amélioration des relations avec les pays producteurs (32 p., 7 F.).

La Chine, longtemps importatrice de pétrole, se révèle comme une des régions possédant les plus importantes réserves mondiales et dont la production la place, dès à présent, au troisième rang. Une étude de Michèle Rodière et Sung Beh-chung, *Pétrole et Politique en Chine*, publiée dans le n° 177 du *Courrier des pays de l'Extrême-Orient*, tente d'estimer le potentiel pétrolier de la Chine et ses capacités d'exportation au cours de la décennie à venir ainsi que les inci-

dences de ce nouveau facteur de la puissance chinoise au niveau des relations internationales (60 p., 22 F.). — La revue *Educations permanentes*, éditée par l'Agence pour le développement de l'éducation permanente (ADEP), est désormais diffusée par la Documentation française. Créée en 1969 par Bertrand Schwartz, elle s'est donnée pour mission d'apporter une information sur les éléments de réflexion sur les recherches et initiatives en matière de formation permanente. Le n° 33, qui vient de paraître, traite du rôle des « Collectivités locales » dans le développement de l'éducation permanente. Il rend compte également d'un colloque de responsables de la formation dans la fonction publique. Il comprend aussi une étude sur la « formation ingénieurs » au Centre d'études supérieures industrielles (CESI) (106 p., 15 F.). Abonnement : cinq numéros, 70 F.).

Le rapport de la commission interministérielle sur l'assurance-construction est rendu public. Dans sa « Proposition pour une réforme de l'assurance-construction », la commission analyse et critique le système de garantie en vigueur et propose des solutions pour permettre une protection effective de l'usager, le développement d'une structure industrielle de production et la moralisation du secteur. Ces réformes s'inscrivent dans le cadre des rapports Barre et Nora sur la politique du logement (96 p., 20 F.).

Ces publications sont en vente à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75346 Paris Cedex 04, dans toutes les grandes librairies. Venez par correspondance. Les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française, Règlement à la réception de la facture.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 5 septembre 1976 :

UN ARRETE
Relatif à la commission de réparation des accidents du travail.

Educations

Placements en I.U.T. — Le département de Saint-Nazaire dispose encore de plusieurs places pour la rentrée 1976. Il est ouvert sur des bacheliers des séries C, D, E, F, I, F, F, F, F, F, et aux titulaires de certains brevets de techniciens. Les titulaires des autres baccalauréats ainsi que des non-bacheliers peuvent aussi être admis après examen spécial d'entrée du niveau des bacheliers. Les places sont réservées aux candidats des séries D ou E. Cet examen spécial est fixé au 16 septembre. centres » et que, dans la masse

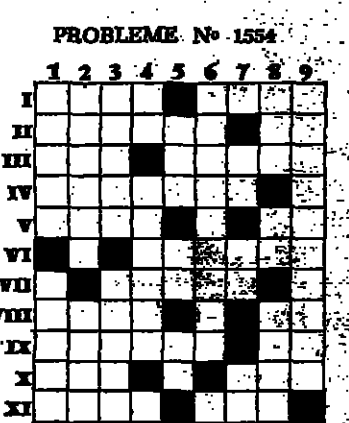
(*) S'adresser au service de la scolarité, 1, U.T., B.P. 430, Centre, 44000 Saint-Nazaire. Tél. (40) 70-37-38.

LETTRES

MORT DU POETE SLOVAQUE LACO NOVOMESKY

Prague (A.F.P.). — Le poète slovaque Laco Novomesky est mort le samedi 4 septembre des suites d'une maladie, à l'âge de soixante-deux ans. L'auteur porteur de quatre sous-maître, Laco Novomesky appartenait, avant la guerre, au groupe littéraire slovaque, avec son ami le docteur Clementine, qui, ministre des affaires étrangères, fut exécuté après la prise de pouvoir par le régime communiste en 1945. Laco Novomesky avait joué un rôle particulièrement important au sein du comité central du P.C. slovaque clandestin, dont il fut, en 1945, avec MM. Gustav Husak et Karol Sidiska, l'un des trois principaux dirigeants. Son arrestation avec Clementine lui valut en 1954 une condamnation à six ans de prison. Il fut relâché en 1963. Durant la période de « printemps de Prague », il s'était notamment prononcé en faveur de la déstalinisation de la Tchécoslovaquie, mais il était assez rapidement dissuadé des idées libérales par le régime communiste. Laco Novomesky était marié et avait deux enfants. Il était originaire de Bratislava.

MOTS CROISÉS



VERTICALEMENT
1. On le pend volontiers ; Très capables. — 2. Ne manque pas de style ; Ennuyeux fort. — 3. Ne se conserve pas longtemps ; C'est fait, pour certains, un endroit de tout repos. — 4. Orientation ; Avenant du pain sur la planche. — 5. Bon ou mauvais ; Cuvelite ; Abréviation géologique. — 6. Très éloigné de Bayard. — 7. Canton de France ; Pronom ; Une des perles du parler de la vie. — 8. Dans une manifestation, l'élève s'aligne en cheminant ; Pronom féminin. — 9. Hantait les squares, toujours à l'abri d'un client éventuel.

Solution du problème n° 1553

HORIZONTALEMENT
I. Fut longtemps tenu à l'écart ; Décor idéal pour des promenades sentimentales. — II. Source d'harmonies variées ; Interjection. — III. Dans la Drome ; Rédigé pratiquement à l'encre. — IV. Ont un cœur de pierre. — V. Se fit rouler ; Il est très fort. — VI. Fis disparaitre. — VII. Artiste, indigne. — VIII. Passe aux actes ; Abréviation. — IX. Prises entre le pouce et l'index ; Déclaré. — X. D'un auxiliaire ; Finissent par peser. — XI. Dans l'Orne ; Modeste serviteur.

VERTICALEMENT
1. Tête ; Cail. — 2. Agés ; Alnés. — 3. Romard. — 4. Euterpe ; Ure. — 5. Tassés ; Pan. — 6. Rait. — 7. Epateurs. — 8. Sottier. — 9. Sott ; Sel ; Nu. — 10. GUY BROUTY.

RADIO-TÉLÉVISION

ENTENDU

Humanismes

Etait-ce un entretien avec François Mitterrand, était-ce un entretien avec Emmanuel Berl, apparemment, l'auditeur était presque mieux renseigné sur la pensée du premier secrétaire du parti socialiste que sur celle du philosophe. Nicolas Strauss proposait sur France-Culture un portrait d'Emmanuel Berl, témoin de son temps, c'est bien un portrait, en effet, que la discussion a échoué, par touches, mais c'est au bout du compte celui de deux hommes en un seul, celui d'un humaniste qui, un peu comme Janus, aurait deux visages.

Il ne s'agissait jamais rencontrés. Mais c'est Emmanuel Berl qui a choisi son interlocuteur, il lui a écrit ses lettres, il appréciait que François Mitterrand les ait lus ; le dernier homme politique à l'avoir lu, c'était Herriot. Homme politique, François Mitterrand se fait un devoir d'être à l'écoute de toutes les grandes idées. « Je tire mon miel d'où je le trouve, et je le trouve dans l'œuvre d'Emmanuel Berl », il dit la connaître bien, cette œuvre, qu'il juge « anarchique », mais qui lui inspire intérêt et sympathie. D'où l'attrait de la conversation, ce dimanche, à l'heure du thé, ils s'étaient bien, ils s'étaient bien, mais jamais n'en arrivait à l'admiration complaisante de certaines interviews ; ils ne font pas toujours les mêmes analyses, le disent, mais dialoguent vraiment, pas comme des sœurs. C'était une discussion agréable où François Mitterrand n'était plus l'homme public mais l'homme cultivé, l'homme à l'écrit et à la réflexion politique. Café du Commerce ? Cela se passait dans l'appartement d'Emmanuel Berl, c'était, tout le même mieux, des propos de gens qui refont le monde à leur table de travail.

La révolution industrielle pour l'autre. L'homme politique reprochait au philosophe ses « vues étherées », et le philosophe, qui voulait bien « accepter toutes les revendications prolétaires », mais qu'il soit question de création, était prêt au socialisme, mais le voyait s'incarner par mimétisme, n'étant qu'un capitalisme d'Etat et se trouvant dans l'expansion économique. Entre les deux, une différence d'âge. Le député de la Nièvre avait beau dire : « Il y a trente ans que je », Emmanuel Berl est « socialiste depuis soixante-dix ans », était en Allemagne en 1921, et quand il évoquait une journée passée avec Blum, cela pouvait dater du mois dernier. Entre les deux, surtout, une différence d'attitude : « La mort triomphe toujours de la vie qu'elle précède et qu'elle engloûtit », a écrit le vieux philosophe sceptique. Mais il y avait, chez l'un et chez l'autre, la volonté d'inventer quelque chose, la certitude que l'homme trouvera « les nouveaux termes de sa civilisation », même s'il met beaucoup de temps. Et cet aveu éloquent d'Emmanuel Berl : « Ca m'ennuie de mourir sans avoir dit quelque chose de positif. »

CLAIRE DEVARRIEUX.

LUNDI 6 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF1

20 h. 30 (R.). Film : « Topkapi », de J. Dassin (1964), avec M. Mercouri, P. Ustinov, M. Schell, R. Morley, A. Tamiroff.

CHAINE II : A2

20 h. 30. Variétés : Ticket de rétro. de J.C. Averty. Avec André, Roger Pierre, Caroline Cler, Claude, Julie Londe, Roland Carpentier, Eugène, Fanny, Françoise, et des extraits d'actualités Pathé 1939.

CHAINE III : FR3

20 h. 30. Prestige du cinéma : « Vos gueules les mouettes », de R. Dhéry (1974), avec R. Dhéry, C. Brosset, P. Mondy, P. Olaf, Ch. Duval.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 30. En direct des Cevennes : Radio-Solitude. « Alors, qu'est-ce qu'on doit dire aux enfants ? » 21 h. 30. L'autre scène, ou « Les vivants et les morts » : Hétéroper et le sacré ; 22 h. 30 (R.). Entretiens avec A. Gide, par J. Amrouche ; 23 h. 30. En direct des Cevennes : Radio-Solitude : « Autour de la veille » ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Concours international de guitare ; 20 h. 30. Présentation du concert ; à 20 h. 30, Festival annuel ; rétrospective de Louis Rolland (Roch, Messiaen, Ravel) ; 20 h. 30. France-Musique la nuit : les fous du violon ; 23 h. 25. Les chants d'espérance ; Abou Achouba.

MARDI 7 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF1

De 12 h. 30 à 18 h. Programme de la journée. — à 14 h. Film : « La Taverne du Poisson couronné », de J. L. B. (1946), avec M. Simon, B. Berry, B. Brunoy, M. Martin, Y. Vincent (N.).

CHAINE II : A2

De 15 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu... à 15 h. 5. Histoire du travail féminin. — 20 h. 35. Les dossiers de l'écran. Film : « Marie Stuart, reine d'Ecosse », de Ch. Jarrot (1972), avec Y. Redgrave, G. Jackson, N. Davenport, T. Dalton.

long, professeur à l'université d'Amiens, Paul Baquet, professeur à la Sorbonne, Mme Pauline Henry-Bordone, scénariste.

CHAINE III : FR3

20 h. 30 (R.). Westerns, films policiers, aventures : « Fort Massacre », de J. Newman (1958), avec J. McCrea, F. Tucker, J. Russell, S. Cabot. Un sous-officier américain, qui détecte les Indiens, ramène les survivants d'un détachement à travers un territoire hostile. Un western à l'action violente.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 30. Dialogues : « Problèmes de l'immunologie », avec B. Halpern et P. Millès ; 21 h. 30. Plaintes, complaintes et cris des Cevennes, par J.C. Dussir ; 22 h. 30 (R.). Entretiens avec André Gide, par J. Amrouche ; 23 h. 30. En direct des Cevennes : Radio-Solitude : La nuit dans un pays qui n'existe pas ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Hommage au pianiste Yves Nat ; 21 h. 30. En direct des Semaines musicales de Berlin 1976, l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, direction Hans Zender, avec Siegfried Palm (violoncelle) ; « Agon » (Stravinski) ; « Concerto pour violoncelle (R. Ysaÿ) » ; le mémorial Bruno Maderna (P. Boulez) ; 23 h. 30. Raga ; 24 h. « Le Mariage secret » (Cimarra).

Louez votre TV couleur pour 133 F\$1
146 F par mois et 12 mois gratuits
option d'achat facultative
60 points de service dans la région parisienne
ou 739.33.75

NOVA-TEL
739.40.40
la couleur et le noir et blanc large choix de portables design

Le Monde de l'éducation
numéro de septembre
LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES
Ecrire à : Super Search Dépt BE
B.P. 169 07 - 75326 PARIS (7)

(PUBLICITE)
SUPERSEARCH
PEUT VOUS AIDER A TROUVER UN EMPLOI AUX U.S.A.
Ecrire à : Super Search Dépt BE
B.P. 169 07 - 75326 PARIS (7)

TRIBUNES ET DEBATS
LUNDI 6 SEPTEMBRE
Le mouvement de l'Action catholique des milieux indépendants s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
MARDI 7 SEPTEMBRE
M. Alain Cotin, économiste, est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach au « 13-14 », sur France-Inter.
Les « silencieux de l'Eglise » s'expriment à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
Edité par M. SARRI, le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.
Imprimerie du « Monde », 5, rue de la Harpe, 75001 Paris.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

(Publicité)

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

ISSEC : Automne 1976

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici sept ans par l'ESSEC. Etroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits qui totalisent

près de cinq cents heures de travail sur deux années et la rédaction d'un mémoire conduisent à un diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions

et de tous secteurs. Ils étaient un millier cette année. Précisons que, si les statistiques indiquent que 70 % des auditeurs ont des diplômes d'enseignement supérieur, les enseignements sont conçus pour être suivis également par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Les participants décident de leur

plan de perfectionnement. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme — long — (deux ans). Les cours, généralement donnés par jour-nées complètes, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy. L'ISSEC est partenaire du Gernie.

SESSION D'AUTOMNE 1976 : Le centre d'orientation est ouvert

Plan de perfectionnement et orientation

CHACQUE inscription est subordonnée à une rencontre avec un conseiller d'orientation de l'ISSEC : qu'il s'agisse d'une inscription pour un ou plusieurs crédits, cette entrevue permet de mieux informer les intéressés sur le contenu des enseignements et d'en vérifier l'utilité dans le cadre de leur plan de perfectionnement personnel.

Le Centre d'orientation, structure permanente de l'ISSEC, peut, dès maintenant, recevoir les personnes désireuses de suivre une formation en OCTOBRE 1976.

Il est également à la disposition des responsables de personnel ou de formation désireux d'intégrer des enseignements de l'ISSEC dans leur plan de formation en inter comme en intra-entreprise.

Le choix d'un institut

EN matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les délégués et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?

Évaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...) de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une orientation pédagogique (et d'une évaluation a posteriori), de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre de responsables s'accrochent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

1) « Le taux de répétition » (soit le nombre de participants qui se réinscrivent à un nouveau stage après en avoir déjà suivi un). A

l'ISSEC, ce taux a évolué comme suit : oct. 1971 : 42 % ; mars 1972 : 45 % ; oct. 1972 : 52 % ; mars 1973 : 55 % ; sept. 1973 : 58 % ; mars 1974 : 61 % ; oct. 1974 : 61 % ; mars 1975 : 60 % ; oct. 1975 : 61 % ; mars 1976 : 60 %.

2) « L'évolution du nombre global d'inscriptions » dans le centre ou l'institut considéré.

De ce point de vue, l'ISSEC a connu un développement remarquable : Plus de mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

L'ISSEC s'est ainsi placé — en très peu de temps — parmi les tout premiers centres français et européens spécialisés dans le perfectionnement des cadres et dirigeants.

L'ISSEC bénéficie depuis octobre 1973 des installations ultra-modernes que l'ESSEC a fait bâtir à Cergy-Pontoise, et qui ont permis de multiplier par vingt la surface de ses locaux. Ainsi les cours de l'ISSEC se déroulent aussi bien à Paris qu'à Cergy.

(1) Compte non tenu des interventions intra-entreprises.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

LES crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours.

Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur 15 axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à 15 « options » ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'en ce qui concerne le déroulement dans le temps.

Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés, discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprise et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et des techniques afférentes : chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail (de cinq à huit sessionnaires) sont constitués au sein de chaque crédit.

Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices et effectuer en commun des travaux de recherche suivis par le professeur.

Deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :

● Soit à raison d'un crédit par session : chaque crédit représentant neuf journées de huit heures étalées sur quatre mois ; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application progressive, dans l'entreprise, des formations reçues ;

● Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois ; cette formule est principalement destinée aux demandeurs d'emploi.

Les diplômes de spécialité ISSEC

LES diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelée « option » (voir tableaux ci-dessous). Les demandes d'accession aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soutenu devant un jury spécialisé dans le délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

OPTIONS	CREDIT 1	CREDIT 2	CREDIT 3	CREDIT 4
A. — FONCTION PERSONNEL	Les Techniques de Base	Structures et Communications	Place des Relations de Travail	A. Politiques B. Droit du Travail
B. — FONCTION FORMATION	Les Méthodes de Formation Permanente	La Pratique de la Formation	a) Organisation et gestion de la Formation b) L'audio-visuel en formation	Psychopédagogie de la Formation Permanente
C. — MARKETING	Marketing fondamental	A) Méthodes d'analyses en marketing C) Marketing bancaire D) Marketing des produits industriels E) Exportation et marketing sur les marchés étrangers	B) Etudes et recherches en marketing F) Direction des ventes G) Publicité H) Politique de distribution et merchandising	D) Politique de marketing
D. — GESTION COMPTABLE ET CONTRÔLE DE GESTION	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique de Gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de Gestion
E. — GESTION FINANCIÈRE	Gestion Financière	A. Bourse et Évaluation des sociétés B. Crédit et Institutions Financières	C. Les Décisions Financières dans l'entreprise D. Les finances internationales	
F. — GESTION DE LA PRODUCTION	Éléments Fondamentaux de gestion de la production	Techniques de planification et de Contrôle de production	Conception d'un système de production	Processus de production et gestion du personnel
G. — SECRETARIAT GÉNÉRAL	Fonctions spécifiques du secrétariat général	Droit des sociétés	Fiscalité Technique contractuelle	Les techniques de base de la fonction personnel Gestion financière

1. — INITIATION A LA GESTION DE L'ENTREPRISE	Initiation à la gestion et à l'économie de l'entreprise			
2. — RELATIONS HUMAINES	Expression orale	La conduite de réunion	Méthodes d'enquêtes	
3. — INFORMATIQUE DE GESTION	Éléments de base d'informatique			
4. — DROIT DE LA GESTION	Droit général des affaires	Droit des sociétés	Droit du travail	Fiscalité
5. — ÉCONOMIE	Structures industrielles et initiation à la stratégie des marchés	Stratégie des entreprises et politiques de concurrence		
6. — LOGISTIQUE	Notions fondamentales de logistique			
7. — ORGANISATION	Les techniques d'organisation	Les structures d'organisation		
8. — MÉTHODES QUANTITATIVES POUR LA GESTION	L'utilisation des méthodes quantitatives			

ANGLAIS, ALLEMAND, ARABE, RUSSE, ETC.

Le centre de langues ESSEC-ISSEC propose à Paris et à Cergy

● Cours de langues, soit par petits groupes, soit en individuel, faisant appel à des méthodes actives, éprouvées, utilisant un équipement pédagogique moderne (laboratoires, vidéo, magnétoscope) et animés par une équipe d'enseignants qualifiés et spécialisés dans le recyclage des adultes.

● Cours pour débutants, faibles débutants, de niveau intermédiaire et confirmé, axés sur l'apprentissage de la langue, mais orientés dès le début sur le maintien du langage des affaires.

● Horaires souples adaptés aux contraintes de chacun, allant de quatre heures à dix heures par semaine.

● Sessions intensives de recyclage en immersion sous forme de journées bloquées (en anglais seulement) ; recyclage d'anglais général pour faux débutants.

● Recyclage d'anglais d'affaires pour niveau intermédiaire (le but de cette session est de donner plus d'assurance et d'aisance dans l'expression en français).

sont appel entre autres aux jeux de rôles et discussions de cas).

* Pour tous renseignements, s'adresser au : centre de langues ESSEC-ISSEC, S.F. 165, 55001 Cergy, tél. : 030-40-57 (postes 543-544). Texte sur rendez-vous à Paris ou à Cergy.

Pour une information plus complète

M.

Adresse personnelle :

Tél. :

SOCIÉTÉ :

Adresse de la société :

Tél. :

FONCTION :

Désirerait recevoir une brochure de documentation sur l'ISSEC ☐Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC Établissement d'enseignement privé

24, rue Hamelin, 75116 PARIS

Tél. 727-80-20 - 727-06-20 - 727-05-28

Métro : Boissière ou Léna

Téléc. : 630943

150

1976 150

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

L'ÉCHELLE MOBILE EST DÉSORMAIS UN FAIT

Une psychologie d'inflation domine le renouvellement des conventions collectives américaines

New-York. — Avec le renouvellement des conventions collectives, dont bénéficie quelque six millions d'ouvriers de l'industrie du caoutchouc vient de s'ouvrir le dernier bastion important de la résistance patronale à l'introduction d'une échelle mobile des salaires dans l'industrie américaine. Tout porte à croire que cet élément caractéristique des économies en inflation est définitivement inscrit au palmarès outre-Atlantique, en dépit de l'opposition du gouvernement et de l'avis contraire donné par la majorité des économistes.

C'est seulement vers 1973 que les syndicats américains ont commencé à mobiliser leurs forces avec succès en vue de gagner une protection automatique contre l'érosion de leur pouvoir d'achat. Automatismes qui, selon les détracteurs du système d'inflation, ne fera que renforcer les tendances inflationnistes.

Les ouvriers de la construction électrique et les conducteurs routiers furent parmi les premiers à obtenir, en juin 1973, un ajustement de leurs salaires de base reflétant, dans une certaine mesure, l'augmentation du coût de la vie. La pratique en est depuis passée dans

les mœurs sous l'épithète de « cola » (*cost of living adjustment*). En trois ans, les ouvriers de la sidérurgie, des abattoirs, ainsi que ceux de la construction électrique et les routiers ont reçu des suppléments de salaires très appréciables grâce au jeu du « cola ». Leurs salaires horaires ont été augmentés d'un montant qui va de 1 franc à 5 francs suivant les formules adoptées.

Pour l'industrie automobile, dont les contrats expirent le 14 septembre, le maintien du pouvoir d'achat de ses salariés n'est pas un sonnet nouveau. Le leader de ce secteur, la General Motors, a en effet joué le rôle de pionnier dans ce domaine. Dès 1948, General Motors garantissait ses employés une augmentation annuelle d'environ 3 % de leur pouvoir d'achat réel. Il est remarquable que les anciennes conventions, signées après la deuxième guerre mondiale, prévoyaient un ajustement lié à l'augmentation de la productivité aussi bien qu'à celle du coût de la vie, alors que dans les accords signés en 1973, il n'est même plus question de productivité.

C'est principalement l'écart entre les salaires de l'industrie automobile, « cola » inclus, et ceux de l'industrie des pneumatiques, sans « cola », qui a rendu les grèves dans ce dernier secteur si longues et les négociations si difficiles. A la veille de l'expiration des contrats ouvriers dans le caoutchouc, les salaires horaires de base étaient de plus de 2 dollars (10 francs) inférieurs à ceux de l'automobile, alors que traditionnellement les deux secteurs s'alignent. La grève, déclarée le 20 avril, dure encore dans un certain nombre d'établissements touchés, quoique la signature des contrats avec Goodyear (23 août) et

Firestone (26 août) et leur ratification par les syndicats (27, 28, 29) indiquent que la fin en est proche.

Au contraire, le très important contrat automobile, il affecte directement les revenus de sept cent mille ouvriers pourrait être renouvelé sans recours à la grève ou après une courte grève. Il expire, pour les trois sociétés — G.M., Ford et Chrysler — à minuit le 14 septembre, mais les négociations se poursuivent activement depuis la mi-juillet et seraient, dit-on à Detroit, en bonne voie. Ni les sociétés, ni les syndicats, semble-t-il, ne veulent courir le risque d'une interruption du travail au cours des semaines à venir. Les perspectives de vente des nouvelles voitures (les « modèles 77 » sortent en septembre) sont bonnes en dépit des augmentations de prix récemment annoncées. On estime que les constructeurs vendront onze millions et demi de voitures particulières l'année prochaine, ce qui serait un record. La promesse de nombreuses heures supplémentaires en octobre, liée à la nouvelle que les importations de l'étranger sont en partie de véhicules, devrait aussi amollir la résolution des syndicats.

S'il devait y avoir grève le 15 septembre, elle sera déclarée par les ouvriers des usines Ford seulement. Car la tactique du puissant syndicat de l'automobile, United Automobile Workers, est de frapper une société seulement afin de l'isoler de ses concurrents qui continuent à produire et, par là, à affaiblir sa position. Une fois obtenues d'un constructeur, les concessions patronales sont en général accordées par les autres à brève échéance. Selon la presse américaine, l'A.U.W. ne veut pas accabler Chrysler de peur de donner le coup de grâce à une société déjà affaiblie.

+ 36 % en trois ans

En moyenne, les nouvelles conventions qui viennent d'être conclues, d'être conclues dans le pneumatique vont augmenter le coût de la main-d'œuvre dans cette industrie de 36 % sur une période de trois ans.

Le gros du « paquet », négocié dans ses grandes lignes à Washington avec l'aide d'un médiateur du gouvernement fédéral, comporte une augmentation de 1,35 dollar (6,75 francs) du salaire horaire de base, augmentation dont la première tranche applicable immédiatement est de 80 cents (4 francs) chez Goodyear, et 88 cents chez Firestone. Chez Goodrich et Uniroyal, des suppléments dits de « rattrapage » (*level up*) devront aussi compenser les différences de salaires de base résultant de l'application des contrats conclus en 1973. Autrement dit, l'alignement ainsi complet que possible par le haut.

De plus, la loi de l'échelle mobile ajoutera 1 cent (0,05 franc) au salaire horaire à chaque fois que l'indice officiel du coût de la vie, publié par le Bureau du travail à Washington, montera de 4/10 de point, c'est-à-dire deux premières années de la vie du contrat, ou 3/10 de point la troisième année. Ainsi, si l'inflation se maintient aux environs du rythme actuel, les salaires horaires se trouveraient augmentés de 3 francs au moins sur une période de trois ans, en sus du tarif de base.

Il faut dire qu'il y a autant de formules de fonctionnement de l'échelle mobile dans les contrats de travail américains qu'il y a de contrats. Dans la plupart des cas, les patrons ont réussi à mettre un plafond à ces paiements qui a limité le « cola » de General Motors, par exemple, à 7 % par an, ce qui signifie que l'inflation ne dépasse pas 9 %, et repart au-dessus de ce niveau. Un autre problème, jusqu'ici théorique et sur lequel les syndicats n'ont pas obtenu gain de cause, est celui de « coller » (*indexer*) l'ajustement de l'échelle mobile. Les syndicats insistent sur la présence d'un tel élément qui permettrait à la « cola » de monter l'échelle mais l'empêcherait de redescendre dans l'hypothèse d'une diminution du coût de la vie. Les patrons entendent préserver une échelle libre à la descente comme à la montée.

Les rétrocessions dans le court-circuit (qui s'ajoutent comme dans la majorité du secteur privé américain, à la retraite de la Sécurité sociale) sont fortement augmentées, mais cela sans introduction d'une échelle mobile. Les futurs retraités toucheront 12,50 dollars chaque mois pour chaque année de service, au lieu de 8,5 dollars actuellement (tableau Goodyear).

La situation du chômage a eu peu d'impact sur les négociations. Pourtant, il y a aujourd'hui sept millions quatre-cent mille chômeurs aux Etats-Unis, soit 7,8 % de la main-d'œuvre et les « jobs » ne sont pas faciles à trouver pour les

grévistes lorsqu'ils ont épuisé leurs allocations chômage, leurs assurances médicales et leurs économies, comme ce fut le cas pour les ouvriers du caoutchouc.

JAY McCULLY.

(Lire la suite page 21.)

Une nouvelle politique des prix pour obtenir le consensus social

par JEAN-JACQUES PERQUEL (*)

Après une assez forte hausse, la Bourse rebaisse. Après une remontée de plus de 2 %, le franc a tendance à s'affaiblir. Il y a actuellement un certain désenchantement, pourtant la situation n'est pas franchement mauvaise.

Le dynamisme dont fait preuve notre économie devrait lui assurer de passer les difficultés actuelles, mais il faut alors des mesures spectaculaires capables de retourner l'opinion. En fait, il y a actuellement deux impératifs et deux contraintes : l'inflation doit être ralentie, l'expansion assurée. Par contre, notre balance commerciale souffre des hésitations de la reprise internationale, car celle-ci reste insuffisante (en ce qui concerne en tout cas l'investissement) dans des pays à balance bénéficiaire comme l'Allemagne, elle tend à être freinée par des mesures d'austérité dans des pays à monnaie faible comme l'Angleterre ou l'Italie. D'autre part, l'essor français est gêné par ce que l'on pourrait appeler pudiquement les « rigidités sociologiques », et certains chroniqueurs, peut-être un peu trop pessimistes, y voient déjà des raisons d'un échec d'un « plan Barre »... non encore conçu.

Pour résoudre ces difficultés, on peut envisager deux politiques :

— Une de déflation classique ;

— L'autre de dirigisme modéré, à mi-chemin entre celles de M. Erhard et de M. Palma.

On peut, en effet, bloquer autoritairement des prix et salaires, mais on se heurte à l'opposition des syndicats et à celle des entreprises, à une époque où elles ont du mal à reconstruire leurs fonds propres et où une Bourse essouffée ne peut fournir facilement de capitaux propres extérieurs.

Si l'on complète cette politique par des restrictions de crédit, la hausse des taux aide alors à empêcher le développement de stocks spéculatifs, ralentit l'investissement, donc la croissance, développe le chômage, entraînant une diminution de la combativité des syndicats en matière de salaires.

Bien entendu, une telle politique n'est pas populaire, mais, si elle est poursuivie assez longtemps, elle peut devenir efficace après un passage de stagnation, c'est-à-dire une période où la récession s'accompagne d'une intensification de l'inflation.

« A contrario », on peut envisager une politique en apparence assez semblable, mais dont les propriétés et certaines caractéristiques sont différentes.

On part d'une réorganisation budgétaire, c'est-à-dire d'une diminution relative de la dépense globale de l'Etat comme celle qui semble être actuellement envisagée par le gouvernement français et qui a fait, par ailleurs, le succès aux Etats-Unis de la campagne de M. Carter chez les démocrates.

Une telle mesure a deux effets :

a) On réduit la pression inflationniste.

Comme l'économiste Norvégien Trygve Haavelmo l'a prouvé, l'ampleur du budget (fiscal) et social a un effet plus inflationniste (par l'accélération de la vitesse de la circulation de l'argent) qu'un déficit budgétaire qui reste mesuré.

b) la diminution des sommes redistribuées par l'Etat est déflationniste.

Bien entendu, la réorganisation du budget peut porter non seulement sur le montant total mais, également, sur la nature de la fiscalité. Le but à atteindre est de réaliser un retour à la confiance dans la stabilité de la monnaie et l'avenir de l'économie. Cela suppose une politique des revenus qui ne peut réussir que si elle est accompagnée d'un large consensus, d'où trois types de décisions :

— Une baisse de la T.V.A. sur les produits de première nécessité pour provoquer un choc psychologique et favoriser la reprise ;

— Une diminution de la fiscalité des entreprises (réévaluation des bilans) et de la parafiscalité. En effet, il faut aller à l'inverse de la politique pratiquée jusqu'à présent qui poussait les sociétés à augmenter leurs prix pour reconstruire leurs fonds propres. Au contraire, il serait nécessaire d'aider les sociétés à trouver les fonds extérieurs (réévaluation de la Bourse) ou internes par une réduction de leur coût fiscal. On pourrait, en contrepartie les obliger à ne pas élever leurs prix ;

— Malheureusement, la diminution du budget que l'on peut espérer sans gêner trop l'économie n'est pas suffisante pour couvrir le manque à gagner des diminutions d'impôt précédentes. Ce solde doit être couvert par la fiscalité directe. Elle a deux avantages : développer le sens de la solidarité nationale dans des périodes difficiles et éviter le recours à l'emprunt, politique qui serait très nuisible dans un marché financier étroit qu'il faudrait le plus possible réserver à la reconstruction des fonds propres du secteur privé.

Ces mesures restent assez déflationnistes. La baisse des commandes de l'Etat peut entraîner une augmentation du chômage, donc une certaine diminution de la consommation malgré les incitations à l'augmenter dues au blocage des prix. Les sociétés dont les marges s'améliorent un peu peuvent commencer à être incitées à investir, mais cela dépendra quand même de leur possibilité d'exporter, donc de l'ampleur de la reprise dans les pays limitrophes. Une autre mesure, très utile alors, serait la baisse des taux à court et long terme, qui aurait essentiellement pour effet de pousser les épargnants à détenir moins d'épargne liquide et à investir à plus long terme. Une baisse des taux aiderait à provoquer le choc psychologique dont nous avons déjà parlé.

Une telle politique réagirait sur la valeur du franc. La stabilité des prix devrait assurer son redressement et rendrait possible le retour dans le « serpent » à un taux plus bas que précédemment (1,90 à 1,95 franc français pour 1 deutschemark par exemple). Cela aurait indirectement trois effets :

a) Une amélioration de la balance commerciale en diminuant le coût de l'énergie et des autres importations indispensables ;

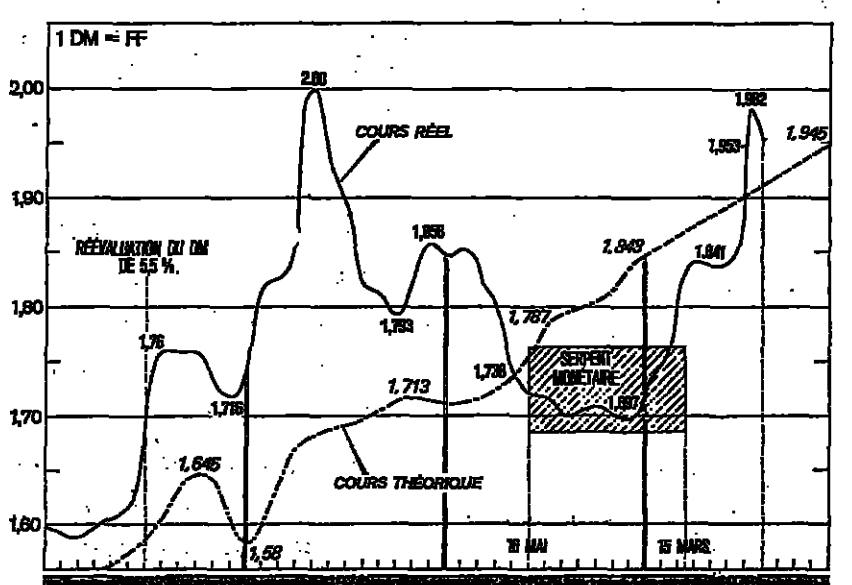
b) Un effet psychologique favorable sur les citoyens dont on bloque ou réduit les revenus ;

c) Une gêne pour les entreprises exportatrices mais qui devrait les pousser à un nouvel effort d'investissement pour conquérir des marchés extérieurs.

Ainsi, l'histoire dira comment on peut combiner ces deux politiques pour assurer l'essor économique du pays. Une austérité ne devrait pas faire peur à nos concitoyens, à condition que l'ensemble du pays y participe. Des mesures comme la baisse des taux, une réduction de la T.V.A. pourraient provoquer ce choc psychologique qui permettrait de faire accepter les sacrifices demandés ; le redressement du franc et celui de la Bourse seraient les premiers indices du succès de cette politique, le consentement du public en serait la preuve.

(*) Agent de change, vice-président de l'Association nationale des docteurs en sciences économiques.

L'inflation intérieure, principale cause de la chute du franc



BULLETIN Restructurations

« A la différence de ce qui se passait lors des phases de redressement des cycles précédents — où, en majeure partie, la main-d'œuvre et le capital temporairement mis en sommeil retrouvaient simplement leur emploi d'avant la récession — il est probable que très souvent, cette fois-ci, l'emploi qui pourra être fait de la main-d'œuvre ou du capital ne sera pas le même qu'avant la récession. » Cette phrase, extraite du rapport annuel du GATT, dont le chapitre, intitulé « L'impact de la crise », évalue l'analyse que ses auteurs font des perspectives à moyen terme de l'économie mondiale.

Ce qui ressort de la lecture de ce document dont le sujet principal est l'évolution du commerce international, c'est d'abord l'importance des transferts réels de ressources qui a déjà provoqué la politique de l'OECE. Alors que les échanges mondiaux s'étaient, pour la première fois depuis la fin de la guerre, contractés en 1975 du fait de la récession, les importations des pays exportateurs de pétrole ont, au cours de cette année-là, encore progressé de 80 % (contre près de 80 % en 1974).

Une autre donnée fondamentale est l'ampleur des déséquilibres que l'inflation puis la crise de l'énergie ont créés dans le domaine des paiements entre les grands groupes de pays dont se compose l'économie planétaire (groupe des pays industrialisés de l'O.C.D.E., pays de l'O.P.E.P., pays socialistes). Les excédents, ou les déficits, à réabsorber sont tels qu'il est impossible d'écouler un retour à un schéma durable qui découlerait automatiquement du redressement cyclique de la conjoncture. Les économistes de Genève ont les échanges mondiaux s'étaient, pour la première fois depuis la fin de la guerre, contractés en 1975 du fait de la récession, les importations des pays exportateurs de pétrole ont, au cours de cette année-là, encore progressé de 80 % (contre près de 80 % en 1974).

Une autre donnée fondamentale est l'ampleur des déséquilibres que l'inflation puis la crise de l'énergie ont créés dans le domaine des paiements entre les grands groupes de pays dont se compose l'économie planétaire (groupe des pays industrialisés de l'O.C.D.E., pays de l'O.P.E.P., pays socialistes). Les excédents, ou les déficits, à réabsorber sont tels qu'il est impossible d'écouler un retour à un schéma durable qui découlerait automatiquement du redressement cyclique de la conjoncture. Les économistes de Genève ont les échanges mondiaux s'étaient, pour la première fois depuis la fin de la guerre, contractés en 1975 du fait de la récession, les importations des pays exportateurs de pétrole ont, au cours de cette année-là, encore progressé de 80 % (contre près de 80 % en 1974).

ILE A VENDRE
Côte Nord d'Espagne
Cliff de Chasse et Pêche
110.000 m² de surface

PRIX INTÉRESSANT
S'adresser à :
« Apartado de Correos 227 »
SAINT-SEBASTIEN (Espagne).

LES INDICATEURS-CLÉS DE LA CONJONCTURE

	VARIATION (en %)	
	En 1 mois	En 1 an
EMPLOI :		
● Demandes : 808 500 (850 000)	- 0,6 (- 1,75)	5,6 (+ 5,5)
● Offres : 139 200 (133 000)	- 8,4 (- 3,6)	30,7 (+ 30,6)
COMMERCE EXTERIEUR :		
● Importations : 23 745 millions de francs (24 654 millions de francs)	- 1,2 (+ 5,8)	+ 28,7 (31,2)
● Exportations : 23 428 millions de francs (22 947 millions de francs)	- 4,1 (- 1,2)	18,5 (17)
PRODUCTION INDUSTRIELLE (juin 1976) :		
Base 100 en 1970 : bâtiments et travaux publics exclus : 128 (122)	+ 2,4 (0,8)	+ 8,6 (8,9)
RESERVES DE CHANGE (fin juillet 1976) :		
95,510 milliards de francs	- 1,138 millions	
PRIX (fin juin 1976) :		
● De détail (1970 = 100) : 167,1 ..	+ 1	+ 9,2
● De gros alimentaires : 221,5 ..	+ 5,2	+ 21,6
● De gros industriels : 209,2 ..	+ 2,5	+ 11
MASSE MONETAIRE (juin 1976) :		
817,8 milliards de francs	+ 18,5 milliards	+ 19 milliards
	+ 2,3	+ 687 milliards de francs en 1975
CREDITS A L'ECONOMIE (juin 1976) :		
789 milliards de francs	+ 13,3 milliards	+ 15,7 milliards
		+ 682 milliards de francs en 1975
DEPOTS DANS LES CAISSES D'EPARGNE :		
- Excédents sur les retraits : 3,5 milliards de francs	+ 1,9 milliard	0

Les chiffres figurant dans ce tableau sont des données brutes. Ceux qui sont indiqués entre parenthèses sont corrigés des variations saisonnières.

Les prix de gros alimentaires sont ceux de la région parisienne. L'indice des prix de gros industriels (toutes branches) ne couvre que les demi-produits : fonte, acier, tissus, pâte à papier, bois scié, etc.

Les dépôts dans les caisses d'épargne ne prennent pas en compte les dépôts bancaires d'épargne (comptes sur livret). Le signe « - » qui précède la variation en un an ne signifie pas une baisse de l'épargne par rapport à avril 1975, mais un excédent moins important en avril 1976 qu'en avril 1975.

SÉCHERESSE : pour régler la facture emprunter et... relever les prix agricoles

Le financement des indemnités de sécheresse aux agriculteurs est devenu un des sujets les plus délicats qu'aura à trancher le gouvernement Barre. A en croire le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, les recettes devraient provenir uniquement de l'impôt. Cette prise de position va à l'encontre de l'opinion exprimée

en général par les milieux agricoles. On lira ci-dessous les solutions proposées par le vice-président du Conseil économique et social, qui fut pendant près de vingt ans (1945-1974) président de l'A.G.P.B. (Association générale des producteurs de blé et autres céréales).

par JEAN DELEAU (*)

La chose était prévisible : l'état de solidarité en faveur des agriculteurs, victimes de la sécheresse a trouvé ses limites lors de la présentation de la facture. Celle-ci ne peut être réglée que par un impôt supplémentaire et cette perspective ne peut amener que grogne et refus. Il faut maintenant éviter à tout prix un affrontement entre les éventuels bénéficiaires de la solidarité nationale et ceux qui en supporteront le poids. Une telle compréhension n'est possible qu'à la double condition que les aides apportées soient justifiées et équitables et que toute l'opinion soit bien informée de l'ampleur de la perte engagée et des mesures prises pour la gagner.

Beaucoup s'étonnent que les agriculteurs soient incapables de faire face financièrement à une mauvaise récolte. C'est oublier la baisse du revenu des agriculteurs ces dernières années et la dépendance sans cesse plus étroite entre le secteur agricole et les autres activités économiques. Personne ne conteste plus que, depuis plusieurs années, les revenus agricoles n'ont pas suivi la courbe ascendante de l'ensemble des activités professionnelles et qu'en particulier les années 1974 et 1975 ont marqué une diminution inquiétante des ressources des entreprises agricoles, ainsi que le montrent les appels de plus en plus fréquents au crédit. Devant les difficultés d'équilibre des budgets annuels, il était vain d'espérer des réserves pour pallier le déficit d'une mauvaise récolte.

D'autre part, le temps n'est plus où le travail humain était l'élément essentiel de la production : il y a désormais des consommations intermédiaires de plus en plus importantes et des investissements sans cesse plus exigeants. Or, en raison du renchérissement des matières premières et de l'inflation, les dépenses en produits essentiels (carburants, produits phy-

tosanitaires, services, etc.) et l'équipement agricole (tracteurs, machines diverses) ont connu des hausses que les prix agricoles n'ont pas intégrées. Tous ces éléments établissent bien que la trésorerie des entreprises agricoles n'est en mesure de supporter ni les dépenses courantes des ménages paysans, ni celles qui prépareront les récoltes des prochaines années. Un double but est donc à poursuivre : assurer à tous les ménages agricoles des conditions de vie décentes et salvager, dans l'intérêt de l'économie nationale, notre potentiel agricole. Si ce double but concerne les mêmes personnes, il serait opportun d'en différencier les méthodes d'attribution et aussi les sources de financement.

Depuis longtemps les organisations professionnelles agricoles s'interrogent sur les moyens d'assurer aux exploitants les plus déshérités un minimum de ressources. Plusieurs idées ont été avancées, et notamment celle de l'impôt négatif (selon laquelle le « contribuable », au lieu de verser une cotisation au fisc, reçoit du Trésor une certaine somme destinée, en principe, à combler l'écart entre son propre revenu et un certain minimum garanti). L'heure est sans doute venue d'entreprendre une telle réforme qui pourrait être basée soit sur une déclaration individuelle, soit sur une estimation régionale forfaitaire selon la structure et l'importance de l'exploitation. Le financement de cette aide devrait être à la charge du budget de la nation. Celui-ci n'assure-t-il pas, avec le consentement unanime des contribuables, les aides au chômage ? Y a-t-il une différence entre le sort du chômeur privé de son emploi et le paysan privé de ressources par l'inclemence du ciel ?

Augmenter les prix agricoles

Le financement de cette seconde action ne doit et ne peut pas être supporté par un seul exercice budgétaire : seul un appel à l'épargne est recevable, les budgets annuels gardant, pendant les années d'amortissement, la charge des seuls intérêts. De grands services publics (P.T.T., entreprises nationales), des secteurs essentiels de l'économie (sidérurgie) ont périodiquement recours à l'emprunt pour assurer leurs investissements. Ne peut-il en être de même pour l'agriculture qui a vu, au cours de la campagne 1975-1976, disparaître ses fonds propres ?

Certes, une différence demeure : les entreprises publiques ou privées ont recours à l'emprunt en assurant les intérêts et les amortissements, alors qu'il ne serait prévu pour les entreprises agricoles que le remboursement du capital. Cela est vrai, mais est amplement justifié par la différence de traitement appliqué aux prix suivant qu'il s'agit de l'agriculture, de l'industrie ou des services.

Lorsqu'un secteur public ou nationalisé a des difficultés financières, il ne lui est jamais refusé un réajustement des tarifs (timbres-postes, communications, S.N.C.F., etc.). Les prix industriels sont libres ; les prix agricoles sont fixés à Bruxelles à des taux qui sont insuffisants pour supporter les aides d'une campagne comme celle de 1975-1976. Une telle mesure permettrait de ne pas faire supporter les conséquences de la sécheresse au seul budget de la nation, car chacun sait les problèmes que soulèvent son équilibre et les réserves des contribuables appelées à un effort qui leur apparaît insupportable.

(*) Vice-président du Conseil économique et social.

Impôt négatif

Cette réforme faciliterait la modernisation de l'agriculture : si un nombre important d'exploitations doivent se concentrer, une telle évolution n'est possible que dans la mesure où sera encouragée la transition pour ceux qui préparent leur départ.

Pour ce qui est de la sauvegarde de notre potentiel de production agricole, la composante essentielle de notre économie, il faut savoir qu'une agriculture en perte de vitesse, c'est une économie ralentie, un équilibre et une balance commerciale en péril. Il ne peut être de politique active de l'emploi sans une croissance suffisante et la difficulté agricole va sensiblement diminuer notre produit intérieur brut. Les conséquences en sont, dès maintenant, appréhensibles : baisse de l'activité dans les

industries alimentaires (sucrières, conserves, laiteries, etc.) et dans les secteurs en amont (industries des engrais, machinisme agricole, etc.).

La part de plus en plus importante des produits agricoles dans nos exportations exige que soient conservés et accrus des débouchés « difficilement » conquis par la concurrence internationale : une absence même temporaire remettrait en cause les résultats actuels. Pour bien comprendre la nécessité de cet effort, il n'est qu'à comparer nos importations de pétrole et nos exportations de céréales et de sucre, et de constater leur parallélisme dans l'augmentation : nos ventes de produits agricoles compensent nos achats de carburants. Dans ces conditions, l'essentiel est que les pro-

Institut d'Administration des Entreprises

Université Paris I - Panthéon-Sorbonne

C. A. A. E.

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (C.A.A.E.)

Cycle court : plein temps : une année universitaire

Cycle long : soir ou demi-journée : 2 années universitaires

INSCRIPTIONS : DU 1-6 AU 14-9-1976

● TEST D'ENTRÉE : LE 18 SEPTEMBRE 1976

DÉBUT DES COURS : 18 OCTOBRE ET 25 OCTOBRE

RENSEIGNEMENTS : 578-91-16 p. 339 - 400 - 401

162, rue Saint-Charles, 75015 Paris

FORMATION GESTION 3^e CYCLE

avec la participation des P.T.T., du GERPAC, de constructeurs et de futurs utilisateurs,

SESA

organise un séminaire

les 28 et 29 octobre 1976 :

RÉSEAUX DE TÉLÉINFORMATIQUE

orienté vers l'utilisation des nouveaux réseaux tels que :

LE RÉSEAU PUBLIC TRANSPAC

SESA

Société d'études

des Systèmes d'Automation

20, rue Jean-Jaurès - 92800 PUTEAUX

Tél. 610022 F - Tél. 776-41-03 p. 259 et 265

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE SUISSE

OFFRE

à non-résidents français*

des participations à court terme dans programme immobilier important

intérêt minimum garanti

dépôts en compte fiduciaire bancaire bloqué

auprès

grande banque suisse

contrôle permanent

Participation aux bénéfices nette d'impôts

Intérêts et bénéfices payés en Suisse

Discrétion absolue

Ecrire : sous chiffre F 18-4427, PUBLICITAS, CH-1211 Genève 3

*Vis-à-vis de la réglementation française des changes.

(PUBLICITE)

IF INSTITUT DE HAUTE FINANCE

- 10 séminaires résidentiels de 3 jours consacrés à la Stratégie Financière de l'entreprise
- ADMISSION sur TITRES, Directeurs Financiers, Cadres Supérieurs, Experts-Comptables, Contrôleurs de Gestion
- DÉBUT DE CYCLE : 26 octobre 1976

Renseignements : Institut Français de Gestion, 37, quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15

Tél. 578-61-52

(PUBLICITE)

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE BORDEAUX 3^e CYCLE

Management Achat Industriel

Sous le patronage de M. le Délégué aux Économies des matières premières

Si vous êtes :

- diplômé d'une Ecole d'ingénieurs,
- diplômé d'une Ecole de Gestion,
- titulaire d'une maîtrise, vous êtes concernés par ce cycle d'enseignement.

Conçu en étroite collaboration avec les Directeurs des Achats de :

- Pechiney Rhône-Poulenc
- Usinor Honeywell Bull
- Ferodo Télémécanique
- Westinghouse E.D.F.
- Creusot-Loire Renault

le M.A.I. est destiné à former

des Cadres Supérieurs capables d'assumer de hautes responsabilités au sein des Services Achats des Entreprises Industrielles.

Le programme d'études

comprend :

- 500 heures d'enseignement (1 année universitaire) consacrées aux thèmes suivants : — environnement économique et juridique de l'achat (dimensions nationales et internationales), — approvisionnement de la France dans le contexte international, — analyse système, CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BORDEAUX.

- marketing de l'achat industriel,
- négociation d'achat,
- techniques de calcul économique (gestion de stocks, recherche opérationnelle...),
- gestion de la production,
- analyse de la valeur,
- finances, contrôle, audit,
- politique générale des achats,
- langues vivantes.

● deux mois de pratique professionnelle.

Conditions d'admission :

La sélection est opérée par un jury composé de professionnels et d'enseignants après examen des dossiers des candidats, et à l'issue d'un entretien destiné à déterminer les aptitudes des intéressés pour une formation à la fonction achat.

Ces entretiens ont lieu à Paris,

Lyon et Bordeaux.

Le dossier de candidature doit être déposé avant le 5 octobre.

Le nombre des participants est limité à 20.

Inscription et renseignements :

au M.A.I./E.S.C.A.E.B.

de Bordeaux

Domaine de Roba

680, cours de la Libération,

33405 TALENCE-CEDEX

Tél. (56) 80-70-50

Les contrôles médicaux pour lutter contre l'absentéisme UN ANTI-KNOCK AUSSI REDOUTABLE QUE L'AUTRE

Les attaques dont ils sont l'objet de tous côtés (syndicats, corps médical, inspection générale des affaires sociales, etc.), les réserves que continuent de manifester la majorité des employeurs, les nombreux litiges auxquels ils donnent lieu et dont la Cour de cassation devra prochainement avoir à connaître, n'ont pas empêché les contrôles médicaux versés par leur entreprise, risquent alors d'être tentés d'abuser de la...

certaines grandes branches industrielles. Leur efficacité n'est-elle pas quasi miraculeuse ? Selon des statistiques de l'Union des industries métallurgiques et minières, établies en 1974, dans la sidérurgie, 30 % des salariés en arrêt de maladie reprennent le travail dès qu'ils sont avisés du contrôle ou le jour même de celui-ci, 15 % sont absents lors de la contre-visite, 20 % voient leur arrêt de travail contesté : le traitement du médecin...

traitant n'est confirmé que pour 35 % seulement des salariés contre-visités. Et, depuis lors, ce dernier chiffre serait même tombé au-dessous de 30 % : 70 % de fraudeurs pris, si l'on peut dire, la main dans le sac ! L'illustre docteur Knock voyait dans tout homme bien portant un malade qui s'ignore... Ces contrôles médicaux permettent-ils, à l'inverse, de découvrir et de dénoncer, dans tout malade prétendu, un bien-portant qui ne s'ignore pas ?

Leur essor est directement lié aux progrès de la mensuralisation : les salariés appelés à continuer de percevoir leur plein salaire pendant les périodes d'arrêt de travail pour maladie ou accident, grâce aux indemnités complémentaires versées par leur entreprise, risquent alors d'être tentés d'abuser de la...

compliance de certains praticiens (1). Aussi bien les auteurs des accords de mensuralisation y ont-ils fréquemment introduit une clause subordonnant le versement de ces indemnités complémentaires au constat de l'incapacité de travail « par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu ».

Leur objectivité : si, directement ou indirectement, le médecin-contrôleur reste dépendant d'employeurs pour lesquels il ne présente d'utilité qu'autant qu'il pousse au maximum à la reprise du travail, comment éviter que cette situation n'influence son comportement ?

Leur compétence enfin et surtout, car à l'impossible nul n'est tenu. On demande au médecin-contrôleur d'apprécier si le salarié est ou non en état de reprendre le travail ; mais ce, sans disposer d'aucun dossier médical, sans rien savoir des antécédents pathologiques de l'intéressé, sans prendre aucun contact — et ce point est très grave — avec le médecin qui a ordonné l'arrêt de travail (4), sans rien connaître des examens de laboratoire éventuels, du diagnostic posé, des prescriptions, sans pouvoir ordonner aucune investigation supplémentaire, et sans même, parfois, parler la même langue que le patient.

On est loin de la célèbre définition de

l'acte médical : « le dialogue entre une confiance et une conscience » ! Et, d'ailleurs, faut-il voir dans ces contrôles de véritables actes médicaux ?

Leur crédibilité est en tout cas et même que les défenses les plus acharnées de cette caricature de médecine estiment nécessaire de jeter du lest. Le salarié qui, en dépit du « diagnostic » du contrôleur, ne se sentirait pas en état de reprendre son travail pourrait demander aux tribunaux de désigner des experts, et plus précisément — sans perdre une heure — au juge des référés... Mais qui peut imaginer sérieusement que l'O.S. Mamadou, supposé malade, va se mettre à plaider à grands frais contre son employeur pour obtenir ses indemnités complémentaires ? Quel tollé aurait-ce ! Le grand malade que voilà, s'écroulerait-il, qui trouve la force de chicaner au lieu de prendre ses tisanes ! C'est sa lettre de licenciement que recevrait promptement l'imprudent !

rait être déclenchée, d'urgence, par les employeurs et dont les résultats seraient, enfin ! opposables à toutes les parties intéressées, serait sans doute une solution cohérente (5). Il en est d'autres. Modifier profondément les missions et pouvoirs du médecin du travail ? Faire intervenir le comité d'entreprise dans la gestion de cette sécurité sociale complémentaire qui ressemble fort à une œuvre sociale d'entreprise ? Ce ne sont pas les directions qui manquent, mais plutôt, ici et là, un peu de bonne volonté.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX,
directeur du département de droit
du travail de Paris-Lodron.

Cent anecdotes croustillantes

Telle est donc la problématique de base : « J'accepte de verser des indemnités complémentaires de celles de la Sécurité sociale, mais seulement aux vrais malades, ceux dont l'incapacité de travail est confirmée par le médecin de mon choix ».

Problématique un peu sommaire, d'un point de vue social : cent anecdotes croustillantes sur des cas de fraude caractérisés et de malhonnêteté patente de praticiens rabâchés avec des mines pour-mandes ne rendent nullement compte des causes principales de l'absentéisme. A moins qu'elles ne servent simplement à les voiler ! Car si trop de médecins accordent plus ou moins automatiquement l'arrêt de travail « demandé et si cette complaisance pose — incontestablement — de sérieux problèmes, pour les entreprises comme pour la Sécurité sociale, il est non moins vrai que l'absentéisme important touche deux catégories sociales bien déterminées : les mères de famille qui, bien obligées de

le garder quand il est souffrant, ont souvent « la maladie » de leur enfant, et les O.S. Dans le premier cas, la fraude est certaine, mais la solution ne peut être recherchée que dans une meilleure organisation de la garde des enfants. Dans le second, la notion de fraude doit être maniée avec beaucoup de précautions : à partir du moment où les conditions de travail sont par trop insupportables, voire infra-humaines — les anecdotes sur la fraude ne doivent pas faire oublier une réalité autrement scandaleuse : l'espérance de vie relativement faible des O.S. — la distinction entre arrêt de travail légitime et arrêt de travail illégitime devient par hypothèse singulièrement hasardeuse.

Quoi qu'il en soit, sommaire peut-être, cette problématique de base n'en est pas moins simple, frappante, cohérente pour chaque employeur. Reste à organiser ces contre-visites : comment aménager un contrôle à la fois médical et patronal, qui reste cependant suffisamment « crédible » ?

Une médecine pénitentielle

Dans un premier temps, le plus simple parait de faire largement appel à des sociétés spécialisées, du type Sécurité ou autres. Les méthodes utilisées par certaines de ces sociétés, les directives qu'elles donnaient à leurs médecins-contrôleurs (2), évoquent parfois une médecine pénitentielle, les ont rapidement discréditées : prenant prétexte de leur commercialité, l'Ordre national des médecins les a finalement condamnées en septembre 1975.

Le même Ordre national a, en revanche, établi avec l'U.I.M.M. un contrat type pouvant être conclu entre chambres syndicales d'employeurs et médecins-contrôleurs, qui marque à divers égards des progrès certains par rapport aux errements des sociétés spécialisées (3). Est-ce à dire que les inter-

ventions des médecins ainsi recrutés par les chambres syndicales et mis par elles à la disposition de leurs membres — ou, à fortiori, les interventions des praticiens directement recrutés par les entreprises — pourront atteindre un degré de crédibilité suffisant ? C'est douteux : les salariés resteront enclins à mettre en doute la sérénité, l'objectivité et la compétence de ces contrôleurs.

Leur sérénité, car on ne fait bien que le métier qu'on aime... Quelle peut être la psychologie de médecins qui, à défaut d'une clientèle à soigner ou d'une mission de service public à remplir, ont dû se résigner à faire profession d'une activité qui ressemble beaucoup à la simple délation ?

Lève-toi et marche

Pourrait-il au moins ignorer le résultat de la contre-visite et s'en tenir au traitement ordonné par son médecin, sauf à renoncer aux indemnités patronales ? (5). On nous l'assure parfois, mais la réalité est autre. En fait, le problème de la suspension des indemnités complémentaires est, dans une large mesure, un faux problème : au lieu de s'en tenir, sur le vu du verdict de son contrôleur, à cette suspension, l'employeur va ordonner la reprise du travail. Le plus souvent par télégramme. Et sous menace implicite de sanction, de licenciement. Lève-toi et marche... ou reste définitivement chez toi. Et, en pratique, l'O.S. Mamadou préfère, sauf impossibilité absolue (normalement recouverte par la contre-visite), se lever et marcher plutôt que de risquer de perdre l'essentiel, son emploi. Emploi que, de toute façon, ne lui rendrait pas un procès coûteux, interminable, aléatoire.

Ainsi en arrive-t-on à l'ordre, en marge du régime général, des régimes d'assurance-maladie new look, indemnités l'assuré d'excellente façon, m.a.s. « gérés » par des médecins patronaux appelés, pour les décisions relatives aux arrêts de travail — seul point concernant l'entreprise — à « coiffer » les médecins traitants, voire, un jour ou l'autre à leur être totalement substitués. Ces innovations sont-elles bien confor-

mées aux desseins des créateurs du régime général, respectent-elles divers droits fondamentaux de ses assurés ?

Peut-être pas, nous répond-on ; mais c'est une réplique efficace aux excès grandiloquents d'une médecine libérale et couramment est génératrice. Soit ! Certains de ces excès seront effectivement repérés et sanctionnés. Mais le remède ne risque-t-il pas d'être pire que le mal ? Il est permis de craindre que de tels systèmes, fondés sur des contrôles sommaires et « orientés », ne soient menacés de dérapage ; que leur pente naturelle ne les conduise à faire de la reprise précipitée du travail l'objectif prioritaire, à sacrifier à des impératifs économiques la santé de catégories sociales vulnérables et déjà sous-médicalisées, à accroître les risques d'accident du travail pour des travailleurs imparfaitement remis.

Est-ce à dire qu'il faille prendre son parti de tous les abus et de toutes les fraudes ? En aucune façon ! C'est dire simplement qu'il faut s'appliquer à rechercher des solutions « crédibles », acceptables. La création d'une nouvelle forme d'« expertise » technique, inspirée de celle qui tranche les divergences fréquentes entre le point de vue des médecins traitants et celui des médecins-conseils des caisses, mais qui pour-

(1) La mensuralisation a énormément provoqué une augmentation de l'absentéisme, mais les statistiques avancées par le patronat, par l'INSEE et par le ministère du travail sont largement divergentes. On notera, en tout cas, que, contrairement à des légendes tenues sur les « week-end de salaire » des O.S., l'absentéisme ne varie guère selon les jours de la semaine.

(2) Il était recommandé aux médecins-contrôleurs de s'adresser à l'employeur au malade, de prendre sa tension et sa température, etc. Une de ces sociétés leur demandait même, dit-on, de rédiger après-matiquement tous les arrêts de travail. Tous fraudeurs ?

(3) Voir le Drapeau Social, juillet 1976, en annexe de l'étude du professeur Javillier. On notera (article 6) que le contrôleur est chargé d'informer l'entreprise de son avis, non sur l'état du salarié visité, mais sur le maintien ou la suppression des indemnités complémentaires. Cette formule pudique est-elle destinée à rendre moins criante la violation du secret professionnel ?

(4) Le salarié qui refuse de se soumettre à une contre-visite commet-il une faute contractuelle susceptible de sanction ? Question très délicate. Si l'on en croit une étude largement diffusée par l'U.I.M.M., la réponse doit être négative : v. E. Catala, J.O.P. 1975, 1497, n° 22 (v. cependant les nos 9 et 10).

(5) Actuellement, le médecin traitant, le médecin conseil de la Sécurité sociale, le médecin-contrôleur de l'employeur et le médecin du travail peuvent émettre quatre avis différents sur la date de reprise du travail.

SUI NORTHERN GAS PIPELINES LTD. APPEL D'OFFRES

La société Sui Northern Gas Pipelines Limited lance un appel d'offres auprès des fabricants pour la fourniture de tubes de canalisation en acier destinés à une canalisation d'eau, sur la base d'un matériel rendu à Karachi, Pakistan, coût et fret. Ce matériel est le suivant :

Nom de l'appel d'offres	Matériaux	Longueur totale approximative requise	Heure et jour de clôture de l'appel	Heure et jour d'ouverture des soumissions
SN-3807/76	Tube de canalisation d'eau 14" x 0.312" 45.61 lbs/ft API 5LX Grade X42 ET	105 600 ft	15/10/1976 à 11 heures	15/10/76 11 h 05mn
	Tube de canalisation d'eau 14" x 0.312" 45.61 lbs/ft API 5LX Grade X46	105 600 ft		

2. Les fabricants intéressés sont invités à demander les documents d'appel d'offres à l'adresse suivante, en mentionnant le numéro d'appel d'offres ci-dessus indiqué :

The Managing Director,
Sui Northern Gas Pipelines Limited,
Monroo House, 3 Montgomery Road,
P.O. Box No. 56 — LAHORE — PAKISTAN

3. Les soumissions définitives doivent arriver dans les bureaux de la société avant la date et l'heure de clôture indiquées ci-dessus.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère d'État chargé des Transports
Direction des Infrastructures
et des Transports Ferroviaires
Société Nationale des Transports Ferroviaires

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

AVIS INTERNATIONAL

SC/VB/TX N° 1976/7 du 26 octobre 1976
pour présélection d'Entreprises.

La Société Nationale des Transports Ferroviaires (S.N.T.F.) a l'honneur de vous adresser le présent avis international relatif à la construction des terrassements (5 millions de mètres cubes environ), des ouvrages d'art, dont un viaduc de 650 m, trois tunnels d'une longueur totale de 2.850 m, dont un de 1.100 m, la fabrication et la mise en place du ballast, la fabrication des traverses, la pose des rails et des appareils de voie, le démontement de la voie existante et le remplacement par du matériel neuf, la signalisation ainsi que la construction de bâtiments, gares et logements.

Le démarrage effectif des travaux est envisagé au cours de l'année 1977.

Une présélection des entreprises sera effectuée avant le lancement d'un appel d'offres restreint. Les entreprises désirant présenter leur candidature à cette présélection devront adresser leur demande, en langue française, à Monsieur l'Ingénieur - Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la S.N.T.F. - Bureau Travaux-Matériaux - 21-23, boulevard Mohamed-V à ALGER, avant le 28 octobre 1976 à 16 heures, dernier délai.

Le devis-programme de la présélection leur sera alors envoyé.

80% de nos clients ont attendu d'être cambriolés pour découvrir la véritable sécurité.

Elle existe : conçue et mise au point dans nos laboratoires, nos détecteurs volumétriques d'intrusion sont issus des moyens les plus évolués de l'électronique moderne et répondent à toutes les formes d'agression dont votre domicile peut être l'objet. Totalement autonomes, indéchiffrables, inimitables, sans déclenchement intempestif, nos détecteurs d'intrusion ont toute la presse à portée de main. Ils sont conçus pour votre confort de vie, une épreuve morale et matérielle qu'il faut mieux ne jamais connaître.

Pour tous renseignements écrivez à :
Alarme 2000 — Dépt. 56, rue Guillin 75016 PARIS, en nous retournant le bon ci-dessous.

Je désire recevoir gratuitement et sans engagements de ma part, toutes informations sur les détecteurs volumétriques d'intrusion Alarme 2000.

Nom Prénom

Rue N°

Code postal Ville

CONTRE LE VOL
ALARME 2000 7 agences régionales.
50 conseils en sécurité à votre service.

2 NOUVEAUX HOTELS ★★★★★

sofitel
Jacques borel

MARSEILLE VIEUX PORT Bd Charles-Livon
13007 Marseille. Tél. : (91) 52.90.19. Télex 401270.

MARSEILLE AÉROPORT 13722 Marignane
Tél. : (91) 89.91.02. Télex 401980.

RESERVATION CENTRALE PARIS. TEL. : 657.11.43. TELEX 200432.

RESERVATION DANS TOUS LES SOFTEL JACQUES BOREL OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.

LES LIMITES DU CAPITALISME SOCIAL

CONSIDERER souvent comme un sous-produit de l'économie et comme un élément second du débat politique, le « social » est rarement abordé dans toutes ses dimensions. Le « traité » que viennent de publier deux hauts fonctionnaires, professeurs aux Instituts d'études politiques de Paris, Bordeaux et Grenoble, M. Jacques Fournier et Mme Nicole Quéstiaux, comble utilement cette lacune.

Mille cent pages de texte serré : les auteurs n'ont pas craint pour une « première » d'effrayer le lecteur par l'ampleur de leur étude. On leur pardonne d'autant plus d'avoir « fait long » qu'ils ont manifesté au fil des pages un sens de pédagogie et de journalistes : écriture simple et claire, séparation de l'information et du commentaire, c'est-à-dire des faits peu contestables et des interprétations « nécessairement » sujettes à controverse. Les auteurs ont poussé la loyauté jusqu'à annoncer d'entrée de jeu leurs propres options politiques.

L'orientation générale de l'ouvrage « se situe dans une perspective socialiste. (...) Mais notre but premier n'est pas de la faire partager », écrivent-ils. Donnons-leur en acte. Car rien n'est moins dogmatique que ce traité, qui pêche plutôt par excès de nuances dans les analyses et de prudence dans les choix.

Partir de l'observation des faits amène à noter d'abord que le « champ du social » s'est considérablement élargi depuis la fin du XIX^e siècle. Il englobe non plus seulement les problèmes du travail et de la sécurité sociale, mais aussi ceux du mode de vie : famille, santé, habitat, etc. Force est de constater ensuite que le « social » recouvre aujourd'hui des domaines très hétérogènes sur lesquels on ne dispose pas toujours d'indicateurs précis. Malgré les tentatives faites lors de certaines enquêtes récentes, il reste plus facile de mesurer économiquement le degré de richesse économique d'un pays que le degré de sécurité ou de bonheur de ses habitants. « L'étude de situations sociales fait souvent l'objet d'appréciations empiriques, intuitives, qui, bien

qu'ayant toujours un point de départ dans la réalité, restent le plus souvent générales et qualitatives. » Sans se faire posséder par ces réserves, les auteurs ont en la sociologie d'éviter l'impressionnisme dans l'approche des problèmes traités.

Enfin, la nature des besoins ou des aspirations des hommes évolue. Ainsi, la sécurité sociale protège assez bien aujourd'hui les travailleurs contre les conséquences des maladies ou des accidents ; mais n'existe-t-il pas de nouveaux risques, ressentis comme tels par la population, et pourtant non couverts : dans le domaine de l'emploi, de la formation ? « Celui qui a manqué sa chance de formation peut se trouver aussi handicapé aujourd'hui que parviendrait à l'être, il y a trente ans, le malade. » En l'absence des hommes ne va-t-elle pas vers une limitation, voire une suppression, du risque plutôt que vers une amélioration de la couverture de ce risque ? La garantie de la sécurité de l'emploi tend à passer avant l'augmentation des assurances de chômage.

Il serait trop long de relever ici les analyses et les interrogations fort intéressantes que les auteurs présentent au fil de leur examen des faits, des institutions, des groupes sociaux : hiérarchie des salaires et des revenus ; effets des transferts sociaux ; sélectivité des aides sociales ; relations contractuelles et conflictuelles dans l'entreprise ; évolution des classes moyennes et des cadres, etc. En regard, certains thèmes, comme celui de l'évolution du travail, sont traités bien schématiquement, et l'analyse, par exemple, de la C.G.T. paraît statique et n'intègre pas les éléments d'évolution constatés depuis 1968, comme si, seule, la C.F.D.T. changeait.

Les germes d'une explosion

La critique la plus sérieuse que l'on puisse faire à ce traité porte sur sa conclusion. Les auteurs n'ayant pas caché leur option socialiste, on se demande quelques perspectives claires sur ce que pourrait être une autre dynamique du « social ». On reste sur sa faim. Et cela

d'autant plus que les critiques du capitalisme social sont solidement argumentées.

Les auteurs mettent clairement en lumière la simultanéité de deux phénomènes, qui portent en eux les germes d'une explosion : d'une part, la concentration du pouvoir économique entre un petit nombre de mains ; d'autre part, l'élargissement des problèmes sociaux, c'est-à-dire des domaines dans lesquels une intervention collective s'avère nécessaire. « De moins en moins nombreux sont ceux qui commandent, par leurs décisions, l'évolution économique et sociale ; de plus en plus nombreux sont ceux qui, dans leur travail, leur mode de vie, la sécurité de leur existence, sont touchés par cette évolution. »

Ils montrent aussi les limites du discours sur « le changement, facteur de progrès ». Dans cette société, tout doit changer, sauf l'essentiel : l'organisation économique, les structures de production.

Pas question de toucher à la règle du jeu (propriété privée des moyens de production, pouvoir patronal dans l'entreprise, etc.). Malgré les indéniables progrès accomplis dans le domaine social, les disparités de salaires, de fortune, de patrimoine, d'accès aux services collectifs — créés pourtant pour corriger certains aspects de l'inégalité — restent d'ailleurs criantes et ont toutes pour source essentielle la place des uns et des autres dans le système de production. Plus grave — et les exemples américains ne manquent pas pour conforter le constat fait à propos de la France, — les inégalités ne se compensent pas, elles se cumulent.

Modifier, dans le sens tracé par le programme commun de la gauche, l'organisation économique, puisque celle-ci est, selon les auteurs, « le principal obstacle à la satisfaction des besoins sociaux », permettrait-elle à la politique sociale de faire faire un « saut qualitatif » ? Cela supposerait une remise

en cause radicale de la division du travail, la définition de critères d'utilité sociale remplaçant « le règne actuel du profit ». Ces questions sont loin d'être éludées par la gauche. Le seraient-elles qu'il resterait « l'homme, sa vie, sa condition, son bonheur, objectif toujours poursuivi, jamais atteint, des politiques sociales ».

Fidèles jusqu'au bout à leur démarche scientifique, mélange de rigueur dans l'analyse et de prudence dans le jugement, les auteurs ont pris le risque de décevoir ceux qui rêvaient de voir tracer, au terme de ce long ouvrage, qui montre, à combien les limites du « capitalisme social » les grandes lignes d'une autre société. Faut-il, finalement, le leur reprocher ?

JEAN-MARIE DUPONT.

* *Traité du social. Situations, textes, politiques, institutions*, par Jacques Fournier et Nicole Quéstiaux. Ed. Dalloz 1976. 140 p.

Une psychologie d'inflation

(Suite de la page 17.)

Le chômage, endémique dans certaines régions, a tout de même influencé le résultat des négociations en ce sens que la centrale syndicale du caoutchouc a consenti, exceptionnellement, à ce que certaines usines, pour la plupart anciennes et fabriquant des produits « mineurs » (pneus de bicyclette, semelles de chaussures) paient des salaires inférieurs au tarif contractuel. Pour ces usines, situées pour la plupart dans les anciennes villes industrielles du nord-est des États-Unis (Massachusetts, Vermont, Rhode-Island) une nouvelle augmentation de salaires signifierait souvent la fermeture.

Mais qu'on compte un nombre record d'emplois dans l'économie américaine dont 6,8 millions ont été créés au cours des cinq dernières années, le problème du chômage risque d'être le plus sérieux et le plus difficile auquel le prochain

gouvernement aura à faire face. « Pour diminuer son taux de deux points — c'est-à-dire le rapprocher du but modeste de 5,5 % adopté par l'administration actuelle — il faudra créer 13 millions d'emplois nouveaux d'ici à 1980. La réalisation d'intentions de ce type par des démocrates, telles qu'elles sont définies dans la proposition de loi Humphrey-Hawkins, visant à ramener le chômage à 3,5-4 %, demanderait un effort double.

Cette crise de l'emploi est due à l'arrivée sur le marché du travail de classes très nombreuses de jeunes, à quoi s'ajoute l'entrée en masse des femmes mariées de cette nouvelle génération qui ont, elles-mêmes, peu ou pas d'enfants. On a d'ailleurs observé au cours de la longue grève du caoutchouc combien les changements intervenus dans la situation des travailleurs ont modifié leur attitude vis-à-vis de l'interruption du travail. Le fait que les familles ouvrières

ont aujourd'hui souvent deux salaires, ou plus et que les syndicats ont aidé à créer des mutuelles de crédit qui prêtent aux grévistes, tout cela retire aux « conflits » sociaux beaucoup de leur acuité en ce qui concerne les travailleurs syndiqués.

Alors que le chômage et le sous-emploi seront les thèmes favoris des démocrates pendant la période électorale, les républicains essaieront de retenir l'attention du public sur la lutte, qu'ils considèrent avoir menée avec succès, contre l'inflation. Si le gouvernement Ford a des résultats honorables à produire dans ce domaine, Jimmy Carter, lui, se targue de pouvoir trouver la formule — laquelle, il l'avoue, n'a pas encore vu le jour — qui permettra de maintenir un plus haut niveau de l'emploi sans créer de pressions inflationnistes. Lequel des deux le public écouterait-il le mieux ?

JAY McCULEY.

FORMATION SUPÉRIEURE AU MANAGEMENT

3^e CYCLE ET PERFECTIONNEMENT
DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON
C.E.S.M.A.

Centre d'Études Supérieures des Techniques du Management

L'origine du CESMA

Le CESMA est le programme de 3^e cycle de formation au management de l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon. Fondée en 1872, celle-ci s'est dotée d'un ensemble de ressources de qualité élevée tant au niveau des hommes que des équipements. 30 professeurs permanents appuyés par 160 professeurs extérieurs venant des entreprises ou d'autres Business Schools européennes permettent aux participants des différents programmes (2^e cycle, 3^e cycle et Formation permanente) d'acquiescer les concepts et les outils fondamentaux du management et de développer un état d'esprit de futurs responsables d'entreprises. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon a apporté une aide décisive dans la création du CESMA en 1970. Par son appui financier et sa position de contact privilégiée auprès des entreprises, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon contribue au développement des échanges entre l'Ecole et le monde économique. La doctrine fondamentale du CESMA repose sur une interpénétration profonde entre l'Ecole et les entreprises.

Le Comité de patronage comprenant notamment les entreprises :
— Berliet
— Francheries BEL
— Groupe Lafarge
— Giffels France
— CGE
— Pirelli Sella
— Crédit Lyonnais
— EDF
— GDF
— ERAP - ELF
— Rhône-Poulenc
— Soc. Lyonnaises des Dépôts

témoigne de son attachement à la fois régional, national et international du CESMA et de l'ensemble auquel il appartient.

La vocation du CESMA

Le CESMA s'adresse :
— à des étudiants diplômés du 2^e cycle d'université et de grandes écoles (ingénieurs, scientifiques, pharmaciens, économistes, juristes, littéraires, sciences politiques) ;
— aux jeunes cadres ayant quelques années d'expérience professionnelle.
L'objectif est de donner une formation générale au management prolongée par une spécialisation à choisir entre deux options : Management de la fonction commerciale ou Contrôle de Gestion. La formation se caractérise par un équilibre entre :
a) l'enseignement généraliste et pluridisciplinaire portant sur l'étude globale des problèmes de l'entreprise et b) l'enseignement technique et professionnel du domaine de spécialisation.

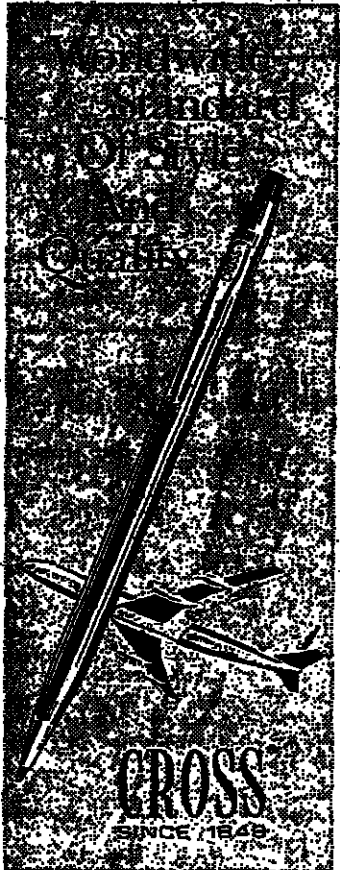
Le programme d'enseignement

Le programme d'une durée de 9 mois, d'octobre à juin, impose un effort de travail important basé sur une pédagogie active où la méthode des cas est largement utilisée. L'enseignement compte 4 phases :
1. L'étude des concepts et techniques de gestion : Statistiques et modèles de décision, Informatique, Comptabilité et Finance, Droit des Affaires, Techniques commerciales.
2. L'étude des disciplines de synthèse : Stratégie et Environnement.
3. L'approfondissement consacré à la discipline choisie en option :
— Le Management de la fonction commerciale : le comportement du consommateur, les études et la recherche commerciale, le marketing-mix, les plans et stratégies de marketing.
— Le Contrôle de Gestion : l'analyse des coûts, le choix des investissements, les systèmes d'information et de contrôle, les systèmes de prévision, les plans et budgets.
4. Le stage d'application en entreprise de 4 mois (facultatif pour les cadres). Les stages sont obtenus par le CESMA et comportent une prise de responsabilité réelle répondant à un besoin précis des entreprises.
Ce stage s'avère être un moyen privilégié de transition vers la vie professionnelle, et dans la majorité des cas conduit à des offres fermes d'emploi en France ou à l'étranger.
Le séminaire de synthèse rassemble les participants à l'issue du stage pour confronter les expériences sur les méthodes de management rencontrées dans les entreprises et sur leur évolution future.

Le service carrières et liaisons

entreprises
Ce service est chargé d'organiser et faciliter le placement des participants auprès des entreprises. Chaque participant reçoit en moyenne 13 propositions de recrutement après le stage de formation. Par ailleurs, l'orientation internationale du programme et la présence d'étudiants de nationalités diverses contribuent à élargir le champ des possibilités offertes.

En raison du report des examens d'admission, une épreuve supplémentaire de sélection, tests et entretiens, est organisée les 20 et 21 septembre. Pour renseignements et dossiers d'inscription, téléphoner à : Madame GOMEZ : (79) 33.55.60 CESMA - 29, route de Dardilly 69130 ECULLY



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CENEX 88
C.C.E. 4597-23

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - P.O.M.
et COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
36 F - 160 F - 232 F - 300 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
165 F - 315 F - 455 F - 600 F

ÉTRANGERS
PAR VOIE AÉRIENNE
115 F - 215 F - 307 F - 400 F

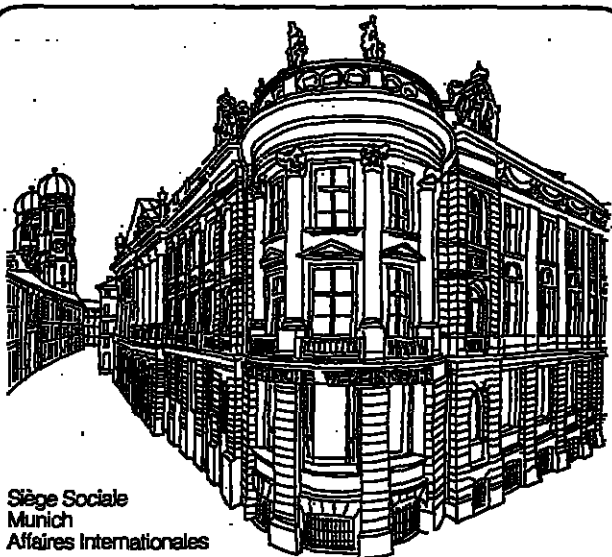
II - TUNISIE
125 F - 225 F - 337 F - 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitive ou provisoires (deux volets ou plus) des abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Jouez la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de préciser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.



Siège Social
Munich
Affaires Internationales

Voici la BV

une des grandes
banques allemandes

Groupe Bayerische Vereinsbank
Rapport intermédiaire au 30.6.76

Total du bilan	52.723
Total des dépôts	13.485
Créances sur clients	11.514
Obligations en circulation	29.569
Prêts hypothécaires et prêts aux autorités publiques	30.232
Fonds propres	1.335
en millions de DM	

Représentation pour la France
9, rue de la Paix
75002 Paris
Téléphone : 2616208, Télex : 210219 (bvp)

Siège Social : Affaires Internationales
Kardinal-Faulhaber-Strasse 1
D-8000 München 2
Téléphone : (089) 2132-1, Télex : 523321



**BAYERISCHE
VEREINSBANK**

REUNIE AVEC BAYERISCHE STAATSBANK AG

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

J.-P. Mockers.

L'INFLATION EN FRANCE
(1945-1975)

Selon l'opinion « bien-pensante » de divers milieux, le mal essentiel de l'économie étant l'inflation, il importe d'y mettre fin. Ce vœu n'ayant que valeur d'exorcisme, il reste à remonter aux causes : c'est ce qui est fait ici.

Thèse générale : il est d'autant plus tentant d'attribuer aux salaires la responsabilité de la spirale que leur part augmente dans le PIB et que l'augmentation des salaires dépasse celle de la productivité. Au contraire, est-il précisé, ce sont les intouchables revenus non salariaux qui sont en question et, plus précisément (quoique dit avec discrétion de termes), les revenus industriels et commerciaux.

Une analyse serrée montre que les apparences recouvrent la réalité, notamment du fait des facilités données, sinon à la fraude fiscale, du moins à l'amortissement. Finalement, le revenu du salarié aurait, en France et ailleurs, moins augmenté que celui de la moyenne des personnes actives.

Une explication pourrait se présenter : le gonflement des effectifs des non-manuels (et non, comme il est dit ici, des cadres supérieurs), signalé et mesuré par le CERC. Une autre est aussi plausible : les ententes tacites et la réglementation elle-même, toujours moins sévère que la concurrence sauvage. Malheureusement, le contrôle des prix sévère et inefficace est inflationniste à long terme, observation peu contestable, puisque ce contrôle ne vise que l'immédiat. L'analyse des périodes 1945 à 1968, 1968 à 1972, et 1972 à 1975, vient ensuite, alternant les observations profondes et les superficialités. A ce stade, nous nous disons qu'il déstabilise des lois ou de la justice la logique tout au moins est respectée.

Et nous en arrivons au terrain de la vérité, comme on dit à Séville, aux mesures positives. Elles sont pleines de bonne volonté, peut-être même de façon excessive. La proposition sur l'« abaissement du prix de l'essence » a-t-elle l'excuse d'avoir été formulée avant 1973 ? C'est l'hypothèse la moins défavorable, mais nous sommes tout aussi déconçus en apprenant qu'il faut révaloriser le franc de 6 %. Les mesures honorables, efficaces, qu'il faudrait écrire en lettres de feu, altèrent malheureusement avec d'autres, inspirées par un souci, certes compréhensible, de ne pas être trop repoussant et repoussé.

Un effort méritant, des idées qu'il reste à mettre davantage à l'épreuve d'une cruelle réalité.

* Paris 1976, Éditions Cujas, 22 cm, 370 p., 80 F.

Michel Delapierre.

et Charles-Albert Michelet.

LES IMPLANTATIONS
ÉTRANGÈRES EN FRANCE :
STRATÉGIES ET STRUCTURES

Il devient difficile de faire un pas dans le monde économique sans se heurter aux multinationales. Les deux auteurs ont été amenés, d'ailleurs, à spécialiser leurs recherches, ayant publié antérieurement « la Multinationalisation des entreprises françaises ».

Allant bien au-delà du simple inventaire statistique auquel se limitent parfois les ouvrages sur ce sujet, ils décrivent le processus et l'organisation, s'attachant spécialement aux entreprises françaises, aspirées par la grande ventouse et passant sous contrôle étranger. Principaux personnages : les F.M.N. ou filiales de firmes multinationales.

Extrême est la variété des situations, des liens et des méthodes (secteur, branches, mode de dépendance, opérations conjointes, rôle de la maison mère, etc.). L'enchevêtrement ne facilitant ni classement ni typologie, un échantillon a été constitué de diverses entreprises, devenues filiales de groupes étrangers depuis une dizaine d'années. Trois phases d'organisation sont notées. Le contrôle diffère largement selon les coupages, mais le budget est toujours bien plus contrôlé que l'embauche de personnel. La recherche-développement est presque ignorée de la filiale, devenue instrument.

Le type le plus intéressant à suivre, parce qu'appelé à se généraliser, est celui de la « filiale relais », destinée à conquérir une part du marché national.

Loin de se contenter de cette saisissante analyse de la constitution de réseaux, les jeunes auteurs, chercheur et professeur, entendent pousser bien plus loin, étendre leur champ aux actions menées ou à entreprendre, dans les pays en développement et même aux implantations européennes et japonaises aux États-Unis. Une planche largement garnie de plans : l'appât est à l'échelle.

* Paris 1976, Calmann-Lévy, 21 cm, 280 p., 47 F.

P. Grevet.

BESOINS POPULAIRES
ET FINANCEMENT PUBLIC

Conscientieux et quelque peu déconcertant, cet ouvrage paramétriste sur la politique sociale en France, s'arrête curieusement vers 1960, dépassant à peine la deuxième guerre et parfois même la première. Ce n'est sans doute pas l'ampleur des progrès sociaux accomplis dans la suite qui a effrayé l'auteur, car, sur le triptyque classique santé-enseignement-logement, les critiques possibles ne manquent pas, ne serait-ce que sur l'évitement des classes modestes et

des familles, hors des logements construits pour elles et ce au profit des classes moyennes, sinon supérieures.

Nombreux sont les documents de poids, notamment sur le logement, difficiles parfois à trouver, encore que généralement frappés de quelques lacunes. Les analyses d'Anta Hirsch sur le logement et l'enseignement entre les deux guerres, plus serrées, auraient pu servir, sinon de modèles, du moins de base. Il suffirait d'ailleurs de supprimer quelques formules, plus sonores que pénétrantes, pour faire de l'ouvrage une histoire méritante.

Deux préoccupations divergentes semblent avoir inspiré l'auteur. Peut-être aurait-il pu laisser au lecteur le soin d'interpréter la solide documentation fournie, puis de doctriner à son gré.

* Paris 1976, Éditions sociales, 16 cm, 563 p., 80 F.

Christophe Guillemin.

LE PRIX DE LA ROUTE.
ESSAI SUR LA TARIFICATION
PUBLIQUE

Préface de Raymond Courbis.

Une vieille question, bien débattue, qui compte presque autant de réponses que d'auteurs, est étudiée ici avec une rare conscience, d'ailleurs même avec écriture, c'est-à-dire avec une certaine maîtrise.

L'ordre adopté est logique : l'étude du réseau routier et des dépenses qu'il entraîne en France est suivie de l'évaluation des recettes, qui pose le redoutable et redouté problème de la fiscalité spécifique ; les choix sont ici clairs et souvent ingénieux.

Vient ensuite les principes de la tarification et ses applications, lesquelles comportent l'évaluation du « coût marginal d'usage » et du « coût marginal externe », c'est-à-dire des nuisances (congestion et accidents, mais non la pollution, car les villes sont exclues du calcul). La prise en compte des accidents conduit à évaluer la valeur de la vie humaine, inévitablement arbitraire. L'application stricte des résultats conduirait à réduire les taxes, si l'on admet le principe de l'équilibre budgétaire du secteur. Mais la prise en compte des agglomérations renverserait le sens, du moins si l'on s'en rapporte aux recherches de M. J.-M. Beauvais conduites dans le même esprit sur la région parisienne. Du reste l'auteur, non satisfait, quitte à ce moment le jeu marginaliste pour faire intervenir divers facteurs macroéconomiques.

De toute façon, il ne s'agit que d'une approche partielle ; il n'est pas conforme, en effet, de s'en tenir à un mode de transport isolé. C'est l'ensemble qui doit être considéré et « optimisé », ce qui ferait intervenir la notion de service public. Du reste, l'équilibre budgétaire est loin d'être assuré pour d'autres secteurs,

comme le logement, qui acquitte des taxes spécifiques aussi élevées que celles des carburants routiers sans contrepartie en services publics. Enfin la question de la balance des paiements n'est pas soulevée : l'étude se rapporte au resté à 1970, donc avant le quadruplement du prix du pétrole. Ainsi, nous ne tenons qu'une pierre solide d'un édifice, qui, après un demi-siècle de débats, attend encore son constructeur.

* Paris 1976, Economica, 22 cm, 152 p., 32 F.

R. Feramasian.

U.S.A. MILITARISME
ET ÉCONOMIE

Ce petit livre est instructif de divers points de vue : nous y trouvons, en premier lieu, des documents correctement reproduits, de source américaine ou européenne, rarement rassemblés sous un seul faible volume. Nous pouvons ainsi voter de tableau en tableau, en apprenant, assimilant, précisant un ensemble, dont l'intérêt documentaire ne pourrait être surestimé.

Le second enseignement est moins réconfortant, car nous mesurons la distance considérable qui sépare deux systèmes d'information, distance plus grande encore que nous ne le pensions. Que la mode d'écriture et d'interprétation employée convienne aux lecteurs soviétiques n'est pas ici en question et nous pouvons donc penser que l'objectif poursuivi est atteint. Mais il est étonnant que ce même objectif n'ait pas suggéré une sérieuse adaptation de l'édition française. La simplicité n'est pas en doute, mais c'est précisément ce qui est inquiétant. Du reste, l'éditeur demande expressément aux lecteurs de lui communiquer leurs impressions.

Du même coup, dans ce réquisitoire, pas toujours bien dirigé, les critiques positives comme le trust des cerveaux, sont à peine esquissées, alors que d'autres plus ingénues sont largement développées. L'appel à Galbraith et, plus loin, à Hansen, voire à Keynes, provoque sans doute plus de sourires que d'irritations.

* Moscou 1975, diffusé par les Éditions du Globe, 18 cm, 384 p., 13 F.

Ph. Marini et B. Remond.

SPECULATION ET POLITIQUE
FONCIÈRES

Préface d'Olivier Guichard.

Sur un sujet important, un livre important. Depuis les premiers ébranlements de la foi libérale, tous les pays évolués ont attaqué ce problème rugueux, fait de la multiplicité de petits monopoles, sans jamais lui donner de solution satisfaisante, même dans les

pays socialistes. C'est que le marché de cette bazarure de mètres carrés est moins facile à régler que le marché du sucre.

Une première partie, largement descriptive, mais dénonciatrice aussi, nous donne des idées et des chiffres sur les gains réalisés et les troubles sociaux qui en résultent. L'ambiguïté persiste toutefois sur les mots « spéculation » et surtout « spéculateur » : comme dans la récente loi sur les plus-values, non traitée ici, culpabilité et mécanismes économiques se mélangent de façon équivoque.

Dans la description des institutions foncières en France, nous suivons le guide, non sans difficulté, tant l'enchevêtrement est serré et si largement conventionnel. Au passage est signalée, d'une façon un peu sommaire ou attardée, « l'absence de fiscalité foncière ». Le nombre et la diversité des solutions nous confirment la fugacité de l'idéal. Aux mesures radicales, les deux maîtres financiers préfèrent d'ailleurs les aménagements et les disciplines.

Vient enfin, un peu tard peut-être, des exemples français et étrangers. En conclusion, il est précisé (mais qui en douterait ?) que la question est de volonté politique.

Il reste un aspect toujours ajourné, toujours oublié : le marché est une façon de répartir. S'il est refusé, mis hors de cause, il faut prévoir comment se fera la répartition des terrains entre les usagers. Rien n'est dit sur ce sujet. « Selon l'utilité générale », veut-il sans doute répondre, ce qui n'est guère qu'une équivoque. Documentation précieuse, parfois difficile à ordonner. Annexes copieuses : chronologie, bibliographie, liste, combien utile, des sigles, etc., complètent ce grand bréviaire, indispensable aux professionnels et ce guide, bien utile à ceux qui s'aventurent dans le maquis urbain.

* Paris 1976, Berger-Levrault, 21 cm, 421 p., 85 F.

Jacques Vallier.

LE PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS ET LE CAPITALISME
MONOPOLISTE D'ÉTAT

La bibliothèque anticommuniste, ou du moins contre le parti communiste, diffère profondément de celle de nos pères. Elle est conçue, aujourd'hui, sous les auspices de Marx et de Lénine, auxquels les communistes français prêtent, est-il précisé ici, des idées qu'ils n'ont pas eues ; mais on ne prête qu'aux riches. Les démonstrations se succèdent, sur la théorie d'abord, notamment de l'accumulation du capital, puis, avec un style plus vigoureux encore, sur l'orientation actuelle de la « démocratie avancée », Boccara étant la cible principale, suivi du Thorez 1946.

* Paris 1976, Petite Collection Maspéro, 18 cm, 223 p., 16 F.

Le Monde
de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

Alsacien - Basque - Breton
Corse - Flamand - Occitan

Bannis de l'école par la III^e République, emportés par l'exode rural et les grands bouleversements sociaux du XX^e siècle, les « patois » français étaient en passe de disparaître. Ce reflux est maintenant stoppé. Les mouvements régionalistes ont retrouvé vigueur et audience. Des couches nouvelles refusent l'uniformisation centralisatrice et tentent de retrouver les racines du terroir. L'administration elle-même l'admet désormais : les langues et les cultures régionales font partie d'un patrimoine à préserver.

Dans le même numéro

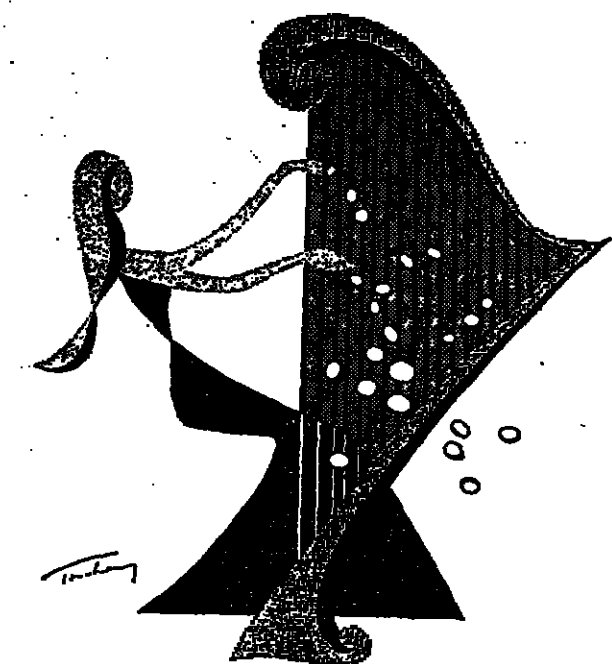
Une interview de François Billeloux : le théâtre pourrait servir de base à l'enseignement. Des propositions pour un nouveau calendrier scolaire... Les Arabes ont-ils inventé l'université ? Les métiers de la banque. La formation continue à la Banque de France. Les livres et les revues.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

loterie nationale

tranche de la musique
tirage le 8 septembreprix du billet : 65f, le 1/10 : 7f
gros lots : 1 et 2 millions de fLes nouveaux
BONS DU TRÉSOR
à intérêt progressif6,50 % à 10,50 %
Taux actuariel brut annuel

A votre choix • Intérêts versés à l'échéance lors du remboursement.

• Intérêts des trois premières années versés d'avance à la souscription.

Renseignez-vous sur chacune de ces formules auprès des comptables publics (Trésor et Poste) qui vous fourniront, sans engagement de votre part, toutes les précisions que vous souhaitez obtenir.

150

Jeudi 150

SPORTS

AUTOMOBILISME

Le championnat du monde des voitures de sport

Victoire complète de Porsche sur Renault

De notre envoyé spécial

Dijon. — Le constructeur allemand Porsche a mis un point final à sa série de succès dans les championnats du monde des voitures de sport (14 septembre) et des voitures de sport (5 septembre) dont les deux dernières courses ont été disputées sur le circuit de Dijon-Preilly. C'est la même équipe, formée de Jacky Ickx et de Jochem Mass, qui a remporté les Six Heures de l'Automobile Club de France et les 500 Kilomètres de Dijon. Pour l'attribution des titres mondiaux, seul le championnat des marques donnait lieu à concurrence — avec B.M.W. — Porsche ayant déjà gagné, quel qu'il arrive, le championnat des voitures de sport.

Battu à chaque fois par Porsche, dans le championnat du monde des voitures de sport, c'était la dernière occasion pour Renault de ne pas finir la saison brochant. C'était aussi la dernière possibilité qu'il avait de devancer Porsche dans une course de courte durée, la Règle ayant été écartée de son programme, en 1977, le championnat du monde des voitures de sport, dont l'avenir est d'ailleurs incertain. La prochaine confrontation entre les deux constructeurs aura donc lieu au Mans, en juin prochain, du moins si Porsche, vainqueur en 1976, décide de prendre part aux Six Heures.

Toutefois, Porsche aura eu le mérite de sa petite équipe de course, qui n'engagait, le plus souvent, qu'une seule voiture. « Officielle », par essence. Réussir le grand chelem dans ces conditions, six victoires sur six courses (11), montre bien la maîtrise dont ont fait preuve les pilotes, les techniciens et le service d'assistance au stand. Porsche, il est vrai, a acquis depuis longtemps une bonne maîtrise dans l'utilisation des turbo-compresseurs, et c'est son expérience dans ce domaine comme dans tous les compartiments de la course automobile en général, qui a permis d'obtenir un tel résultat.

Renault, nouveau venu à la haute compétition, aura sans doute retenu la leçon. Car il semble bien que Porsche a autant mérité ses récentes succès que Renault ses revers. Au plan compétitif, les prototypes de la Règle n'avaient rien à envier, bien au contraire, aux prototypes allemands, et c'est seulement de l'exploitation de leur potentiel, pour peu de choses parfois, que sont venues les échecs.

A Dijon, c'est certain Renault a fait en sorte d'exploiter au mieux, par la même occasion, les qualités de sa petite équipe. A petite échelle, Renault fait ses classes et s'apprête à se battre sur le pied d'égalité avec les équipes allemandes, et c'est seulement de l'exploitation de leur potentiel, pour peu de choses parfois, que sont venues les échecs.

Tout s'est joué vers la mi-course, lorsque les voitures ont dû s'arrêter pour procéder aux opérations de ravitaillement. A ce moment-là, le deuxième prototype Renault (Jabouille-Jarier), distancé de plus d'un tour, n'avait plus aucune chance d'acquiescer la Porsche, mais Laffite et Depailler, qui étaient à 27 secondes, pouvaient encore avoir cette prétention. L'arrêt de la Porsche dura 44 secondes, celui de l'Alpine Renault 1 minute 49 secondes, la cause était donc entendue. Pour ne rien arranger, les deux prototypes Renault vinrent se ranger presque en même temps devant leur stand, au lieu de se succéder, ajoutant ainsi à la précipitation et à la fébrilité générale. Les équipes du stand de Renault avaient, c'est

(1) Murburg, Monza, Imola, Spa, Mosport, Dijon.

ATHLÉTISME

BUY-DUT ET LE DÉCATHLON

ÉCHEC PROMETTEUR

Il s'en est fallu d'une course, la dernière, pour que Buy-Dut accomplisse un exploit dans la première épreuve du décathlon (100 mètres). Le champion olympique du 110 m haies, qui semble vouloir se remettre en piste pour une nouvelle olympiade, a échoué dans la dernière des épreuves, le 1.500 m, victime de crampes. Il dut abandonner alors qu'il totalisait déjà 1.644 points et pouvait espérer en ajouter 400 environ. Dans les mois qui viennent, Buy-Dut ne manquera pas d'améliorer ses points faibles, notamment du 400 m et du 1.500 m, étant entendu que, dans les sports et dans les sauts, ses performances sont au niveau de celles des meilleurs décathlètes mondiaux. La réaction de l'équipe a permis au Soviétique Alexander Grebnev de battre le record d'Europe de son compatriote Avity — champion olympique à Munich — avec 8.488 points (chronométrage manuel) contre 8.454 (chronométrage électronique).

TENNIS

Le blé en herbe à Roland-Garros

Alors que Roland-Garros se sont disputées, samedi 4 septembre, les finales des championnats juniors (14-17 ans) et cadets (18-19 ans) et celles des seniors (20 ans et plus), c'est à Roland-Garros que se disputent les finales des championnats juniors (14-17 ans) et cadets (18-19 ans) et celles des seniors (20 ans et plus).

Chez les garçons, Gilles Moretton, un grand blond à la stature et à la tête (sans la barbe) de Jean de Créon, a battu en deux sets, 7-5, 6-2, le titre des juniors aux dépens de son compatriote de l'école nationale Yannick Noah, sans témoigner une adresse bien remarquable. Quant à son adversaire, une jeune Noire découverte par Arthur Ashe en cours d'une tournée en Afrique, il parait uniquement préoccupé de faire de beaux coups.

La finale des cadets, jouée également sur le Central devant des tribunes de sympathisants du jeune et du troisième âge, fut plus intéressante. Le vainqueur, l'Allemand Jürgen Függen, un bel adolescent brun, sur lui, très intelligemment mener sa partie (gagné 6-4, 6-3), ayant le crum, sur la fin, de jouer mou et court au lieu de courir comme un coq comme son adversaire, la jeune Chiché, qui en perdit sa raquette sur la balle de match.

Chez les filles, c'est la Néerlandaise Eddy Appel (12-6, 6-4, 6-3), qui est adjuvée le titre national des juniors sur la Lyonnaise Anne Chevalier (6-2, 6-2), tandis que la toute gracieuse Martine Bureau, de Paris, remporta celle des cadettes sur la Tourangelle Patricia Ruys (6-2, 6-4).

Les championnats de Forest-Hills

L'hécatombe des favoris (dix aux premiers tours en deux sets, indigènes d'un grand journal) continue aux championnats de Forest-Hills, à Forest-Hills. Après Ashe et Panatta, voici Raul Ramirez, le champion mexicain, qui a été sorti par le longiligne Rhodézien Colin Dowdson (6-7, 8-7).

Deux autres favoris de taille ont failli se faire éliminer : Borg, qui ne l'a emporté que de peu sur le Chilien Filit, et Nastase, qui n'est parvenu à se tirer d'une situation désespérée devant l'Allemand Pohmann qu'en se livrant à un numéro complet d'injures, d'allocutions, de harangues aux arbitres, à son adversaire et au public, qui ne peut être lui-même une suspension de trois semaines et lui enlever tout espoir de gagner pour la deuxième fois le titre. Dans le championnat des dames, Françoise Durr a passé le troisième tour en s'imposant à la Hollandaise Eddy Appel (12-6, 6-4, 6-3).

CYCLISME

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Un titre bien mérité pour Freddy Maertens

De notre envoyé spécial

Ostuni. — Le Belge Freddy Maertens a obtenu, dimanche 5 septembre, à Ostuni (Italie), dans le championnat du monde, une victoire qu'il avait déjà méritée en 1973 à Barcelone pour ses débuts professionnels : victoire logique qui récompense le meilleur coureur du moment et qui justifie la formule si souvent contrainte de l'épreuve vainque. Maertens était l'homme à battre et il avait pu subir les effets d'un marquage dans cette course de longue haleine, bloquée pendant plus de 250 kilomètres. Mais il a su cotter les pièges qui menacent habituellement les grands favoris et il a réussi à se dégager en fin de parcours avec l'Italien Francesco Moser, qu'il a battu au sprint, après avoir contré une attaque de Zoetemelk.

L'exploit individuel, ici, est indissociable de la performance collective. Alors que l'on présentait la sélection belge comme un assemblage hétéroclite de vedettes soucieuses de leurs rivalités, les vainqueurs ont bénéficié de l'aide de ses équipiers, au nombre desquels un Eddy Merckx qui a loyalement respecté la règle du jeu. A-t-il délégué ses pouvoirs à son jeune compatriote ? On se gardera d'être aussi formel. Cependant, on notera qu'il a contribué à la réussite de celui que les experts s'attendent à voir plus d'ici quelques jours pour son successeur.

D'ailleurs, Merckx avait parfaitement résumé la situation ces jours derniers en déclarant que, sur le circuit d'Ostuni, il serait difficile de lâcher Maertens et plus encore de tromper sa vigilance dans les derniers kilomètres. Francesco Moser s'est trouvé confronté à ce double problème sans parvenir à le résoudre. N'ayant pu décampaner le Flammé dans la longue montée de Cisternino, il lui était impossible de le battre ensuite en échec. Sans doute aurait-il manqué avec plus d'habileté en favorisant le retour de Conti car le renfort aurait donné aux Italiens l'avantage du nombre. Au contraire, Moser s'est condamné par sa propre offensive et sa défaite a coûté des dizaines de milliers de dollars. Toutefois, ceux-ci doivent admettre que le plus fort a justement gagné le droit de détenir pendant un an le titre mondial.

Le pittoresque circuit d'Ostuni a désigné les coureurs les plus valeureux et le classement respecte l'ordre établi puisque Zoetemelk, Merckx et Gimondi figurent aux toutes premières places, derrière Maertens et Moser. Pourtant ce parcours aux difficultés multiples n'a pas tenu toutes ses promesses. En dépit des actions épiques de Campaner, de Knettemann, de Santamaggio et du Néerlandais Den Hartog, seul en tête durant 100 kilomètres, le peloton était encore groupé au début du dernier tour, soit à 36 kilomètres de l'arrivée. On constate en l'occurrence que les Français n'ont pas su ou n'ont pas pu configurer leurs efforts et rééditer la remarquable course d'équipe qu'ils avaient réalisée en 1974 à Mont-real. Il leur appartenait de lancer la course au lieu de temporiser, et si leur tâche n'était pas simple, ils ont manqué d'inspiration et d'efficacité.

Certes, leur comportement n'a pas été totalement négatif. Pour l'heure, Vallet, Hésard et Sibille se sont fréquemment manifestés aux avant-postes. Toutefois on espérait mieux. Thévenet et Danguillaume ayant été victimes de chute, la bonne surprise en fin de compte est venue de Bernard Hinault — sixième entre Merckx et Gimondi — qui disait en observant Maertens : « Un jour viendra où je porterai moi aussi le maillot arc-en-ciel. »

En attendant, l'ancien lauréat du Premier Pas Dunlop, placé sous la direction de Cyrille Guimard, peut être considéré comme l'espoir numéro un du cyclisme français.

JACQUES AUGENDRE.

LES RÉSULTATS

Cyclisme

CHAMPIONNAT DU MONDE SUR ROUTE
1. Freddy Maertens (Belg.), les 268 km en 7 h. 5 min. 10 sec. (moyenne 40,547 km-heure) ; 2. Moser (It.), m. t. ; 3. Conti (It.), à 11 sec. ; 4. Zoetemelk (P.-B.), m. t. ; 5. Merckx (Belg.), à 26 sec. ; 6. Hinault (Fr.), m. t. ; 7. Gimondi (It.), à 2 sec. ; 8. Basso (P.-B.), m. t. ; 9. Allen (Aust.), à 27 sec. ; 10. Neale (N.-U.), à 28 sec. ; 11. Lusa (Esp.), à 29 sec. ; 12. Sibille (Fr.), à 30 sec. ; 13. Perrenas (Esp.), à 31 sec. ; 14. Verbeeck (Belg.), à 32 sec. ; 15. Basso (Fr.), à 33 sec. ; 16. Hésard (Fr.), à 34 sec. ; 17. Chivernet (Fr.), à 35 sec. ; 18. Vallet (Fr.), à 36 sec.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION GROUPE A
Toulouse et Ajaccio..... 2-2
Troyes et Sedan..... 1-1
Auxerre et Sochaux..... 1-0
Toulon et Bourges..... 1-1
Grenoble et Metz..... 2-1
Red Star et Cannes..... 2-0
Montpellier et Avignon..... 1-0
Marseille et Paris F.C..... 1-0
Angoulême et Arles..... 1-0
Classement. — 1. Sedan, 6 pts ; 2. Grenoble, Auxerre, Marseille, Toulon, Montauban et Angoulême, 4.

GROUPE B
Lorient et Reims..... 1-1
Nantes et Epinal..... 1-1
Boulogne et Caen..... 4-1
Strasbourg et Troyes..... 5-1
Chamois et Quimper..... 1-0
Lille et Lens..... 1-1
Châteauneuf et Nancy..... 1-0
Classement. — 1. Reims, 6 pts ; 2. Epinal et Reims, 5 ; 3. Strasbourg et Chamois, 4 ; 4. Quimper, Brest, Amiens, Caen et Troyes, 3.

Hippisme

Le prix de la Goutte-d'Or, disputé le dimanche 5 septembre à Longchamp et comptant pour le Stayer, a été gagné par Lery, entraîné de Dap, et de Tira. La combinaison gagnante est 3-3-3.



NOTRE REGIME FISCAL FAVORISE VOTRE RELANCE

Le régime fiscal de la République d'Irlande a pour objectif de permettre aux sociétés exportatrices de prendre rapidement pied sur les marchés extérieurs afin d'assurer leur croissance régulière. Aussi, avant d'entreprendre la construction d'une nouvelle usine, réfléchissez bien aux multiples avantages fiscaux que vous apporterait son implantation en Irlande.

Une expansion continue
L'Irlande bénéficie depuis vingt ans d'un des taux de croissance industrielle les plus élevés du monde.
L'attrait favorable à la libre entreprise manifesté par le gouvernement que par les partis rivaux au Parlement, en est la principale raison.
Un régime fiscal exceptionnel
Vos sociétés sont exonérées de tout impôt sur les bénéfices réalisés à l'exportation jusqu'en 1990. Vous bénéficiez d'un régime de rapatriement des bénéfices et votre capital à tout moment.
Des salaires élevés
L'Irlande vous offre jusqu'à 50 % du montant de vos investissements en terrains, constructions, machines et autres immobilisations. Vous n'avez rien à rembourser, vous ne devez aucun impôt et le gouvernement vous laisse la pleine maîtrise de votre entreprise.
Un marché sans limites
Notre marché national vous permet de bénéficier d'un financement bon marché. Cet avantage appréciable réside d'autant la part de la mise de fond initiale dans votre investissement total.
Une banque de confiance
Notre banque d'affaires peut vous proposer une sélection d'investissements industriels de

premier plan ou même d'usines livrables clés-en-main et prêtes à accueillir immédiatement votre entreprise.
Un personnel qualifié
Vous trouverez sur place le personnel compétent à tous les niveaux de qualification dont vous pouvez avoir besoin : ouvriers spécialisés, techniciens et cadres.
Les Irlandais bénéficient d'un niveau élevé de formation et souhaitent vivement contribuer au développement de leur économie.
Des salaires et des charges sociales compétitives
Nos salaires et nos charges sociales sont particulièrement faibles, abaissant vos coûts de production et accroissant d'autant la compétitivité de vos produits à l'exportation.
Des syndicats qui vous considèrent comme un partenaire
Nos syndicats sont particulièrement bien informés et sont extrêmement ouverts aux négociations.
Une infrastructure industrielle
Bien que notre économie se soit développée à un rythme extrêmement rapide, nous pensons qu'il nous reste encore du chemin à parcourir. C'est la raison pour laquelle notre puissance industrielle est résolument orientée vers l'exportation.
La stabilité des emplois est assurée par le secteur industriel qui fournit l'essentiel de

plus grande part du Revenu National.
L'Irlande constitue à ce jour une structure d'accueil efficace pour plus de 600 entreprises provenant de 19 pays et opérant ainsi sur de nombreux marchés mondiaux à partir de leurs usines irlandaises.
Un style de vie agréable
L'Irlande est un pays non pollué, parsemé de magnifiques paysages dans lesquels se pratiquent de nombreux sports de plein air. Vos cadres apprécieront l'accueil chaleureux du peuple irlandais qui saura leur faire partager sa joie de vivre.

REPUBLIQUE D'IRLANDE UNE TERRE D'ACCUEIL POUR VOTRE ENTREPRISE

Une procédure simplifiée et des formalités simplifiées vous garantiront la réduction des délais d'implantation d'une usine en Irlande. Votre société n'a affaire qu'à un seul interlocuteur.
I.D.A. — Irlande (Office du Développement Industriel) qui prend en charge l'ensemble des problèmes que pose votre installation. Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter I.D.A. Irlande, 45, rue Pierre-Charron, 75008 Paris. — Téléphone 339.77.67. Telex : 6004 16.

150

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine
"Papiers encadrés", 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,78

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine
L'IMMOBILIER	28,00	32,68
"Papiers encadrés"	34,00	38,70
Double insertion	38,00	44,37
"Papiers encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DÉSIREZ-VOUS DEVENIR N° 1 ?

RAPIDEX S.A. à Angers, filiale d'un groupe multinational européen, est dans son secteur un des plus importants constructeurs internationaux de machines pour fabrication d'emballages en carton et en bois. Un accroissement rapide de son activité et de ses bénéfices est prévu. C'est pour quoi nous recherchons :

UN DIRECTEUR EXPÉRIMENTÉ

Responsable :
— Du BUSINESS IMPROVEMENT ;
— Du MARKETING ;
— Du PROJET CENTER SALES, MANAGEMENT ;
— De la RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT.

Des résultats positifs peuvent conduire à un poste de Direction générale.

PROFIL DU CANDIDAT SOUHAITE :

- 35 ans minimum ;
- Français de préférence ;
- Parlant plusieurs langues ;
- Ingénieur A. et M. ou équivalent ayant une solide formation complémentaire en gestion ; 5 ans d'expérience dans le marketing et la gestion d'entreprise ;
- Connaissance des problèmes d'entreprise de gestion moyenne et/ou d'une filiale d'un Groupe, autonome et décentralisée ;
- Une bonne expérience de l'équipement industriel et de l'industrie de l'emballage serait un atout apprécié.

En résumé, un homme d'affaires expérimenté et agissant et souhaitant accéder à la première place du trébuchet de la rentabilité par la vente !

Contactez :
M. R. VAN LINDENBACH
c/o RAPIDEX
B.P. 3008 - 49017 Angers Cedex.

FUTUR DIRECTEUR PRODUCTION

Rhône-Alpes 120000 F.

Un groupe multinational bénéficiant d'une forte notoriété, spécialisé dans la fabrication et la distribution de produits grand public, recherche pour sa filiale française, son futur directeur de production. Après une période de prise de contact et d'intégration à l'entreprise, il assumera les responsabilités de directeur de Production : fabrication, entretien, travaux neufs, contrôle qualité (environ 400 personnes), ceci sous l'autorité du directeur de l'usine.

Ce poste doit motiver un ingénieur diplômé (mécanique, électrotechnique) justifiant d'une expérience industrielle en production avec commandement d'équipes. Une expérience acquise dans les fabrications de grande série et au sein d'un groupe serait appréciée. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Le siège et l'usine sont localisés dans une ville importante de la région Rhône-Alpes. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120000 F et fonction de l'expérience acquise.

Envoyer CV détaillé et photo au service 11028 M
INTERCARRIÈRES 5, rue du Helder, 75009 Paris
Discrétion absolue.

HEWLETT PACKARD FRANCE

Nous fabriquons à Grenoble du Matériel Informatique. Nous étions moins de 200 en 1970, nous sommes plus de 350 aujourd'hui. Notre moyenne d'âge est de 28 ans.

NOUS RECHERCHONS POUR ETOUTER NOTRE SERV. DU PERSONNEL

JEUNE CADRE

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS ayant deux années d'expérience dans la fonction.

L'intéressé participera à l'ensemble des tâches de la fonction personnel et prendra progressivement en charge la réalisation de tableaux de bord et de plans de formation. Une expérience de la gestion informatique serait appréciée.

Pour notre Laboratoire de Recherches et de Développement

UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN
(A. et M. ou EQUIVALENT).

- Il travaillera avec une équipe de jeunes Ingénieurs Electroniciens à la conception de périphériques d'ordinateurs.
- Il aura impérativement participé durant 3 à 4 années en Bureau d'études à la conception d'ensembles de mécanique de précision (détection de chaînes cinématiques rapides et des organes en mouvement les constituant).
- Connaissance pièces plastiques appréciée.
- Anglais indispensable.

Pour ces postes, écr. avec curriculum vitae dét., à HEWLETT PACKARD - Service du Personnel, 5, rue Raymond-Chanas - 38220 EYBENS.

BUREAU D'ETUDES A VOCATION INTERNATIONALE

Très important Projet d'Aménagement Urbain

URBANISTE CONFIRMÉ

ayant au moins 10 ans d'expérience.

PROFIL SOUHAITE :

- Formation de base d'Architecte et une expérience acquise au sein de l'équipe d'une Ville Nouvelle ou d'une Agence d'Urbanisme d'une ville importante.
- Compétence de formation URBAN PLANNING U.S.A. apprécié.
- Anglais parlé et écrit indispensable.

Résidence Ville Capitale au MOYEN-ORIENT.

Adresser CV manuscrit, photo et présentations sous référence 6988 à :

Organisation et publicité

ENTREPRISE NORD FRANCHE-COMTE

recherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

ROMAN, 35 ans minimum, large expér. d'animation commerciale et de direction dans le secteur coopérative alimentaire, formation sur les tas ou supérieurs, EXPÉRIENCE de collaboration à la direction d'une unité. FORTE PERSONNALITÉ, souple, adaptable. ALLEMAND COURANT INDISPENSABLE. CE POSTE DEVAIT ÉVOLUER VERS CELUI DE DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Adresser C.V. et manuscrit à F. GUYON, INFOREC-BONNEVENT - 70200 GY.

GROUPE DE DISTRIBUTION EN FORTE PROGRESSION RECHERCHE POUR 2 DE SES HYPERMARCHÉS

SITUÉS DANS LE SUD-EST DE LA FRANCE

UN DIRECTEUR

Disposant d'une large autonomie, il sera chargé :
— de faire appliquer la politique du Groupe dans les domaines : commercial, humain, administratif et méthodes ;
— de coordonner et d'entraîner une équipe de cadres ;
— d'assurer les relations de son établissement avec les services fonctionnels centraux et les administrations locales.

Le Cadre retenu aura une expérience de plus de 5 ans dans des fonctions de responsabilité hiérarchique et une parfaite maîtrise de la gestion en hypermarché.

Salaire élevé. Nombreuses perspectives d'évolution.

UN DIRECTEUR ADJOINT

Avec une équipe de responsables de rayons, il aura pour mission :
— de mettre en œuvre la politique commerciale ;
— de préparer et de suivre les budgets ;
— d'analyser les résultats et de les traduire en actions ;
— de monter les opérations publicitaires et promotionnelles.

Il devra avoir :
— expérience confirmée dans la distribution en hypermarché dans des fonctions commerciales ;
— une solide formation en gestion ;
— le goût des responsabilités.

La rémunération proposée, liée au niveau de compétence, ne sera pas inférieure à 80.000 F/an.

POUR CES POSTES, ENVOYER C.V. + PHOTO + PRÉSENTATIONS au N° 7417, « LES MONDES » Paul, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9°).

ingénieur matières plastiques

ALLIBERT recherche un ingénieur de développement pour sa division MANUTENTION. Rattaché au Directeur Général de la division, il exercera son activité dans l'usine de Normandie (100 Km de Paris - 450 personnes). Il participera à l'élaboration des recherches et essais ainsi qu'à la mise au point des produits nouveaux. Il apportera en outre une assistance technique au Directeur de l'Usine. Ce poste convient à un ingénieur chimiste de 30 ans minimum connaissant bien les matières plastiques. Langues étrangères appréciées.

Adresser C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence 2549 bis/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

GROUPE INTERNATIONAL D'ORIGINE FRANÇAISE A VOCATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

PÉTROLE-CHIMIE-GAZ

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour sa FILIALE à MADRID, couvrant l'Espagne et le PORTUGAL.

Le candidat retenu devra répondre au profil suivant :

- De nationalité française, ayant déjà assumé une direction commerciale ou générale durant au moins cinq années en Espagne ;
- Ou de nationalité espagnole, ayant déjà une expérience solide au sein d'une société française implantée en Espagne ;
- Agé : 35 ans environ ;
- Ambitieux, souple, de tempérament commercial, ayant acquis de bonnes notions de gestion acquises au sein d'une entreprise moyenne ;
- Parfaitement bilingue : ESPAGNOL - FRANÇAIS - ANGLAIS.

ADRESSER VOTRE CURRICULUM VITAE sous le n° 401575 M à SODEP-PRESSE, 25 bis, rue Raymond, PARIS (9°), qui transmettra. DISCRÉTION ASSURÉE.

BEGHIN-SAY KAYSERSBERG

département emballages c.a. 300 millions

VOUS OFFRE UN POSTE PASSIONNANT DE

DIRECTEUR DES VENTES

En voici le profil :

- min. 28 ans. Formation supérieure. Sachant allier l'analyse au sens de la négociation pour :
- animer nos Directeurs régionaux et nos Cadres de vente ;
- assurer les contacts avec la clientèle.

Résidence en Alsace, en ville ou au milieu des vignes selon son goût.

Nos projets sont ambitieux. Si vous l'êtes aussi, envoyez lettre manuscrite et C.V. à :

BEGHIN-SAY, Bureau de Psychologie appliquée
26, avenue de Suffren, 75740 Paris Cedex 15 sous référence C. 1. (Une photo de vous nous permettrait de mieux faire connaissance).

Importante Entreprise commercialisant des produits de haute technicité recherche pour développer ses ventes sur

PARIS et les GRANDS CENTRES REGIONAUX

ingénieurs commerciaux EXPERIMENTES

dipômés de l'Enseignement Supérieur dans les domaines technique, scientifique ou de gestion qui désirent des responsabilités à niveau élevé, une structure à dimension humaine, la faculté de penser et de faire valoir leurs idées, une grande liberté de manœuvre, des possibilités de carrière exceptionnelles tant au niveau intellectuel que matériel.

Pour un premier contact, envoyez CV détaillé sous réf. 92 M à :

P. ZEEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - qui tr.

Importante Société Industrielle recherche pour l'un de ses établissements situé près d'Avignon (600 personnes)

une conseillère du travail

Ce poste conviendrait à une Assistante Sociale diplômée d'Etat, ayant quelques années d'expérience industrielle, intéressée par les problèmes posés par l'homme au travail.

Elle exercera son activité au sein de l'équipe Relations Humaines de l'établissement. Elle apportera sa contribution à l'amélioration des conditions de travail dans tous leurs aspects.

Une formation complémentaire (Surintendante, Conseillère du Travail...) serait appréciée.

Ecrire avec C.V. sous référence 235 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Voltaire 75002 PARIS

Pour Algérie et Afrique Noire

CONDUCTEUR TRAVAUX
ayant expérience de l'étranger

INGENIEUR CIVIL

pour coordination de travaux auprès des entreprises locales.

ADJOINT

à DIRECTEUR DE CHANTIER expérience de travaux routiers et gros ouvrages.

ANGLAIS COURANT.

Envoyer C.V. détaillé en précisant disponibilité, à A.T. 25, avenue Friedland, 75008 PARIS.

MOYEN-ORIENT RESPONSABLE TRANSPORT et DIESEL

compétent technique, soudé, anglais, etc.

UTILITY INGENIEUR

responsable services courants. Expérience chantier, indisp. ANGLAIS COURANT.

Envoyer C.V. détaillé en précisant disponibilité, à A.T. 25, avenue Friedland, 75008 PARIS.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NEVERS

recherche pour l'information, diagnostics et conseils auprès des entreprises industrielles

ASSISTANT EN GESTION INDUSTRIELLE

- 27 ans minimum.
- Formation supérieure.
- Qualités de contact et d'adaptation.
- Sens du travail en équipe.
- Expérience industrielle.
- Rémunération 55 000/65 000 F, selon compétence.

Env. lettre manusc. C.V. photo et réf. 607 à :

CEFAGI 88 Av. Kléber 75704 PARIS Cedex 16.

saci GROUPE IMMOBILIER DE PREMIER PLAN

recherche pour son

AGENCE DE TOULOUSE

Cadre Commercial

sous l'autorité du Directeur d'Agence il aura la responsabilité directe de la vente de programmes pouvant comporter bureaux, logements et commerces :

- étude du produit ;
- définition des moyens publicitaires ;
- commercialisation.

Expérience minimum nécessaire :
— 2 ans de vente dans l'immobilier.

Adresser C.V., photo et présentations de rémunération à :

DIRECTION DU PERSONNEL
50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS.

LE DIRECTEUR DE LA SUCCURSALE DE TOULOUSE D'UNE GRANDE BANQUE PRIVEE cherche son

adjoint administratif

Il est responsable des services intérieurs : caisse, portefeuille, étranger, titres, comptabilité ; il prépare les dossiers de crédit pour la direction.

C'est une opportunité intéressante pour un cadre bancaire (classe V) ou un gradé confirmé, ayant au minimum le BP et 10 ans d'expérience bancaire.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, ss réf. 3057 LM.

ALEXANDRE TICS A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NICE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine 72
"Placards encadrés" 2 col. et +.	40,00	45,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,38
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La semaine	La semaine 72
"Placards encadrés".	28,00	32,69
"Placards encadrés".	34,00	39,70
"Placards encadrés".	38,00	44,37
"Placards encadrés".	40,00	45,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante Société de produits industriels, très réputée sur le marché, faisant partie groupe américain, recherche pour une de ses usines (400 personnes) situées aux environs de TOURS,

UN INGÉNIEUR AM-ICAM-ECAM-ENSM

ayant déjà acquis une première expérience dans une Unité de production de biens de consommation moyenne série.

Sa première mission sera de réfléchir et de mettre au point les méthodes dans cette usine évoluant vers une plus forte mécanisation.

Il pourra ensuite évoluer vers d'autres responsabilités dans le groupe.

Bonne maîtrise de l'anglais indispensable, connaissance des problèmes d'automatisme et de régulation appréciée.

Veuillez écrire sous réf. 11024 M.

INTERCARRIERES

SANDVIK S.A.

FILIALE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE SUÉDOISE poursuit l'expansion de son département informatique et organisation et recherche

UN ANALYSTE ORGANISATION (HOMME ou FEMME)

- Il optimise les systèmes et procédures existants.
- Il étudie la mise en place des nouvelles procédures et participe à l'élaboration de projets spécifiques s'intégrant à de nouveaux systèmes informatiques.
- Il a une expérience de 2 à 5 ans de la fonction.
- Son anglais, perfectionné, lui offre la possibilité de débroussailler et contacts internationaux.

13 mois et demi — Prime de vacances — Avantages sociaux.

Adresser C.V. photo et prétentions à SANDVIK S.A. Service du Personnel - B.P. 6137 - 45017 ORLÉANS CEDEX.

Pour LYON Contrôleur de matériel de levage et de manutention crée poste de

CHEF VENTES FRANCE EXPORT

ne pourra être confié qu'à un

CADRE DIPLOMÉ

ayant fait ses preuves dans des commercialisations similaires

- Anglais indispensable.
- Allemand souhaité.

C.V. détaillé s/réf. 6.183 M.

DIRECTEUR D'UNITÉ DE PRODUCTION

150.000 +

RÉGION RHONE-ALPES

Filiale d'un groupe international une société française (C.A. 120.000.000 - 1.000 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'articles de conditionnement pour cosmétiques, parfums et produits d'entretien, recherche :

- 1 Directeur d'Unité de production pour l'une de ses usines (550 personnes) située dans la région Rhône-Alpes.

Sous l'autorité d'un directeur de division, le titulaire sera responsable de la gestion de l'unité dans les domaines technique, administratif et humain, en mettant au œuvre les moyens de production, mécaniques pour s'adapter et répondre aux impératifs commerciaux français et étrangers de la division.

Le candidat retenu, de 38 ans minimum, sera ingénieur diplômé de grande école, aura une bonne connaissance de l'anglais et justifiera d'une expérience de plusieurs années acquise à un poste comparable, de préférence dans les branches mécanique (moteurs), plastique, de fabrication de grande et petite série et dans le secteur des emballages ou du montage en matière plastique.

Env. C.V. photo et prêt. sous réf. 1232/S, A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

chef de produits

BSN-Gervais Danone, premier groupe alimentaire français, recherche pour l'une des sociétés de sa Division Produits Frais, un H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C. ayant acquis au cours d'une expérience de 2 à 5 ans, une bonne maîtrise de la gestion des produits de grande consommation.

Rattaché au Directeur des Produits, il devra proposer la politique marketing, puis mettre en œuvre les moyens permettant d'optimiser les résultats de la gamme qui lui sera confiée.

Poste à pourvoir dans le département du Nord, au sein d'un groupe facilitant les évolutions de carrière.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. D 11 M, à M. Daniel HARDOUIN, 126-130, rue Jules-Guesde - 92302 Levallois-Perret.

bsn. gervais danone

Importante Entreprise Filiale d'un Groupe à vocation internationale, recherche

DEUX JEUNES SUP. DE CO.

- **CONTROLE BUDGETAIRE** : Assistance d'une Direction pour la définition et le suivi des budgets de différentes unités de production (C.A. global de 150 millions).
- **FONCTION PERSONNEL** : Recrutement et gestion de carrière, salaires, relations sociales et animation.

Dans les deux cas une expérience de type gestion est souhaitée. Ces postes, à pourvoir à LILLE après une brève période d'intégration, peuvent être le point de départ d'évolutions intéressantes dans une entreprise réputée.

Les candidatures (C.V., photo, prétentions) envoyées à BOUDET JD/84 - HAVAS, 134, av. de la Gare - 59000 LILLE, seront étudiées directement par l'entreprise dans les meilleurs délais.

BISCOTTERIE

Société familiale bénéficiant d'une forte implantation régionale, d'une distribution nationale, et d'une haute qualité de produits, nous valorisons de recruter pour l'élargissement de nos marchés et de notre gamme de produits, nous conduir à créer la fonction de

directeur commercial

100 Km Ouest de Paris 100.000 +

Vous donneriez un nouvel essor à sa marque en apportant outre une bonne expérience d'animation d'équipes de vente, une connaissance solide du marketing, de la publicité et des actions promotionnelles. Agé de 35 ans minimum, votre expérience acquise de préférence dans le domaine de la distribution de produits alimentaires ou de grande consommation, complétée une formation commerciale supérieure. Réponses et discrétion assurées à re lettre man. + CV + photo + rém. adresse s/réf. A/5043 à Mme Siglet.

bernard juliet psycom

83, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

DEVANLAY RECOING S A R L

(Bonneterie) recherche

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL EXPORT

chargé dans le cadre d'une politique commerciale export de contacter des clients, de conclure des marchés, de faire des propositions de nouveaux produits.

Le candidat, de 30 ans min., doit être disponible (déplacements nombreux), posséder les langues anglaise et allemande. Une expérience commerciale de quelques années serait appréciée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à : M. le Directeur du Personnel DEVANLAY RECOING 513 X 10080 TROYES CEDEX.

Important Groupe d'Assurances

RÉGION OUEST-FRANCE

recherche

POUR LES DÉPARTEMENTS ASSURANCES DE SA SOCIÉTÉ ACCIDENTS

JEUNES DIPLOMÉS H.E.C.-ESSEC-E.S.C.P.

ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE OU FORMATION ÉQUIVALENTE EN UNIVERSITÉ.

- Nous leur proposons une formation approfondie en Assurance.
- Nous offrons d'eux qu'ils deviennent des Cadres responsables :
- de la gestion de leur personnel ;
- de l'organisation ;
- des coûts de leur secteur.
- De réelles et diverses possibilités d'ouverture dans le Groupe sont offertes à ceux qui désirent s'investir.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. n° 7.138.

COFAP 40, rue de Chateaufort 75010 Paris 10.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour usine en

BASSE-NORMANDIE

INGÉNIEUR ELECTROMECHANICIEN CONFIRME

ayant 5 à 10 ans d'expérience industrielle de fabrication grandes séries, pour DIRIGER :

- LE BUREAU MÉTHODE
- LES SERVICES ENTRETIEN MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE
- LE SERVICE MAINTENANCE OUTILLAGE

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à n° 8.273 SPERAB, 12, rue Jean-Jaurès, 62807 POTEAUX.

INTERBOVI

(Association Interprofessionnelle de Viande Bovine) recherche

2 ASSISTANTS TECHNIQUES

qui auront à intervenir dans les abattoirs de la Région de Bretagne pour harmoniser les conditions de pesée des carcasses.

Conditions requises :

- Connaissances animales et connaissances en carcasses.
- Être disponible, car appelé à déplacements fréquents en Bretagne.
- Aptitude aux relations humaines et caractère affirmé.
- 25 ans minimum.

Une formation leur est assurée.

Candidatures à adresser avant le 15 septembre 1976. Secrétariat INTERBOVI, 18, rue de Lorient, 35000 RENNES.

INGÉNIEUR DES VENTES

Pour assurer la responsabilité de son

Agence de TOURS

MISSION :

- Dans le cadre d'objectifs annuels assurés, dans huit départements, la vente d'instruments de mesure électrique et électronique auprès de notre clientèle : grossistes, industriels.
- Sens de l'organisation, ténacité, goût de négociation.

PROFIL SOUHAITÉ :

- Ingénieur électrotechnicien ou niveau équivalent.
- La connaissance théorique et pratique des techniques de ventes sera appréciée.

Adresser C.V. manuscrite, photo et prétentions à METRIX, Direction du Personnel, Boîte Postale 30 - 74010 ANNÉCY.

ADJOINT DE DIRECTION LE MANS

GRUPPE DE DISTRIBUTION - C.A. 200 millions en développement continu, recherche

CADRE SUPÉRIEUR important :

- Une formation Ecole supérieure de commerce, option finance, comptabilité et/ou D.E.C.S.
- Une expérience au niveau gestion comptabilité d'au moins 3 ans dans une société importante possédant plusieurs centres de profit.

Rattaché au Directeur général adjoint, il sera plus spécialement chargé des problèmes comptables et financiers en liaison avec l'informatique et de l'administration.

Rémunération de départ non inférieure à 90.000 F/an. Adresser lettre manuscrite, prétentions, C.V., sous référence 7.416 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75421 Paris (9°).

CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES LYON

crée un poste de

CHEF DE SERVICE DOCUMENTATION

- Juriste pluridisciplinaire.
- Licences en droit.
- 10 années minimum d'expérience.

Il sera principalement chargé de :

- La direction et la coordination du Service.
- Les liaisons avec un service Consultations et avec d'autres centres régionaux.
- Le contrôle permanent de la qualité de l'ensemble de la base documentaire.

Ce poste exige :

- Un sens affirmé de l'organisation.
- Un esprit méthodique, rigoureux, précis.
- Une bonne adaptabilité.

Merci d'adresser votre candidature, s/réf. 7188 A à AVISO-CONSEIL, 42, rue Servient, 69003 LYON. Réponse et discrétion assurées.

SPECIALISÉS EN ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELS

nous recherchons

- **DES INGÉNIEURS DE VENTE** POUR LA RÉGION PARISIENNE ET POUR L'EST DE LA FRANCE
- diplômés ou autodidactes de valeur ;
- expérimentés et introduits dans le milieu industriel.
- **UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES** POUR L'EST DE LA FRANCE
- Spécialisé et expérimenté en régulation - instrumentation.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 73.613 à CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

TOULOUSE ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour une Société de Télé-Gestion Informatique opérant sur toute la France.

Formation IUT ou équivalent avec expérience en matière d'informatique de gestion.

Envoyer C.V. et lettre motivée manuscrite s/réf. 8160 E à :

C.F.F.-ORES Groupe BOSSARD 84 bis rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

UNE FILIALE DU COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DU LOGEMENT D'ÎLE-DE-FRANCE

recherche

UN DIRECTEUR DES ÉTUDES "MAISONS INDIVIDUELLES"

De formation E.S.T.P., A.M., E.C.P.

Il aura pour mission d'assurer le développement de ce secteur d'activité sous tous ses aspects.

Analyse des dessins, mise au point des programmes, négociation et gestion des marchés, suivi des travaux.

Une expérience réussie dans ce domaine est indispensable.

Écrire avec C.V., prétentions, photo sous référence 69.132 à :

GANIDE 19, rue de Montmorency - 75003 PARIS 64, rue de la Vierge - 35000 RENNES

NAVIGES DE LIGNE

Compagnie internationale transports maritimes armement, importante flotte, navires de charge et pétroliers, recherche

pour son bureau de Monaco

CHEF D'EXPLOITATION

Navires de ligne, connaissance approfondie conférences maritimes, expérience acquise auprès armateurs et/ou capitaines. Age : 35 ans environ. Parfait bilingue anglais.

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo récente (retournée), résum. actuelle, prêt. s/réf. 400.077 M. Régie-Press, 25 bis, rue Sébastien, Paris-2^e, qui tr. Discrétion absolue.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTROMETALLURGIQUE

recherche :

pour ses Usines de Province (Ouest et Sud-Est)

JEUNES INGÉNIEURS

Formation : Grandes Ecoles (Mines, A.M., E.C.P., I.E.C.)

Débutants ou quelques années d'expérience pour occuper postes dans les services de contrôle qualité, de fabrication ou d'entretien.

Env. C.V. dat. avec photo et prêt. s/réf. 73.613 à CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES LYON

recherche pour son service consultation

JURISTE DROIT IMMOBILIER

en courant des problèmes de sociétés de construction méthodes de vente, urbanisme, copropriété. Expérience nécessaire. — Situation intéressante pour collaborateur aimant le travail en équipe.

Rémunération suivant compétence

Envoyer curriculum vitae et prétentions à CRIDON, 59 bis, rue de Clichy - 69006 LYON.

ETUDE DU TRAVAIL MACHINES ET EQUIPEMENTS

La Société fabrique des équipements pour la navigation aérienne. Avec 2.000 personnes, elle a réalisé 295 M de C.A.H.T. en 1975. Ses activités sont en expansion. C'est pourquoi elle recherche un Chef de Service qui devra mettre en place les postes de travail, gérer les machines et équipements, promouvoir l'innovation dans ces domaines en vue d'améliorer l'efficacité et les conditions de travail.

Le poste conviendrait à un ingénieur électromécanicien de plus de 30 ans, possédant une large expérience dans toutes les fonctions de la production.

Lieu de travail : CHATELLEAUL.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 500844

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

pour analyse et programmation sur ordinateur

Grande ville province.

Écrire avec curr. vitae à n° 73.011, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui tr.

Jeune Ingénieur

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,93
	70,00	81,73

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

AGF ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

offrent à

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (libérés des obligations militaires)

Licenciés en droit, ESC, Sciences Eco.

des postes d'

inspecteurs du cadre

INCENDIE, ACCIDENTS, RISQUES DIVERS (non rémunérés à la commission)

Ces postes recrutent :

- dynamisme et technicité,
- goût pour les contacts et la vie active,
- aptitude à la négociation.

Les candidats sont recrutés avec le statut de CADRES et recevront une FORMATION rémunérée à Paris.

Adresser CV détaillé manuscrit avec photo et photo au Département Recrutement et Emploi, ASSURANCES GENERALES DE FRANCE, 33, rue Lafayette, 75009 Paris.

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE
organisé à PARIS
les 29 et 30 octobre 1976

un concours d'ATTACHES

Ce concours, ouvert aux candidats français, masculins et féminins, âgés de 20 à 32 ans au 1er Janvier 1976, est accessible notamment aux :

- titulaires :
- d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquées,
- du diplôme d'études comptables supérieures,
- anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles, des Instituts d'Etudes Politiques ou du Centre d'Etudes Supérieures de Banque,
- notaires,
- clercs de notaires justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession de baccalauréats de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit,
- architectes et géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.

Sous réserve que les candidats obtiennent des notes jugées satisfaisantes par le jury d'examen, ce concours est ouvert pour 15 postes au maximum se répartissant normalement à raison de 9 postes en option juridique, 2 postes en option mathématiques et 4 postes en option financières.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 1er OCTOBRE 1976

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - 48, rue Cambon - B.P. 65 - 75050 PARIS CEDEX 01 (Tél. 260.35.30)

DARTY

ELECTRO-MENAGER TELEVISION - HI-FI

recherche

auditeur interne ET analyste financier

- diplômés grande école commerciale ou équivalent,
- de préférence 1 à 2 ans d'expérience dans des fonctions similaires,
- libres rapidement,

pour effectuer :

- AUDIT INTERNE : missions de révisions des comptes et de l'ensemble des procédures du groupe (déplacements en Province à prévoir).
- ANALYSTE FINANCIER : participation à l'élaboration et au contrôle de l'exécution des budgets annuels et des prévisions de trésorerie, analyses des dépenses et des marges.

Adresser lettre, C.V. et rémunération demandée au Directeur du Personnel et des Relations Sociales 123-155, avenue Galliéni 93140 BONDY.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MAISONS INDIVIDUELLES

recherche pour STAMPEES

UN CHEF D'AGENCE

Rompu aux différents aspects du cycle de construction appliqué à la maison individuelle, il est aussi bon négociateur technique et commercial que bon gestionnaire. C'est un véritable Chef d'Agence intéressé aux résultats de son Agence.

Rémunération : non inférieure à 72.000 F par an + indemnité + intéressement.

Position Cadre.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 680127 M. à SOCIÉTÉ PARSIS, 85 bis, rue Blémur, PARIS (20), qui transmettra.

SOCIÉTÉ FROMAGÈRE

recherche

DIRECTEUR D'USINE

- Ayant l'habitude de l'organisation et de la gestion.
- Capable de concevoir et de contrôler l'évolution technique de l'usine.
- Capable d'animer une équipe de cadres et d'ouvriers, ayant l'expérience, l'habitude des hommes et les qualités morales correspondant à ce poste.
- Formation littéraire et technique indispensables, connaissances toutes.

LIBRE DE TOUT ENGAGEMENT

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous N° 76.644 B à :

17, rue du Commerce, 92100 VANVES (Seine-D.)

ingénieur concepteur

110 000 F +

Une Société française de construction électrique membre d'un puissant groupe international, recherche un ingénieur concepteur âgé de 28 ans minimum pour sa Direction Informatique en banlieue Nord-Paris.

Rattaché au responsable des études, il devra concevoir de grands projets de gestion. Sa mission première sera la mise en place d'une application pays et gestion de personnel pour l'ensemble du groupe.

Nous voyons à ce poste un ingénieur grande école ou équivalent ayant déjà assuré en tant que Chef de Projet l'étude et la mise en œuvre de systèmes de gestion importants. La connaissance de bases de données serait souhaitable.

La structure de la Direction Informatique au sein du groupe permet d'envisager une évolution de carrière très positive pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2624/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVÉ

RECHERCHE UN

ANIMATEUR

Apté à la création et au commandement d'une unité de distribution de produits financiers et immobiliers, autonome au sein d'une organisation plus vaste et au service de la politique commerciale du Groupe.

PROFIL

EXPERIENCE PRATIQUE DE LA VENTE ET DU MANÈGE. Dispositions particulières pour les relations humaines et la pédagogie active. Sens aigu de l'analyse commerciale, de l'action et du pragmatisme. Capacité d'intervention personnelle et directe dans l'action. Coefficient de stabilité élevé nécessaire à l'animation et au commandement de l'importante organisation commerciale projetée.

LE POSTE NE PEUT CONVENIR QU'À L'HOMME JEUNE DÉTERMINÉ À CONQUÉRIR UNE POSITION SOCIALE PAR L'ACTION (VOLUME ET INTELLIGENCE).

FORMATION

École supérieure de commerce, équivalent ou solide formation autodidacte.

AGE

MINIMUM : 30 ANS

OFFRE

Stage de formation aux problèmes spécifiques de la vente et du management du Département. Position hiérarchique adaptée au quotient personnel et rapidement évolutive.

REMUNERATION MINIMALE GARANTIE DE DÉPART (1^{er} semestre) :

6.000 FRANCS PAR MOIS

Ecrire avec curriculum vitae MANUSCRIT et photo à : Publicité Bancaire, sous le n° 901, 13, rue Marivaux - 75002 PARIS.

emplois régionaux

INGENIEUR DE PRODUCTION

Le deuxième groupe carrossier français (1800p, 200 M. de C.A.) recherche pour le Directeur Technique de la division automobile (300 p.) un adjoint chargé des fabrications.

Le poste convient à un ingénieur diplômé (A.M., E.C.A.M., I.C.A.M., ...) de plus de 28 ans, possédant une expérience d'au moins deux ans dans un atelier de production.

Rémunération : 80 000 F. Résidence : Deux Sèvres.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera nos renseignements et dossier de candidature sur demande. Réf. 615M.

IMPORTANT GROUPE DE PREVOYANCE

recherche pour son service

RELATIONS EXTERIEURES

UN CADRE

avec résidence LILLE

Homme 35 ans minimum.

Etudes supérieures.

Espoir d'initiative. Stage Paris.

Formation rémunérée.

Adresser C.V. manuscrit et photo, n° 72.882, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-10, qui transmettra.

STE DE DISTRIBUTION

recherche

RESPONSABLE MARKETING

Dynamisme, méthodologie, esprit sans compromis.

Expérience distribution (commerce, supermarchés, typique) souhaitée.

Le poste est à pourvoir dans une ville moyenne de la région.

SUD-OUEST

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, n° 72.882, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-10, qui transmettra.

Service Médical du Travail

Bâtiment et T.P. "Hospice" recherche pour METZ

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Juriste expérimenté en gestion administrative et financière, droit du travail, responsable de l'organisation et du fonctionnement du Service à l'échelon du département.

Sol. about 3.000 F. à 4.000 F. selon qualif. Possibilité promotion. Candidatures manuscrites (et photo) à : M. de la Trémoille, 1, rue Marie-Arne-de-Sovel, 57000 METZ.

SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

engage de suite pour son

SERVICE INFORMATIQUE

PUPITREURS confirmés

- Matériel utilisé : IBM 370/135 ;
- Travail en équipes successives (8 X 8 heures) ;
- Lieu de travail : Strasbourg-Koenigsplatz ;
- Restaurant d'entreprise.

Prévoir d'envoyer demande manuscrite avec curriculum vitae au siège de la Société Alsacienne de Supermarchés, 117, avenue des Romains.

STRE STRASBOURG - CEDEX

à l'attention de Mme MARTZOLFF.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

en pleine expansion crée un nouveau poste dans son usine près d'ARRAS

recherche pour

CADRE SUPERIEUR

Formation ESC, EDHEC ou similaire exigée.

Une expérience de plusieurs années d'organisation admin. (supervision achats, gestion matières, service client, etc.) est indispensable.

Ce poste, doté d'une rémunération intéressante, est disponible immédiatement, mais une entrée en fonction ultérieure peut être envisagée.

Il sera répondu à la lettre manuscrite accompagnée C.V. et photo, derniers documents perçus adressés à :

B.E.O. (réf. 1.588), 3, rue de Valenciennes, 75004 Paris.

DISCRETION ASSURÉE

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Premier fabricant mondial semi-conducteurs recherche pour OCCUPER LES FONCTIONS :

D'INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES AYANT DÉJÀ UNE EXPÉRIENCE DE QUELQUES ANNÉES DE LABORATOIRE OU D'ÉTUDES.

Ces postes conviendront à des candidats ambitieux capables d'assurer des contacts à tous niveaux hiérarchiques et soutiens de promouvoir leur développement sur des critères d'efficacité.

Ils seront responsables :

- De la conduite et de l'aboutissement des négociations ;
- De la promotion et de la définition des nouveaux produits ;
- Des stratégies à développer dans le cadre des marchés dont ils ont la responsabilité ;
- Des prévisions à court et moyen terme.

Les candidatures des ingénieurs débutants ne seront pas traitées.

Anglais souhaité. — Permis de conduire exigé.

CES POSTES SONT À POURVOIR À PARIS.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., prétentions, photo et date de disponibilité, sous réf. S.C.M. 6/876-72, à Mme LE GUY, T.I.F. Boite Postale 5 - 94270 Villeneuve-Loubet.

TECALEMIT FLEXIBLES

recherche

LE DIRECTEUR de son usine de Blois

Cet ingénieur ayant 10 ans d'exp. en product. d'équipement de préfab. en caoutchouc mat. plastiq. SERA RESPONSABLE d'une unité de 500 personnes et dépendra de la Direction générale.

POSTE À POURVOIR RAPIDEMENT.

Adresser C.V. manuscrit, photo et salaire actuel, n° 40, à l'attention de M. HENRIOT, B.P. 494, 41000 BLOIS.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

recherche pour son unité de

VIRE (14500)

UN COMPTABLE INDISTRICT

Niveau S.P.

Expériences souhaitées.

Possibilité de logement.

Adresser C.V. et prétentions, à M. HENRIOT, B.P. 494, 41000 BLOIS, qui transmettra.

Importante Société Produits Phytochimiques, recherche pour Région Alsace :

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER PARIS

recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Il assistera le Responsable du Service dans les domaines suivants :

- mise en place de la commercialisation des programmes de logement ;
- recrutement des vendeurs, organisation et animation des bureaux de vente ;
- relations avec les Agences de Publicité ;
- suivi et régularisation des ventes.

Cette mission conviendrait à un jeune diplômé d'une école de commerce.

Stage de formation assuré sur le terrain.

Ecrire sous référence FORÉ (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil

EMPLOIS et CARRIÈRES

30, rue Vernet, 75008 PARIS

Dans le cadre de l'aménagement hôtelier et résidentiel de grands ensembles touristiques français, nous souhaitons recruter avec toutes garanties de discrétion

personnalité de 1er plan

ayant incontestable expérience immobilière et financière sur les plans national et international au niveau de la recherche des investisseurs et de la négociation avec eux.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo à SÉLÉCOM sous réf. 11 M 225, rue Fg-St-Honoré 75006 Paris.

IMPT ORGANISME FINANCIER DE L'EST

cherche

CADRE RESPONSABLE DES ÉTUDES COMMERCIALES

- Homme minimum 28 ans.
- Licencié en Sciences Économiques, H.E.C., E.S.E.C.,
- Expérience bancaire ou commerciale souhaitée.
- Connaissances en informatique.

Faire offre manuscrite, avec C.V., photo, sous le n° 7404 à « Le Monde » Publications, 5, rue des Italiens - 75001 Paris Cedex 08.

ANIMATEUR

DE VENTES EN CULTURE

De préférence libre rapidement.

De réelles aptitudes de vendeur, le candidat de la distribution de la culture et du spectacle seraient appréciés. Nombreux déplacements de courte durée.

Veuillez fournir : Adresser C.V., photo et prét. à P. LICHOU, 3, rue Lenoir, 75004 Paris Cedex 02, qui transmettra.

RÉGIE-PRESSE

recherche

pour le journal le Monde

HOTELLES TÉLÉPHONISTES

chargées de prendre des Petites Annonces par téléphone et de prospecter une clientèle nouvelle.

Il leur est demandé :

- une voix agréable,
- un sens commercial,
- l'esprit d'équipe.

La préférence sera donnée aux candidats ayant déjà une expérience pratique du téléphone.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à M. M. BROTE-PRESSE, 85 bis, rue Blémur, 75004 PARIS.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	26,00	32,69
"Placeurs encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

UNILEVER FRANCE
recherche pour sa société
LEVER INDUSTRIEL
située à Paris (banlieue Nord-Est), spécialisée
en détergents industriels (nettoyage général,
blanchisseries, nettoyage industriel) son

CHEF DE VENTES nettoyage industriel

- Il aura la responsabilité des négociations commerciales à haut niveau, sur l'ensemble du territoire national, avec les grandes industries, brasseries, industries alimentaires, industries mécaniques, automobiles, marines, etc.
- Il sera chargé de coordonner l'action commerciale des spécialistes régionaux, de les superviser techniquement et d'assurer leur formation.
- Il sera responsable de ses prévisions et de son budget.
- Il aura une formation de type ENSIA, IESRI, ENSARA, etc., et aura une bonne pratique de l'anglais.
- Le poste basé à Paris, au siège de la société implique des déplacements fréquents en province et éventuellement à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions
(réf. XIV/76)
UNILEVER FRANCE
Département Central du Personnel
5, avenue Delcassé
75384 PARIS CEDEX 08

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
13.000 PERSONNES - 1 MILLIARD 600 MILLIONS C.A.
recherche

1) Dans le cadre du plan à moyen terme
de sa Direction Informatique

UN CHEF DE PROJET ETUDES COMMERCIALES

Chargé de concevoir et mettre en œuvre les projets de développement dans le domaine de l'administration et de la gestion commerciale pour l'ensemble des réseaux de vente, français et étrangers.

Une formation supérieure (INGENIEURS GRANDES ECOLES ou H.E.C., E.S.E.C., etc.) et une expérience de 5 à 10 ans en qualité d'analyste concepteur puis de chef de projet dans le domaine de l'organisation des ventes et de l'information commerciale sont indispensables.

Connaissance anglaise ou allemande. Référence 1193

2) Pour sa Direction

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

UN INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

dont la mission au sein du département ETUDES AVANCEES, consistera à effectuer des recherches appliquées dans le domaine de la MECANIQUE DE STRUCTURE COMPLEXE et à élaborer de nouvelles méthodes d'essai et de mesure.

Il sera responsable d'un groupe opérationnel d'assistants de techniciens et d'ingénieurs en physique, mécanique et électronique.

Ce poste nécessitera un diplôme de grande école (SUP. AERO, ENSTA, INSA, etc.) possédant justifier de quelques années d'expérience DE LA RECHERCHE.

Connaissance de l'anglais et de l'allemand appréciées. Référence 1194

Pour faire acte de candidature, adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence correspondante à :

SLIGOS
31 Bd BONNE-NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

CHEF DE SECTION

recherche par la direction financière d'OCEANIC, à Rouen.

- Vous avez une formation financière et commerciale ;
- Vous avez 3 à 5 ans d'expérience des problèmes de crédit et de recouvrement ;
- Vous avez des notions de comptabilité et aussi adaptabilité à des interlocuteurs variés ;
- Vous êtes sérieux, dynamique, capable de devenir plus tard responsable de la section ;
- Vous établirez le dossier des contentieux et états mensuels.

Scr. en envoyant C.V. et photo à M. L. NAY, OCEANIC, Serv. du personnel, 97, av. de Verdun, 92200 ROUENVILLE.

MARKETING/CONSULTANT

Un homme de synthèse et d'efficacité dans l'action :
- Une absence de contacts, pour participer à l'élaboration des plans de développement des entreprises clientes, aux études de terrain, préalable à l'élaboration de la réalisation de projets programmés.

Ce poste, très formateur, permet une évolution rapide à candidat de premier plan.
Adresser C.V. et photo, à M. J. G. LE MONDE, Publi. 5, r. de Valenciennes, 75002 Paris-P.

Importante Société Multinationale
Leader dans sa branche
recherche

INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

pour prendre en charge, au sein de sa Direction Informatique, le lancement et le suivi d'une nouvelle méthode de développement (Prolog).

Pour ce poste clé, le profil suivant est souhaité :

- Formation supérieure
- 5 ans minimum d'expérience dans des fonctions d'encadrement dans un Service d'Etudes Informatiques.
- Connaissance approfondie du logiciel, Prolog et expérience pratique d'utilisation d'au moins 2 ans.
- Connaissance de l'Anglais.

Pour mener à bien sa mission, le candidat devra, en outre, posséder des qualités de contact et des aptitudes pédagogiques.

Lieu de travail : Région parisienne.

Merci de faire parvenir votre candidature sous ref. 1573 à

PL Pierre Leduc, 10, rue de Navarre, 75003 Paris cedex 03 qui transmettra

IMPORTANT GROUPE DE PROMOTION IMMOBILIERE
recherche

● POUR PARIS :

CADRE DE DIRECTION

Responsable de programmes immobiliers en province, de recherches foncières et d'implantations nouvelles. Expérience financière ou immobilière indispensable (5 ans minimum). Formation supérieure.

● POUR ROUEN :

CADRE

Responsable de programmes immobiliers en Normandie. Expérience professionnelle préalable souhaitable. Carrière et progression de salaires assurées pour collaborateurs efficaces.

Adresser C.V., photo, prétentions à N° 7320 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

MENSUEL FEMININ
PARIS
recherche

SECRÉTAIRE COMMERCIALE
pour gestion éditions internationales, poste à responsabilité. Libre rapidement. Tél. pour R.V. au 261-1543

ETABLISSEMENT FINANCIER
Centre Paris
Spécialiste Crédit d'Équipement au Commerce recherche pour SERVICE ETUDES

REDACTEUR ADJOINT
Sup. de Co - IUT gestion ou équivalent même débutant Sans et goût des contacts indispensables

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo, récépissé, à M. J. G. LE MONDE, Publi. 5, r. de Valenciennes, 75002 Paris-P.

CONTESSÉ PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, s.d.

Groupe recherche N. de F. PSYCHOLOGUE minimum 25 ans, animation, participation à la création d'une unité basée à Nantes, déplacements prov. 4000 F à 32.000 F. Scr. à M. J. G. LE MONDE, Publi. 5, r. de Valenciennes, 75002 Paris-P.

SLIGOS
GROUPE A VOCATION EUROPEENNE
recherche pour commercialiser un réseau de temps partagé axé sur l'utilisation d'un langage original

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

qui auront pour mission de développer des applications existantes et de promouvoir de nouvelles applications auprès des directions financières de Grandes et Moyennes Entreprises et des Administrations.

Le poste convient à des diplômés Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou H.E.C., ESSEC... ayant 1 ou 2 ans d'expérience - Connaissance informatique appréciée - Langue anglaise souhaitée.

Formation complémentaire assurée. Le développement de cette activité en pleine expansion offre d'importantes possibilités de carrière.

Adresser C.V. détaillé et photo à SLIGOS - Département APL - 91, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX.

HOECHST FRANCE
Recherche pour son département
PRODUITS AUXILIAIRES

UN CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

pour assurer la gestion et le développement commercial d'une gamme de produits additifs déjà fortement implantés.

Ce poste conviendrait à :

- 1 INGENIEUR CHIMISTE ayant une très bonne connaissance de l'allemand et si possible une expérience de l'industrie des peintures ou des matériaux de construction.

Adresser C.V. et prétentions, Département du Personnel, Tour Roussel Nobel Cedex 3, 92080 PARIS LA DEFENSE

IMPORTANT GROUPE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE
recherche
homme jeune ayant tempérament de Manager pour un poste de

DIRECTEUR D'IMMEUBLE

Afin de prendre en charge un important ensemble immobilier (IGH et Centre Commercial).

Ce poste autonome, aux aspects très divers, nécessite une grande expérience de l'exploitation des grands ensembles d'immeubles d'habitation ou de bureaux tant sur le plan technique que sur le plan du nettoyage, de la sécurité et du gardiennage.

Le candidat retenu saura allier à une grande disponibilité et une grande mobilité des qualités d'autorité, d'initiative, d'ordre et de méthode, le souci du détail et la volonté de faire aboutir toute action entreprise, le goût des contacts humains et le sens du dévouement.

Envoyer C.V., photo, rémunération actuelle à N° 72885 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

digital

Si vous vendez des systèmes "INFORMATIQUE DE GESTION", Vous nous avez déjà rencontrés. Nous sommes le N°1 des mini-ordinateurs et les promoteurs de l'INFORMATIQUE REPARTIE.

Venez participer à l'expansion de ce département commercial ; il double son chiffre d'affaires chaque année.

Nous recherchons des

ingénieurs commerciaux

ayant :

- une bonne connaissance de l'informatique,
- l'ambition de prendre des responsabilités,
- une expérience minimum de 2 ans,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Veuillez adresser votre C.V. + photo sous référence BM3 à :

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Direction du Personnel
18, rue Searinen - Cidex L 225 - 94533 RUNGIS SILIC

digital

spécialistes
analyse industrielle
en continu

(ON STREAM ANALYSERS)

Une importante société internationale développe sa division «Systèmes d'Analyses» et cherche à s'adjointre des ingénieurs expérimentés connaissant l'instrumentation très spécifique de ces systèmes et les matériels utilisés.

Le profil est celui d'un ingénieur d'affaires : il doit participer aux négociations, étudier les besoins du client, établir le devis et suivre la réalisation.

Il faut avoir acquis sur le terrain une bonne connaissance de la clientèle et des conditions d'utilisation industrielle de tels systèmes.

Le poste est à pourvoir en banlieue ouest Paris (très accessible par le métro express) mais nécessite de nombreux déplacements à l'étranger. Anglais écrit et parlé indispensables.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la réf. 2591/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75261 PARIS CEDEX 06

L'UN DES PREMIERS GROUPE FRANCAIS de Constructions Mécaniques
recherche pour son

Centre de Recherches un

Chef de Service Génie Chimique et Alimentaire

Il aura la responsabilité technique d'une équipe composée de plusieurs ingénieurs et Techniciens, depuis la conception des études et jusqu'au stade de la réalisation industrielle. Ce poste peut convenir à

Ingénieur Grande Ecole

ayant une expérience, soit de recherche industrielle appliquée (réalisation de nouveaux procédés et de prototypes), soit de conception ou d'exploitation dans l'industrie Agro-Alimentaire.

Les dossiers de candidatures - sous R.E.M. 1195 - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

PARIS - PORTE DAUPHINE
ALLIA QUEROY
robotique sanitaire recherche

COLLABORATEUR (TRICE)
Serv. Commercial, Très expérimenté, administration des ventes, statistiques, suivi clientèle, déplacements, polyvalence, etc. Exp. avec C.V. et prétentions, n° 2213 PUBLICITE PRESINTE 112, bd Voltaire, Paris-11.

Important organisme social privé rech. pour son centre chirurgical

PORTES DE PANTIN
INFIRMIERES D.E.
Bonnes conditions de travail 40 h. hebdo. 1 week-end sur 2 Prime de vacances - 12 mois Retraite d'entreprise Avantages sociaux

Tél. à partir du 7 1 222-22-24

auditeur

PARIS

anglais

courant

Nous sommes une importante Société Multinationale de construction et de distribution de matériels de T.P.

NOUS RECHERCHONS :

DE JEUNES AUDITEURS INTERNES pour renforcer notre équipe de contrôle de gestion.

ILS DEVONT :

- contrôler la gestion de nos agences de ventes,
- participer à l'élaboration et à la mise en application de procédures administratives et comptables
- assister et conseiller les responsables d'agences, si elles sont disponibles.

Pour ces postes, nous demandons des candidats diplômés d'études supérieures (grandes écoles de commerce, H.E.C., ESSEC, ESCP) ou de gestion (Sciences P2 - Dauphine - Eco).

Les candidats sont invités à adresser leur C.V., photo et prétentions à N° 73004, CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

Groupe Industriel européen créé au sein de sa division RÉGULATION, le poste de

responsable de la gestion commerciale

Il a pour mission de proposer, de mettre au point, de suivre des procédures permettant de gérer l'ensemble des activités internes et externes qui concourent à la réalisation des commandes reçues de la clientèle.

Pour ce poste, en grande partie fonctionnel, nous souhaitons recruter un homme de 30 ans minimum ayant une formation de type E.S.C., de préférence option finances comptabilité.

Il aura 5 ans au moins d'expérience dans un poste de ce type et aura en particulier une bonne connaissance des liaisons avec l'informatique.

Anglais et/ou Allemand appréciés.

Pour recevoir informations complémentaires écrire

egor 5, rue Meyerbeer 75008 Paris

SOCIÉTÉ NORD, SOLIDE ET PROSPÈRE
SECOND ŒUVRE BATIMENT INDUSTRIEL
recherche pour la Région Parisienne

UN CHEF DES VENTES HAUT NIVEAU

Ce Cadre sera un vendeur expérimenté et un homme de terrain, capable de recevoir une formation technique. Il sera un animateur et un organisateur. Il aura 28 ans minimum et un sens commercial qui sera mis à rude épreuve. Situation évolutive de travail plus pour un homme d'action.

Adresser à GABRIEL COPIN, Conseil d'Entreprises, réf. O.A.P. avec photo et C.V., références, prétentions manuscrites, à Place A. Dumès, 93000 LITZÉ

ASSEZ

VENDEZ PROFIT !

Directeur personnel

SCALISTE

150

Jeune Ingénieur

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Boutille laserline	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DEPUIS DES ANNEES, VOUS VENDEZ :

- SÉCURITÉ
- FISCALITÉ
- LIQUIDITÉ
- RENTABILITÉ

ASSEZ !

AVEC NOUS

VENDEZ

DU PROFIT !

(FINANCIER)

Pour tous renseignements téléphones au

— 293-66-64 —

ou adressez carte visite (sous référence 363) à

SIP, 11, rue d'Orléans, 75002 PARIS, qui transmettra.

La Compagnie Bancaire recherche pour une de ses filiales spécialisée dans le Conseil en Informatique, un

jeune ingénieur

(Supélec, Telecom, CNAM...)

Sa mission :

Dans le cadre du lancement de son département "mesure, évaluation et audit de système", secteur utilisant des techniques de pointe :

- il participera au plan de mesure
- il sera responsable de la mesure et de son analyse, et de l'amélioration des méthodes de travail

Son profil :

- une expérience hardware et software de base de 2 années chez un grand constructeur
- un intérêt pour le travail en équipe et les relations clientèles
- une disponibilité pour des déplacements fréquents de courte durée

Adressez cv et photo sous réf. 436 au Service Recrutement - 25, avenue Kléber - 75016 PARIS

compagnie bancaire

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

IMPLANTATION MONDIALE LEADER DANS SA BRANCHE

EXPORT MANAGER

Bonne connaissance de l'ANGLAIS et de l'ALLEMAND. Cet homme sera responsable de l'Export depuis la France. Il aura à assister les filiales et agents sur le plan commercial et prendra une part importante dans les études de marché internationales. Il sera très autonome et souvent loin du siège.

Dépendra directement du Directeur Commercial

- Age minimum 32 ans.
- Lieu de travail : Paris + voyages internationaux à l'étranger.
- Nationalité indifférente.

TECHNICO-COMMERCIAL FRANCE

Cet homme devra participer au développement du chiffre d'affaires métropole. Si ses capacités et son anglais le lui permettent, il pourrait dans le futur passer à des fonctions commerciales internationales. Sa promotion dépendra de ses résultats.

- 35 ans minimum.
- Formation technique (électronique ou électromécanique) + commerciale par expérience ou études.
- Anglais souhaité.
- Lieu de travail : Paris + voyages métropole.

Nous recherchons des hommes d'action, de résultats et d'initiative, à l'esprit pragmatique. Facilité d'expression et excellente présentation. Veuillez adresser votre C.V. détaillé avec photo à :

Société ISOSTAT, Secrétariat Général
5, av. de la Doune, 93170 BAGNOLET. Tél. 858-41-80.
Discretion totale assurée.

Pour sa Société de Recherche Commerciale (SECED), située à Paris,

UNILEVER FRANCE

recherche des :

diplômés de grandes écoles scientifiques

CENTRALE, MINES, AGRO...

psychologues expérimentés

MAÎTRISE, INSTITUT, PSYCHO-PAT., ayant une bonne formation en psychologie sociale.

Ils recevront une formation dans les techniques les plus avancées de la recherche commerciale et se verront confier rapidement des études et des responsabilités diversifiées en marketing. Au niveau national et international, les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Ecrire avec C.V. (réf. X V76) à

UNILEVER FRANCE
Département Central du Personnel
8, avenue Delcassé
75384 PARIS CEDEX 08

Directeur du personnel

Notre groupe industriel (environ 5.000 personnes) a des activités diversifiées et spécialisées (pyrotechnie, métallurgie fine, petite mécanique) : un constant effort d'adaptation est nécessaire, mais il doit tenir compte de la solide tradition technique de notre personnel.

C'est dans ce cadre d'action que nous vous proposons de développer et d'enrichir notre fonction "Personnel".

Comme Directeur du personnel de notre société mère, vous aurez la responsabilité :

- de la gestion du personnel du siège basé à Paris,
- des problèmes concernant l'encadrement,
- de l'assistance et du conseil auprès des responsables des unités de production réparties en région parisienne et en province.

Vous serez adjoint au Directeur des relations humaines du Groupe.

Il est absolument nécessaire que vous ayez une réelle expérience du monde industriel et une connaissance précise des divers aspects de la fonction de personnel.

Les consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP vous aideront à l'évaluer et respecteront l'anonymat de votre candidature, écrivez leur, sous référence 10.220-M.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Vanvresnes

PHILIPS

Cadres financiers

Notre service central des crédits commerciaux recherche jeune cadre diplômé enseignement supérieur.

POSTE :

Définition de ligne de crédit pour une partie de notre clientèle en concertation avec nos services commerciaux.

FONCTIONS :

- constitution des dossiers de crédit ;
- analyse financière ;
- contacts permanents avec nos services commerciaux ;
- déplacements sur le terrain pour examen des problèmes importants (visites des clients et des services régionaux).

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 368 à :

Département du Personnel,
25, avenue Kléber, 75016 PARIS.

Les laboratoires pharmaceutiques

ELI LILLY FRANCE

à SAINT CLOUD

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

recherchent pour leur département

TRESORERIE

cadre financier

- Il sera essentiellement chargé : des prévisions de trésorerie, de l'analyse et des prévisions de bilan, et de l'élaboration de procédures dans le cadre du département.
- Ce poste conduira à un cadre débiteur de formation supérieure (HEC, ESCP, ESSEC, IEP, etc...).
- Connaissance requise de l'anglais et, si possible, du time-sharing.

Prérez d'adresser C.V. détaillé au Département du Personnel

203, Bureau de la Colline 92213 ST-CLOUD.

60 à 66.000 F selon expérience

Nous sommes un organisme de services de dimension nationale.

Dans le cadre du développement de notre activité d'aide aux entreprises dans le domaine du recrutement et de son environnement socio-économique, nous recherchons :

PLUSIEURS CADRES

Chargés des Relations avec les Entreprises

MISSIONS : entre autres :

- Contacts avec les services du personnel ou les chefs d'entreprise.
- Définition de postes et de profils de candidats.
- Examens détaillés de curriculum vitae.
- Etudes approfondies de dossiers.

PROFIL :

5 ans d'expérience minimum en entreprise de préférence à un poste de cadre, mais surtout : outre le sens des contacts et l'esprit d'équipe, le poste EXIGE le goût d'un travail très minutieux d'études sur dossier.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 73.422, CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

recherche

pour sa Direction du Personnel

PSYCHOLOGUE

(Institut, psycho-prat., maîtrise)

Il lui sera offert de participer :

- aux différentes actions de recrutement,
- à l'orientation du personnel,
- aux études s'y rapportant.

Lieu de Travail : PARIS

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 75491

bleu

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

recherche

RÉDACTEURS (TRICES) CONTENTIEUX

NOUS VOULONS :

- 3 ans expérience minimum en établissement financier (crédits véhicules - matériel) ;
- Pratique du recouvrement créances ;
- Grande disponibilité.

NOUS RECHERCHONS :

- Candidats (es) désireux (euses) d'apporter leur technicité dans un groupe qui leur permettra d'évoluer.

Env. avec photo et prêt. Direction du Personnel, 18 bis, avenue Hoche, Paris (8°).

TELECOMMUNICATIONS

PARIS et PROVINCE

Les T.T.T. recrutent sur titres

diplômés d'écoles d'ingénieurs

ou : TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE D'INFORMATIQUE ou de TELECOMMUNICATIONS, ou : ESCP-HEC-JF-DEA ou DESS (Marketing) de Grenoble II, ou : LICENCE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES + ESCAP - ESC Angers - EDHEC du Nord - IC Nancy - IEC Strasbourg - ISG-IEP de Paris (Section économique et financière).

Pour études et réalisations techniques, organisation, informatique, formation, actions commerciales.

Dans les services d'exploitation, de direction d'enseignement ou de recherches.

ADRESSER VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 30 SEPTEMBRE 1976

Renseignements et inscriptions dans les directions régionales des Télécommunications du Chef-Lieu de résidence.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE PARIS EST

recherche d'urgence

pour son Service TRESORERIE

COMPTABLE QUALIFIÉ ET EXPÉRIMENTÉ

dans la gestion financière, possédant, si possible C.A.P., B.P. ou D.E.C.S.

Le titulaire du poste placera directement sous l'autorité de l'adjoint au chef-comptable, pour les soins, toutes les tâches liées au service comptable en fonction de ses capacités.

Horaires : 8 heures - 5 heures - 5 x 8 ;

- Avantages sociaux importants ;
- Restaurant - Cantine ;
- Prélèvement - MARS - Parking société.

Intéressés : écrivez sous n° 3418, à : EPERAR, 11, rue de Valenciennes - 75007 PUTEAUX, qui transmettra.

Filiale d'un groupe multinational français

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION

banlieue OUEST recherche

2 JEUNES INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

Pour : ETUDES ET RÉALISATIONS D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES DANS LA TECHNIQUE ANTIPOLLUTION.

Envoyer lettre manuscrite à CAMPEL, B.P. 57, 95034 PARIS CEDEX 11, sous réf. 804, qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

recherche

pour Service Commercial (Paris)

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation : Grandes Ecoles (Métallurgie ou Chimie), Anglais indispensable.

Déplacements fréquents (France et étranger) pour prospection clientèle et vente matériaux spéciaux.

Accepter Cadre commercial ayant à quelques années d'expérience industrielle en produits métallurgiques.

Env. C.V. dét. avec photo et prêt., au n° 73.512, à CONTEXTE Publi., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

GROUPE DE SOCIÉTÉS PARIS 17e

recherche

FISCALISTE

pour le Conseil d'Administration

Le candidat diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts aura une expérience d'au moins trois années soit dans l'Administration, soit dans un service juridique d'entreprise, soit dans un cabinet.

Env. C.V. et prétentions sous réf. 1576 à :

bleu

STÉ LOGAR

recherche pour son Département Informatique

UN RESPONSABLE TECHNIQUE

Compétence : la gestion informatique des stocks et de son matériel (10 personnes). Formation en base électronique appliquée. Expérience indispensable dans les domaines : — Gestion Informatique ; — Gestion des stocks ; — Commandement.

Adressez C.V. photo et prêt. à :

STÉ LOGAR, rue Bernard-Lazare, 93100 ROSNY-SOUS-FRANCE

REVUE TECHNIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

RÉDACTEUR QUALIFIÉ EN ÉLECTRONIQUE

Point à l'essai : candidat ingénieur débutant ou expert technique confirmé.

Env. C.V. n° 3418 CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

ATTENTION

ÉDITIONS

bleu

spécialiste en petites annonces téléphonées

17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.

TELEX 230728 - TELECOPIEUR

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MARITIME

recherche

POUR POSTE DIRECTION

CADRE HAUT NIVEAU

parlant anglais couramment, ayant expérience de la CONSIGNATION, représentation ARMEMENTS ÉTRANGERS et EXPLOITATION PORTUAIRES.

LE CANDIDAT DEVRA AVOIR AVEC UNE CONNAISSANCE APPROFONDIE DE LA GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à n° T 91871 M. Régis-Frémont, 85 bis, rue Beaumais, 75002 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,83
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Boîtes insérées	39,00	44,57
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL

Paris F. 90.000 +
Radiateur Acier

Notre client, une filiale d'un groupe sidérurgique français, fabrique et vend des radiateurs de chauffage central très élaborés. Dépendant du Directeur Général, ce Directeur Commercial jouera un rôle déterminant dans la définition de la politique commerciale, les recherches d'orientations nouvelles et de diversifications. Entièrement responsable du chiffre d'affaires pour les différentes lignes de produits, il fixera les objectifs commerciaux de son équipe de vente, contrôlant son action dans les différents canaux de distribution. Il assurera personnellement les contacts commerciaux au plus haut niveau. Le candidat de bonne formation technique, devra posséder une expérience confirmée de la vente dans cette branche d'industrie. Ce poste est particulièrement intéressant pour un animateur dynamique, tenace et gestionnaire à la fois. Ecrire à MICHEL SOYER - 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS sous la référence M691. La plus grande confidentialité est garantie.

BÉGHIN-SAY

C.A. : 3 MILLIARDS DE FRANCS.



UN JEUNE INGÉNIEUR

(ayant au moins 3 ans d'expérience).

Il aura, devant le Directeur de la recherche et du développement, la responsabilité de mener à l'exploitation une nouvelle gamme de produits issus d'une invention BEGHIN-SAY brevetée tous pays.

Se verra à la fois :

— Technique : mise au point des produits et de nouvelles applications en liaison avec les usines.
— Commerciale : il s'adressera directement à une clientèle vaste et diversifiée en France et à l'étranger.

Il devra posséder un excellent esprit, très ouvert et créatif, et aller au sans technique de bonnes aptitudes commerciales.

Une bonne connaissance des milieux agricoles est souhaitée.

La connaissance de l'anglais est indispensable ; l'allemand sera très apprécié.

En cas de réussite, d'importantes satisfactions, tant matérielles que professionnelles, attendent le titulaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références à :

BEGHIN-SAY, Bureau de Psychologie appliquée, 26, avenue de Suffren, 75008 PARIS CEDEX 15. Discretion garantie.

IMPORTANT GROUPE D'AMÉLIORATION

recherche POUR SON SIÈGE ADMINISTRATIF A PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

ayant une expérience de 8 à 10 ans

Il aura la responsabilité de :

— Proposer à la Direction Générale la politique commerciale permettant d'atteindre les objectifs du groupe ;
— Faire appliquer la politique retenue ;
— Animer et organiser la force de vente ;
— Suivre le marché par des contacts fréquents avec la clientèle ;
— Définir les besoins d'évolution de la gamme produit.

Il sera jugé :

— Sur le respect des objectifs de rentabilité et le développement harmonieux des différents types de clientèle.

Préférence sera donnée à un candidat connaissant la diffusion de l'ameublement : groupements d'achat, magasins spécialisés, grands magasins.

Le candidat intéressé devra adresser C.V. manuscrit, et prêt à SWERETS, B.P. 285, 75004 PARIS CEDEX 09, sous réf. 456/M, qui transmet (discretion assurée).

FIRME INDUSTRIELLE D'IMPLANTATION MONDIALE

cherche

AUDITEURS

ayant déjà, au moins, 5 ans de pratique et un fort niveau de réussite professionnelle.

Préférence sera donnée aux candidats qui ont eu, par ailleurs, une expérience dans un poste opérationnel.

Adresser C.V. sous réf. FALL (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS & CARRIÈRES
30, rue Vernier, 75008 PARIS

LE PLUS DIFFICILE C'EST DE DÉCIDER

NOUS CHERCHONS DES NEGOCIATEURS CAPABLES DE TROUVER DES DÉTACHEMENTS NOUS VENDONS UN SERVICE INDISPENSABLE AU COMMERCE ET À L'INDUSTRIE

IL NE S'AGIT PAS DE FORMATION, ORGANISATION OU ENGINEERING TOUTES TRANSACTIONS SE SONT

LA PLUS HAUTE NIVEAU UN SALARIAT CAPTIVANT

UNE REMUNERATION ATTRACTIVE FRAIS DE VOYAGE DÉPLACEMENTS

NOTE PROFIL - DES HOMMES DE PLUS DE 30 ANS - DE PRÉSENT, IMPECABLE

DISPOSANT D'UNE VOITURE - D'UN TÉLÉPH. DISPONIBLES RAPIDEMENT

SECTEUR : NOUVEAU PARIS - EST SOCIÉTÉ FRANÇAISE, GROUPE EUROPEEN

Adresser C.V. complet - Candidature et références traitées personnellement et confidentiellement. Ecrire sous le numéro 7415, « le Monde » Publ.

5, rue des Italiens, 75007 PARIS-6, qui transmet.

SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATION

en pleine expansion

recherche pour PARIS

RESPONSABLE

du service « Travaux »
installation et entretien

- POSITION CADRE
- Forte compétence technique en téléphonie
- Expérience de plusieurs années de la gestion des hommes et des chantiers
- Il encadrera le personnel chargé des installations et de l'entretien
- Poste évolutif devant conduire à des responsabilités plus importantes.
- S.A. : 80.000/90.000 Francs.

Adr. candidature manuscrite, C.V. et photo sous référence 901 à : M. Lanfranchi, 11, rue Troyon, 75017 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion

recherche plusieurs

programmeurs ou analystes programmeurs

DEBUTANTS ou 1 à 2 ans d'EXPERIENCE Libérés des obligations militaires

— Les postes à pourvoir impliquent des contacts fréquents avec les clients.

— Des déplacements en province sont à prévoir.

— Les premiers mois seront consacrés à la formation aux méthodes de la société.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : INFORMATIQUE ET ENTREPRISE S.A. 9 rue Alfred - de - Vigny - 75008 PARIS

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Paris-Ouest F. 100.000 +
Ingénierie

Une importante société d'ingénierie appartenant à un groupe multinational, leader sur son marché, recherche son Directeur du Personnel. Ce cadre de haut niveau sera responsable de la mise en place de la politique sociale tant au plan individuel qu'à travers ses rapports avec les partenaires sociaux. Il participera à la définition de la politique et à son adaptation aux différentes composantes de l'entreprise. Le poste implique une large autonomie et un rôle primordial de contact. Il convient à un homme de personnel ayant une première expérience de cinq ans dans la fonction et fortement motivé par les relations sociales. Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Ecrire à MICHEL SOYER - 6, Avenue Marceau - 75008 Paris sous la référence D 693. La plus grande confidentialité est garantie.

Controller REGION PARISIENNE

Société franco-américaine spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel pour l'industrie automobile, nous cherchons, pour renforcer notre équipe financière, un contrôleur de gestion.

En relation constante avec le contrôleur américain — auquel il devra succéder dans un délai maximum de 2 ans — il aura pour mission la mise en place et le suivi du contrôle budgétaire de nos six usines.

Le poste peut être la première étape d'une carrière dans notre Groupe pour un ingénieur (X, Centrale, A & M) ou pour un HEC, ESSEC, ayant au moins 5 années d'expérience industrielle et maîtrisant parfaitement l'anglais.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 40.218-M aux Coordonnateurs du Recrutement d'EUREQUIP auxquels nous avons confié le soin d'étudier les candidatures.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vanvreson

Directeur

Paris 120.000 +

Agé de 30 ans minimum, vous avez une formation grande école (Centrale, TP, Polytechnique), vous possédez une solide expérience technique et des connaissances dans le milieu Bâtiment. Nous vous confions la Direction d'une de nos sociétés comportant : la supervision des agences, la direction technique des pilotes qui coordonnent les chantiers, les relations avec les clients maîtres d'ouvrages et le développement commercial de la Société. Réponse et discrétion assurées à rue Lemaître - 4, CV + photo + r.n.m. adressée à réf. 516007/8 à Mme Sigolot.

bernard juliet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche

ingénieur-instructeur et

service après-vente

Ayant solides connaissances en diesel 4 et 2 temps de 50 à 1600 CV et transmissions hydrauliques.

Connaissance anglais et qualités pédagogiques indispensables.

Adresser C.V. et prétentions Service du Personnel (YM) 5, boulevard Gallieni 92231 GENNEVILLIERS.

Compagnie Française de TRANSPORTS AERIENS MINERVE

Diplômé (ée) Grande École Commerciale

Créée en 1975, Minerve exploite 2 Comptables en charter. Son Président désire constituer progressivement l'ensemble des fonctions administratives, comptables et de gestion d'un jeune cadre, même débutant, mais efficace et d'esprit vif, motivé par l'ambiance stimulante d'une petite entreprise en très rapide expansion.

La Bourget près Paris. Adr. lettre manuscrite et C.V. à PUBLIVAL, en la n° 1.247, 70, rue du Point-du-Jour - 92100 BOULOGNE.

Jeunes commerciaux

Région parisienne - Nord

Responsable du développement commercial de votre secteur et de l'entretien des objectifs de vente, vous disposez pour vous y aider de moyens efficaces dont une cellule de marketing performante, ainsi qu'une formation et un perfectionnement permanents. Votre rémunération de départ, hors frais, sera située selon votre expérience entre 50 et 80.000 F, dont 60 % environ de fixe, et pourra progresser rapidement en fonction de vos résultats personnels. Possibilité d'évolution vers une direction régionale. Réponse et discrétion assurées à la lettre manuscrite C.V. + photo + r.n.m. adressée à réf. 4055 à Mme Bernis.

bernard juliet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

CONTROLEUR DE GESTION

Intégré à l'équipe existante, vous serez le spécialiste des problèmes d'élaboration et de contrôle budgétaire, en particulier pour :

— la préparation et le suivi de l'élaboration budgétaire des différents centres de frais et profits ;

— l'analyse périodique des différents postes du compte d'exploitation.

Ces études devront vous amener à proposer des méthodes de travail plus performantes.

Une formation de type HEC, ESSEC, ESCP, une expérience de 2 à 3 ans dans le même domaine (analyse financière, audit) pourront faire de vous notre prochain collaborateur.

Nous saurons également apprécier votre formation ou votre expérience des problèmes informatiques.

olivetti

Adresser C.V. et prétentions sous réf. K 13 à Monsieur BASSAN - Direction du Personnel et des Relations Humaines, OLIVETTI FRANCE, 91, rue du Fg St-Honoré, 75008 PARIS.

CONTROLEUR FINANCIER

Paris F. 80.000 +
Ingénierie

Notre client, la filiale d'un groupe américain de première grandeur, est spécialisé dans l'ingénierie et la vente de biens d'équipement destinés à l'industrie métallurgique. Il recherche un contrôleur qui dans un premier temps devra prendre en charge la comptabilité avant d'étendre ses activités à l'ensemble des fonctions financières et administratives. Ce poste requiert une excellente maîtrise des techniques comptables françaises et anglo-saxonnes et une bonne connaissance de la langue anglaise. Il conviendrait parfaitement à un jeune diplômé d'enseignement supérieur (type ESC ou DECS) ayant une première expérience de trois à cinq ans. Ecrire à MICHEL SOYER - 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS sous la référence D692. La plus grande confidentialité est garantie.

UN IMPORTANT ORGANISME ADMINISTRATIF

recherche dans le cadre du développement de son informatique de gestion comportant d'importantes projets (base de données et télé-informatique) des ingénieurs de formation ENSI, INSA, INAG, libérés des obligations militaires, dont :

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS « SYSTÈME »

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT Intéressé par l'organisation

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS ayant 2 ans d'expérience de programmation

2 ANALYSTES débutants

Système C II et langage Socrate appréciés. Formation assurée. Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à M. CLERE, Réf. 73359/M SILE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SOCIÉTÉ DE PRECONTRAINTE

recherche

INGÉNIEUR A. et M. ou T.P. pour promouvoir vente de matériel en France.

Goûts du contact et des déplacements indispensables.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à P.T.C.-PUBLIOTTE (n° 12), 91, rue Lecourbe, 75015 Paris, qui transmettra.

MAISON DE GROUPE MULTINATIONALE

distribuant une gamme de produits D'HYGIÈNE BUCCALE

et une autre de produits pour PLANTES ET JARDINS

recherche dans le cadre d'une restructuration et du renforcement de son service marketing

CHEF DE PRODUITS

Sa vocation :

— apporter des idées nouvelles au service ;

— concevoir, réaliser et exécuter le programme promotionnel annuel en lien avec les commerciaux ;

— être le stimulateur permanent des équipes de vente - 40 représentants.

Nos souhaits :

— doit avoir une expérience de produits de grande consommation et des circuits modernes de distribution ;

— avoir un esprit jeune et coopératif.

Langues : Anglais souhaité - Allemand si possible. Lieu de travail : Région de TRAPES.

Faire offre, avec photo récente, C.V. manuscrit, prétentions, à VADEMECUM S.A. Service Personnel, 7010 MAUREPAS.

Handwritten note: 1500

	la ligne 1	la ligne 2
OFFRES D'EMPLOI	40,00	48,70
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,38
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,78

ANNONCES CLASSEES

	la ligne 1	la ligne 2
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placeurs encadrés"	34,00	39,70
Deuxième insertion	38,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

1er Assureur Français du Bâtiment et des T.P.

LA SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCES

114, avenue Emile-Zola PARIS 15e

-DUT Informatique
OU 2 ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (postes de programmeurs) réf. 124

-maîtrise informatique
+ 2 ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (postes d'analystes-programmeurs et d'analystes) réf. 125

Libérés des O.M. ou bénéficiant d'un report d'incorporation de 12 à 24 mois.

Envoyez-nous votre candidature, en précisant la référence, elle sera étudiée en vue d'un poste au Département Informatique - S.M.A.B.T.P. Mme VIARD «ADI» - 114, Avenue Emile Zola 75015 PARIS.

First National Bank in Dallas

recherche pour la

département crédit

de sa succursale de PARIS

UN DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR HEC, ESSEC, INSEAD, ESCP, IEP, SC. ECO.

3 ans minimum d'expérience bancaire acquise auprès d'un établissement de premier plan, de préférence en France.

- Connaissance des opérations internationales.

- Bilingue Français-Anglais, la connaissance d'autres langues étrangères serait un avantage.

- Voyages à l'étranger.

- Intéressantes perspectives de carrière dans un groupe bancaire en plein développement.

Envoyer CV détaillé à Madame SCOTTE - First National Bank in Dallas - 10, rue de la Paix - 75002 Paris

vente directe de résidences secondaires et produits d'épargne

Métier exigeant, secteur difficile, concurrence sévère. Nous savons à quel point nous devons notre réussite à haute qualité des produits, excellente connaissance de notre marché, valeur de l'équipe, perfectionnement permanent.

Directeur des ventes

Vous avez au moins 33 ans, une formation supérieure, une expérience de la vente directe, incluant le recrutement et l'animation d'une équipe. Les autres conditions sont les suivantes: vous devrez l'étoffer et l'organiser, notamment par la création de directions régionales. Personne entre vous et le Directeur Général. Dans notre domaine, où les vraies réussites sont rares, les rémunérations sont élevées. Réponse et discrétion assurées à la lettre man. + CV + photo + rém. adressée sous réf. 4056 à Mme Berné.

bernard juliet psycom
53, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour son

Département Etudes et Essais

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Possédant au moins 5 ans d'expérience en laboratoire d'essais sur produits électromécaniques et, si possible, en accessoires automobile.

- Bonnes notions d'informatique et d'application.
- Excellente organisation.
- Sens des responsabilités.
- Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. et présent. Service Personnel (Y.M.), 5, boulevard Gallieni - 92231 GENNEVILLIERS.

MILLIPORE S.A.

recherche un

TECHNICO-COMMERCIAL

Pharmacien ou microbiologiste ayant une expérience (d'un an ou deux) en fabrication ou contrôle de qualité pour vendre une grande variété d'appareils de filtration hautement spécialisés aux laboratoires de fabrication des produits pharmaceutiques et cosmétiques. Cet emploi demande un contact permanent avec les clients, y compris démonstrations et séminaires. Le poste est situé dans la région parisienne et exige de nombreux déplacements tant à Paris qu'en province.

Une formation supérieure en chimie (écoles d'ingénieurs en chimie, biochimie) ou pharmacie (I.P.S. ou équivalent) industrielle est souhaitable, ainsi qu'une certaine expérience du commerce ou du marketing. La langue maternelle française et une bonne connaissance de l'anglais, écrit et parlé sont nécessaires.

Le candidat retenu sera passionné par la technologie, il aura une personnalité ouverte et agréable et saura faire preuve d'une grande initiative. Un stage de formation de six semaines à la maison mère (Boston, Massachusetts, U.S.A.) est obligatoire.

Le salaire proposé est approprié au niveau de qualification requise. Les frais de déplacement sont payés et une voiture de société mise à disposition.

Les candidatures sont à adresser par courrier avec C.V. complet à : Mr. Frederic W. DAWSON, Market Manager MILLIPORE S.A., Zone Industrielle 6150 MOLESHILL.

ORGANISME NATIONAL de PROMOTION de la PETITE et MOYENNE INDUSTRIE

Sigle Paris

souhaite intégrer à son équipe de

Consultants-Formateurs

un

Conseiller d'Entreprises P.M.I.

35 ans minimum.

Il devra avoir la pratique de l'intervention dans ce type d'entreprises et de la formation d'adultes.

Les dossiers de candidatures - sous réf. M.1208 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

IMPORTANT FABRICANT FRANÇAIS

ROBES ET ENSEMBLES

Marque connue sur marché national recherche pour

EXPORTATION

INSPECTEUR DES VENTES

- Ce poste peut convenir à un homme dynamique.
- Excellent vendeur.
- Capable de mettre en place, d'animer un réseau de vente à l'étranger et d'exercer une activité personnelle de vente.
- Pouvoir voyager sans aucun inconvénient.
- La pratique d'un ANGLAIS parfait est indispensable, l'allemand serait un atout supplémentaire.

Dans le cadre du développement du secteur exportation de la Société, le candidat devra travailler en collaboration avec la direction. Le salaire se situera entre 70.000 et 100.000 F/AN + frais. Les possibilités d'avancer sont grandes.

Recrire avec C.V. manuscrits détaillés : Paul MAUSNER, 204, r. Saint-Martin, 75005 PARIS.

Importante Société Banlieue Ouest de Paris appartenant à un Groupe International recherche

CADRE COMPTABLE

titulaire du DECS, et ayant une bonne expérience des techniques comptables acquises au sein d'une direction financière ou comptable d'un groupe important.

Outre la gestion des investissements et immobilisations il participera à diverses études de comptabilité et à leur mise en application. Il sera à même d'assurer des liaisons avec l'informatique.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Envoyer CV et présentations sous N° 4336 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Neuilly-sur-Seine

Société d'un effectif de 450 personnes

ACTIVITE TERTIAIRE

recherche pour son

SERVICE PERSONNEL ASSISTANTE

Elle sera en contact avec le personnel pour les renseignements sur leurs droits et obligations (maladie, caisse de retraite, ...).

Elle participera à l'ensemble des travaux du service (qualité, charges sociales, déclarations, ...).

Nous demandons :

UNE GRANDE CAPACITE D'ACCUEIL indispensable à ce niveau et une expérience de quelques années dans un service du personnel.

Nous offrons :

Bonne rémunération, avantages sociaux, horaires personnalisés.

Ecrire en indiquant préférences sous réf. 184 à

CEPIAD 2, rue Joseph-Sauvage, 75008 PARIS.

Capacité ou

DUT en DROIT

dans le service juridique. Nous recherchons un nouveau collaborateur. Notre but :

- Nous décharger peu à peu du recouvrement dont il deviendra totalement responsable.
- Etre assés dans le traitement des dossiers de crédit et les opérations de Secrétariat Général.

Vous, qui avez 25 ans minimum, vous justifiez de bonnes connaissances en Droit Commercial, de quelques notions comptables et d'une première expérience dans l'un de ces domaines.

Vous voulez vous développer par votre travail service-nous

PLACOPLATTE
Service Recrutement
20, rue Victorien-Sardou - 92099 Neuilly-Malmaison.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GRAND GROUPE PETROLIER INTERNATIONAL

recherche

INGÉNIEUR

SPECIALISE DANS LUBRIFIANTS ET PRODUITS ANTI-CORROSION

- Formation I.F.P. ou équivalent.
- Connaissances chimie solvantes.
- Capable d'assurer plans de graissage, surveillance, fabrication, rédaction documentation technique.
- Parler anglais et susceptible d'animer réseau de vendeurs.

Salaire/AN : 52.000/98.000 F. suivant expérience et qualification.

Ecrire en adressant photo, C.V. et prétentions sous référence 14.014 à :

AN.P.M. 102, av. de la République 93222 NEUILLY

ETABLISSEMENT IMPORTANT SUD DE PARIS

recrute

UN INGÉNIEUR

Débutant ou ayant quelques années d'expérience pour recherche appliquée utilisant la mécanique des fluides.

Bonne pratique du calcul scientifique sur ordinateur souhaitée.

UN INGÉNIEUR ou CADRE

Pour assurer la responsabilité de la production et de la distribution des fluides.

Expérience dans le domaine. Age minimum : 35 ans.

Ecr. avec présentations et C.V. et le n° 72.580 à : CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

lotus

Leader en France sur les marchés des papiers domestiques et serviettes à usage unique, et en très forte expansion.

offre à une

CHARGÉE D'ETUDES

la poste de collaboratrice directe du responsable des études de marché.

- Deux ans d'expérience dans un Institut d'études de marché, ou équivalent, sont nécessaires.

Bon. lettre manuscrite, C.V. photo et présentations à BICHSEL & S. Bureau de Psychologie Appliquée, 26, avenue de Suffren, 75740 PARIS CEDEX 12.

Filiale groupe Américain engineering clefs en mains

controller

pour assurer la gestion de contrats à l'exportation

Il faut :

- Etre parfaitement bilingue anglais
- avoir une connaissance approfondie de la comptabilité anglo-saxonne
- avoir l'expérience de la gestion complète de contrats d'usines clefs en mains à l'exportation, minimum 100 millions.

Adresser C.V. + rémunération actuelle + photo sous référence 16150 à

carrières services
19, rue de la Paix - 75002 Paris 073.21.05

LA SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIERE SERCO

RECHERCHE

VENDEUSE DE QUALITÉ

EXPERIMENTÉE IMMOBILIERE

Rémunération élevée en fonction des efforts.

Adresser C.V. et photo à

SERCO, 14, rue Magellan - 75008 PARIS.

Banque Moyenne

recherche pour PARIS-OPERA

COMPTABLE BANCAIRE

CLASSE IV ou V - Homme

pour animer plusieurs sections de comptabilité et participer à l'exploitation des données comptables à des fins de gestion.

- Expérience en comptabilité bancaire exigée;
- Sans de la gestion;
- Aptitudes au commandement et à l'organisation;
- Anglais apprécié.

Promotion pour candidat de valeur

Adresser C.V., photo et présentations à 72.257, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

PREMIER FABRICANT FRANÇAIS DE MATERIEL DE PEINTURE (1.000 personnes)

recherche :

Pour son siège social à STAINS

1. CONTROLEUR de GESTION ADJOINT

- Il assurera l'élaboration et le contrôle des comptes d'exploitation et des dépenses.
- Il participera à la direction de la mise en place des systèmes de contrôle de gestion des divisions.

Le poste convient à un jeune diplômé grande école commerciale. Option : finance, comptabilité.

Envoyez C.V., présent. Mme THIBAUT S.E.M., 130, avenue de Stalingrad, 93340 STAINS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

recherche pour son USINE

NORD SEINE ET MARNE

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

FORMATION A.M. ou ÉQUIVALENT

Avoir une expérience construction de machines, montage et entretien général d'usines. Compétences et pratique de thermodynamique et électrotechnique.

SITUATION D'AVENIR - LOGEMENT ASSURÉ

Ad. C.V. man. photo, présent. au 309 72.972, à : CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

GRANDE ENTREPRISE INTERNATIONALE

recherche

POUR SON SERVICE IMMOBILIER

jeune cadre

basé à Paris.

Il sera chargé, au sein d'une équipe, de mettre en place les moyens de gestion des actifs immobiliers.

Une formation juridique et une expérience des secteurs cadastrés, domaine, etc., sont souhaitées.

Perspective d'avenir intéressante.

Adresser C.V. sous réf. GAUD (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil EMPLOIS & CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Société Immobilière de Gestion recherche

1 MONITEUR ANALYSTE PROGRAMMEUR

Expérimenté pour l'installation terminaux de gestion à travers son réseau province et Paris.

Disponibilité et mobilité totales.

Connaissances comptables indispensables.

Ecrire sous réf. 2187 à P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

INGÉNIEUR ET INFORMATIQUE

recherche URGENT

INGÉNIEUR D'ETUDES

- 3 à 4 ans exp., ayant compétences télécom. électronique et informatique industrielle.
- Libre rapidement.
- Rémunération selon compétences.
- Promotions rapides selon résultats.

Envoyer curriculum vitae et présentations à :

SECOM, 14, rue de Stily - 92190 BOULOGNE.

SCRG INFORMATIQUE S.A.

recherche

- ANALYSTES CONFIRMÉS
- PROGRAMMEURS DÉBUTANTS
- ANALYSTE PROGRAMMEUR
- SYSTÈME CONFIRMÉ
- PROGRAMMEUR SYSTÈME

Vous participerez à l'évolution d'applications de gestion (COBOL) dans le cadre d'une informatique centralisée (à ordinateurs C.I.B.) qui sera progressivement répartie (mise en œuvre de mini-ordinateurs).

Formation supérieure exigée.

Formation au matériel assurée.

Envoyer cur. vitae, détaillés et présentations à :

SCRG INFORMATIQUE S.A. - 22, r. 24, 75002 PARIS CEDEX 12.

jeunes ingénieurs ECP - AM - INSA

Importante Société de Construction Mécanique, 15 000 personnes, C.A. 3 milliards, nous recherchons plusieurs ingénieurs diplômés grandes écoles, débutants ou ayant déjà quelques années d'expérience professionnelle dans le secteur mécanique de préférence.

Nous leur proposons des postes dans nos services centraux à Paris : Etudes - Méthodes - Planification - et dans nos usines de Province, notamment en fabrication.

Adresser C.V. détaillé sous référence EGRET.

EMPLOIS & CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 1	La ligne 2
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 1	La ligne 2
"Placards encadrés".	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés".	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

relations humaines
120.000
Notre Société, en expansion forte et régulière, recherche pour son secteur d'activité en France et bien placée sur les marchés étrangers. Nous recherchons pour notre siège, 350 personnes à Paris, un responsable des

bernard juliet psycom
83, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

CERIA
Centre d'études et de réalisation en informatique appliquée, recherche
ANALYSTES RÉALISATEURS
— POUR SON DÉPARTEMENT APPLICATION. Pratique confirmée de langages de programmation.
— POUR SON DÉPARTEMENT ARCHITECTURE INFORMATIQUE. Connaissance mini ou microprocesseurs. Pratique langages assembleurs et évolués.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations CERIA, 25, rue Vergniaud, 75013 PARIS.

GRACE
Filiale du Groupe Multinational W.R. GRACE situé à proximité de RAMBOUILLET
créé
pour son Centre Européen de Traitement de l'Information, équipé d'un IBM 370/135 et de terminaux lourds (effectif de 40 personnes) des postes d'
ANALYSTES de haut niveau
Ecoles d'ingénieurs de Commerce ou Masters d'Université. Pour mener à bien les missions qui vous seront confiées, vous devrez faire preuve :
— d'une première expérience dans la conception de systèmes de gestion, de préférence en milieu international,
— d'une parfaite connaissance de l'ANGLAIS (entretiens prévus dans cette langue),
— d'assurance et de diplomatie dans les contacts.
Quelques déplacements en Europe sont à envisager.
Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo à : F. RAMON - Société GRACE BP 10 - 92230 EPERNON

RECHERCHONS
CHEF COMPTABLE
POUR SOCIÉTÉ D'IMPORTATION ET D'ACHÈVEMENT DE PRODUITS SUR LE PLAN NATIONAL
QUALITÉS EXIGÉES :
— EXPÉRIENCE DANS L'ORGANISATION DU SERVICE DE COMPTABILITÉ
— CONNAISSANCE APPROFONDIE DES LOIS FRANÇAISES ET DES PROBLÈMES DE DOUANE
— CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS SOUHAITÉE.
Env. C.V. détaillé, présent, sous n° 71.836 M à REGIE-PRESSIE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Société de transports internationaux
recherche pour son SERVICE JURIDIQUE
un cadre juriste
FORMATION DROIT PRIVÉ.
Expérimenté en droit des transports, en droit des sociétés et contrats internationaux.
Anglais indispensable.
Adresser C.V. et photo, sous réf. 11.057 M
plein emploi 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

GROUPE IMMOBILIER 17^e ARRONDISSEMENT
recherche
— 1 ADJOINT
A LA DIRECTION FINANCIÈRE
(niveau expertise comptable).
Devra effectuer notamment le contrôle de la comptabilité.
— 1 COMPTABLE QUALIFIÉ
— 1 AIDE-COMPTABLE
Adresser C.V. et présentations à : AUDIPRESS, 28, av. de Ménilmontant, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche
UNE ASSISTANTE SOCIALE
— ayant quelques années d'expérience ;
— possédant un véhicule personnel pour déplacements Paris et banlieue ;
— effectif : 700 personnes dans secteurs bureau et technique.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à n° 72.562, CONTESSA Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

offres d'emploi

CHAÎNE HOTELS, RESTAURANTS
recherche
UN (E) ATTACHE (E) DE DIRECTION
Le poste : Organisation de la comptabilité et de la gestion. Étude de rentabilité prévisionnelle. Profil : B.T.S., G.E.L.U.T., option finances, comptabilité ou équivalent.
Age : 25 ans environ.
Le poste est à pourvoir à Paris avec fréq. déplaç. Ecr. C.V., lettre man., photo, prêt., à HAVAS Contact, 135, bd Haussmann, 75008 Paris, n° 72.088.

Service culturel ch. pour M. de Grèce, B.P. 227, 5002 Nanterre (2 h. de Paris) cherche prof. de Math. licencié.
ECOLE D'ARCHITECTURE
RECRUTE :
1) architecte-concepteur arts plastiques contractuel temps complet. Formation supérieure et expérience pédagogique 5 ans demandés.
2) enseignant temps partiel contractuel travaux pratiques d'architecture 5 ans expérience pratique exigés.
Envoyer urgent C.V. très détaillé avec photo et proposition d'enseignement à : M. de Grèce, B.P. 227, 5002 Nanterre. Région Centre Sud-Ouest.
Important Cabinet d'EXPERTISE COMPTABLE recherche

COLLABORATEUR
Ce poste conviendrait à un COMPTABLE AGREE en EXPERT COMPT. FINALISTE ayant expérience de cabinet.
Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée C.V. détaillé adressée à : B.E.O. (réf. 4.562), 3, rue de Téméraire, 75008 Paris.
SITUATION STABLE DISCRETION ASSURÉE
Pour service Maintenance recherche
TECHNICIEN ELECTRONIC.
Compétences requises :
— Photocomposition et ou mini-calculateur (P.D.P. 8)
— Notions SOFT appropriées.
— Analyses lu, paré, écrit.
EMBAUCHE IMMEDIATE
MAIRIE DE SURESNES
recherche pour son service informatique (I.S.M. 3-12)
— **ANALYSTE PROGRAMMEUR**
(Adjoint au chef de service). Sans des responsabilités. 2 à 3 ans expérience. G.A.P. II. Connaissances en sciences. Libre rapidement.
— **PROGRAMMEUR**
Pour service à domicile
— **1 INFIRMIERE D.E. G.A.P. II**
Pour bibliothèque
— **1 SS-BIBLIOTHECAIRE**
(Ouvrier leuness)
Adresser C.V. et présentations à : M. de Grèce, B.P. 227, 5002 Nanterre (2 h. de Paris) SURESNES CEDEX

LES GALERIES BARBES
recherche pour réouverture Unité Principale boulevard Barbès, à Paris, de
VENDEURS CONFIRMES
VENDEURS CONFIRMES
VENDEURS DEBUTANTS
Très fortes rémunérations.
Se prés. les après-midi à part. de 15 h. à M. Michel Samuël, 128, rue de Valenciennes, Paris-11 (M. Belleville)
GROUPE INDUSTRIEL
9000 personnes - 600 cadres recherche pour son siège social Paris la Défense
ATTACHE A LA DIRECTION DU PERSONNEL
Missions : recrutement des cadres (études de postes, proposition, sélection des candidats). Responsabilités : gestion, suivi, enquête vers la Formation, Gestion.
Profil : HEC, ESSEC, Sciences Po, Droit, bonnes connaissances Sciences humaines, expérience professionnelle de 2 ans au moins acquise de préférence dans la fonction Personnel.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente (90 mm x 110 mm), 2 photos 100 mm x 110 mm, 2 photos 125 mm x 110 mm, 2 photos 150 mm x 110 mm, 2 photos 175 mm x 110 mm, 2 photos 200 mm x 110 mm, 2 photos 225 mm x 110 mm, 2 photos 250 mm x 110 mm, 2 photos 275 mm x 110 mm, 2 photos 300 mm x 110 mm, 2 photos 325 mm x 110 mm, 2 photos 350 mm x 110 mm, 2 photos 375 mm x 110 mm, 2 photos 400 mm x 110 mm, 2 photos 425 mm x 110 mm, 2 photos 450 mm x 110 mm, 2 photos 475 mm x 110 mm, 2 photos 500 mm x 110 mm, 2 photos 525 mm x 110 mm, 2 photos 550 mm x 110 mm, 2 photos 575 mm x 110 mm, 2 photos 600 mm x 110 mm, 2 photos 625 mm x 110 mm, 2 photos 650 mm x 110 mm, 2 photos 675 mm x 110 mm, 2 photos 700 mm x 110 mm, 2 photos 725 mm x 110 mm, 2 photos 750 mm x 110 mm, 2 photos 775 mm x 110 mm, 2 photos 800 mm x 110 mm, 2 photos 825 mm x 110 mm, 2 photos 850 mm x 110 mm, 2 photos 875 mm x 110 mm, 2 photos 900 mm x 110 mm, 2 photos 925 mm x 110 mm, 2 photos 950 mm x 110 mm, 2 photos 975 mm x 110 mm, 2 photos 1000 mm x 110 mm, 2 photos 1025 mm x 110 mm, 2 photos 1050 mm x 110 mm, 2 photos 1075 mm x 110 mm, 2 photos 1100 mm x 110 mm, 2 photos 1125 mm x 110 mm, 2 photos 1150 mm x 110 mm, 2 photos 1175 mm x 110 mm, 2 photos 1200 mm x 110 mm, 2 photos 1225 mm x 110 mm, 2 photos 1250 mm x 110 mm, 2 photos 1275 mm x 110 mm, 2 photos 1300 mm x 110 mm, 2 photos 1325 mm x 110 mm, 2 photos 1350 mm x 110 mm, 2 photos 1375 mm x 110 mm, 2 photos 1400 mm x 110 mm, 2 photos 1425 mm x 110 mm, 2 photos 1450 mm x 110 mm, 2 photos 1475 mm x 110 mm, 2 photos 1500 mm x 110 mm, 2 photos 1525 mm x 110 mm, 2 photos 1550 mm x 110 mm, 2 photos 1575 mm x 110 mm, 2 photos 1600 mm x 110 mm, 2 photos 1625 mm x 110 mm, 2 photos 1650 mm x 110 mm, 2 photos 1675 mm x 110 mm, 2 photos 1700 mm x 110 mm, 2 photos 1725 mm x 110 mm, 2 photos 1750 mm x 110 mm, 2 photos 1775 mm x 110 mm, 2 photos 1800 mm x 110 mm, 2 photos 1825 mm x 110 mm, 2 photos 1850 mm x 110 mm, 2 photos 1875 mm x 110 mm, 2 photos 1900 mm x 110 mm, 2 photos 1925 mm x 110 mm, 2 photos 1950 mm x 110 mm, 2 photos 1975 mm x 110 mm, 2 photos 2000 mm x 110 mm, 2 photos 2025 mm x 110 mm, 2 photos 2050 mm x 110 mm, 2 photos 2075 mm x 110 mm, 2 photos 2100 mm x 110 mm, 2 photos 2125 mm x 110 mm, 2 photos 2150 mm x 110 mm, 2 photos 2175 mm x 110 mm, 2 photos 2200 mm x 110 mm, 2 photos 2225 mm x 110 mm, 2 photos 2250 mm x 110 mm, 2 photos 2275 mm x 110 mm, 2 photos 2300 mm x 110 mm, 2 photos 2325 mm x 110 mm, 2 photos 2350 mm x 110 mm, 2 photos 2375 mm x 110 mm, 2 photos 2400 mm x 110 mm, 2 photos 2425 mm x 110 mm, 2 photos 2450 mm x 110 mm, 2 photos 2475 mm x 110 mm, 2 photos 2500 mm x 110 mm, 2 photos 2525 mm x 110 mm, 2 photos 2550 mm x 110 mm, 2 photos 2575 mm x 110 mm, 2 photos 2600 mm x 110 mm, 2 photos 2625 mm x 110 mm, 2 photos 2650 mm x 110 mm, 2 photos 2675 mm x 110 mm, 2 photos 2700 mm x 110 mm, 2 photos 2725 mm x 110 mm, 2 photos 2750 mm x 110 mm, 2 photos 2775 mm x 110 mm, 2 photos 2800 mm x 110 mm, 2 photos 2825 mm x 110 mm, 2 photos 2850 mm x 110 mm, 2 photos 2875 mm x 110 mm, 2 photos 2900 mm x 110 mm, 2 photos 2925 mm x 110 mm, 2 photos 2950 mm x 110 mm, 2 photos 2975 mm x 110 mm, 2 photos 3000 mm x 110 mm, 2 photos 3025 mm x 110 mm, 2 photos 3050 mm x 110 mm, 2 photos 3075 mm x 110 mm, 2 photos 3100 mm x 110 mm, 2 photos 3125 mm x 110 mm, 2 photos 3150 mm x 110 mm, 2 photos 3175 mm x 110 mm, 2 photos 3200 mm x 110 mm, 2 photos 3225 mm x 110 mm, 2 photos 3250 mm x 110 mm, 2 photos 3275 mm x 110 mm, 2 photos 3300 mm x 110 mm, 2 photos 3325 mm x 110 mm, 2 photos 3350 mm x 110 mm, 2 photos 3375 mm x 110 mm, 2 photos 3400 mm x 110 mm, 2 photos 3425 mm x 110 mm, 2 photos 3450 mm x 110 mm, 2 photos 3475 mm x 110 mm, 2 photos 3500 mm x 110 mm, 2 photos 3525 mm x 110 mm, 2 photos 3550 mm x 110 mm, 2 photos 3575 mm x 110 mm, 2 photos 3600 mm x 110 mm, 2 photos 3625 mm x 110 mm, 2 photos 3650 mm x 110 mm, 2 photos 3675 mm x 110 mm, 2 photos 3700 mm x 110 mm, 2 photos 3725 mm x 110 mm, 2 photos 3750 mm x 110 mm, 2 photos 3775 mm x 110 mm, 2 photos 3800 mm x 110 mm, 2 photos 3825 mm x 110 mm, 2 photos 3850 mm x 110 mm, 2 photos 3875 mm x 110 mm, 2 photos 3900 mm x 110 mm, 2 photos 3925 mm x 110 mm, 2 photos 3950 mm x 110 mm, 2 photos 3975 mm x 110 mm, 2 photos 4000 mm x 110 mm, 2 photos 4025 mm x 110 mm, 2 photos 4050 mm x 110 mm, 2 photos 4075 mm x 110 mm, 2 photos 4100 mm x 110 mm, 2 photos 4125 mm x 110 mm, 2 photos 4150 mm x 110 mm, 2 photos 4175 mm x 110 mm, 2 photos 4200 mm x 110 mm, 2 photos 4225 mm x 110 mm, 2 photos 4250 mm x 110 mm, 2 photos 4275 mm x 110 mm, 2 photos 4300 mm x 110 mm, 2 photos 4325 mm x 110 mm, 2 photos 4350 mm x 110 mm, 2 photos 4375 mm x 110 mm, 2 photos 4400 mm x 110 mm, 2 photos 4425 mm x 110 mm, 2 photos 4450 mm x 110 mm, 2 photos 4475 mm x 110 mm, 2 photos 4500 mm x 110 mm, 2 photos 4525 mm x 110 mm, 2 photos 4550 mm x 110 mm, 2 photos 4575 mm x 110 mm, 2 photos 4600 mm x 110 mm, 2 photos 4625 mm x 110 mm, 2 photos 4650 mm x 110 mm, 2 photos 4675 mm x 110 mm, 2 photos 4700 mm x 110 mm, 2 photos 4725 mm x 110 mm, 2 photos 4750 mm x 110 mm, 2 photos 4775 mm x 110 mm, 2 photos 4800 mm x 110 mm, 2 photos 4825 mm x 110 mm, 2 photos 4850 mm x 110 mm, 2 photos 4875 mm x 110 mm, 2 photos 4900 mm x 110 mm, 2 photos 4925 mm x 110 mm, 2 photos 4950 mm x 110 mm, 2 photos 4975 mm x 110 mm, 2 photos 5000 mm x 110 mm, 2 photos 5025 mm x 110 mm, 2 photos 5050 mm x 110 mm, 2 photos 5075 mm x 110 mm, 2 photos 5100 mm x 110 mm, 2 photos 5125 mm x 110 mm, 2 photos 5150 mm x 110 mm, 2 photos 5175 mm x 110 mm, 2 photos 5200 mm x 110 mm, 2 photos 5225 mm x 110 mm, 2 photos 5250 mm x 110 mm, 2 photos 5275 mm x 110 mm, 2 photos 5300 mm x 110 mm, 2 photos 5325 mm x 110 mm, 2 photos 5350 mm x 110 mm, 2 photos 5375 mm x 110 mm, 2 photos 5400 mm x 110 mm, 2 photos 5425 mm x 110 mm, 2 photos 5450 mm x 110 mm, 2 photos 5475 mm x 110 mm, 2 photos 5500 mm x 110 mm, 2 photos 5525 mm x 110 mm, 2 photos 5550 mm x 110 mm, 2 photos 5575 mm x 110 mm, 2 photos 5600 mm x 110 mm, 2 photos 5625 mm x 110 mm, 2 photos 5650 mm x 110 mm, 2 photos 5675 mm x 110 mm, 2 photos 5700 mm x 110 mm, 2 photos 5725 mm x 110 mm, 2 photos 5750 mm x 110 mm, 2 photos 5775 mm x 110 mm, 2 photos 5800 mm x 110 mm, 2 photos 5825 mm x 110 mm, 2 photos 5850 mm x 110 mm, 2 photos 5875 mm x 110 mm, 2 photos 5900 mm x 110 mm, 2 photos 5925 mm x 110 mm, 2 photos 5950 mm x 110 mm, 2 photos 5975 mm x 110 mm, 2 photos 6000 mm x 110 mm, 2 photos 6025 mm x 110 mm, 2 photos 6050 mm x 110 mm, 2 photos 6075 mm x 110 mm, 2 photos 6100 mm x 110 mm, 2 photos 6125 mm x 110 mm, 2 photos 6150 mm x 110 mm, 2 photos 6175 mm x 110 mm, 2 photos 6200 mm x 110 mm, 2 photos 6225 mm x 110 mm, 2 photos 6250 mm x 110 mm, 2 photos 6275 mm x 110 mm, 2 photos 6300 mm x 110 mm, 2 photos 6325 mm x 110 mm, 2 photos 6350 mm x 110 mm, 2 photos 6375 mm x 110 mm, 2 photos 6400 mm x 110 mm, 2 photos 6425 mm x 110 mm, 2 photos 6450 mm x 110 mm, 2 photos 6475 mm x 110 mm, 2 photos 6500 mm x 110 mm, 2 photos 6525 mm x 110 mm, 2 photos 6550 mm x 110 mm, 2 photos 6575 mm x 110 mm, 2 photos 6600 mm x 110 mm, 2 photos 6625 mm x 110 mm, 2 photos 6650 mm x 110 mm, 2 photos 6675 mm x 110 mm, 2 photos 6700 mm x 110 mm, 2 photos 6725 mm x 110 mm, 2 photos 6750 mm x 110 mm, 2 photos 6775 mm x 110 mm, 2 photos 6800 mm x 110 mm, 2 photos 6825 mm x 110 mm, 2 photos 6850 mm x 110 mm, 2 photos 6875 mm x 110 mm, 2 photos 6900 mm x 110 mm, 2 photos 6925 mm x 110 mm, 2 photos 6950 mm x 110 mm, 2 photos 6975 mm x 110 mm, 2 photos 7000 mm x 110 mm, 2 photos 7025 mm x 110 mm, 2 photos 7050 mm x 110 mm, 2 photos 7075 mm x 110 mm, 2 photos 7100 mm x 110 mm, 2 photos 7125 mm x 110 mm, 2 photos 7150 mm x 110 mm, 2 photos 7175 mm x 110 mm, 2 photos 7200 mm x 110 mm, 2 photos 7225 mm x 110 mm, 2 photos 7250 mm x 110 mm, 2 photos 7275 mm x 110 mm, 2 photos 7300 mm x 110 mm, 2 photos 7325 mm x 110 mm, 2 photos 7350 mm x 110 mm, 2 photos 7375 mm x 110 mm, 2 photos 7400 mm x 110 mm, 2 photos 7425 mm x 110 mm, 2 photos 7450 mm x 110 mm, 2 photos 7475 mm x 110 mm, 2 photos 7500 mm x 110 mm, 2 photos 7525 mm x 110 mm, 2 photos 7550 mm x 110 mm, 2 photos 7575 mm x 110 mm, 2 photos 7600 mm x 110 mm, 2 photos 7625 mm x 110 mm, 2 photos 7650 mm x 110 mm, 2 photos 7675 mm x 110 mm, 2 photos 7700 mm x 110 mm, 2 photos 7725 mm x 110 mm, 2 photos 7750 mm x 110 mm, 2 photos 7775 mm x 110 mm, 2 photos 7800 mm x 110 mm, 2 photos 7825 mm x 110 mm, 2 photos 7850 mm x 110 mm, 2 photos 7875 mm x 110 mm, 2 photos 7900 mm x 110 mm, 2 photos 7925 mm x 110 mm, 2 photos 7950 mm x 110 mm, 2 photos 7975 mm x 110 mm, 2 photos 8000 mm x 110 mm, 2 photos 8025 mm x 110 mm, 2 photos 8050 mm x 110 mm, 2 photos 8075 mm x 110 mm, 2 photos 8100 mm x 110 mm, 2 photos 8125 mm x 110 mm, 2 photos 8150 mm x 110 mm, 2 photos 8175 mm x 110 mm, 2 photos 8200 mm x 110 mm, 2 photos 8225 mm x 110 mm, 2 photos 8250 mm x 110 mm, 2 photos 8275 mm x 110 mm, 2 photos 8300 mm x 110 mm, 2 photos 8325 mm x 110 mm, 2 photos 8350 mm x 110 mm, 2 photos 8375 mm x 110 mm, 2 photos 8400 mm x 110 mm, 2 photos 8425 mm x 110 mm, 2 photos 8450 mm x 110 mm, 2 photos 8475 mm x 110 mm, 2 photos 8500 mm x 110 mm, 2 photos 8525 mm x 110 mm, 2 photos 8550 mm x 110 mm, 2 photos 8575 mm x 110 mm, 2 photos 8600 mm x 110 mm, 2 photos 8625 mm x 110 mm, 2 photos 8650 mm x 110 mm, 2 photos 8675 mm x 110 mm, 2 photos 8700 mm x 110 mm, 2 photos 8725 mm x 110 mm, 2 photos 8750 mm x 110 mm, 2 photos 8775 mm x 110 mm, 2 photos 8800 mm x 110 mm, 2 photos 8825 mm x 110 mm, 2 photos 8850 mm x 110 mm, 2 photos 8875 mm x 110 mm, 2 photos 8900 mm x 110 mm, 2 photos 8925 mm x 110 mm, 2 photos 8950 mm x 110 mm, 2 photos 8975 mm x 110 mm, 2 photos 9000 mm x 110 mm, 2 photos 9025 mm x 110 mm, 2 photos 9050 mm x 110 mm, 2 photos 9075 mm x 110 mm, 2 photos 9100 mm x 110 mm, 2 photos 9125 mm x 110 mm, 2 photos 9150 mm x 110 mm, 2 photos 9175 mm x 110 mm, 2 photos 9200 mm x 110 mm, 2 photos 9225 mm x 110 mm, 2 photos 9250 mm x 110 mm, 2 photos 9275 mm x 110 mm, 2 photos 9300 mm x 110 mm, 2 photos 9325 mm x 110 mm, 2 photos 9350 mm x 110 mm, 2 photos 9375 mm x 110 mm, 2 photos 9400 mm x 110 mm, 2 photos 9425 mm x 110 mm, 2 photos 9450 mm x 110 mm, 2 photos 9475 mm x 110 mm, 2 photos 9500 mm x 110 mm, 2 photos 9525 mm x 110 mm, 2 photos 9550 mm x 110 mm, 2 photos 9575 mm x 110 mm, 2 photos 9600 mm x 110 mm, 2 photos 9625 mm x 110 mm, 2 photos 9650 mm x 110 mm, 2 photos 9675 mm x 110 mm, 2 photos 9700 mm x 110 mm, 2 photos 9725 mm x 110 mm, 2 photos 9750 mm x 110 mm, 2 photos 9775 mm x 110 mm, 2 photos 9800 mm x 110 mm, 2 photos 9825 mm x 110 mm, 2 photos 9850 mm x 110 mm, 2 photos 9875 mm x 110 mm, 2 photos 9900 mm x 110 mm, 2 photos 9925 mm x 110 mm, 2 photos 9950 mm x 110 mm, 2 photos 9975 mm x 110 mm, 2 photos 10000 mm x 110 mm, 2 photos 10025 mm x 110 mm, 2 photos 10050 mm x 110 mm, 2 photos 10075 mm x 110 mm, 2 photos 10100 mm x 110 mm, 2 photos 10125 mm x 110 mm, 2 photos 10150 mm x 110 mm, 2 photos 10175 mm x 110 mm, 2 photos 10200 mm x 110 mm, 2 photos 10225 mm x 110 mm, 2 photos 10250 mm x 110 mm, 2 photos 10275 mm x 110 mm, 2 photos 10300 mm x 110 mm, 2 photos 10325 mm x 110 mm, 2 photos 10350 mm x 110 mm, 2 photos 10375 mm x 110 mm, 2 photos 10400 mm x 110 mm, 2 photos 10425 mm x 110 mm, 2 photos 10450 mm x 110 mm, 2 photos 10475 mm x 110 mm, 2 photos 10500 mm x 110 mm, 2 photos 10525 mm x 110 mm, 2 photos 10550 mm x 110 mm, 2 photos 10575 mm x 110 mm, 2 photos 10600 mm x 110 mm, 2 photos 10625 mm x 110 mm, 2 photos 10650 mm x 110 mm, 2 photos 10675 mm x 110 mm, 2 photos 10700 mm x 110 mm, 2 photos 10725 mm x 110 mm, 2 photos 10750 mm x 110 mm, 2 photos 10775 mm x 110 mm, 2 photos 10800 mm x 110 mm, 2 photos 10825 mm x 110 mm, 2 photos 10850 mm x 110 mm, 2 photos 10875 mm x 110 mm, 2 photos 10900 mm x 110 mm, 2 photos 10925 mm x 110 mm, 2 photos 10950 mm x 110 mm, 2 photos 10975 mm x 110 mm, 2 photos 11000 mm x 110 mm, 2 photos 11025 mm x 110 mm, 2 photos 11050 mm x 110 mm, 2 photos 11075 mm x 110 mm, 2 photos 11100 mm x 110 mm, 2 photos 11125 mm x 110 mm, 2 photos 11150 mm x 110 mm, 2 photos 11175 mm x 110 mm, 2 photos 11200 mm x 110 mm, 2 photos 11225 mm x 110 mm, 2 photos 11250 mm x 110 mm, 2 photos 11275 mm x 110 mm, 2 photos 11300 mm x 110 mm, 2 photos 11325 mm x 110 mm, 2 photos 11350 mm x 110 mm, 2 photos 11375 mm x 110 mm, 2 photos 11400 mm x 110 mm, 2 photos 11425 mm x 110 mm, 2 photos 11450 mm x 110 mm, 2 photos 11475 mm x 110 mm, 2 photos 11500 mm x 110 mm, 2 photos 11525 mm x 110 mm, 2 photos 11550 mm x 110 mm, 2 photos 11575 mm x 110 mm, 2 photos 11600 mm x 110 mm, 2 photos 11625 mm x 110 mm, 2 photos 11650 mm x 110 mm, 2 photos 11675 mm x 110 mm, 2 photos 11700 mm x 110 mm, 2 photos 11725 mm x 110 mm, 2 photos 11750 mm x 110 mm, 2 photos 11775 mm x 110 mm, 2 photos 11800 mm x 110 mm, 2 photos 11825 mm x 110 mm, 2 photos 11850 mm x 110 mm, 2 photos 11875 mm x 110 mm, 2 photos 11900 mm x 110 mm, 2 photos 11925 mm x 110 mm, 2 photos 11950 mm x 110 mm, 2 photos 11975 mm x 110 mm, 2 photos 12000 mm x 110 mm, 2 photos 12025 mm x 110 mm, 2 photos 12050 mm x 110 mm, 2 photos 12075 mm x 110 mm, 2 photos 12100 mm x 110 mm, 2 photos 12125 mm x 110 mm, 2 photos 12150 mm x 110 mm, 2 photos 12175 mm x 110 mm, 2 photos 12200 mm x 110 mm, 2 photos 12225 mm x 110 mm, 2 photos 12250 mm x 110 mm, 2 photos 12275 mm x 110 mm, 2 photos 12300 mm x 110 mm, 2 photos 12325 mm x 110 mm, 2 photos 12350 mm x 110 mm, 2 photos 12375 mm x 110 mm, 2 photos 12400 mm x 110 mm, 2 photos 12425 mm x 110 mm, 2 photos 12450 mm x 110 mm, 2 photos 12475 mm x 110 mm, 2 photos 12500 mm x 110 mm, 2 photos 12525 mm x 110 mm, 2 photos 12550 mm x 110 mm, 2 photos 12575 mm x 110 mm, 2 photos 12600 mm x 110 mm, 2 photos 12625 mm x 110 mm, 2 photos 12650 mm x 110 mm, 2 photos 12675 mm x 110 mm, 2 photos 12700 mm x 110 mm, 2 photos 12725 mm x 110 mm, 2 photos 12750 mm x 110 mm, 2 photos 12775 mm x 110 mm, 2 photos 12800 mm x 110 mm, 2 photos 12825 mm x 110 mm, 2 photos 12850 mm x 110 mm, 2 photos 12875 mm x 110 mm, 2 photos 12900 mm x 110 mm, 2 photos 12925 mm x 110 mm, 2 photos 12950 mm x 110 mm, 2 photos 12975 mm x 110 mm, 2 photos 13000 mm x 110 mm, 2 photos 13025 mm x 110 mm, 2 photos 13050 mm x 110 mm, 2 photos 13075 mm x 110 mm, 2 photos 13100 mm x 110 mm, 2 photos 13125 mm x 110 mm, 2 photos 13150 mm x 110 mm, 2 photos 13175 mm x 110 mm, 2 photos 13200 mm x 110 mm, 2 photos 13225 mm x 110 mm, 2 photos 13250 mm x 110 mm, 2 photos 13275 mm x 110 mm, 2 photos 13300 mm x 110 mm, 2 photos 13325 mm x 110 mm, 2 photos 13350 mm x 110 mm, 2 photos 13375 mm x 110 mm, 2 photos 13400 mm x 110 mm, 2 photos 13425 mm x 110 mm, 2 photos 13450 mm x 110 mm, 2 photos 13475 mm x 110 mm, 2 photos 13500 mm x 110 mm, 2 photos 13525 mm x 110 mm, 2 photos 13550 mm x 110 mm, 2 photos 13575 mm x 110 mm, 2 photos 13600 mm x 110 mm, 2 photos 13625 mm x 110 mm, 2 photos 13650 mm x 110 mm, 2 photos 13675 mm x 110 mm, 2 photos 13700 mm x 110 mm, 2 photos 13725 mm x 110 mm, 2 photos 13750 mm x 110 mm, 2 photos 13775 mm x 110 mm, 2 photos 13800 mm x 110 mm, 2 photos 13825 mm x 110 mm, 2 photos 13850 mm x 110 mm, 2 photos 13875 mm x 110 mm, 2 photos 13900 mm x 110 mm, 2 photos 13925 mm x 110 mm, 2 photos 13950 mm x 110 mm, 2 photos 13975 mm x 110 mm, 2 photos 14000 mm x 110 mm, 2 photos 14025 mm x 110 mm, 2 photos 14050 mm x 110 mm, 2 photos 14075 mm x 110 mm, 2 photos 14100 mm x 110 mm, 2 photos 14125 mm x 110 mm, 2 photos 14150 mm x 110 mm, 2 photos 14175 mm x 110 mm, 2 photos 14200 mm x 110 mm, 2 photos 14225 mm x 110 mm, 2 photos 14250 mm x 110 mm, 2 photos 14275 mm x 110 mm, 2 photos 14300 mm x 110 mm,

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

CIRCULATION

Selon un responsable communiste du Val-de-Marne

Le gouvernement renoncerait au péage sur l'autoroute A4

Le principe du péage sur l'autoroute de l'Est (A4) entre Paris et la ville nouvelle de Marne-la-Vallée est-il abandonné ? Pour M. Guy Poussy, membre du comité central du P.C.F. et conseiller général du Val-de-Marne, la chose est certaine. « Nous avons gagné, affirme-t-il dans un communiqué. Le ministère de l'équipement vient d'annoncer l'abandon du péage urbain sur l'autoroute A4. La barrière du péage ne sera installée ni à Saint-Maurice ni au Tremblay, mais après la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. C'est précisément ce que M. Georges Marchais avait demandé début août dans une lettre au ministre de l'équipement. (...) L'autoroute libre et gratuite en région Ile-de-France doit conduire à l'abandon du péage urbain partout dans le pays. »

Au ministère de l'équipement, on déclarait, ce lundi matin 6 septembre, qu'aucune décision n'avait été prise. La situation reste donc inchangée depuis que, le 29 juillet, le président de la République avait fait suspendre les travaux de construction des guichets de péage à Saint-Maurice (Val-de-Marne), « de manière à préserver la liberté et la sérénité du réexamen et du choix de l'emplacement définitif du péage ».

La solution définitive de cet épineux problème est attendue avec autant plus d'attention que la décision qui sera prise ne manquera pas d'avoir une portée générale pour les autoroutes urbaines françaises.

Dans la région parisienne d'abord, puisque le même sort devrait être logiquement réservé à l'autoroute A15 (Paris-Cergy-Pontoise), en construction, et aux populations qui habitent le long de cet axe. D'une façon générale, la doctrine gouvernementale sur les péages urbains apparaît fluctuante et il serait souhaitable, dans l'optique d'une planification cohérente des investissements routiers et de l'urbanisation, qu'une attitude précise soit

adoptée et que les pouvoirs publics s'y tiennent.

Les milieux économiques seraient satisfaits de cette clarification. La chambre de commerce et d'industrie de Paris adoptant en 1973 le rapport « Fléchet », disait « oui » aux péages sur les autoroutes radiales au milieu urbain, à condition que ce soit sur « toutes » les radiales ; le produit des péages servirait à financer les travaux sur les autres axes, notamment sur les voies périphériques et les autoroutes de déviation. Cette position de la chambre de commerce de Paris est aujourd'hui inchangée.

Une mise au point gouvernementale — voire une remise en cause de la doctrine officielle — s'impose aussi, afin que les grandes métropoles de province sachent à quoi s'en tenir. Actuellement, la situation est marquée par une regrettable incohérence. En effet, pour ne prendre que quelques exemples, aucun péage n'est perçu sur les autoroutes du Nord-Pas-de-Calais et l'automobiliste peut circuler gratuitement entre Lille et Roubaix, ou Lille et Dunkerque, et, demain, entre Lille et Valenciennes.

De même, dans le Sud-Est, on va de Marseille à Aix-en-Provence ou de Marseille à Fos et à la ville nouvelle de l'étang de Berre, sans rien payer.

En revanche, l'automobiliste lyonnais acquitte un droit de 2,50 francs pour se rendre à la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau (17 km) ou pour gagner l'aéroport de Satolas (20 km). Mais les parcoures Lyon-Vienne et Lyon-Saint-Etienne sont gratuites.

Tant au regard de la politique du financement des autoroutes qu'à l'égard de l'aménagement du territoire, quelles métropoles favoriser ? Quelles liaisons encourager ? Il faut que les pouvoirs publics établissent désormais avec les élus une doctrine cohérente et équilibrée.

POINT DE VUE Pour le permis de conduire à points

par HENRI CUNY (*)

ON, la dégradation de la sécurité routière au cours du premier trimestre de 1976, l'augmentation de 5,4 % des accidents mortels pendant cette période, ne peuvent être considérées comme résultant de la fatalité. S'il faut en analyser les causes, proposer des remèdes, pourquoi négliger, dans l'arsenal thérapeutique nécessaire, le permis à points ?

Le conducteur se verra attribuer, pour chaque infraction constatée, un certain nombre de points d'insécurité. Lorsque le nombre de ces points aura atteint un seuil fixé à l'avance, il encourra un avertissement attirant son attention sur la gravité de son permis de conduire et l'invitant à regagner des points : soit en redoublant de prudence afin de conduire désormais sans contravention (en effet, les points d'insécurité sont effacés automatiquement après un certain laps de temps), soit en gagnant d'ambles les points perdus par un recyclage adapté à son cas. Si, alors, malgré tout, il continue à mériter des points d'insécurité en quantité jugée inadmissible, son permis lui sera retiré.

L'examen du permis de conduire, quelles que soient les améliorations qui lui ont été ou lui seront apportées, ne pourra jamais constituer qu'une toute première épreuve visant à éliminer ceux qui ne connaissent pas le fonctionnement de la machine ou les règles de la circulation routière. Il ne garantit nullement que le titulaire du permis ne présentera pas, dès ses premiers essais sur la route, ou plus tard, un danger particulier et constant pour lui-même, ses passagers ou les autres usagers de la route. Il paraît donc

nécessaire de noter le comportement des conducteurs tout au long de leurs années de conduite, pour tenter d'améliorer les plus dangereux, voire de les éliminer.

Le système actuel de suspension éventuelle du permis pour un certain nombre d'infractions graves ne remplit pas ce rôle. Il peut frapper un conducteur pour une seule infraction, alors que le meilleur n'est pas certain de ne jamais commettre une fois dans sa vie, l'une des fautes pouvant entraîner le retrait du permis. Il n'est nullement formateur, le conducteur frappé d'un retrait de permis ayant tendance à attribuer cette sanction gênante, humiliante, souvent coûteuse, à un manque de chance plutôt qu'à une conduite défectueuse, alors qu'une telle sanction prononcée après une répétition de fautes serait certainement mieux comprise.

L'ancien système, ni formateur, ni juste, ni réellement admis par l'opinion, était pourtant, par sa brutalité même, un élément de dissuasion. Il l'est beaucoup moins depuis le 1^{er} janvier dernier, date d'application de la loi du 11 juillet 1975 votée avec l'amendement dit « amendement Blignou ». Cette loi a retiré aux préfets la possibilité d'utiliser la procédure rapide de suspension du permis jusqu'à deux mois sans comparution obligatoire des intéressés, alors qu'une telle procédure, qui déterminait 70 % des retraits de permis, formait l'essentiel de la dissuasion.

Depuis le 1^{er} janvier, les commissions préfectorales sont moins souvent saisies ; elles sont moins disposées à instruire des affaires qui seront jugées en dernier ressort, et différemment le plus souvent, par un tribunal. Les conducteurs, percevant à tort ou à raison un certain laxisme dans la répression, respectant moins les limitations de vitesse, dont d'ailleurs une jurisprudence récente risque de rendre souvent inutiles les contrôles photographiques.

Juridiction d'exception ?

La liste des infractions passibles de points d'insécurité ne devrait pas se borner à celles mentionnées dans l'actuel code de la route comme susceptibles d'entraîner la suspension du permis. Il s'agit moins, en effet, de sanctionner une faute que de juger, sur un certain nombre de faits, un comportement.

Celui qui se permet de tenir le volant sans avoir exigé que son passager ait bouclé sa ceinture ; celui qui se permet de conduire sans lunettes alors que sa vue, excellente à l'époque où il a passé son permis, nécessite des verres correcteurs ; celui qui s'obstine à conduire malgré les prescriptions du médecin, justifiées par la thérapeutique utilisée ou par une maladie pouvant entraîner une perte de connaissance ou une détérioration des réflexes, tous montrent un mépris de leur vie ou de celle des autres incompatible avec la prudence nécessaire. Celui qui descend de son siège pour invectiver ou frapper un autre conducteur fait preuve d'une agressivité qui se révélera fort dangereuse au volant.

En revanche, l'article R-10 du code de la route prescrivant que « tout conducteur doit constamment rester maître de sa vitesse », s'il peut être maintenu comme comportant d'utiles conseils, ne devrait pas être retenu dans le système proposé. Subjectif, il met entre les mains du juge (ou de l'examineur) une arme qui comporte nécessairement une part d'arbitraire.

D'autre part, il conviendrait, après un accident, de ne prendre en considération que la faute qui l'a provoqué, et non pas les conséquences de ce comportement d'un conducteur, ce comportement qui, elles, ne dépendent que du hasard — ou sont trop influencées par lui. Doubler dans une côte, sans visibilité, voilà la faute. Le faire sans dommage ou avec un dommage, relève d'un fait totalement indépendant, l'absence ou la présence d'un véhicule en sens inverse. Sanctionner différemment une même faute suivant ses conséquences aléatoires, comme le font encore le code pénal et le code de la route, c'est appliquer une juridiction qui s'apparente à la loi du talion, encore en usage dans certains pays, fort en retard sur notre civilisation.

La commission spéciale instituée par l'article L 18 du code de la route devrait être saisie obligatoirement avant toute mesure d'avertissement ou de retrait. Actuellement, elle ne se prononce que sur une seule infraction. Dans le système de points, elle pourra mieux juger de l'aptitude à la conduite, car elle disposera d'un dossier mentionnant les

diverses infractions sanctionnées par des points d'insécurité.

C'est cette commission qui, corrigeant s'il y a lieu ce que tout automobiliste peut engendrer d'injustice, déterminera les modalités de rachat de points applicables à chaque conducteur. Il peut s'agir, en effet, d'un recyclage concernant la partie théorique de l'examen du permis de conduire ou d'une épreuve de conduite spécialement adaptée à chaque cas, et d'une durée variable. Il pourrait parfois s'agir de demander au conducteur de se soumettre à une cure de désintoxication, à une visite médicale approfondie, éventuellement par des médecins spécialistes. Dans certains cas, un examen psychologique, voire psychiatrique, pourra être demandé. Certains caractériels, certains sociaux devront être, pour le bien de la collectivité, privés du droit de conduire.

L'exemple de l'étranger

Un Etat canadien, le Manitoba, depuis plus de vingt ans, et trente-sept Etats américains, le Québec, l'Allemagne fédérale, l'Australie, le Japon, ont mis en application des systèmes de permis à points. Il sera bon de profiter de leur expérience, en l'adaptant toutefois à notre droit français que nous entendons, on le sait, une philosophie différente de la philosophie allemande, par exemple, dans sa conception de la liberté. Tous ont considéré que les contraventions dont le nombre dépasse largement celui d'accidents, donnent au conducteur une image utilisable. Une relation existe entre le nombre de contraventions ayant entraîné un ensemble de conducteurs et le nombre des accidents mortels qu'ils ont causés.

Pour ne citer qu'un exemple, une expérience de cinq années dans le Manitoba a montré que les conducteurs titulaires de six mauvais points et plus, représentant 22 % des conducteurs, avaient causé 30 % des accidents mortels. On voit ainsi quels progrès seraient réalisés si l'on pouvait recenser, amener, voire écarter de la route ces 2 % responsables de tant de victimes.

Alors un progrès réel aura été accompli pour rendre moins dangereuse la circulation routière et réaliser l'objectif du VII^e Plan : « Réduire le nombre des accidents à un niveau inférieur à 1975 (soit treize mille deux cents tués et trois cent cinquante mille blessés), malgré la constante augmentation de la circulation. »

QUALITÉ DE LA VIE

Après l'intervention du ministre de l'agriculture

VA-T-ON RETARDER LA CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE VOIE FERRÉE PARIS-LYON ?

Les premiers travaux de construction de la nouvelle voie ferrée Paris-Lyon, sur laquelle circuleront en 1982 des trains à grande vitesse (T.G.V.), devraient commencer cet automne, en Seine-et-Marne. Les travaux ont été déclarés d'utilité publique et urgents par un décret publié au Journal officiel du 24 mars dernier.

« Va-t-on surseoir à ces travaux ? Des associations de défense antitransept, on le sait, l'opportunité et la rentabilité de ce projet. Elles dénoncent le « grand projet écologique » auquel donnerait lieu cette opération de prestige. Pour sa part, l'association de sauvegarde du pays d'Othe a introduit auprès du Conseil d'Etat une requête aux fins de sursis à exécution de la déclaration d'utilité publique.

Consulté par la haute juridiction sur le bien-fondé de cette action, le ministre de l'agriculture vient de faire connaître sa position : « Il est certain que la réalisation d'un ouvrage public aussi important que l'établissement d'une voie ferrée ultrarapide entre Paris et Lyon aura des conséquences considérables, notamment au point de vue écologique, et qu'il sera impossible de rétablir la situation antérieure. »

Le décret attaqué a été pris sous le seul contreseing du secrétaire d'Etat aux transports, indique le ministre de l'agriculture. Or sa réalisation implique, en ce qui concerne mes seules attributions, d'importantes conséquences sur le remembrement, la réglementation des vignes à appellation contrôlée, et surtout la cession de parcelles de forêts soumises au régime forestier. J'estime, en conséquence, que le problème de ma compétence pour poser et puiser sur suite amendé à me rapporter à la sagesse de votre très haute juridiction, en ce qui concerne les sursis à exécution demandés. »

Levee de boucliers chez les Alsaciens

De notre correspondant

Strasbourg. — « Dans notre pays égalitaire il ne saurait y avoir deux poids et deux mesures. C'est en ces termes que M. Pierre Primlin a implacablement demandé au gouvernement la suppression ou l'adoucissement du péage sur le tronçon alsacien de l'autoroute Strasbourg-Paris. »

Le maire de Strasbourg intervenait ainsi à son tour, dimanche 5 septembre à l'occasion de la trente-quatrième Foire européenne de Strasbourg, dans la piéreuse polémique qui soulève depuis plusieurs semaines la création du péage de Brumath, à 15 kilomètres au nord de la métropole alsacienne. Partis politiques, qu'ils soient de gauche ou de la majorité, des syndicats ont multiplié les démarches pour obtenir un déplacement vers l'ouest du péage ou, mieux, sa suppression. Les raisons de cette levée de boucliers sont diverses, et la toile de fond électoral n'est pas la moindre.

Depuis le début des travaux de l'autoroute A-4, le département du Bas-Rhin s'est inquiété du lieu d'implantation du poste de péage à l'échangeur de Brumath-

Nord, qui devait détourner hors de cette agglomération l'exceptionnel trafic de quelque dix-neuf mille véhicules qui traversent quotidiennement, en plein centre, cette cité de sept mille trois cent cinquante habitants. A cause de la proximité de Strasbourg, il était cependant évident qu'il n'y aurait de détournement de trafic substantiel qu'à condition que le tronçon d'autoroute Brumath-Strasbourg soit libre de tout péage. Diverses démarches, sans résultats jusqu'à ce jour, ont été entreprises par les élus locaux afin d'obtenir le déplacement de ce poste vers la limite du département.

« A un moment où le département, la région et l'Etat conjuguent leurs efforts pour ne pas laisser à l'ouest de la région, sur la voie rapide de la route de la Bruche, sur les axes de développement de Strasbourg, comment ne pas comprendre que l'élémentaire justice est de faire bénéficier les habitants du secteur Brumath et Sarre-Union des mêmes avantages ? Le nord-ouest de l'Alsace est une région désavantagée. Dans le domaine de l'emploi, de l'agriculture, de la régularisation des liaisons téléphoniques, elle est en queue du département. On voudrait lui imposer une autoroute à péage de 15 centimes par kilomètre pour la distance la plus éloignée du chef-lieu du département, soit 73 kilomètres. Cela veut dire qu'un salarié habitant Sarre-Union et travaillant à Strasbourg qui voudrait emprunter l'autoroute, devrait prévoir un budget annuel pour le péage de 513,20 francs, équivalent des dépenses de l'association de défense des intérêts des usagers de l'autoroute qui s'est constituée à Sarre-Union. »

Pour les membres de l'association, le péage est une solution de gaspillage : « Les emplois sont persévérants car l'improductivité. Les investissements supplémentaires ne sont également que chaque poste coûte très cher. Le péage empêche l'autoroute de résoudre les problèmes qu'elle devrait solutionner. »

« En fin de compte, le péage c'est le chien qui se mord la queue. Il dissuade l'automobiliste de prendre l'autoroute, ce qui crée un déficit, déficit qui appelle une augmentation du prix du péage. » Les Alsaciens à leur tour, se tournent aujourd'hui vers l'Etat. Ils ne comprennent pas qu'une mesure analogue à celle qui vient d'être prise dans l'est parisien ne soit pas appliquée à cette région frontalière qu'on veut développer.

J.-C. PHILIPP.

QUESTION...

Trains hors frontières

Au moment où le début de la balance commerciale s'accroît, M. Pierre Sudreau, président de la Fédération des industries ferroviaires, présente d'un secteur d'activités qui, l'an dernier, a réalisé à l'exportation 35,5 % de son chiffre d'affaires et rapporté à nos Trésors 1,5 milliard de francs de devises.

L'industrie ferroviaire a une importance toute relative dans l'ensemble de la production industrielle nationale, dont elle représente moins de 1 %. Elle joue, par contre, un rôle considérable dans nos échanges extérieurs, puisqu'elle contribue pour 13 % au solde positif global de la balance commerciale des produits industriels. Elle a, par ailleurs, élaboré une technologie qui est considérée comme l'une des plus évoluées, sinon la plus évoluée, au monde.

Son secteur est constitué par vingt grandes sociétés et quinze entreprises moyennes. Elle a pour principaux clients la S.N.C.F., la R.A.T.P. et de nombreux réseaux étrangers. Elle emploie vingt-six mille salariés, pour les seuls quarts, sont des ouvriers. Sa capacité annuelle de production est de l'ordre de quatre cents voitures de voyageurs et trente mille wagons.

Son chiffre d'affaires hors taxes pour 1975 est de près de 4,4 milliards de francs, dont plus de 1,5 milliard, soit 35,5 %, à l'exportation. Ce dernier chiffre représente un tiers du chiffre d'affaires des entreprises françaises des paiements puis les importations sont pratiquement négligeables.

L'industrie ferroviaire se situe, sur le plan des gains en devises, au même niveau que l'industrie aéronautique et la construction navale pour leurs matériels civils.

Avec 10 % de la production mondiale, elle occupe le second rang, après les Etats-Unis, de toutes les industries de son secteur. Quelles sont ses perspectives ? L'époque redécouvre le chemin de fer, la modestie de ses besoins d'énergie, son respect de l'environnement, son adéquation aux évolutions récentes de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Les progrès techniques du transport guidé par rails d'acier permettent, quant à eux, d'envisager pour le train une révolution comparable à ce que fut pour l'automobile le passage de la route à l'autoroute.

Encore faut-il, pour en tirer profit, que les choix politiques soient portés sur le plan national, vers la réalisation d'équipements nouveaux et le rétablissement d'une concurrence loyale avec les autres modes de transport. Du reste, l'industrie ferroviaire a besoin d'un marché intérieur régulier pour maintenir sa place à l'exportation.

RÉPONSE...

TRANSPORTS

CONCORDE A NEW-YORK : REPORT DE L'ACTION EN JUSTICE

Les compagnies British Airways et Air France ont obtenu de la cour de justice du district de New-York un report de la procédure engagée à l'occasion de la demande d'atterrissage de Concorde à New-York-Kennedy. Ce report a pour but de permettre aux autorités du port de New-York de terminer l'analyse des six premiers mois d'exploitation de l'avion supersonique à Washington-Dulles, analyse que ces autorités avaient jugé nécessaire avant de prendre une décision.

Si, le 24 novembre prochain, à l'issue de la période probatoire de six mois que s'étaient fixées les autorités du port de New-York, celles-ci refusent à Concorde le droit d'atterrir à New-York-Kennedy, l'affaire sera jugée en référé le 17 janvier 1977. Cette suspension de l'action judiciaire est de nature à désamorcer la crise en laissant les responsables du port de New-York prendre toute leur responsabilité. — (A.F.P.)

(PUBLICITE)

AVIS

Métro régional — Ligne de Sceaux. Prolongement de la station « CHATELAIN » à la station « GARE DU NORD » — portion située dans le 1^{er} arrondissement.

Par arrêté du 11 août 1976, M. le Préfet de Paris vient de prescrire l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de prolongement de la ligne de Sceaux entre les stations « CHATELAIN » et « GARE DU NORD » dans sa portion située dans le 1^{er} arrondissement.

Les intéressés pourront consulter le dossier, soit : — à la Préfecture de Paris, 41^e administrative, 17, boulevard de la Chapelle, 93011 Paris (11^e arrondissement), du 15 septembre au 3 octobre 1976 (les samedis, dimanches et jours fériés non compris), de 10 à 18 heures. Ils pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet.

Cette publication est faite en application de la loi n° 75-1323 du 31 décembre 1975.

Handwritten signature and date: 15/09/76

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

M. Barre reçoit les partenaires sociaux

(Suite de la première page.)
Au-delà de ces généralités, les divergences apparaissent lors de l'énumération des mesures concrètes proposées au premier ministre. En matière économique, la C.G.T., la C.F.D.T. et, dans une moindre mesure, la FEN et F.O. insistent sur la nécessité d'une politique interventionniste de l'Etat, les premières selon les schémas de la gauche — priorité à l'emploi et au pouvoir d'achat des plus modestes — F.O. rappelant, elle, son attachement à un certain libéralisme, même si elle n'a guère confiance dans la libre concurrence. Sur ce thème, ainsi que sur

de la Sécurité sociale et l'amélioration des conditions de travail. Les priorités et les moyens à mettre en œuvre divergent, trois attitudes peuvent être distinguées :
— Les revendications de la C.G.T. paraissent traditionnelles et très liées au programme commun ;
— La C.F.D.T. (qui met en avant la réévaluation des bas revenus), la FEN, Force ouvrière et la C.P.T.C. semblent pratiquer une certaine ouverture ;
— La C.G.C. maintient, comme préalable à tout appui de sa part aux projets gouvernementaux, un

ment productif, bien qu'en légère progression en 1976 (+1 %), reste inférieur à ce qu'il était en 1973. La petite progression constatée a, pour l'essentiel, été le fait des petites et moyennes entreprises. Deux raisons essentielles expliquent, selon le patronat, que l'investissement marque le pas : la surcapacité de l'appareil de production et la fragilité de la situation financière, qui se traduit par une sensible diminution de l'autofinancement (46,6 % en 1974, contre 75,3 % en 1971) et une forte progression de l'endettement (qui atteignait 124 % des fonds propres en 1974, contre 86 % en 1970). Mais la surcapacité de production n'est qu'un phénomène passager et ne doit pas empêcher le développement des investissements, pour éviter la réapparition ultérieure de goulets d'étranglement.

C'est un langage un peu différent que tiendront au premier ministre les représentants des petites et moyennes entreprises.

Inquiet des orientations du président de la République, les « petits patrons » pensent qu'ils ont supporté l'essentiel des conséquences du plan de « refroidissement » de 1974, et ils redoutent que des restrictions de crédit augmentent les difficultés de leurs entreprises. Les P.M.E. attendent du premier ministre qu'il se penche sur le problème du financement du chômage, lequel, affirment-elles, est supporté pour l'essentiel par les entreprises et pèse sur leur compétitivité. Les P.M.E. avaient proposé il y a quelques mois de créer 500 000 emplois en échange d'une libération complète des prix des services. Comme le C.N.P.F., elles espèrent que M. Barre pourra convaincre les syndicats de modérer leurs revendications salariales et souhaitent que l'exemple en soit donné dans les entreprises publiques.

Le C.N.P.F. estime que l'action énergique à entreprendre contre l'inflation ne doit cependant pas remettre en cause la politique de libération des prix industriels amorcée par M. Fournade. On souligne, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, que les prix des produits manufacturés ont augmenté ces derniers mois beaucoup moins vite que les autres. En contrepartie d'une liberté maintenue, le C.N.P.F. pourrait demander à ses adhérents de limiter volontairement les hausses de prix (en répercutant toutefois la hausse des matières premières). Le patronat compte proposer à M. Barre un blocage temporaire des tarifs publics. Partisan d'une modernisation de la croissance des salaires, le C.N.P.F. pourrait accepter un ralentissement équivalent de la progression des revenus du capital.

C'est un langage un peu différent que tiendront au premier ministre les représentants des petites et moyennes entreprises. Inquiet des orientations du président de la République, les « petits patrons » pensent qu'ils ont supporté l'essentiel des conséquences du plan de « refroidissement » de 1974, et ils redoutent que des restrictions de crédit augmentent les difficultés de leurs entreprises. Les P.M.E. attendent du premier ministre qu'il se penche sur le problème du financement du chômage, lequel, affirment-elles, est supporté pour l'essentiel par les entreprises et pèse sur leur compétitivité. Les P.M.E. avaient proposé il y a quelques mois de créer 500 000 emplois en échange d'une libération complète des prix des services. Comme le C.N.P.F., elles espèrent que M. Barre pourra convaincre les syndicats de modérer leurs revendications salariales et souhaitent que l'exemple en soit donné dans les entreprises publiques.

J.-P. DUMONT
et PHILIPPE LABARDE

(Avis financier des sociétés)



(Dessin de PLANTU.)

celui de la coopération économique européenne. Force ouvrière rejoindra les positions de la C.G.C. qui se prononce de manière très nette pour l'application des propositions — actualisées — du comité Armand-Rueff contre les rigidités de l'économie française et les freins à sa croissance. Dans le domaine fiscal, les syndicats sont tous favorables à la recherche de l'équité : mais, si la C.F.D.T., de façon précise, et F.O., sur un ton moins appuyé, acceptent une ponction fiscale accrue sur les salaires les plus élevés et souhaitent, avec la C.P.T.C., un rétrécissement de l'éventail hiérarchique, la C.G.T. et la C.G.C. rejettent cette hypothèse. La C.G.T. donne la priorité, parmi les cinq mesures qu'elle a présentées dans une lettre à M. Barre, à la réduction de la TVA et des marges bénéficiaires des entreprises ainsi qu'à la création d'un impôt sur le capital. La C.F.D.T., également favorable à un impôt sur le capital, demande que soient imposées « les activités économiques qui ont profité de la sécheresse » et que la solidarité commence par l'impôt. L'intérieur du monde agricole MM. Bergeron et Charpentier ont, chacun à leur façon, préconisé une telle solidarité professionnelle.

Les divergences entre syndicats sont peut-être plus nettes s'agissant des revendications sur les bas salaires, la restauration de la politique familiale, la sauvegarde

LES MINEURS C.F.T.C. RÉCLAMENT LA RÉOUVERTURE DE BASSINS HOUILLERS

La Fédération des mineurs C.F.T.C., au cours de son 25^e congrès, a réuni, samedi 4 septembre, à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), son président, M. Jean Bonnaud ; M. Louis Bergamini a été élu secrétaire général. Les congressistes ont réaffirmé leur attachement à la politique contractuelle et ont inscrit dans leur cahier de revendication l'obtention d'une cinquième semaine de congés payés et la suppression des discriminations au niveau des avantages en nature. Dans la résolution finale du congrès, évoquant l'avenir de la profession, les mineurs C.F.T.C. ont souligné l'importance des ressources minières françaises et demandé la remise en exploitation des bassins houillers de La Houve, en Lorraine, et de Laurance, en Auvergne. Il faut, a conclu la résolution, reprendre l'industrialisation des régions minières françaises et assurer la maîtrise des prix énergétiques mondiaux.

engagement solennel des pouvoirs publics d'agir en faveur des cadres, comme s'y était engagé M. Chirac, en proposant une renouveau périodique gouvernemental C.G.C. à l'instar des « rendez-vous » accordés depuis des années aux dirigeants agricoles.

C.N.P.F. : d'abord la relance de l'investissement

Le patronat, lui, place la relance de l'investissement au premier plan de ses préoccupations. Dans un long article de sa revue mensuelle (*Investissements : remonter la pente*), le C.N.P.F. rappelle que le volume des dépenses d'équipe-

ÉNERGIE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE D'U.R.S.S. DEVRAIT ÊTRE EN LÉGÈRE AUGMENTATION EN 1976

Premier producteur mondial depuis 1973, l'U.R.S.S. extrait chaque jour 14 millions de tonnes de pétrole. Le *Fravda* du 5 septembre estime que ce niveau permettra d'atteindre les objectifs du plan pour 1976, soit une production de 530 millions de tonnes de pétrole. En 1975, la production avait été de 490 millions de tonnes. L'organe du P.C. soviétique souligne que parallèlement à l'exploitation des gisements de Sibirie occidentale, de nombreux travaux de recherches et de préparation ont lieu dans les gisements d'Akhchegak et de la République autonome de Komi (Grand Nord), du moyen Ob (Sibirie) et de la dépression de la mer Caspienne en Turkménie et en Ukraine. — (A.F.P.)

● UN SIÈCLE DE RÉSERVES DE PÉTROLE POUR LE CANADA. — Le Canada dispose d'énormes réserves de pétrole, indique un rapport publié le 2 septembre par la commission des réserves énergétiques de l'Alberta. Selon ce document, 1 000 milliards de barils dans les sables bitumineux et dans les accumulations d'huile lourde de l'Alberta. Ces dernières réserves sont faciles à extraire mais trop éloignées pour être économiquement rentables actuellement. Ces estimations semblent loin de celles de compagnies comme la Shell et la Gulf Oil, qui estiment qu'on importera du pétrole brut en 1980 pour alimenter l'Ontario. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARBONNAGES DE FRANCE

BONS 8,50 % 1971

Mise en paiement du coupon n° 5
Les intérêts courus du 30 septembre 1975 au 30 septembre 1976 sur les bons Charbonnages de France 8,50 % 1971 seront payables à partir du 30 septembre 1976 à raison de 34,42 F par titre de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 5 et estampille du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,53 F (montant global 32,89 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,73 F, soit un net de 27,16 F.

BONS 8 % 1972

Mise en paiement du coupon n° 4
Les intérêts courus du 25 septembre 1975 au 25 septembre 1976 sur les bons Charbonnages de France 8 % 1972 seront payables à partir du 25 septembre 1976 à raison de 24,98 F par titre de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 4 ou estampille du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,29 F (montant global : 21,69 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,79 F, soit un net de 16,90 F.

Le paiement des coupons sera effectué aux frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :
Crédit Lyonnais - Société Générale - Banque Nationale de Paris - Banque de France - Caisse d'Epargne - Caisse du Nord - Crédit Commercial de France - Crédit Industriel et Commercial - Banques affiliées - Société Générale Alsacienne de Banque - Société Marseillaise de Crédit - Banque de l'Union Européenne - Banque de l'Indochine et de Suez - Caisse Centrale des Banques Populaires de France - Société Centrale de Banque.

LAFFITTE-BAIL

La situation comptable au 30 juin 1976 fait ressortir un bénéfice d'exploitation de 6 315 637 F contre 4 182 414 F pour le premier semestre 1975.

Depuis le début de l'exercice en cours, Laffitte-Bail a concédé six nouvelles opérations de crédit-bail qui portent le montant global de ses engagements d'investissement à 300 millions de francs hors taxes.

Le patrimoine locatif couvre 15 % environ du capital social et donne à la société une solide assise immobilière, tandis que le développement régulier des concours de crédit-bail, avec les contreparties en refinancements extérieurs à long terme et les garanties bancaires qui y sont attachées, offre d'attractantes perspectives de rendement. Ces différentes données autorisent Laffitte-Bail à prétendre pouvoir, dans un proche avenir, accéder au marché boursier.

CHANNEL ISLAND FERRIES LIMITED

Société en liquidation volontaire. Siège social : La Motte-Chambers, Saint-Helier - Jersey C.I.

La Société informe ses créanciers qu'ils devront adresser, dans les dix jours de la publication du présent avis, un état détaillé de leurs créances à M. Richard A. Farrow, liquidateur, La Motte-Chambers, Saint-Helier - Jersey C.I., et demander à ses débiteurs de s'acquiescer de leur dette dans les mêmes délais.

Richard A. Farrow, liquidateur.

Pour louer une voiture en Hollande, réservez chez

europcar 645.21.25

GIMAT

LE GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATÉRIEL DE CONSTRUCTION
1 598 700 000 F d'emprunts lancés depuis 1967

GITT

LE GROUPEMENT DES INDUSTRIES DU TRANSPORT ET DU TOURISME
1 047 000 000 de F d'emprunts lancés depuis 1970

GIMIXTE

LE GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE
427 600 000 F d'emprunts lancés depuis 1975 avec la garantie des collectivités locales

GIDIM

LE GROUPEMENT INTERENTREPRISES POUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER
284 500 000 F d'emprunts lancés depuis 1973

DES GROUPEMENTS SPÉCIALISÉS DANS LE FINANCEMENT A LONG TERME
GÉRÉS PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS
AVEC L'ASSISTANCE TECHNIQUE D'EXPERTS FINANCIERS

Ces quatre Groupements professionnels ont mis leurs moyens en commun dans un G.I.E.

FINANCE INDUSTRIES ANALYSES

FIA

12, rue de Castiglione, 75001 PARIS
Tél. : 260-38-54

BUREAUX

Evolution

Cloisonnés, climatisés
Restent 1600 m² divisibles
à partir de 140 m².

A Paris, 19^e

415F
le m² annuel H.T

260F
le m² annuel H.T
Possibilité d'achat

A LOUER.

La Tour d'Asnières

Moquette, luminaires encastrés
dans les faux-plafonds, téléphones.
Divisibles à partir de 540 m².

Pour tous renseignements :
522.12.00

TRANSACCTIONS
37, rue de Rome
75008 Paris
522.31.72

سكنى في الجبل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
 - IRLANDE : partis politiques, Eglises et syndicats démentent à l'écrit du mouvement spontané des « femmes pour la paix ».
3. ASIE
4. DIPLOMATIE
 - Le colonel Kadafi souhaite rencontrer le président Sadat.
 - Le détournement d'un DC-9 de la KLM.
 - La rencontre entre MM. Kissinger et Vorster à Zurich.
5. AMERIQUES
 - Ouverture officielle de la campagne pour l'élection présidentielle.
- 6-7. POLITIQUE
 - LIBRES OPINIONS : « Chrétiens et communistes », par Maxime Gremetz.
- 8-9. RELIGION
 - Mgr Lefebvre adopte un ton plus modéré dans son conflit avec le Vatican.
9. SCIENCES
 - Premières informations transmises par Viking-2.
9. EDUCATION
11. JUSTICE
 - L'agitation dans les prisons italiennes.
11. FAITS DIVERS
 - La disparition de M. Hervé de Vohra.
12. AERONAUTIQUE
12. DEFENSE
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : Robert Altman vedette de Deauville.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

- Pages 17 à 22
- Une psychologie de l'inflation domine le renouvellement des conventions collectives aux Etats-Unis.
 - Mesures pour obtenir un consensus sur la politique des revenus.
 - Les contrôles médicaux pour lutter contre l'alcoolisme : Un anti-Rhône aussi redoutable que l'autre.
 - La France demeure le principal partenaire du Cameroun.
 - Sécheresse : Pour régler la facture, augmenter et relever les prix agricoles.
 - 23. SPORTS
 - AUTOMOBILISME : victoire de Porsche au championnat du monde des voitures de sport.
 - 34. EQUIPEMENT ET REGIONS
 - CIRCULATION : le gouvernement va-t-il abandonner le péage sur l'autoroute A4 ?
 - POINT DE VUE : « Pour le permis de conduire à points », par Henri Camy.
 - 35-36. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - La sécheresse et l'impit de solidarité.

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (13)
 Annonces classées (24 à 33) : Aujourd'hui (13) ; Carnet (12) ; Journal officiel (13) ; Météorologie (13) ; Notes croisées (13) ; Bourso (37).

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, etc.) ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, destinée dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des affaires.
- I.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprise.
- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.
- Examens chaque année dans les principales villes de France.
- Etudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.
- Documentation gratuite ne 1699 sur la préparation et les démarches de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, 35, rue Collange, 92003 Paris-La Vallée, Tél. 226-51-08 (enseignement privé à distance).

A B C D E F G

A CHYPRE

Les partisans de Mgr Makarios l'emportent largement aux élections législatives

De notre correspondant

Nicosie. — M. Clerides et son parti, le Rassemblement démocratique, ont subi une défaite écrasante aux élections législatives de dimanche 5 septembre, face à la coalition formée par les communistes, les socialistes et les centristes de M. Kyprianou. Après avoir été pendant seize ans le président incontesté de la Chambre, M. Clerides n'a même pas réussi à être réélu dans sa circonscription, comme d'ailleurs

presque tous les candidats de son parti, qui disposaient précédemment de dix-sept sièges à la Chambre. Toutefois, le décompte des votes n'est pas encore terminé et il est en fin de matinée le grand vainqueur des élections de dimanche est M. Kyprianou, ancien ministre des affaires étrangères et chef du front démocratique, qui prend ainsi la seconde place parmi les dirigeants chypriotes, immédiatement après Mgr Makarios. M. Kyprianou est d'ores et déjà considéré comme le nouveau président de la Chambre. Son parti semble en effet avoir obtenu la majorité absolue des sièges, soit vingt et un sur les trente-cinq à pourvoir. On peut prévoir dès à présent que, sur les quarante sièges restants, huit reviendront au parti communiste AKEL, qui disposait du même nombre de candidats, et trois au parti socialiste EDEK de M. Lysariades. Enfin, à également été élu comme indépendant M. Tasos Papadopoulos, l'actuel représentant de la partie chypriote grecque aux pourparlers inter-communautaires pour le règlement du problème de Chypre.

Dans des conditions mal éclaircies L'AVION PERSONNEL DU MARÉCHAL IDI AMIN SERAIT « RESTITUÉ » A ISRAËL

L'avion personnel du chef de l'Etat ougandais, le président Idi Amin, un « Jet Commodore », qu'il avait acheté à Israël en 1974 et qu'il n'avait jamais été totalement payé, serait « restitué » à Israël.

L'avion se trouvait dimanche à Nicosie lorsque ses pilotes, deux Américains, ont demandé l'autorisation de décoller pour Jérusalem. Celle-ci leur fut alors refusée. Les deux hommes ont révéillé qu'ils avaient été chargés par le maréchal Idi Amin de faire un vol d'essai sur l'avion, qui avait été endommagé lors du raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe. Ils ont profité de l'occasion pour dérober l'appareil et pour gagner Nicosie. « Notre intention, ont-ils dit aux journalistes, est de rendre l'avion aux autorités israéliennes ».

Selon d'autres informations publiées à Tel-Aviv par le quotidien Maariv, le chef de l'Etat ougandais a lui-même décidé de renvoyer l'avion en Israël. D'après le journal, le maréchal aurait téléphoné vendredi soir au colonel Barlev (1) pour lui dire : « Je suis à vos résidences d'Entebbe. Dans l'attente d'être restitué, je vous envoie trois pilotes israéliens qui sont mes hôtes. Ils sont titulaires de passeports américains, mais ils sont aussi des Israéliens. Ils ramèneront demain mon avion personnel en Israël ».

Maariv assure que les pourparlers pour le retour de l'avion avaient commencé avant l'opération d'Entebbe. Au printemps dernier, le chef de l'Etat ougandais aurait fait savoir au gouvernement israélien qu'il se proposait de restituer l'avion et de rétablir certaines liens avec Israël. — (A.F.P.)

(1) Ancien chef de la mission militaire israélienne en Ouganda (N.D.L.R.).

A. Meyssignac
 DESSEIN - EXPOSITION
 FABRIQUE - RESTAURE
 DECORE - INSTALLE
 tapisserie ébénisterie
 Meubles - Boiserie
 Rangements - Eléments
 Meubles-lits
 Sièges et Canapés
 Lits Classiques
 Canapés-lits
 Tentures murales
 Rideaux - Décor de fenêtres
Les Truies
 Styles et contemporain
 Ateliers-Magasins
 BUREAU DÉTACHÉ
 42-44, FAUBOURG SAINT-ANTOINE
 PARIS 12 - BASTILLE
 PARKING
 343-96-31

INSTITUT CORPOREL CLAUDE MASSARD
 Imaginez la vie grande et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris (entièrement climatisé).
 Imaginez aussi un massage tout en douceur et en douceur, pratiqué en bain d'eau tiède et d'arômes parfumés.
 C'est le massage thaïlandais tel que le conçoit Claude Massard et son équipe de danseuses massotrices.
 A découvrir de toute urgence. Prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.
 6, rue de la Paix 75002 Paris
 Tél. 261.27.25 - 261.27.97

Après avoir afféti au Japon

LE PILOTE SOVIÉTIQUE D'UN MIG-25 DEMANDE L'ASILE POLITIQUE AUX ETATS-UNIS

Le pilote soviétique d'un Mig-25 a fait un atterrissage d'urgence, lundi matin 6 septembre, sur l'aéroport d'Alameda, dans l'Etat d'Alaska, dans le nord de l'archipel américain. Il s'agit d'un pilote japonais qu'il avait l'intention de demander l'asile politique aux Etats-Unis, mais qu'il n'avait pu se rendre directement dans ce pays parce de carburant.

Ce chasseur ultra-moderne avait un équipage de deux hommes. Le pilote avait tout d'abord, après son atterrissage, glorieusement déclaré qu'il était à court de carburant. Il avait aussi demandé que son avion soit reconstruit d'une bache afin de protéger des secrets militaires et il avait tiré des coups de semonce avec son revolver lorsque les Japonais s'étaient approchés du Mig. Il acceptait ensuite de suivre les policiers à l'intérieur de l'aéroport. — (A.F.P., U.P.I.)

A Europe 1

M. ROCARD : la gauche a intérêt à ce que la situation économique et sociale soit bonne.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste, a déclaré lundi matin 6 septembre à Europe 1 : « Socialistes et communistes ont tout intérêt à ce que la situation économique et sociale soit la meilleure possible lorsqu'ils prendront le pouvoir (...). M. Barre ne peut réussir totalement, parce que la majorité est ce qu'elle est. On a lors du débat sur les plus-values, sur la fraude fiscale, que la majorité ne veut pas lâcher le moindre des privilèges de la droite ».

A propos des mesures financières d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse, M. Rocard a estimé : « Près de 10 % de ce que la France produit chaque année sert à alimenter la spéculation foncière, immobilière, des ventes et des achats de titres. Il serait facile de lacer cela d'abord. Si on le fait, on réduit les plus-values, celle de l'impôt sur le capital. On n'a pas bien fait l'impôt sur les plus-values (...). A la limite, il y a une plus-value pour les Français de payer le prix de l'impôt des plus-values ».

NOUVELLES BRÈVES

● M. Hédi Mabrouk, ambassadeur de Tunisie en France, a été reçu ce lundi matin 6 septembre par M. Giscard d'Estaing à qui il a remis un message verbal du président Bourguiba. Aucune précision n'a été donnée sur le contenu de ce message.

● L'Assemblée nationale pakistanaise a adopté dimanche 5 septembre, un amendement constitutionnel réduisant la responsabilité pour le pouvoir judiciaire d'accorder la liberté provisoire aux personnes en vertu de la législation d'exception (Défense de Pakistan rural).

● Des inscriptions en faveur de Mgr Lefebvre ont été apposées dans la nuit de samedi à dimanche 5 septembre sur les murs du Palais des congrégations vaticanes, à l'entrée de la place Saint-Pierre.

En noir et bleu, les partisans anonymes de l'ancien évêque de Tulle ont écrit : « Ce n'est pas la subversion communiste, c'est la subversion chrétienne », et puis, partout, des « Vive Lefebvre ».

Selon les observateurs, le style de ces inscriptions est celui du mouvement traditionaliste « Civiltà Cristiana » (civilisation chrétienne), qui devait recevoir ce lundi l'abbé Louis Coache pour une conférence de presse.

● Au Danemark, un cadre de la société privée S.T.A.S., qui gère le téléphone à Copenhague, a été suspendu en attendant les résultats d'une enquête sur un contrat d'équipement obtenu par Honeywell-Bull, filiale française des firmes américaines Honeywell et General Electric. Les écritures des comptes de la filiale française ont relevé le versement d'une commission de 384 000 couronnes (près de 270 000 francs) au profit d'un consultant associé en affaires avec le cadre suspendu.

— (Reuters).

● Selon la C.F.T., le Parlement, pour indemniser les agriculteurs victimes de la sécheresse, devrait recourir à un « emprunt national obligatoire ». Cette mesure, pour la C.F.T., qui juge « anormal » de « faire payer la facture par un impôt sur le revenu », est la « plus équitable », et « pourrait s'ajouter à l'aide communautaire qui devrait en toute justice nous parvenir des partenaires européens ».

Le numéro du « Monde » daté 5-6 septembre 1976 a été tiré à 522 808 exemplaires.

Au conseil municipal de Nice

La gestion de M. Jacques Médecin est mise en cause

De notre correspondant

Nice. — La séance, au cours de laquelle le conseil municipal de Nice, le 3 septembre, a émis un avis favorable au projet de schéma directeur d'aménagement de l'agglomération, a donné lieu à un vif incident qui a opposé M. Jacques Bounin, conseiller municipal, délégué aux affaires culturelles (1), au maire de la ville, M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme. Revenant ce qu'il appelle de « mauvaises méthodes de travail », M. Bounin s'est notamment étonné que le procès-verbal d'une séance précédente ait pu porter la mention : « Le conseil approuve le plan d'occupation des sols », alors que, selon M. Bounin, il ne pouvait être question que d'une étape dans la marche d'approche vers la mise au point définitive de ce plan. M. Bounin s'est, d'autre part, inquiété « des raisons qui avaient fait se volatiliser, au moment de la rédaction du procès-verbal, les discussions ayant eu pour objet la ZAC du Mont-Vinagrier ». Enfin, il a réitéré qu'on se soit « obstiné à vouloir jumeler Nice avec Le Cap, en Afrique du Sud, malgré le refus par la préfecture de la détermination approuvant ce jumelage ».

M. Médecin, en relevant que les propositions du conseil municipal mettaient gravement en cause le personnel municipal, a déclaré que la délibération concernant le jumelage avec Le Cap était extorquée, puisque dans le délai d'un mois le préfet ne l'avait pas refusé.

A propos du plan d'occupation des sols, le maire répondit que le conseil municipal doit légalement délibérer sur le projet préparé par les services de l'équipement. En ce qui concerne la ZAC du Mont-Vinagrier, elle fait, selon M. Médecin, partie intégrante de ce POS et dès lors, dans la rédaction du procès-verbal, il n'est pas nécessaire de lui accorder une mention spéciale.

Des propos assez vifs furent échangés ensuite, et finalement M. Médecin adressa à M. Bounin un « rappel à l'ordre » en l'invitant à se taire.

MICHEL VIVIS.

M. Jacques Médecin, que nous avons interrogé ce lundi matin, nous a confirmé que son conseil municipal avait bien voté le jumelage de Nice avec Le Cap. La préfecture des Alpes-Maritimes n'avait pas contesté les délibérations du conseil pour ce qui con-

cernait la procédure de jumelage, celui-ci est entré en vigueur. Le maire de Nice rappelle que sa ville est déjà jumelée avec une quinzaine d'autres grandes cités, parmi lesquelles figurent notamment Yalta, Nuremberg, Edinbourg.

Il indique d'autre part que le congrès des agents de voyages sud-africains, qui devait se réunir à Deauville du 6 au 10 septembre et qui a été annulé, ne se tiendra pas à Nice. L'annonce de cette réunion, qui devait rassembler quelque trois cents délégués de l'Union Sud-Africaine et une centaine de spécialistes du tourisme européens, avait soulevé des protestations du comité anti-Ouïssan.

Ce comité, créé il y a un an et qui regroupe plusieurs organisations de gauche, a demandé de se manifester en organisant le boycottage des agences sud-africaines vendant en France sous la marque Ouïssan. Dans son dernier communiqué, il demande au gouvernement « de faire savoir clairement et oui ou non il s'oppose à abriter sur son territoire les ambassadeurs touristiques d'un pays qui, en deux mois de répression, a déjà massacré, blessé, emprisonné plusieurs milliers d'Africains en lutte pour leurs libertés ».

Le projet de zone d'aménagement concerté (ZAC) sur le mont Vinagrier, zone verte inscrite à l'inventaire des agglomérations communales de France de la Région Alpes-Maritimes de 1964 à 1966. M. Bounin a raconté ses souvenirs de Résistance dans un ouvrage paru en 1974 intitulé Beaucoup d'imprudences (le Monde du 28 juin 1974). Il est revenu au conseil municipal de Nice en 1971 à la suite de l'élection de la liste de M. Jacques Médecin, sur laquelle il figurait.

(1) M. Jacques Bounin, soixante-huit ans, ancien ingénieur, a été conseiller municipal de Nice de 1955 à 1961. Il fut élu député des Alpes-Maritimes en 1958 à la faveur d'une élection partielle. Entré dans la Résistance, il contribua à fonder le Front national avec les communistes et fut commissaire de la République à Montpellier de 1944 à 1946. M. Bounin a raconté ses souvenirs de Résistance dans un ouvrage paru en 1974 intitulé Beaucoup d'imprudences (le Monde du 28 juin 1974). Il est revenu au conseil municipal de Nice en 1971 à la suite de l'élection de la liste de M. Jacques Médecin, sur laquelle il figurait.

HAUSSE DE L'OR

La remontée du cours de l'or sur les marchés libres amorcée à la veille du week-end s'est poursuivie et amplifiée lundi : l'once de métal valait en fin de séance 112 dollars contre 105,55 dollars vendredi en début de journée et 107,40 dollars dans la soirée. Cette remontée est attribuée aux déclarations de M. Brejnev suivant lesquelles la récolte soviétique de céréales sera satisfaisante : l'O.R.S.S. devrait donc vendre moins d'or pour payer ses achats à l'étranger, ce qui allègerait les pressions sur les cours du métal.

Le calme régnait d'autre sur les marchés des changes, où le cours du dollar à Paris restait stable aux environs de 4,93 F.

IDME
 ENSEIGNEMENT PRIVE
 SECONDE A TERMINALE
 REÇUS BAC 1976
 A : 84,60 % - B : 88,50 %
 C : 67,30 % - D : 80 %
 51,20 % des élèves reçus le sont avec mention :
 A.S. - B.I.E.N. - T.B.
 70, rue Chardon-Lagache,
 75016 Paris - Tél. 288-45-34

Assurez votre PROMOTION PROFESSIONNELLE

COURS EN FIN DE JOURNÉE ET LE SAMEDI

1 soir par semaine, pendant 3 mois
 1 samedi tous les 15 jours

- En complétant votre formation dans les matières de votre choix
- Sans interrompre votre activité professionnelle
- Avec la possibilité de recevoir un certificat de fin d'études

Economie - Gestion financière Marketing - Fonction Personnel Relations du Travail Prise de Décision

CROF-GSSE
 Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur reconnu par l'Etat
 14, rue Monsieur le Prince
 75006 PARIS (Métro Odéon)
 033 83 46
 Possibilité de prise en charge par l'employeur

Je paye de 1.50